

CRITIQUE DU RAPPORT

« Frères musulmans
et islamisme politique en France »



MOHIBULKHAYL 'ALIYYAH

© Décembre 2025

CRITIQUE DU RAPPORT

**« Frères musulmans
et islamisme politique en France »**

MOHIBULKHAYL ‘ALIYYAH

Index

Introduction.....	9
Chap. I. Les insuffisances formelles.....	13
Une qualité déficiente.....	13
Un flou terminologique.....	14
Une islamologie datée et orientaliste.....	17
Chap. II. Les travers méthodologiques.....	25
L'opacité des sources.....	25
Une rhétorique militante.....	26
Une impartialité fallacieuse.....	27
Une mauvaise foi.....	32
Chap. III. Les biais idéologiques.....	39
Des biais racistes.....	39
Des biais sexistes.....	41
Des biais colonialistes.....	46
Des biais sionistes.....	50
Chap. IV. La déraison d'État.....	55

Le degré zéro de l'argumentation.....	55
Les contradictions mineures.....	59
La première contradiction majeure.....	62
La deuxième contradiction majeure.....	64
Une suspicion universelle.....	67
Chap. V. Une théorie du complot.....	73
Une inquisition politico-médiatique.....	73
Une théorie du complot.....	75
Un théâtre d'ombres arabes.....	81
La filiation néoconservatrice.....	83
Les « Protocoles des Sages de la Mecque ».....	93
L'industrie de l'islamophobie.....	99
Islamophobie et antisémitisme.....	107
Les deux faces de la victimisation.....	112
Chap. VI. Une islamophobie structurelle.....	115
L'« islamisme » à l'ère du « post-islamisme ».....	115
Le déni systématique de l'islamophobie systémique.....	118
Les stratégies de contournement de l'islamophobie.....	121
Une idéologie parrainée.....	123
Un amalgame assumé.....	127
Un double standard.....	139

Une violation du principe de laïcité.....	141
Les spécificités de l'islamophobie française.....	150
La protestantisation de l'Islam.....	154
Les politiques de l'Islam.....	158
Chap. VII. La « question musulmane ».....	163
Le « problème » de fond.....	163
Les deux voies.....	169
Les modèles à imiter.....	174
La première solution à la « question musulmane ».....	183
La deuxième solution à la « question musulmane ».....	188
L'urgence à éviter le pire.....	202
Conclusion.....	213
Bibliographie.....	217

Introduction

En mai 2025, le gouvernement français rend public un rapport intitulé *Frères musulmans et islamisme politique en France*¹, censé offrir une analyse approfondie de l'organisation des Frères Musulmans (FM) et de son influence supposée sur le territoire national. Commandé un an plus tôt, en avril 2024, par l'ancien Ministre de l'Intérieur, Gérard Darmanin, il a été dirigé par deux hauts fonctionnaires² : Pascal Courtade, Préfet de l'Aube, et François Gouyette, ancien Ambassadeur de France et diplomate dans plusieurs pays musulmans³. Après un an, le rapport est finalement publié à la hâte par le nouveau Ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, deux jours après sa victoire comme candidat du parti *Les Républicains*⁴, afin d'envoyer un message fort en se positionnant comme le présidentiable qui fait de la lutte contre l'islamisme sa priorité⁵.

¹ <<https://www.interieur.gouv.fr/sites/minint/files/medias/documents/2025-05/2025-05-02-rapport-freres-musulmans.pdf>>. Il s'agit d'une version dont la mise en page a été remaniée au moment de la publication officielle pour le grand public, après une première fuite du rapport.

² <https://www.lepoint.fr/societe/le-gouvernement-s-attaque-a-l-influence-des-freres-musulmans-en-france-06-05-2024-2559545_23.php>.

³ Entre autres : Algérie, Arabie Saoudite, Émirats Arabes Unis, Libye, Tunisie.

⁴ <<https://www.publicsenat.fr/actualites/politique/presidence-de-lr-bruno-retailleau-elu-avec-7431-des-voix>>.

⁵ Lors d'un meeting organisé le 26 mars 2025 par le collectif « Agir ensemble », émanation du lobby israélien ELNET (European Leadership Network) — équivalent de l'AIPAC pour l'UE —, le Premier Ministre Retailleau, également ministre des cultes, s'était déjà distingué par une formule ouvertement discriminatoire portant atteinte à la laïcité : « À bas le voile, bien sûr ! ». Voir : <<https://www.20minutes.fr/politique/4150620-20250428-port-voile-tres-gros-lapsus-retailleau-intentions-islamistes>>. De tels propos ne sont sans doute pas étrangers à la hausse de 75 % des attaques visant les musulmans au cours des six premiers mois de l'année 2025. Voir : <<https://www.mediapart.fr/studio/panoramique/la-haine-six-mois-d-islamophobie-en-france>>.

Présenté lors d'un Conseil de défense exceptionnel convoqué par le Président de la République⁶, ce rapport gouvernemental, largement relayé par les médias, constitue l'aboutissement d'un projet souhaité par le rapport sénatorial n°595 publié en 2020, qui préconise de faire de la lutte contre les FM un moyen indispensable de la « lutte contre l'islamisation »⁷. S'inscrivant dans une orientation sécuritaire préexistante, le nouveau rapport poursuit ainsi une double ambition : dresser un état des lieux du courant des FM en France — appelé « frérisme » —, et proposer des mesures pour contenir son influence présumée au sein des institutions locales, en particulier les municipalités.

L'histoire des FM remonte à 1928, lorsque l'organisation est fondée en Égypte par Ḥasan al-Bannā' (1906-1949) dans un contexte de domination coloniale. Elle vise d'abord des objectifs spirituels, éducatifs et sociaux, avant de prendre une orientation plus politique face à l'occupation britannique et aux régimes autoritaires arabes. Réprimée à plusieurs reprises dans son pays d'origine, l'organisation développe une implantation diasporique, notamment en Eu-

⁶ <<https://www.publicsenat.fr/actualites/politique/freres-musulmans-ce-que-revele-le-rapport-commande-par-lexecutif>>.

⁷ Le rapport sénatorial n°595 (2019-2020) sur la « Radicalisation islamiste » déclare : « La lutte contre l'islamisation passe aussi par la lutte sans tolérance à l'égard des ennemis de la République, et notamment du mouvement des Frères musulmans » (p. 226), <<https://www.senat.fr/rap/r19-595-1/r19-595-11.pdf>>. Il est particulièrement révélateur que le texte évoque ici une « lutte contre l'islamisation » plutôt qu'une « lutte contre l'islamisme ». Loin d'être anodin, ce glissement traduit une confusion entre une idéologie politique et la simple progression d'une religion dans la société. Ainsi, les « ennemis de la République » ne se limitent pas aux « extrémistes », mais englobent de fait l'ensemble de ceux qui manifestent une adhésion visible à l'Islam — qu'il s'agisse de croyants renouant avec la foi de leurs ancêtres ou de nouveaux convertis. Les élites françaises s'inscrivent ainsi pleinement dans le cadre idéologique du mouvement international « Stop Islamization », fondé par les blogueurs néoconservateurs Pamela Geller et Robert Spencer, qui ont pour slogan : « L'islamophobie est le summum du bon sens » (Stephen Gash), <<https://www.breconder.com/news/3678666>>. Il n'est pas exagéré de parler ici d'un projet de désislamisation, tout comme on a pu parler de déchristianisation.

rope, qui accueille, dès la fin des années 1950, intellectuels et militants fréristes en exil, afin de nouer une alliance contre les pays arabes tentés par l'expérience socialiste de Nasser⁸.

En France, les FM influencent notamment la création, en 1983, de l'Union des Organisations Islamiques de France (UOIF), devenue « Musulmans de France » (MdF) en 2017. Regroupant des associations religieuses, éducatives et culturelles, cette fédération a participé durant plusieurs années aux instances officielles de représentation du culte musulman, notamment au Conseil Français du Culte Musulman (CFCM), fondé en 2003 sous l'impulsion de Nicolas Sarkozy. D'autres structures liées à ce réseau, comme l'Institut Européen des Sciences Humaines (IESH), centre de formation d'imams, ont également collaboré avec les autorités depuis de leur création.

Toutefois, depuis une décennie, la situation a progressivement évolué : les autorités publiques entreprennent de sanctionner sans

⁸ Le jeune Saïd Ramadan (1926-1995), beau-fils de Ḥasan al-Bannā' et père de Tariq Ramadan, fut reçu à la Maison-Blanche en 1953 dans le cadre d'une stratégie américaine visant à instrumentaliser les mouvements islamistes pour contenir l'influence grandissante du communisme dans le monde arabe. À cette époque, la progression du baathisme en Égypte, en Syrie et en Irak faisait craindre à Washington un basculement de ces pays dans le camp soviétique. Installé en Suisse à partir de 1958, Saïd Ramadan devint par la suite représentant de la Jordanie à l'ONU, puis ambassadeur de la Ligue islamique mondiale, organisation fondée et financée par l'Arabie Saoudite. Le Président américain Eisenhower avouera dans une lettre : « Nous voulions explorer les possibilités de renforcer le roi Saoud comme contrepoids à Nasser. Le roi était un choix logique à cet égard ; il professait au moins l'anticommunisme, et il jouissait, pour des raisons religieuses, d'une haute considération parmi toutes les nations arabes ». Un officier de la CIA confirmera : « Nous voyions Nasser comme socialiste, anti-occidental, anti-Pacte de Bagdad, et nous cherchions une sorte de contrepoids. Les efforts saoudiens pour islamiser la région étaient perçus comme puissants, efficaces et susceptibles de réussir. Nous adorions cela. Nous avions un allié contre le communisme ». Voir DREYFUSS R. (2006) *Devil's Game. How the United States Helped Unleash Fundamentalist Islam*, New York, Owl Book, p. 120-125. Protégé par les services de renseignement suisses contre plusieurs tentatives d'assassinat perpétrées par les services égyptiens, Saïd Ramadan fut décrit en 1966 par les autorités helvétiques comme incarnant « la tendance conservatrice, pro-occidentale, qui de notre point de vue n'est pas antipathique ». En 1967, les services de renseignement suisses le considéraient même comme un « agent d'information des Anglais et des Américains », confirmant la bienveillance avec laquelle Londres et Washington suivaient ses activités. Voir BESSON S. (2004) « Quand la suisse protégeait l'islam radical au nom de la raison d'Etat », *Le Temps*, <<https://www.letemps.ch/opinions/suisse-protégeait-lislam-radical-nom-raison-detat>>.

justification sérieuse des individus⁹ et des organisations avec lesquels elles avaient pourtant coopéré auparavant. Ainsi, parmi beaucoup d'autres institutions (écoles, mosquées, librairies, associations humanitaires, etc.), l'IESH est dissous par décret ministériel le 3 septembre 2025, à la suite de la publication de ce rapport¹⁰ qui prétend dévoiler une menace longtemps méconnue.

Bien que ce document prête à l'actuelle organisation des FM un projet de subversion et de domination qui mettrait la France en danger, une lecture attentive met au jour des lacunes méthodologiques, des approximations conceptuelles et des biais idéologiques portant une atteinte directe à la crédibilité du propos. Loin de l'objectivité attendue d'un rapport d'expertise officiel, le texte fonctionne comme un outil de légitimation d'une politique discriminatoire en présentant la population musulmane de France comme une « cinquième colonne ».

⁹ Un exemple particulièrement significatif est celui de Hasan Iquioussen, dont le discours était largement orienté vers l'intégration, et qui avait entretenu des relations régulières avec Gérard Darmanin — ayant même dîné avec lui à plusieurs reprises. Pourtant, il a été expulsé du territoire français vers le Maroc en janvier 2023. Sur la relation entre les deux hommes, voir : <<https://www.mediapart.fr/journal/france/250822/quand-darmanin-dinait-avec-l-imam-iquioussen-qu-il-veut-present-expulser>>, et sur les circonstances de son expulsion : <https://www.lemonde.fr/societe/article/2023/01/14/l-imam-iquioussen-expulse-vers-le-maroc-apres-plusieurs-rebondissements-judiciaires_6157822_3224.html>.

¹⁰ <<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000052182608>>.

Chapitre I

Les insuffisances formelles

Une qualité déficiente

Le rapport souffre de nombreux défauts formels trahissant une rédaction hâtive, ainsi qu'un manque de sérieux. Les fautes d'orthographe, d'accord et de syntaxe sont trop nombreuses pour un document officiel : « ce rapport s'est attachée » (p. 6), où l'accord du participe passé est incorrect ; « les intérêts la mouvance » (p. 34), où il manque la préposition « de » ; « au retrait de du contrat d'association » (p. 45), où la préposition est redoublée de manière fautive ; « d'autres ouvrages en défendant une vision traditionaliste » (p. 45), où l'usage de « en » est grammaticalement erroné ; « la prudence certaines administrations » (p. 56), où il manque la préposition « de » ; ou encore « extrêmement clivé » (p. 62), adjectif utilisé au masculin alors qu'il qualifie un nom féminin. Ces erreurs, disséminées tout au long du document, témoignent d'une absence de relecture et d'une publication précipitée.

La mise en page accentue cette impression d'amateurisme : les titres alternent entre polices ; le sommaire (p. 3) saute de la section 4.1 à 4.4 en omettant les sections intermédiaires attendues (4.2,

4.3) ; les guillemets utilisés varient sans logique apparente ; et certains encadrés thématiques présentent des marges inégales. Autant d'anomalies révélant un travail d'édition bâclé, qui affaiblit la crédibilité du document.

Un flou terminologique

Les insuffisances deviennent plus flagrantes encore lorsqu'on s'attarde sur son lexique. Les termes clés tels que « islamisme » (défini tardivement aux pages 14-15), « séparatisme » ou « entrisme » (apparaissant pour la première fois p. 20 sans la moindre définition), sont employés avec une grande imprécision.

Ainsi, l'« islamisme » est décrit comme une « politisation exacerbée de l'islam », sans que l'on sache à partir de quel seuil la politisation devient « exacerbée », ni selon quels critères une telle gradation serait jugée problématique.

Par ailleurs, le texte parle d'un islamisme pouvant être « minimaliste » ou « maximaliste », légaliste ou violent — ce qui contredit l'idée même d'exacerbation. Le rapport laisse dans l'ombre ce qui différencie une simple revendication citoyenne fondée sur des valeurs religieuses — courante dans toutes les confessions au sein d'une démocratie pluraliste — d'un projet politique subversif, à moins que ce qui pose problème ne soit la pratique de l'Islam en tant que tel.

L'expression « mouvance frériste », elle aussi, est utilisée sans rigueur, englobant un spectre extrêmement large qui inclut les

membres ayant prêté allégeance et les sympathisants, mais aussi des individus que l'on suppose influencés, même inconsciemment, par l'idéologie des FM. En atteste cette phrase parlant des « écosystèmes islamistes », « n'ayant pas toujours forcément conscience de servir les intérêts [de] la mouvance » (p. 34). Une telle formulation permet de donner une extension indéfinie à la « mouvance frériste », au point d'y inclure, sans preuve d'affiliation ni de sympathie concrète, des non-musulmans.

Un exemple caricatural de cette tendance est fourni par Florence Bergeaud-Blackler, l'une des cautions universitaires du rapport, bien que non mentionnée. Elle a ainsi récemment qualifié le Rabbin Émile Ackermann de « frériste » lors d'une interview¹¹, démontrant l'extrême plasticité, voire l'instrumentalisation, de cette étiquette.

Pour masquer cette insuffisance définitionnelle, le rapport recourt à une prolifération lexicale de termes en « -isme », rarement définis et souvent interchangeable, créant un effet de saturation fallacieux. Le but est de donner au lecteur l'illusion d'une exhaustivité conceptuelle compensant la pauvreté analytique de l'approche : frérisme, islamisme, intégralisme¹², identitarisme, radicalisme, salafisme, wahhabisme, littéralisme, rigorisme, fondamen-

¹¹ <<https://x.com/AckermannEmile/status/1926379725913547159>>. Dans une interview récente accordée à la chaîne YouTube « Thinkerview » le 7 octobre 2025, Bergeaud-Blackler, qui se présente comme une spécialiste de « l'islamisme », s'est une nouvelle fois discréditée dans un extrait devenu viral, en se montrant incapable de comprendre l'expression arabe courante « *kullu tamām* ? » (« tout va bien ? »), confondant « *kullu* » avec l'impératif « *kul* » (mange), ou « *tamām* » avec « *ṭa'ām* » (nourriture ou manger). Voir : <<https://www.youtube.com/watch?v=AN98CFjpGuk>> (23:50).

¹² Le terme « intégralisme » remplace ici le plus classique « intégrisme », qui évoque avant tout une attitude religieuse individuelle, marquée par le conservatisme et la rigueur doctrinale. En revanche, « intégralisme » semble renvoyer à une conception globale du monde, à un projet politico-religieux visant à ordonner l'ensemble de la société selon des principes religieux. Ce glissement permet d'assimiler une position spirituelle à une menace d'ordre sociétal et politique, légitimant de ce fait son traitement sécuritaire.

talisme, extrémisme, communautarisme, séparatisme, entrisme — jusqu'à 14 mots aux contours flous et dont la connotation négative semble être le seul dénominateur commun.

Le titre même du rapport, « Frères musulmans et islamisme politique en France », illustre cette défaillance terminologique. L'expression « islamisme politique » constitue une redondance malheureuse, puisque le terme « islamisme » désigne déjà, par définition, une forme d'islam politique. Cette répétition incongrue, qui revient à parler d'un « islam politique politique », est reprise aux pages 10 et 61, trahissant une surenchère gratuite à effet dramatique¹³.

Elle révèle d'ailleurs l'une des sources d'inspiration du rapport, car cette expression fautive était déjà utilisée en 2016 dans le « Manifeste du *Printemps Républicain* »¹⁴. Ses auteurs s'inscrivent ainsi, tant par le fond comme par la forme, dans la lignée de la mouvance politique qui instrumentalise le principe de laïcité en le dévoyant

¹³ Cette expression est également reprise dans le sondage IFOP publié le 18 novembre 2025, *État des lieux du rapport à l'islam et à l'islamisme des musulmans de France* (Analyse, p. 12), révélant la source d'inspiration de ses concepteurs. Il est d'ailleurs notable que le terme « islamisme » n'y soit jamais défini. Voir : <https://www.ifop.com/article/etat-des-lieux-du-rapport-a-lislam-et-a-lislamisme-des-musulmans-de-france>. Loin de toute prétention à l'objectivité, les responsables du sondage recourent à des expressions biaisées telles que « sur-religiosité », assimilent sans nuance « islamisme » et « intégrisme » et valident explicitement ceux qui décrivent les musulmans comme constituant une « contre-société ».

¹⁴ Les auteurs du manifeste écrivent : « L'extrême-droite comme l'islamisme politique sont à la manœuvre pour tenter de jouer avec les peurs et les tensions qui traversent la société française », <https://www.printempsrepublicain.fr/notre-manifeste>. Fondé en mars 2016 par Laurent Bouvet et Gilles Clavreul, ce groupe, décrit comme un « gang informel » constitué « pour défendre "l'islamophobie" Élisabeth Badinter en particulier et la laïcité en général » (Cohen 2016), et influençant « les plus hautes sphères de l'État, où ils distillent leur vision identitaire et nationaliste de la République » (Boursier 2024), incarne une « mouvance républicaine, laïque et islamophobe » (Amselle 2018). Selon le spécialiste de la laïcité Jean Baubérot, ce groupuscule défend une « laïcité gallicane, c'est-à-dire une laïcité antireligieuse, qui tend vers la religion civile » (Gaspar 2021). Il n'est pas anodin de signaler que ce mouvement a également été qualifié de « printemps israélien » par Jean Stern, car il compte parmi ses partisans d'« éminents pro-israéliens » (Stern 2021). Liés entre eux, les quatre mouvements sociaux animant et diffusant le plus l'islamophobie sont : le néoconservatisme, le sionisme, le contre-djihadisme (ou l'antiterrorisme) et la nouvelle gauche (belliciste et laïcarde). Voir : MASSOUMI N., MILLS T. et MILLER D. (2017) *What is Islamophobia? Racism, Social Movements and the State*, London, Pluto Press, p. 21. Il faudrait ajouter certaines formes de conservatisme classique (souvent catholique).

pour réprimer la visibilité des musulmans, accusés dès lors de vouloir islamiser l'Europe¹⁵.

Une islamologie datée et orientaliste

Quant aux définitions du glossaire (pp. 74-75), plusieurs d'entre elles témoignent d'une méconnaissance préoccupante des catégories internes à l'Islam et d'une forte imprégnation orientaliste aujourd'hui totalement dépassée, même dans la plupart des cercles académiques occidentaux. À titre d'exemple, la définition de l'apostasie (p. 74) laisse entendre que des actes suffisent à faire sortir un musulman de l'Islam, alors que dans le sunnisme, la sortie de l'Islam suppose toujours un rejet explicite de la croyance, pas uniquement une faute ou un comportement. Assimiler des fautes morales à une rupture avec l'Islam relève d'une conception kharijite, historiquement marginale, et alimente une confusion entre orthodoxie sunnite et extrémisme sectaire.

Plus loin, la définition du califat comme « régime politique théocratique au sein duquel le calife demeure le détenteur du pouvoir politique et religieux » repose sur une grille de lecture occidentale héritée de la théorie chrétienne médiévale des deux glaives, qui n'a pas sa place en Islam, pour la simple raison qu'on n'y trouve pas de « pouvoir religieux » entendu comme prérogative d'un corps social déterminé, tel que l'Eglise au sein du Christianisme.

¹⁵ Voir LIOGIER, R. (2012) *Le mythe de l'islamisation. Essai sur une obsession collective*, Paris, Seuil. C'est cette thèse complotiste qu'expose l'écrivaine ultra-sioniste Bat Ye'or dans son ouvrage *Eurabia* (2006), qui a par la suite inspiré les attaques terroristes du norvégien Anders Breivik (Oslo et Utøya, 22 juillet 2011) et celles de l'australien Brenton Tarrant (Christchurch, 15 mars 2019).

De même, le hanbalisme est décrit comme une école caractérisée par un « littéralisme sans possibilité d'interprétation » (p. 74), trahissant une incompréhension fondamentale du mode de fonctionnement du droit islamique¹⁶ (*fiqh*). Reprenant des poncifs dépassés, les auteurs ignorent que même dans ses formes les plus prétendument « littéralistes », le *fiqh* constitue une activité rationnelle et herméneutique. Toute école juridique (*madhhab*), y compris le hanbalisme, repose sur une méthode interprétative des textes sacrés selon certains principes (*uṣūl al-fiqh*).

La définition de la Charia (*ṣarīʿa*) comme une « grande Loi islamique à la fois religieuse et sociale, suivie par les musulmans des États islamiques » est aussi problématique. Elle laisse entendre que la Charia serait avant tout un code politico-légal en vigueur dans les « États islamiques » (lesquels ?), alors qu'il s'agit en réalité de l'ensemble des jugements divins (*aḥkām*) tels qu'ils sont interprétés par les savants et appliqués par les croyants dans leur vie quotidienne — bien au-delà de tout cadre étatique —, y compris au niveau éthique, moral, social et culturel.

Cette réduction à une sorte de modèle juridico-étatique contribue à présenter la *Ṣarīʿa* comme une menace politique subversive, alors que tout musulman pratiquant, où qu'il vive, applique la *Ṣarīʿa* lorsqu'il fait la prière, jeûne, donne l'aumône, se montre bienveillant envers ses voisins ou ses parents, etc., sans que ce soit dans le cadre d'un « État islamique », ni dans le sens d'un code civil et

¹⁶ Il faut souligner que la traduction du terme « *fiqh* » par « droit » (ou « juridique » sous forme d'adjectif), communément admise, est imparfaite en ce sens que le *fiqh* inclut des règles non juridiques (dans le sens strict du mot), comme les règles morales ou les règles sociales (Hallaq 2009).

pénal, puisque, comme cela est souvent rappelé, plus de 80% des règles de la Šarī'a concernent des règles « privées » que chaque musulman s'astreint lui-même à suivre en toute conscience et par devoir, sans contrainte institutionnelle extérieure.

De plus, les règles pénales comme la peine de mort ou les châtiements corporels, auxquelles on assimile souvent la Šarī'a dans le discours politico-médiatique, ne s'appliquent pas dans le cadre d'une gouvernance non islamique comme celle d'un État moderne, étant donné que les conditions de leur mise en œuvre ne sont pas remplies selon les normes de la Šarī'a elle-même¹⁷. Il est donc inutile de la tenir pour une menace politique dans des sociétés où la population musulmane est extrêmement minoritaire¹⁸.

Cette définition biaisée de la « Charia », sorte d'épouvantail anxigène utilisé dans le cadre d'une stratégie FUD¹⁹, permet de justifier les initiatives législatives, juridiquement discriminatoires à l'encontre des musulmans, telles que les campagnes américaines pour le « *ban on shariah law* » (interdiction de la Charia)²⁰.

¹⁷ Leur application même dans les États islamiques prémodernes a été extrêmement rare et exceptionnelle. Voir PETERS R. (2005) *Crime and Punishment in Islamic Law: Theory and Practice from the Sixteenth to the Twenty-First Century*, et RABB I. (2015) *Doubt in Islamic Law: A History of Legal Maxims, Interpretation, and Islamic Criminal Law*.

¹⁸ Et même dans les pays à majorité musulmane, la configuration actuelle de l'ordre international rend l'application intégrale de la Šarī'a structurellement irréalisable, malgré les désirs qu'en pourraient avoir ces populations.

¹⁹ « *Fear, uncertainty and doubt* » (FUD) est une stratégie communicationnelle consistant à influencer autrui en diffusant des informations négatives, souvent vagues et inspirant la peur. Cette technique est souvent utilisée dans la vente et les discours politiques. Elle est une forme du sophisme désigné comme « appel à la peur ». Ce type de stratégie, qui agite une « peur verte » (Kumar 2010), fonctionne selon la même logique que celle qui, sous le maccarthysme, entretenait sans relâche la « peur rouge ».

²⁰ De manière tout aussi problématique, le sondage IFOP de novembre 2025 utilise comme indicateur d'« islamisme » les deux premières réponses à la question suivante : « Pour vous, la loi musulmane (la charia) doit-elle être appliquée intégralement quel que soit le pays dans lequel on vit, appliquée en partie mais adaptée aux règles du pays où l'on réside, ou ne pas s'appliquer dans les pays non musulmans ? » Or, cette formulation est trompeuse, car elle laisse entendre qu'il serait question d'une application étatique ou juridico-légale, alors que les répondants peuvent simplement penser au respect de la pratique religieuse individuelle.

Les dénonçant comme absurdes, l'avocat américain Abed Awad souligne justement que « la charia menace autant [la] Constitution que les versets bibliques appelant à la lapidation des adultères ou la directive génocidaire du Deutéronome de “ne laisser en vie rien de ce qui respire”²¹ »²². Si la perception d'une menace liée à la Charia était fondée de manière objective, elle devrait conduire les partisans de son interdiction à critiquer et à réprimer également la Halakha juive²³ et l'ensemble des normes de l'Église catholique (magistère, droit canon, catéchisme), qui sont comparables à la Charia musulmane²⁴.

De manière similaire, la définition du « *takfir* » (p. 75) tombe dans une autre erreur grossière. Il est décrit comme un acte de rejet envers un non-musulman, voire un appel à la violence, alors qu'il

²¹ Il est fait référence ici à Dt 7:1-16, Dt 13:13-16 ou Dt 20:16-18. Dans la Torah, l'injonction à génocider un peuple (*hērem*) renvoie à l'anéantissement complet de l'ennemi (hommes, femmes, enfants, et parfois même bétail). Dans la loi rabbinique cependant, la notion de *hērem* est similaire à celle chrétienne d'excommunication. Ces concepts théologiques ne posent pourtant pas de problème à ceux qui parlent continuellement de « *jihād* », « *šarī'a* » et « *takfir* ». Voir STERN P. (2020) *The Biblical Herem. A Window on Israel's Religious Experience*, Atlanta, Scholars Press. Sur l'interprétation chrétienne du *hērem* biblique, voir HOFREITER C. (2018) *Making Sense of Old Testament Genocide. Christian Interpretations of Herem Passages*, Oxford, Oxford University Press. Il convient de rappeler que le 28 octobre 2023 Netanyahu a explicitement mobilisé le concept de *hērem* pour qualifier le génocide en cours à Gaza, en s'appuyant sur le verset biblique ordonnant l'anéantissement d'Amalek : « Va maintenant, frappe Amalek, et voue à l'interdit tout ce qui lui appartient ; tu n'épargneras personne, et tu feras mourir hommes et femmes, enfants et nourrissons, bœufs et brebis, chameaux et ânes » (1 Samuel 15, 3). Voir : <<https://www.youtube.com/watch?v=IIPkoDk6isc>>.

²² <<https://www.thenation.com/article/archive/true-story-sharia-american-courts/>>. L'auteur confie : « Aussi absurde soit-elle, l'idée selon laquelle des musulmans radicaux tenteraient de prendre le contrôle du pays semble faire son chemin ». En emboîtant le pas aux États-Unis, avec une décennie de retard, la France adhère aux idées complotistes et délirantes qui y ont cours depuis le début de la Guerre contre le Terrorisme lancée en 2001. Puis Awad ajoute : « Bien sûr, la croisade anti-charia ne se résume pas à un examen attentif des principes constitutionnels ; elle relève de la discrimination et de l'intolérance ». Ce constat peut s'appliquer également au rapport ici à l'étude.

²³ Il existe en France des « tribunaux rabbiniques » (*Beth Din*), qui fonctionnent dans le cadre juridique de l'arbitrage civil reconnu par le droit français, sans que cela pose problème à ceux qui crient continuellement au scandale dès qu'il s'agit de préceptes islamiques. Voir le site de la Chambre Arbitrale Rabbinique créée en 2007 à Neuilly-sur-Seine (92200) : <<https://www.dintorah.fr/>>. Si la crainte de l'islamisation était fondée, elle devrait s'accompagner d'une peur équivalente de la « judaïsation » de la société française.

²⁴ Malgré leurs différences, ces trois systèmes normatifs organisent les croyances, les rites, la vie familiale et les principes moraux de leurs fidèles respectifs, que ce soit individuellement ou collectivement.

s'agit d'un avis juridique (*fatwā*) déclarant qu'une personne se disant musulmane ne l'est pas en réalité, du fait d'une croyance, d'une parole ou d'un acte supposant un rejet explicite des croyances fondamentales de l'Islam. Dans un contexte où il n'y a pas d'autorité politique islamique, ce procédé reste purement théologique et concerne seulement la définition de l'orthodoxie, ne pouvant ainsi être assimilé à une hostilité envers les non-musulmans, ni à une incitation à la violence.

Enfin, le traitement réservé au wahhabisme est également problématique. D'abord, le qualifier d'« ultra-rigoriste » (p. 75) relève d'un jugement de valeur subjectif et arbitraire. À partir de quel seuil peut-on être qualifié de « rigoriste » ? N'est-on pas, en réalité, toujours le rigoriste de quelqu'un de plus laxiste, quel que soit le domaine considéré ?

D'autres expressions comme « salle de prière rigoriste » (p. 50), laissent perplexe, tout comme la phrase : « La quasi-totalité [des écoles coraniques] est rattachée à un lieu de culte musulman et plus d'un tiers évoluent dans un courant fondamentaliste de l'islam » (p. 52). Selon quelle source ? Quelle est la définition de fondamentaliste ici présumée ? Que signifie un « enseignement coranique rigoriste » ? Enfin, le rejet de l'innovation (*bid'a*) n'est pas une préoccupation propre au wahhabisme, mais à tous les courants musulmans, qui ne suppose pas pour autant une posture radicale ou violente.

Les stéréotypes orientalistes qui considèrent le wahhabisme comme « ultra-orthodoxe », « rigoriste » ou « littéraliste » par opposition à des courants qui seraient peu ou prou « hétérodoxes »,

comme le soufisme, constituent une inversion de la réalité historique et théologique, puisque d'un côté, le soufisme a toujours fait partie intégrante de l'orthodoxie sunnite, et que d'un autre côté, le wahhabisme a toujours été perçu par la majorité des Savants sunnites comme un courant hétérodoxe, innovateur et minoritaire²⁵.

Ainsi, lorsqu'il est affirmé que Ḥasan al-Bannā' « laisse une ouverture à l'égard du chiisme et du soufisme » (p. 16), comme si le soufisme était un courant hétérodoxe au même titre que le chiisme, les auteurs commettent une grossière erreur, car le fondateur des FM était lui-même rattaché à la Ṭarīqa Ḥaṣafiyya, où il avait été initié par son père (Wickham 2013)²⁶.

La confusion entre salafisme et wahhabisme relève également d'une simplification extrême. Il convient de distinguer plusieurs courants (Bishara 2022)²⁷ :

1. Le salafisme moderniste, habituellement associé à l'« islamisme ». Initié par Jamāluddīn al-Afġānī (1838-1897) et Muḥammad 'Abduh (1849-1905), et poursuivi par Muḥammad Rašīd Riḍā (1865-1935) et Ḥasan al-Bannā' (1906-1949), ce courant se veut moderniste dans son expression politique tout en

²⁵ Cette position a été réitérée en 2016 lors de la Conférence Islamique Internationale de Grozny où plus de 200 Savants sunnites ont rappelé que le wahhabisme est exclu de l'orthodoxie islamique. Voir la déclaration finale publiée en français sur le site de l'événement : <<https://chechnyaconference.org/material/chechnya-conference-statement-french.pdf>>.

²⁶ Comme le rappelle Wickham, la dissociation entre soufisme et frérisme intervient une génération plus tard, vers les années 1940, avec le remplacement de la première génération fondatrice du mouvement.

²⁷ Il s'agit d'une classification théologique, qui prévaut même sociologiquement sur la classification politique, car elle est fondée sur la façon dont les sujets pensent leurs propres positionnement et action. La classification politique, habituelle chez les islamologues, distingue 3 courants : quietisme (souvent identifié avec le wahhabisme, bien que ce ne soit pas toujours le cas) ; réformisme (souvent identifié avec l'islamisme, bien que ce ne soit pas toujours le cas) ; jihadisme (souvent associé au wahhabisme, mais pas seulement).

étant plutôt conservateur au niveau sociétal, même s'il en existe différentes tendances²⁸. Il a finalement donné naissance à l'organisation des FM, mais ne s'y réduit pas.

2. Le salafisme dogmatique, que l'on peut subdiviser en :
 - a. Salafisme wahhabite, fondé par Muḥammad ibn ʿAbd al-Wahhāb (1703-1792).
 - b. Salafisme néo-taymiste, qui dans la deuxième moitié du XX^e siècle, tente un retour au taymisme par une distanciation vis-à-vis du wahhabisme, tout en subissant son influence, notamment en ce qui concerne le rejet des voies spirituelles (*ṭuruq ṣūfiyya*)²⁹.

Les deux types de « salafisme », qui ont en commun la référence aux « *Salaf* » — les premières générations de musulmans —, rejettent la tradition islamique telle qu'elle s'est constituée par la suite, et entendent renouer avec la pureté des origines qui se serait perdue après des siècles de dérives et de scléroses, soit au niveau politique, soit au niveau religieux. Il s'agit donc de courants réformistes — et non d'un Islam figé dans la tradition —, qui malgré leur opposition, ont connu des phases d'influence réciproque dès l'époque de Rašīd Riḍā, le disciple de ʿAbduh s'étant rapproché des autorités wahhabites de l'Arabie Saoudite, contrairement à ce qu'affirment les auteurs du rapport qui datent cette hybridation de la « prédication 2.0 » sur Internet (p. 53).

²⁸ Une autre ligne de succession après Muḥammad ʿAbduh a donné des penseurs progressistes comme Qasim Amin, Ali Abderraziq, Mohammed Arkoun, Malek Chebel, Yadh Ben Achour, Nasr Hamid Abou Zayd, Abdelmajid Charfi ou encore Tareq Oubrou.

²⁹ Alors qu'Ibn Taymiyya lui-même était affilié à une voie spirituelle, la Ṭarīqa Qādiriyya.

Ainsi, « frérisme » et « salafisme » (ici dans le sens de wahhabisme), ne relèvent pas tous deux d'« idéologies islamistes » (p. 53), à moins que les mots ne veuillent plus rien dire, ce qui est malheureusement le cas chez les auteurs du rapport et leurs sources d'inspiration idéologique, pour lesquels le mot « islamisme » devient un « fourre-tout » incluant des courants incompatibles n'ayant rien en commun³⁰.

En conclusion, les définitions approximatives, les erreurs grossières et les projections orientalistes qui émaillent le glossaire témoignent d'une méconnaissance sérieuse des réalités doctrinales, historiques et juridiques de l'Islam, souvent réduites à des stéréotypes ou à des schématisations importées de lectures idéologisées, révélant ainsi l'incompétence des auteurs du rapport en matière d'islamologie. Ces confusions sont malheureusement courantes chez les profanes ignorant tout du fait religieux musulman, mais on ne s'attend pas à les trouver dans un rapport officiel censé guider les politiques publiques qui vont avoir un impact sur la vie de millions de musulmans en France.

³⁰ Cette erreur était déjà présente dans le rapport *La fabrique de l'islamisme*, rédigé par Hakim El Karoui et publié en 2018 par l'Institut Montaigne, think tank néolibéral proche des milieux d'affaires et gouvernementaux (notamment de Sarkozy et de Macron). Il s'agit d'une autre source d'inspiration importante du rapport ici à l'étude. Voir la version abrégée (p. 16) : <<https://institutmontaigne.org/resources/pdfs/publications/Version%20Abrege%CC%81e%2090%20pages.pdf>>. La même absurdité a été reprise dans la « Charte des Imams », publiée en 2021 par le CFCM. Ce document constitue une sorte d'équivalent contemporain de la Constitution civile du clergé de 1790, par laquelle les prêtres se soumettaient à l'autorité de la République, à la différence près qu'à l'époque il n'y avait pas de loi de 1905. Quant aux imams qui refusent la signature de la Charte, ils sont qualifiés de « séparatistes », tout comme on désignait les prêtres refusant la Constitution civile de « réfractaires ». On peut lire dans cette Charte, à la note 3 (p. 5), que l'expression « islam politique » recouvre les « courants politiques et/ou idéologiques appelés communément salafisme (wahhabisme), le Tabligh ainsi que ceux liés à la pensée des Frères musulmans et des courants nationalistes qui s'y rattachent ». Voir : <<https://cfcm-officiel.fr/presentation-de-la-charte-des-principes-pour-l-islam-de-france-au-president-de-la-republique/>>. Dans le sondage IFOP de novembre 2025, on retrouve les mêmes courants regroupés sous la catégorie de « mouvance islamiste » : frérisme, salafisme, wahhabisme, tabligh, takfir et djihadisme. Là encore, ces mouvements sont juxtaposés sans qu'aucune définition commune ne vienne justifier leur assimilation.

Chapitre II

Les travers méthodologiques

L'opacité des sources

Malgré la présence d'une bibliographie (Annexe 1), le rapport se distingue par l'absence de références précises : les citations ne sont ni sourcées, ni attribuées, une lacune assumée explicitement avec désinvolture : « Les citations ne sont pas référencées » (p. 7). Ainsi, des accusations comme la diffusion d'un discours identitaire et prosélyte par des prédicateurs (p. 53) ne renvoient à aucun nom, lien, ou extrait de contenu, rendant impossible la vérification, et même l'évaluation indépendante de leur dangerosité supposée. Quant aux sources secondaires, elles sont convoquées à l'aide de formules vagues telles que « selon un universitaire » (p. 15). Lequel ?

Concernant leur méthode, les auteurs du rapport affirment s'être fondés sur des entretiens avec des universitaires, des déplacements de terrain en France et en Europe, des entretiens avec des responsables musulmans nationaux et des échanges avec différentes administrations impliquées (p. 7). Mais cette méthodologie reste profondément opaque : aucun nom d'universitaire, aucune date, aucune institution spécifique, aucun lieu de déplacement n'est

mentionné. Aucune distinction n'est faite entre les témoignages de chercheurs reconnus, de fonctionnaires ou de représentants religieux. L'effet est une dilution complète de la parole citée, qui ne permet ni de vérifier les informations rapportées ni de les évaluer, forçant le lecteur à croire les auteurs sur parole.

Une rhétorique militante

Le style lui-même trahit cette faiblesse en introduisant des formules maladroites et ambiguës. Ainsi, la phrase : « Les *salafi* [sic] travaillent à une meilleure définition de l'islam » (p. 11) laisse entendre, à tort, que les auteurs émettent un jugement de valeur positif reconnaissant aux « salafis » (c'est-à-dire les wahhabis) des efforts de clarification doctrinale supérieure à celle des « fréristes », comme s'ils s'en félicitaient, alors que — bien évidemment — il n'en est rien. D'autres expressions, comme « réseau réticulaire de solidarité entre baronnies locales » (p. 65), relèvent d'une rhétorique militante et complotiste, inadaptée à la neutralité requise et contribuant à alimenter un imaginaire de l'ennemi intérieur, le tout soutenu par un ton qui oscille entre vocabulaire alarmiste, jargon sécuritaire et métaphores militaires : risque, danger, menace, subversion, etc. En renfort de ce langage anxiogène, un diagramme rappelle les schémas du contre-espionnage (p. 10), sans qu'il n'apporte d'éclairage réel sur les structures évoquées, car il convient à toute organisation pyramidale, y compris nos partis politiques, sa seule fonction étant de donner l'impression illusoire de dévoiler l'organisation clandestine et hostile d'un groupe quasi mafieux selon la

procédure d'une enquête policière. Tous ces manquements suggèrent qu'il s'agit d'un document de commande, rédigé avant tout pour répondre à une injonction politique : celle d'incarner et de matérialiser un « danger islamiste », plutôt que de fournir une analyse documentée, nuancée et fiable.

Une impartialité fallacieuse

Comme pour masquer ces insuffisances, les auteurs du rapport prétendent conférer à leur travail une apparence de neutralité grâce à une caution académique qui garantirait son objectivité en se fondant sur la consultation de 45 universitaires français et internationaux de « sensibilités diverses » (p. 7). Toutefois, cette affirmation reste invérifiable, car aucun nom n'est mentionné, laissant le lecteur dans l'impossibilité de juger de la représentativité ou de la compétence des personnes sollicitées. Par ailleurs, certains chercheurs reconnus pour leurs travaux rigoureux sur ces questions, tels que le sociologue et politologue Vincent Geisser, spécialiste de l'islamophobie³¹, ont publiquement indiqué avoir décliné l'invita-

³¹ L'islamophobie est une forme de racisme (ou altérophobie) impliquant des discours et des actes discriminatoires ou violents à l'égard des personnes musulmanes (ou considérées comme telles) en raison de leur appartenance à une communauté religieuse perçue comme homogène, dangereuse, déviante et radicalement autre. Ayant une dimension discursive (représentations, idéologie, préjugés) et pratique (discrimination, exclusion, violence), elle peut s'exercer à travers des relations individuelles et interpersonnelles, mais aussi par le biais de mécanismes institutionnels et structurels qui contribuent à un traitement inégal et désavantageux, notamment lorsqu'elle vise les signes de visibilité musulmane. Voir AWAN I. et ZEMPI I. (2020) *A working definition of Islamophobia*, <<https://www.ohchr.org/sites/default/files/Documents/Issues/Religion/Islamophobia-AntiMuslim/Civil%20Society%20or%20Individuals/ProfAwan-2.pdf>> ; et Runnymede Trust (2025) *Islamophobia: towards a working definition*, <<https://www.runnymedetrust.org/publications/islamophobia-towards-a-working-definition>>. La critique de l'Islam, voire même l'aversion à son égard, ne constituent pas en soi de l'islamophobie, contrairement à ce qu'affirment ceux qui contestent l'existence même de ce concept parce qu'il empêcherait la critique de l'Islam. En revanche, il est islamophobe de formuler une critique à l'encontre de l'Islam sans l'appliquer en même temps aux autres religions lorsqu'elles présentent des caractéristiques similaires. C'est précisément dans ce traitement différencié que réside la dimension discriminatoire.

tion à participer à cette enquête, suspectant que ses conclusions seraient établies d'avance, avant même la conduite des travaux³².

Plus fondamentalement, les auteurs construisent dès le début une fausse équivalence entre deux « visions universitaires » de la « mouvance frériste », l'une qualifiée d'« empathique » et l'autre de « pessimiste » (p. 6).

Ces deux lectures opposées n'ont cependant pas le même poids académique : la vision « pessimiste »³³ de Gilles Kepel, Bernard Rougier, Hugo Micheron, Florence Bergeaud-Blackler, Alexandre Del Valle ou Hakim El Karoui, fait l'objet de critiques récurrentes dans le champ académique en raison de ses biais idéologiques, de son instrumentalisation politique et de son manque de fondement empirique et d'objectivité statistique³⁴.

A l'inverse, les travaux de chercheurs associés à la vision « empathique »³⁵, tels que Olivier Roy, François Burgat, Vincent Geisser, Franck Frégosi, Brigitte Maréchal ou Margot Dazey, reposent sur des enquêtes de terrain approfondies et une méthodologie plus robuste.

³² <<https://www.youtube.com/watch?v=LOgI9HjKAZE>>. Frégosi remarque également lors d'un entretien faisant suite à la publication de ce rapport : « Certains collègues ont refusé car ils ont estimé que c'était à charge. Force est de constater qu'ils n'avaient pas forcément tort », in « Rapport sur les Frères musulmans : "Il n'y a pas d'agenda caché pour instaurer un califat en Europe" », *Libération*, 21 mai 2025, <https://www.liberation.fr/societe/rapport-sur-les-freres-musulmans-il-ny-a-pas-dagenda-cache-pour-instaurer-un-califat-en-europe-20250521_4DO6GMANLZBARNFPY2KK4ERN4/>.

³³ Le rapport du sondage IFOP de novembre 2025 cite également Kepel, Rougier, Micheron et Bergeaud-Blackler, révélant par là même ses orientations idéologiques et ses biais méthodologiques.

³⁴ Bonnefoy remarque par exemple : « La méthode défendue par Bernard Rougier aurait bien du mal à obtenir une validation par les comités éthiques, appelés en anglais *Institutional review boards* (IRB), qui se développent dans les universités, exigeant notamment la transparence de la démarche scientifique ». Voir BONNEFOY, L. (2021) « Bernard Rougier, un chercheur conquis par la fièvre identitaire. De la recherche scientifique aux plateaux télévisés », *Revue du Crieur*, 19(2), 142-159, <<https://doi.org/10.3917/crieu.019.0142>>.

³⁵ Qualifié de « dénégationniste », avec la triste connotation qui l'accompagne, par le trio Kepel-Rougier-Micheron, qui se pense comme le camp de l'« objectivité ». Voir MICHÉRON H., ROUGIER R. et KEPEL G., « Les dénégationnistes du jihad », *Libération*, 21 décembre 2018, <https://www.liberation.fr/debats/2018/12/21/les-denegationnistes-du-jihad_1698799/>.

En prétendant mettre ces deux courants sur un pied d'égalité, les auteurs dissimulent la profonde asymétrie des approches³⁶, étant donné que la scientificité du courant « pessimiste » est hautement sujette à caution³⁷. Mais plus grave encore : loin de maintenir une position neutre, les auteurs choisissent clairement leur camp en adoptant pleinement la rhétorique militante et politisée de la « vision pessimiste », dont ils réutilisent les outils conceptuels et les expressions choc : « islamisme politique » (p. 1), tiré du Manifeste du *Printemps républicain* auquel participe Kepel ; « territoires confisqués » (pp. 51, 65), clin d'oeil aux « territoires conquis » de Rougier, dont on reprend de plus — telle quelle — la notion d'« écosystème islamiste » ; le triptyque « une vision, une identité et un plan » (p. 20) cher à Bergeaud-Blackler³⁸ ; la définition étendue de l'islamisme comme incluant aussi bien le wahhabisme que le frérisme (p. 53), inspirée d'El Karoui ; etc.

Ces intellectuels organiques de l'islamisme ne sont pas seulement liés au pouvoir exécutif par l'instrumentalisation politique de

³⁶ Bonnefoy (2021) souligne la non-falsifiabilité des positions du camp de la « clairvoyance » : « Bernard Rougier, comme Gilles Kepel avant lui, tire de sa progressive marginalisation dans le champ scientifique un argument d'autorité : ce serait leur clairvoyance qui expliquerait les critiques auxquelles les deux hommes sont confrontés dans un milieu professionnel qu'ils disent gangrené par l'« islamogauchisme » », Rougier reconnaît lui-même dans un entretien de janvier 2021 à *L'Express* : « Dans le monde académique, nous nous sentons quand même très isolés », <https://www.lexpress.fr/idees-et-debats/bernard-rougier-islamistes-et-indigenistes-concoivent-le-musulman-comme-une-victime_2143085.html>.

³⁷ La vision « pessimiste » repose sur une « thèse auto-confirmatrice, qui échappe à la réfutabilité et donc à la démarche scientifique ». Voir DAZEY M. (2024) « Enquêteur sur des mouvements islamistes. Enjeux conceptuels, méthodologiques et épistémologiques d'une approche centrée sur l'idéologie », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, 155 (1/2024), <<https://doi.org/10.4000/remmm.20611>>. Le sociologue et anthropologue H. Esmili va jusqu'à qualifier les trois mousquetaires de l'islamisme (Kepel-Rougier-Micheron), auxquels il faudrait ajouter leur « D'Artagnane » (Bergeaud-Blackler) de « nouveaux faussaires » dans ESMILI, H. (2020) « Les nouveaux faussaires : le Maître, l'Établi et l'Aspirant », *Contretemps. Revue de critique communiste*, <<https://www.contretemps.eu/nouveaux-faussaires-maitre-etabli-aspirant/>>.

³⁸ BERGEAUD-BLACKLER, F. (2023) *Le frérisme et ses réseaux, l'enquête*, Paris, Odile Jacob, p. 42.

leurs recherches : leur dépendance s'étend également aux conditions mêmes de leur production scientifique, notamment à travers leurs sources de financement. La Présidente de la Région Île-de-France, Valérie Pécresse, le reconnaissait explicitement en affirmant : « Sans nous, Bernard Rougier, Gilles Kepel, Hugo Micheron ne trouveraient pas les moyens de financer leurs travaux »³⁹. L'autonomie académique de ces chercheurs est compromise par une relation de dépendance structurelle vis-à-vis des pouvoirs publics. En amont, les orientations de recherche sont conditionnées par les agendas politiques et sécuritaires qui déterminent l'octroi des financements ; en aval, les résultats produits viennent légitimer les politiques déjà engagées dans une boucle de rétroaction⁴⁰.

La vision « pessimiste » ne constitue donc pas une approche scientifique légitime, mais bien un dispositif idéologique traversé par des intérêts politiques, dont les conclusions sont, dès le départ, orientées par les impératifs du pouvoir⁴¹.

³⁹ CORDELIER J. (2020) « Valérie Pécresse : “Cette tragédie abjecte doit être un électrochoc salutaire !” », *Le Point*, 17 octobre 2020, <https://www.lepoint.fr/politique/valerie-pecresse-cette-tragedie-abjecte-doit-etre-un-electrochoc-salutaire-17-10-2020-2396813_20.php>.

⁴⁰ Frégosi (2025) commente : « Les pouvoirs publics ont donc choisi de désigner un ennemi de l'intérieur, l'islamisme, qui, telle une pieuvre, compterait diverses ramifications et aurait pris le contrôle des esprits et des espaces fréquentés par les musulmans. Et pour mener à bien le combat contre cet ennemi, qui se combine avec une vision extensive de la laïcité, ils ont pu compter sur le soutien de certains réseaux universitaires, bien décidés à voir leurs analyses s'imposer dans le champ politique, à défaut de dominer le champ académique ».

⁴¹ Il n'est pas déplacé de considérer, comme le fait Bonnefoy (2021), ces « universitaires dans les couloirs » (Frégosi) comme les « éminences grises » des politiques publiques françaises contre la radicalisation et le séparatisme depuis une vingtaine d'années. La recherche en islamologie sert ainsi l'islamophobie, selon l'expression de O. Hanne, in *Confluences Méditerranée*, 2022/2 N° 121, p. 19 à 33. Ce brouillage des frontières entre production académique, journalisme et action politique illustre la manière dont le savoir devient un instrument de pouvoir : la recherche et l'information, façonnées par des impératifs idéologiques, servent à leur tour de justification aux politiques publiques. Un exemple particulièrement révélateur est celui du livre de Claire Sterling, *The Terror Network* (1981), dans lequel l'auteure prétend dévoiler un vaste réseau de terrorisme piloté par l'Union Soviétique. Ironie du sort, lorsque le directeur de la CIA, William Casey, ordonna une enquête interne sur les affirmations du livre, il découvrit que celles-ci reposaient en réalité sur des campagnes de désinformation orchestrées par la CIA elle-même, qui avait attribué à Moscou des opérations subversives menées en Italie par des groupes communistes locaux. Voir Kundnani (2014, chap. I).

Avec la même partialité, les auteurs privilégient l'approche alarmiste du rapport britannique de Jenkins-Farr (2015) en le détaillant et le commentant longuement, alors qu'ils délaissent le rapport ultérieur "*Political Islam*" and the Muslim Brotherhood (2016), qui en offre pourtant une critique « virulente » en proposant une « une vision bien moins pessimiste de la mouvance au Royaume-Uni » (p. 37). Ce choix révèle une nette préférence pour les approches anxigènes, dénuées d'objectivité et de neutralité, servant à justifier des politiques sécuritaires et répressives à l'encontre des musulmans, héritées de la gestion coloniale de l'Islam en Algérie française⁴².

Dès lors, l'appel des auteurs à un dialogue entre les deux camps universitaires (p. 6) apparaît comme profondément hypocrite : d'un côté, le rapport tait les nombreuses critiques scientifiques formulées à l'encontre de la vision « pessimiste » ; d'un autre côté, il donne une place hégémonique à cette même vision, dans une stratégie d'invisibilisation des approches concurrentes⁴³, pourtant majoritaires dans le monde académique. Il devient alors évident que l'accusation d'« islamo-gauchisme » portée contre le milieu universitaire sert surtout à exclure, sans les réfuter, ces perspectives qui ne se conforment pas aux attentes du pouvoir.

⁴² Frégosi (2025) explique : « Cette logique sécuritaire qui, durant la période coloniale en Algérie, a impacté plus ou moins directement la question religieuse, s'inscrivait dans la politique de lutte contre toutes les expressions locales de contestation du pouvoir colonial. Il s'agissait prioritairement, en surveillant et en contrôlant les prises de parole dans les mosquées, de lutter contre tous les réseaux et les forces alimentant la résistance et la promotion de l'indépendance qui auraient été tentés de se servir des chaires comme de tribunes officielles. D'où l'idée de s'assurer de la loyauté des personnes habilitées à prêcher, plutôt que de vérifier leurs qualités et compétences religieuses ».

⁴³ De cette logique participent les procédures-bâillon comme celle intentée à François Burgat pour apologie du terrorisme. Voir : <https://www.lemonde.fr/societe/article/2025/05/28/l-islamologue-francois-burgat-poursuivi-pour-apologie-du-terrorisme-relaxe_6609001_3224.html>.

Une mauvaise foi

Ce manque d'impartialité se double d'une mauvaise foi difficilement contestable lorsque les auteurs du rapport proposent une lecture tendancieuse et biaisée de plusieurs citations, en particulier celles de figures musulmanes comme Tariq Ramadan.

Par exemple, la phrase suivante, qui traite de l'importance de la religion en Occident : « la référence juive ou chrétienne s'est diluée ou a tout simplement disparu » (p. 14), est interprétée dans le rapport comme un dénigrement des autres traditions religieuses, alors qu'il s'agit d'un simple constat sociologique, largement partagé par les chercheurs en sciences sociales des religions, lesquels relèvent depuis des décennies la progression de la sécularisation au sein des sociétés occidentales, notamment parmi les communautés chrétiennes et juives. Cette phrase n'exprime donc aucun jugement de valeur, mais une observation neutre sur l'évolution de la référence religieuse dans l'espace public.

Une seconde citation de Ramadan, extraite de son analyse sur les dérives possibles de la pensée réformatrice, est également mal interprétée (p. 14). Il écrit :

Mal gérée, la pensée religieuse réformatrice peut produire une attitude intellectuelle et politique dangereusement réactionnaire et conservatrice : des indices, déjà, nous font craindre le pire parmi les musulmans occidentaux.

Cette formulation vise à alerter sur les glissements qui peuvent résulter d'une lecture dévoyée du réformisme islamique. Le rapport en tire pourtant la conclusion suivante : « Il justifie les causes du terrorisme par des régimes étatiques répressifs et corrompus et réfute toute responsabilité de l'islamisme dans le terrorisme ».

Il s'agit là d'un double contresens : d'une part, la citation ne contient aucune justification du terrorisme (et même si elle proposait une explication, expliquer ne revient jamais à justifier) ; d'autre part, elle souligne justement une responsabilité interne — celle des courants réformistes — dans la dérive vers des positions radicales. L'inversion complète de sens opérée par le rapport ne peut relever d'une simple maladresse : elle témoigne d'une volonté manifeste de disqualifier les positions nuancées en les dénaturant systématiquement. Une telle approche est non seulement injuste, mais intellectuellement malhonnête.

Aggravant cette tendance, les auteurs vont jusqu'à tomber dans une inversion accusatoire qui culpabilise les musulmans d'une situation qui n'est pas seulement de leur fait, tout en déresponsabilisant l'État. Notamment aux pp. 6 et 20, le rapport impute aux musulmans de France le « manque persistant de structuration de l'organisation du culte musulman ».

Cette accusation passe sous silence la responsabilité historique de l'État dans cette situation : pendant deux décennies, les pouvoirs publics français ont favorisé une gestion consulaire du culte, en

s'appuyant sur les États d'origine (Maroc, Algérie et Turquie), au détriment d'une structuration autonome, issue du terrain⁴⁴.

Il ne s'agit évidemment pas de nier l'existence d'ingérences étrangères, parfois concurrentes et conflictuelles, de la part des pays d'origine des musulmans de France, ni les tensions internes liées aux rivalités personnelles, au carriérisme, aux divergences institutionnelles ou encore aux différences d'interprétation théologique qui compliquent la coordination des organisations musulmanes. Cependant, réduire une telle désunion à ces seuls facteurs, sans reconnaître la part de responsabilité de l'État dans cette fragmentation, relève pour le moins de la mauvaise foi de la part des auteurs du rapport, qui sont de hauts fonctionnaires, c'est-à-dire des représentants de l'État.

Les tentatives de mise en place d'une représentation musulmane selon une dynamique ascendante (*bottom-up*) ont été souvent entravées par une ingérence directe de l'État dans la gestion du culte musulman selon trois directions qui violent le principe de laïcité : la création active et volontariste d'institutions religieuses « par le

⁴⁴ De manière plus générale, les discours islamophobes reposent sur des inversions causales qui attribuent aux musulmans la responsabilité de phénomènes dont ils sont en réalité les victimes (Liogier 2012) : les prières de rue ne sont pas l'expression d'une volonté d'« islamiser l'espace public », mais la conséquence directe du manque chronique de places dans les mosquées ; la diffusion du *halâl* auprès de consommateurs non musulmans résulte avant tout d'impératifs économiques et industriels, et non d'un projet sournois de transformer les habitudes alimentaires de la société ; la concentration urbaine des musulmans dans certains quartiers relève plus d'une politique de ghettoïsation que d'un communautarisme volontaire ; la fuite des non-musulmans des banlieues s'explique par le désinvestissement massif de l'État dans les quartiers populaires, et non par une quelconque expulsion organisée par leurs habitants musulmans ; la surreprésentation de musulmans dans les statistiques de la criminalité découle d'une précarité sociale, économique et culturelle structurelle, et non d'une supposée essence criminogène du musulman ; l'impression de ne pas être français, ressentie par de nombreux musulmans, tient d'abord au fait que leur francité est niée ou mise en doute, et non au fait qu'ils refuseraient par principe de s'identifier à la nation ; l'immigration massive en provenance des pays musulmans s'explique par les conséquences de l'impérialisme occidental, qui depuis quarante ans déstabilise ces régions, les soumet économiquement ou y installe des régimes autocratiques, et non par quelque fantasme de projet colonial inversé ; etc.

haut » sous le prétexte de se donner des interlocuteurs ; la marginalisation ou dissolution d'instances existantes véritablement issues de la société civile comme l'IESH pour la formation d'imams ; et la promotion de « représentants » sans légitimité communautaire⁴⁵, comme Hassen Chalghoumi⁴⁶, qu'ils soient des opportunistes insincères ou des musulmans sincères qui par ignorance, peur ou complexe d'infériorité reprennent les principaux éléments des discours stigmatisants à l'égard des musulmans.

Débutant dès les années 1990, les tentatives de contrôle du culte musulman n'ont pas cessé, et même vont crescendo dans le sens d'une plus grande intervention étatique : en 1990, le Conseil de ré-

⁴⁵ Frégosi (2025) remarque : « Triés sur le volet, souvent légitimés par les rapports réguliers qu'ils entretiennent avec des notables politiques (maires, députés, etc.) et d'autres responsables religieux, ces notables musulmans réputés modérés sont considérés comme les seuls en mesure de représenter les intérêts légitimes du culte musulman et de devenir des partenaires réguliers et loyaux de l'État ».

⁴⁶ Formé en Syrie et au Pakistan de par son adhésion au mouvement Tabligh, il arrive en France en 1996, où il enchaîne d'abord divers petits emplois avant de devenir imam dans un foyer. Surveillé par les services de renseignement, il tente de se faire connaître comme imam soumis aux impératifs du pouvoir, et en 2008, il est propulsé à la présidence de l'association culturelle des musulmans de Drancy grâce au soutien du maire centriste Jean-Christophe Lagarde. L'année suivante, il se rend à Gaza pour légitimer l'opération israélienne « Plomb durci », qui fit plus de 1 300 victimes palestiniennes en 22 jours. Contesté au sein de sa mosquée, il déclare avoir été victime d'une agression de la part des « islamistes ». Il est alors transfiguré en « imam des Lumières » et systématiquement mis en avant par les cercles politiques et médiatiques français, en contrepartie d'un discours mêlant islamophobie et alignement sur les positions ultra-sionistes du lobby israélien, au point d'être surnommé « l'imam du CRIF » (Conseil Représentatif des Institutions Juives de France). Voir : <https://www.lepoint.fr/societe/hassen-chalghoumi-un-paria-parmi-les-siens-16-09-2013-1731330_23.php>. À titre d'exemple hilarant, on peut écouter cet entretien de 2020 où Chalghoumi, invité à une émission culturelle consacrée à la philosophie, est promu docteur en pataphysique commentant Averroès : <<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/les-chemins-de-la-philosophie/quel-role-pour-l-imam-dans-la-republique-5619119>>. Frégosi (2025) explique : « Ainsi [en est-il] de la figure médiatisée de l'imam Hassen Chalghoumi de Drancy, toujours prompt à se draper dans le drapeau tricolore pour incarner l'imam républicain, se glorifiant d'être la vigie de la République parmi les musulmans de France. Son exemple illustre le désir de certains notables musulmans de capter à leur profit l'attention des responsables publics en cherchant à les satisfaire. [...] On pourrait dire que si, dans le cadre de la lutte du gouvernement contre le terrorisme, la figure du « musulman modéré » ou de « l'imam républicain », contre-modèle de l'ennemi intérieur, constitue un ressort essentiel, Hassen Chalghoumi en est la personnification. [...] Chalghoumi se borne à déclamer que les islamistes sont des barbares et l'islam une religion de paix. Il incarne ainsi le glissement progressif de l'autodiscipline à la *self domestication*. Pascal Boniface le décrit comme un *native informant*, un informateur « indigène », dont la vocation n'est pas de contribuer à une réflexion originale, à une reformulation de la pensée islamique ou à un réexamen des textes, mais de conforter les stéréotypes paternalistes qui circulent sur les musulmans de France, comme la subversion par le radicalisme islamique, le danger du communautarisme ou la nécessité d'une régénération républicaine de l'islam ». Voir sa parodie par Malik Bentalha, devenue virale : <<https://www.youtube.com/watch?v=eymKly8CoUI>>.

flexion sur l'islam en France (CORIF) est créé sous l'impulsion du Ministre de l'Intérieur Pierre Joxe ; en 1995, la Charte du Culte Musulman en France est proposée par le Ministre de l'Intérieur Charles Pasqua ; en 1999, la Consultation des musulmans de France (*al-Isti-shâra*) est initiée par le Ministre de l'Intérieur Jean-Pierre Chevènement ; en 2003, le Conseil Français du Culte Musulman (CFCM) est promu sous l'égide de Nicolas Sarkozy, Ministre de l'Intérieur ; en 2005, sont créés les Conseils Régionaux du Culte Musulman (CRCM) en complément du CFCM ; en 2011, le Débat sur la laïcité et l'islam est organisé sous la présidence de Nicolas Sarkozy ; en 2016, le gouvernement de Manuel Valls lance la Fondation de l'Islam de France (FIF) avec Jean-Pierre Chevènement à sa tête ; en 2020, la Charte des principes pour l'islam de France est proposée par le gouvernement d'Emmanuel Macron ; en 2021, la loi contre le séparatisme est adoptée sous Emmanuel Macron ; en 2022, le Forum de l'Islam de France (FORIF) est créé sous l'impulsion du Ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin ; en 2023, le Plan de formation des imams est présenté dans la continuité du FORIF⁴⁷.

Il est difficile de croire que les auteurs puissent ignorer ces éléments, sauf à admettre leur incompétence complète. Dans la même veine, le rapport déplore l'absence d'interlocuteur viable (p. 21) pour expliquer la méconnaissance des actes de malveillance à l'encontre des lieux de culte musulmans. Cette lacune découle pourtant en grande partie de la politique gouvernementale elle-même, qui a

⁴⁷ Comme cela a été dit, ces institutions représentent l'État auprès des musulmans, au lieu de représenter les musulmans auprès de l'État.

dissous ou affaibli plusieurs structures chargées de documenter ces actes. Le Collectif Contre l'Islamophobie en France (CCIF) est dissous en 2021, et l'Observatoire national de lutte contre l'islamophobie, placé sous l'égide du CFCM, n'est plus reconnu comme un interlocuteur par les pouvoirs publics depuis 2021, alors qu'il se contentait de publier les chiffres du Ministère de l'Intérieur sans les modifier, étant dépourvu de toute équipe lui donnant la capacité de comptabiliser les actes anti-musulmans de manière indépendante⁴⁸.

L'évocation partielle et partielle de certaines décisions de justice révèle également une volonté manifeste de minimisation. Ainsi, à la p. 45, le rapport mentionne sans commentaire que la suspension du contrat d'association du Lycée Averroès de Lille a été annulée par le tribunal administratif. De même, la tentative de suspension du Lycée al-Kindi à Lyon, aussi rejetée par la juridiction administrative, est passée sous silence. Ces éléments sont pourtant essentiels, non seulement pour apprécier la légitimité des accusations formulées à l'encontre de ces établissements, mais aussi pour évaluer la responsabilité de l'État dans la désorganisation de la communauté musulmane et ses injustices répétées dans sa gestion de l'Islam.

⁴⁸ Voir DE LASA M., « Le FORIF se saisit de la lutte contre les actes antimusulmans », in *La Croix* (19 février 2024), <<https://www.la-croix.com/religion/le-forif-se-saisit-de-la-lutte-contre-les-actes-antimusulmans-20240219>>. Derrière son apparence consultative, le FORIF s'apparente à un dispositif d'*astroturfing* visant à produire un islam institutionnel contrôlé, dont la légitimité repose davantage sur la reconnaissance étatique que sur l'adhésion des musulmans eux-mêmes. Voir FRÉGOSI F. « La nouvelle gouvernance de l'islam en France se présente comme une opération médiatique pour Emmanuel Macron », *Le Monde*, 31 janvier 2022, <https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/01/31/la-nouvelle-gouvernance-de-l-islam-en-france-se-presente-comme-une-operation-mediatique-pour-emmanuel-macron_6111655_3232.html>. L'*astroturfing* désigne une stratégie insidieuse créant de fausses organisations, généralement financées par de grandes entreprises ou des partis politiques pour étayer leurs positions ou contester ceux qui les critiquent, grâce à des techniques de propagande donnant l'impression d'un mouvement spontané d'ampleur. Il repose sur la dissimulation de l'identité ou des intérêts réels des initiateurs (en cachant les financements, les commanditaires directs et indirects ou les affiliations partisans), pour conférer une crédibilité artificielle au mouvement.

Poursuivant dans cette inversion accusatoire qui cherche à accuser la communauté musulmane en la tenant pour seule responsable des phénomènes mentionnés, le rapport évoque l'affaire du voile de Creil en 1989, en insistant sur l'instrumentalisation qu'en auraient faite les FM (p. 41). Mais il passe sous silence son exploitation par d'autres acteurs, au premier rang desquels certains courants politiques de droite qui y ont vu l'occasion de lancer un débat identitaire alimentant la peur de l'Islam⁴⁹. En ne retenant qu'un seul angle d'analyse, celui d'une manipulation islamiste, le rapport adopte une lecture sélective et partielle. Or, si instrumentalisation il y a eu, elle fut plurielle, et surtout essentielle dans la construction d'un « problème musulman » dans l'espace public. Ce silence en dit long sur la tendance du rapport à réduire la question du voile à une « manœuvre islamiste », au lieu de l'inscrire dans un contexte plus large où d'autres forces ont contribué à polariser le débat.

Enfin, le rapport évoque un « tumulte médiatique » (p. 60) autour de ces questions, sans reconnaître qu'il en est lui-même un vecteur. En produisant un discours polémique, non étayé scientifiquement, fondé sur des accusations injustifiées, véhiculant plusieurs travers méthodologiques, reposant sur de nombreux biais idéologiques, et livré à la presse à la manière d'un scoop, il alimente précisément les rhétoriques hostiles envers l'ensemble des musulmans, qu'il prétend ensuite regretter.

⁴⁹ Ernest Chénier, principal du collège de Creil ayant prononcé en 1989 l'exclusion des trois fillettes portant le voile, malgré un Ministère de l'Éducation Nationale qui à ce moment-là souhaitait l'apaisement en reconnaissant la liberté de religion, deviendra député RPR de l'Oise en 1993 et déposera trois propositions de loi pour l'interdiction du port du voile à l'école publique.

Chapitre III

Les biais idéologiques

Des biais racistes

Soutenant les parti pris des auteurs, une idéologie raciste à peine voilée essentialise les musulmans comme un bloc homogène et aliéné. La négation de l'agentivité des acteurs musulmans se retrouve notamment dans la description du dernier des cercles concentriques constituant la « mouvance frériste » : il est affirmé que ses membres n'ont « pas toujours forcément conscience de servir les intérêts [de] la mouvance » (p. 34), comme si les musulmans engagés dans une activité religieuse ou associative le faisaient de manière naïve et inconsciente, manipulés à leur insu par une organisation secrète et malveillante. Le sujet musulman serait ainsi incapable de discernement, selon un imaginaire complotiste où l'action musulmane apparaît comme téléguidée à distance.

A la page 12, le rapport évoque le concept de « *dār al-da'wa* » (demeure de la prédication), mais en le présentant sous un prisme suspicieux, comme s'il constituait une stratégie inquiétante ou dissimulée. Or, ce terme renvoie à une conception missionnaire classique de l'Islam, qui n'a rien d'exceptionnel en comparaison des

démarches prosélytes présentes dans d'autres traditions religieuses, notamment l'évangélisation chrétienne. En isolant ce concept et en le problématisant exclusivement lorsqu'il s'applique à l'Islam, le rapport produit un traitement différencié et discriminatoire, qui suggère une intentionnalité particulière malveillante propre aux musulmans, là où il ne s'agit que d'une pratique universelle des religions cherchant à transmettre leur message. Ce biais révèle une tendance plus large à associer l'Islam à des visées subversives, tout en passant sous silence des dynamiques similaires que l'on trouve dans d'autres traditions religieuses.

De manière plus explicite encore, certains termes employés dans le rapport véhiculent une forme de racisme, particulièrement frappant dans le passage où les auteurs se plaignent de l'implantation de l'Islam en Occident et regrettent l'« inculturation d'une tradition moyen-orientale » (p. 14), comme si l'Islam, en tant que religion issue du Proche et Moyen-Orient était par essence étrangère à la culture européenne, et par conséquent, inassimilable. Ce type de formulation assigne les traditions religieuses à leur origine géographique en occultant les processus de transmission, d'influence et d'hybridation qui caractérisent toutes les cultures humaines.

Une telle logique revient à naturaliser l'altérité musulmane, en en faisant une sorte d'altérité radicale, inintégrable et menaçante, tandis que d'autres influences étrangères ont été intégrées sans difficulté au récit national. Faut-il rappeler que le Christianisme est, lui aussi, une « tradition moyen-orientale » ? Né en Palestine et développé dans l'Empire romain d'Orient, il a fait l'objet d'un long

processus d'inculturation en Europe. Refuser à l'Islam ce même processus d'adaptation et d'appropriation ne peut s'expliquer que par un racisme culturel à peine voilé.

Il convient de rappeler également que la culture musulmane a largement contribué à la formation de la culture occidentale moderne. Dès le Moyen-Âge, notamment à travers le mouvement de traduction initié en Espagne lors de la *Reconquista*, d'innombrables éléments issus de la civilisation islamique ont été intégrés à la culture européenne, dans des domaines extrêmement variés : philosophie, médecine, droit, architecture, musique, gastronomie, etc.

Il est donc inexact de parler d'« inculturation » à propos de l'Islam contemporain en Europe, comme si son influence était récente ou extérieure à la tradition européenne (Rosier-Catach 2009). La culture européenne est aussi musulmane que juive et chrétienne. Ainsi, identifier la culture occidentale comme étant essentiellement « judéo-chrétienne » n'est qu'un moyen d'exclure a priori l'élément musulman qui la constitue (Bessis 2025).

Des biais sexistes

La partialité du rapport se manifeste aussi par ses biais sexistes. Par exemple, les auteurs expliquent l'implication croissante des femmes égyptiennes au sein de la « mouvance frériste » par l'incarcération massive des hommes sous la présidence d'al-Sissi, après la chute de Morsi (p. 17). Cette interprétation sexiste suggère que l'engagement féminin ne serait que supplétif, réactif et contraint, et

non motivé par un choix ou une conscience politique propre, refusant ainsi aux femmes musulmanes toute agentivité et autonomie, comme si elles se réduisaient à de simples substituts de figures masculines absentes.

Le rapport évoque également les figures de Myriam Berkane et Hania Chalal (p. 17) en des termes qui appellent plusieurs remarques. Il leur est reconnu, de manière apparemment valorisante, une religiosité « moins affirmée », suggérant que la moindre visibilité de leur engagement religieux serait un gage de respectabilité ou de conformité aux normes républicaines. Une telle appréciation laisse entendre que le simple fait d'afficher une religiosité marquée constitue en soi un problème, indépendamment de toute action ou prise de position.

De plus, leur visibilité est présentée comme un outil de manipulation, censé « donner un signal de modernité », comme si leur rôle public n'était pas reconnu en tant qu'expression d'un engagement personnel, mais uniquement comme une stratégie de façade destinée à masquer une prétendue radicalité sous-jacente. Ce faisant, le rapport leur attribue une intention cachée malveillante.

Les auteurs expriment aussi une forme de réprobation à l'égard des domaines d'action investis par ces femmes, réduits à trois pôles : « la daawa (prédication), une affirmation de l'identité des femmes militantes et un professionnalisme dans l'administration de l'organisation » (p. 17). Ce constat, présenté de manière péjorative, omet de considérer que ces formes d'engagement témoignent au contraire d'une responsabilisation des femmes (*empowering*), les

imposant comme des actrices à part entière dans l'espace religieux et associatif. La critique implicite de l'implication de ces « sœurs musulmanes » ne fait que traduire une gêne face à leur politisation en tant que musulmanes.

Ce malaise transparaît également dans la manière dont le rapport aborde les normes de genre au sein de la « mouvance ». Il est ainsi question d'une « détermination sexo-spécifique, voire sexuée » du discours idéologique des FM (p. 16), qui serait constitutive de leur vision du monde⁵⁰. Or, cette insistance sur la dimension genrée révèle surtout une fixation occidentale⁵¹, car elle passe sous silence le fait que les normes de genre sont universelles, y compris dans la culture occidentale contemporaine.

Enfin, la formule selon laquelle « le modèle de la femme libérée occidentale apparaît à proscrire en Islam » (p. 16) appelle une double critique. D'une part, elle révèle une tentation coloniale, en postulant comme seul modèle valide celui de l'Occident, présenté comme universel et émancipateur. D'autre part, elle ignore les critiques internes à ce même modèle⁵², qui soulignent que la femme

⁵⁰ Cette critique s'accompagne souvent d'une véritable pathologisation des normes religieuses, voire de la vie religieuse dans son ensemble, qui conduit à représenter le musulman comme un être à la fois dominé par une lubricité innée et prisonnier d'une frustration dangereuse, susceptible de provoquer une névrose obsessionnelle-compulsionnelle. Voir SAÏD E. (1978) *L'Orientalisme*, Paris, Seuil, p. 344, et à titre d'exemple, le pamphlet illustrant la tendance « nouvelle gauche » de l'islamophobie : BESTANDJI N. (2021) *Le linceul du féminisme. Caresser l'islamisme dans le sens du voile*, Seramis. On y lit : « Les islamistes rêvaient de cacher les femmes sous un voile pour préserver leur libido d'obsédés sexuels, comme tous les islamistes du monde ». Cette nouvelle gauche se caractérise par son bellicisme (interventionnisme), son athéisme militant, son féminisme et son laïcisme. Voir MASSOUMI N., MILLS T. et MILLER D. (2017, p. 234).

⁵¹ HAJJAT et MOHAMMED (2013, p. 27) : « La focalisation sur les femmes portant le hijab révèle le caractère sexué de l'islamophobie et la disqualification générale de cette pratique religieuse, qui est de fait très coûteuse socialement ».

⁵² Voir par exemple BUDGEON S. (2011) « The Contradictions of Successful Femininity: Third-Wave Feminism, Postfeminism and 'New' Femininities », in GILL R. et SCHARFF C. (2011) *New Femininities*, London, Palgrave Macmillan.

occidentale, loin d'être toujours « libérée », est souvent assignée à une fonction d'objectification sexuelle.

En disqualifiant d'emblée toute remise en cause de ce modèle, les auteurs du rapport restent muets sur la complexité des aspirations féminines dans les sociétés musulmanes contemporaines, qui peuvent articuler engagement religieux, militantisme politique et critique sociale, sans se conformer aux schémas d'émancipation prescrits par la modernité occidentale⁵³.

Bien évidemment, le voile est évoqué comme un marqueur d'islamisme et de radicalisation (p. 49), reprenant ainsi la rhétorique galvaudée de l'ensemble de la classe politique et médiatique française. La question du voile mérite que l'on s'y attarde, car elle illustre de manière exemplaire les mécanismes de domination à l'œuvre. Dans les déclarations publiques de nombreux responsables politiques français, le voile est présenté comme un signe intrinsèque de soumission féminine, comme si cette interprétation allait de soi, alors qu'elle est imposée sur l'ensemble de la société à travers des dispositifs légaux, sans consultation des femmes intéressées. Or, cette lecture, que l'on peut qualifier d'« unilatérale et négative »⁵⁴, pose plusieurs problèmes⁵⁵.

⁵³ Le national-féminisme mêle un imaginaire raciste et colonial où la femme non-occidentale attend son émancipation du libérateur occidental.

⁵⁴ L'interprétation de ces responsables politiques va à l'encontre de l'avis du Conseil d'État, qui dans son rapport annuel de 2004 intitulé *Un siècle de laïcité*, évoque une diversité d'interprétations : « La signification du foulard donne lieu aux interprétations les plus diverses, qui varient en outre selon qu'elles sont données par celles qui le portent ou l'image que s'en font les autres : interprétations qui vont de la prescription religieuse au signe d'asservissement de la femme en passant par le signe religieux, le besoin de se protéger contre le regard des hommes, la condition d'une émancipation négociée, la réaction d'adolescentes... », <<https://www.conseil-etat.fr/publications-colloques/etudes/etudes-annuelles/un-siecle-de-laicite-etude-annuelle-2004>>.

⁵⁵ Le sondage IFOP de novembre 2025 indique que 80 % des femmes voilées interrogées déclarent porter le voile par conviction religieuse, sans y être contraintes.

D'une part, elle occulte la pluralité des significations que ce choix peut revêtir pour les femmes concernées, et ne correspond souvent pas au sens qu'elles lui attribuent elles-mêmes. D'autre part, elle ne peut être justifiée juridiquement : en tant que droit subjectif, la non-discrimination est appréciée par la personne qui en est titulaire, et non définie de l'extérieur par la puissance publique. Interdire le voile au nom d'une prétendue protection de l'égalité des sexes, lorsque les femmes elles-mêmes ne se sentent pas discriminées, excède la compétence des autorités et des tribunaux en matière de régulation des convictions personnelles. Enfin, une telle interdiction nie l'autonomie des intéressées, en prétendant déterminer à leur place ce qui constitue leur émancipation⁵⁶.

En définitive, en attribuant aux femmes musulmanes un rôle passif, en réduisant le voile à un simple « symbole de soumission »

56 Dans son « Opinion dissidente » concernant l'arrêt *Leyla Sahin c. Turquie* (2005), la Juge Tulkens a fait savoir : « La majorité met l'accent sur la protection des droits des femmes et le principe de l'égalité entre les sexes. [...] Le port du foulard serait la marque de l'aliénation de la femme et, dès lors, l'interdiction assurerait la promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes. Mais, quel est le lien entre le port du foulard et l'égalité des sexes ? L'arrêt n'en dit rien. Par ailleurs, quel est le sens du port du foulard ? Comme le relève la Cour constitutionnelle allemande dans son arrêt du 24 septembre 2006, le port du foulard n'a pas de signification univoque et cette pratique répond à des motivations variables. Elle ne symbolise pas nécessairement la soumission de la femme à l'homme et, dans certains cas, certains soutiennent qu'elle pourrait même être un instrument d'émancipation de la femme. Dans ce débat, la voix des femmes est absente, celles qui portent le foulard comme celles qui choisissent de ne pas le porter. 12. L'arrêt de la Grande Chambre se réfère ici à la décision Dahlab précitée en reprenant la partie de la motivation de cette décision qui est la plus contestable à mes yeux, à savoir que le port du foulard est un « signe extérieur fort », un symbole qui « semble être imposé aux femmes par un précepte religieux difficilement conciliable avec le principe d'égalité des sexes » et que cette pratique est difficile à « concilier [...] avec le message de tolérance, de respect d'autrui et surtout d'égalité et de non-discrimination que, dans une démocratie, tout enseignant doit transmettre à ses élèves » (paragraphe 111 in fine de l'arrêt). Il n'appartient pas à la Cour de porter une telle appréciation, en l'occurrence unilatérale et négative, sur une religion et une pratique religieuse, tout comme il ne lui appartient pas d'interpréter, de manière générale et abstraite, le sens du port du foulard ni d'imposer son point de vue à la requérante. Celle-ci — qui est une jeune femme adulte et universitaire — a fait valoir qu'elle portait librement le foulard et rien ne contredit cette affirmation. A cet égard, je vois mal comment le principe d'égalité entre les sexes peut justifier l'interdiction faite à une femme d'adopter un comportement auquel, sans que la preuve contraire ait été apportée, elle consent librement. Par ailleurs, l'égalité et la non-discrimination sont des droits subjectifs qui ne peuvent être soustraits à la maîtrise de ceux et de celles qui sont appelés à en bénéficier. Une telle forme de « paternalisme » s'inscrit à contre-courant de la jurisprudence de la Cour qui a construit, sur le fondement de l'article 8, un véritable droit à l'autonomie personnelle », <https://hudoc.echr.coe.int/fre/#%7B%22itemid%22:%5B%222001-70954%22%5D%7D> ».

et en représentant les hommes musulmans comme intrinsèquement dominateurs, les auteurs — pour la plupart des hommes — réactivent tout l’imaginaire sexiste, raciste et colonial du XIX^e siècle. Ce discours, sous couvert d’universalisme, érige implicitement l’homme occidental en sauveur investi du « fardeau » de libérer les femmes musulmanes des hommes musulmans, reproduisant ainsi la logique paternaliste du féminisme colonial, qui prétendait émanciper tout en colonisant.

Des biais colonialistes

Le rapport adopte une posture systématiquement critique dès que l’anticolonialisme est exprimé par des figures musulmanes, et ce, même lorsque ces positions relèvent d’une critique politique légitime. Cette attitude apparaît clairement dans la manière dont est mobilisée, sur un ton péjoratif, la phrase de Ḥasan al-Bannā³ : « L’Islam est la solution face à l’invasion militaire, politique, ethnique et sociale venue d’Occident » (p. 10).

Cette déclaration décontextualisée est présentée comme inquiétante, alors même qu’elle peut être interprétée comme un énoncé de résistance à la domination coloniale occidentale, notamment à l’occupation britannique de l’Égypte. En d’autres termes, ce qui est reproché aux « islamistes », ce n’est pas tant leur posture radicale, que leur refus de se soumettre à un ordre colonial, ainsi que leur justification de la lutte anticoloniale par des références islamiques,

et non séculières⁵⁷. Replacée dans son contexte historique — celui de l’Égypte sous protectorat britannique —, cette phrase doit être comprise comme une aspiration à la justice et à l’autonomie politique, reconnue par le droit international.

Dans une autre citation (p. 11), al-Bannā³ attribue aux puissances européennes une « force maléfique ». Mais il s’agit d’un registre rhétorique largement partagé dans les discours anticoloniaux du début du XX^e siècle, où l’opposition au colonialisme européen est formulée dans des termes religieux et civilisationnels, sans qu’il y ait nécessairement de projet subversif à l’égard des sociétés occidentales elles-mêmes. En isolant cette formule de son contexte historique et discursif, le rapport transforme une critique passée du colonialisme en indice de radicalité contemporaine, tombant dans un anachronisme regrettable et dans une essentialisation des FM, perçus comme un bloc monolithique et anhistorique.

Cette logique débouche sur un procès d’intention manifeste : le rapport reproche aux FM de vouloir « substituer la norme légale musulmane, la charia, au droit positif d’inspiration européenne » (p. 11). Pourtant, dans les États musulmans, cela ne constitue en rien une dérive, à moins que l’on adopte une posture coloniale niant la souveraineté politique et culturelle des peuples à majorité musulmane. Quant aux États occidentaux, il est abusif de laisser entendre que cette charia serait imposée à l’ensemble de la popula-

⁵⁷ Si la résistance politique à l’ordre colonial peut être pardonnée, la résistance culturelle apparaît, elle, impardonnable.

tion⁵⁸ : en réalité, les revendications des musulmans engagés se situent dans le cadre de la liberté religieuse et renvoient au droit de pratiquer leur foi dans une société démocratique, sans qu'il y ait volonté aucune d'imposer ces règles à la population non-musulmane⁵⁹. Or, c'est précisément cette liberté qui semble poser problème aux auteurs du rapport.

Ce biais apparaît également dans le traitement réservé à Yusuf al-Qaradawi. Le rapport évoque à juste titre certains propos antisémites du prédicateur, ce qui mérite en effet d'être dénoncé. Cependant, il place sur le même plan cet antisémitisme et ce qu'il qualifie d'« anti-américanisme » (p. 13), sans la moindre différenciation, révélant ainsi un biais idéologique qui consiste à interpréter toute critique de la politique occidentale comme une dérive haineuse, dès lors qu'elle est formulée par une figure musulmane⁶⁰.

Ainsi, les prises de position de Qaradawi concernant la guerre d'Irak, exprimées dans un contexte de rejet massif et partagé de l'intervention américaine au niveau international — y compris par de nombreux intellectuels, diplomates et élus occidentaux — sont

⁵⁸ Pour Liogier (2012), les partisans de la « vision pessimiste » fantasment sur ce qu'il appelle une « acculturation inversée », où les musulmans, au lieu de s'intégrer, chercheraient à imposer leur propre mode de vie, de telle sorte que la population d'accueil perdrait progressivement sa propre culture pour être « islamisée ».

⁵⁹ Voir les propos d'Anne-Marie Delcambre dans TAGUIEFF P.-A. (1991) *Face au racisme*, t. I, Paris, La Découverte, p. 202 : « Une communauté minoritaire ne songe pas à imposer ses coutumes et son credo mais tout simplement à s'affirmer elle-même. C'est une classique revendication d'identité. Si les musulmans n'ont pas la possibilité d'être eux-mêmes — et la liberté de culte contribue à cette reconnaissance d'identité —, ils seront poussés vers un intégrisme qui tentera de récupérer à son profit l'angoisse et le mécontentement. Craindre une contagion culturelle qui toucherait même le domaine du droit, c'est en fait se sentir vraiment peu sûr de sa propre identité ! ».

⁶⁰ L'association reprise ici entre anti-américanisme, anti-sionisme — et ensuite « palestinisme » — est une idée phare de la complotiste islamophobe Bet Ye'or : « Les trois symptômes les plus apparents de cette politique s'exprimèrent par l'anti-américanisme, l'antisémitisme/antisionisme et le culte palestinien, trois politiques imposées et diffusées du sommet de l'Union Européenne dans chaque État membre, du haut en bas de l'échelle sociale, par un appareil et des relais organisés », in YE'OR B. (2006) *Eurabia, l'Axe euro-arabe*, Paris, Godefroy, p. 16.

présentées ici de façon problématique. Le rapport ne distingue aucunement entre une critique anti-impérialiste légitime et une rhétorique incitant à la haine, réduisant toute opposition musulmane à l'impérialisme à une hostilité irrationnelle⁶¹.

Cette présentation biaisée de l'ingérence occidentale atteint son comble dans la description de la chute de Mohamed Morsi. Le rapport déclare (p. 24) :

Sa pratique verticale du pouvoir et son choix d'accorder l'immunité juridique aux décisions gouvernementales ont précipité sa chute en juin 2013, à l'issue de manifestations populaires sans précédent et après l'intervention de l'armée.

À aucun moment il n'est fait mention du renversement illégal d'un président démocratiquement élu, ni du fait que ce coup d'État a été soutenu par plusieurs puissances étrangères — comme certains pays du Golfe (Émirats Arabes Unis, Arabie Saoudite) ou les États-Unis⁶² —, menant au pouvoir le général Abdel Fattah al-Sissi, un dictateur qui a réprimé toute opposition dans un bain de sang. Le rapport va jusqu'à évoquer pudiquement la « déposition du pré-

⁶¹ Ceux qui assimilent la critique de l'Occident par les musulmans à une haine irrationnelle ou viscérale, comme si elle relevait d'un pur ressentiment culturel, oublient trop souvent le contexte historique et politique qui l'alimente. Depuis 2001, la « guerre contre le terrorisme » (*War on Terror*) a provoqué, directement ou indirectement, la mort de plus de 4,5 millions de personnes en Afghanistan, au Pakistan, en Irak, en Syrie et au Yémen. Ces violences massives, étalées sur plus de vingt ans, ne doivent pas être négligées. Voir : <https://costsofwar.watson.brown.edu/sites/default/files/papers/How-Death-Outlives-War.pdf>.

⁶² Il faut rappeler qu'à une certaine période, les États-Unis ont envisagé de composer avec les FM dans le gouvernement égyptien, à condition que ceux-ci adoptent des politiques néolibérales et maintiennent les accords de coopération militaire avec Israël. En 2012, plusieurs journalistes libéraux proches de l'administration Obama en étaient venus à ne plus percevoir les FM comme une menace, mais comme un facteur de stabilité régionale — au point que *Time Magazine* consacra un numéro élogieux à Mohamed Morsi. Toutefois, ces concessions ne suffirent pas à canaliser les aspirations de la jeunesse à davantage de liberté, d'égalité et de justice. Constatant que l'arrivée au pouvoir des FM ne permettait pas d'étouffer ces revendications populaires, les militaires organisèrent un coup d'État avec la bénédiction tacite des États-Unis, dont le secrétaire d'État John Kerry osa même affirmer qu'il représentait « le retour de la démocratie ». Voir Kundnani (2014, chap. 9).

sident Morsi en juin 2013 » (p. 25), comme si l'événement relevait d'une transition institutionnelle ordinaire⁶³.

Des biais sionistes

Le rapport manifeste à plusieurs reprises une forme de partialité favorable au sionisme, traduisant un double standard dans l'appréciation des engagements politiques musulmans. La mention des « sionistes » entre guillemets (p. 11) est particulièrement problématique. Elle semble délégitimer en soi l'usage du terme, comme si la qualification même de « sioniste » relevait d'un discours inadmissible, illustrant par un cas d'école ce que le rapport évoque très précisément, à savoir le reproche, exprimé par de nombreux interlocuteurs, d'un double standard concernant la diplomatie française vis-à-vis de l'État d'Israël (p. 7) :

Une critique virulente des autorités israéliennes et le reproche de « deux poids, deux mesures » adressé à la politique française ont été exprimés dans la quasi-totalité des entretiens.

Ce parti pris est particulièrement visible dans le récit qui est fait de la « Nakba », terme qui n'apparaît pas dans le rapport. Conformément aux instructions de la Hasbara israélienne⁶⁴, il doit être

⁶³ Les États-Unis ont évité de qualifier officiellement l'événement de « coup d'État », ce qui aurait entraîné une suspension de l'aide militaire à l'Égypte en raison de leur législation.

⁶⁴ La « Hasbara » est définie comme l'ensemble des stratégies de communication et de propagande de l'État israélien. Voir CUMMINGS J. (2016) *Israel's Public Diplomacy. The Problems of Hasbara (1966-1975)*, Rowman & Littlefield ; BONIFACE P. (2025) *Permis de tuer. Gaza : génocide, négationnisme et hasbara*, Paris, Max Milo, notamment le chapitre 7.

proscrit et sa description aseptisée et minimisée⁶⁵. Le rapport évoque de manière trompeuse « la montée des hostilités et le début de la Guerre de Palestine » (p. 17), occultant délibérément les expulsions, massacres et opérations de nettoyage ethnique perpétrés contre les Palestiniens en 1948. Cependant, les travaux des nouveaux historiens israéliens, à l'instar d'Ilan Pappé (2006), ont largement démontré le caractère prémédité, planifié et systématique de ces violences.

Par contraste, le rapport insiste à plusieurs reprises sur le « massacre du 7 octobre 2023 » (pp. 43, 46) pour qualifier les attaques terroristes du Hamas, sans jamais mentionner les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité et le caractère génocidaire des représailles israéliennes en cours à Gaza. Ce déséquilibre dans le traitement des violences traduit une hiérarchisation des victimes, où la souffrance palestinienne semble dépourvue de valeur morale, tandis que toute référence critique à Israël est immédiatement suspectée. Ainsi, les « activités antisionistes » dans certaines mosquées (p. 18) sont présentées comme douteuses, comme si la condamnation des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité et du génocide israéliens était en elle-même condamnable.

Reprenant les éléments de propagande israéliens, le rapport insiste sur l'association entre le Hamas et les FM, malgré une rupture organisationnelle et doctrinale largement documentée. Il affirme

⁶⁵ Le mot « Nakba » a été interdit de tous les manuels scolaires en Israël depuis 2009. Voir BLACK I., « 1948 no catastrophe says Israel, as term nakba banned from Arab children's textbooks », *The Guardian* (22 juillet 2009), <https://www.theguardian.com/world/2009/jul/22/israel-remove-nakba-from-textbooks>.

ainsi que « le Hamas peut toujours être considéré comme appartenant à la mouvance frériste même s'il s'en distingue d'un point de vue organisationnel » (p. 18), ignorant volontairement deux éléments majeurs : d'une part, la révision de la charte du Hamas en 2017, dans laquelle le mouvement se définit comme un « mouvement de libération nationale » sans aucune référence aux FM ni à Ḥasan al-Bannā³ ; d'autre part, la normalisation de ses relations avec le régime syrien en 2022, pourtant ennemi juré de la confrérie. Une telle présentation relève davantage d'une stratégie de disqualification des FM par association avec le Hamas, que d'une analyse rigoureuse mettant en lumière un lien objectif avéré et actuellement subsistant.

En allant plus loin encore, le rapport semble faire de l'antisio-nisme une exclusivité de la mouvance frériste. Les auteurs évoquent cinq « ressorts » supposés de l'antisio-nisme menant à l'antisémitisme au sein de la « mouvance » (p. 18) : une argumentation complotiste, l'amalgame entre Israéliens et juifs, la revendication d'une identité musulmane irréductible, l'idée d'une inimitié naturelle entre juifs et musulmans, et enfin, des opinions irrationnelles.

Cette typologie ignore notamment que c'est précisément l'État d'Israël qui se définit comme « foyer national du peuple juif », créant lui-même l'équivoque entre judéité et nationalité israélienne. Elle passe également sous silence l'existence de critiques du projet sioniste internes au judaïsme, notamment chez les juifs anti-sionistes ou post-sionistes qui dénoncent cette confusion comme

une usurpation⁶⁶. Mouvement transversal, l'opposition au sionisme est en effet portée par des acteurs juifs, chrétiens, musulmans, athées, marxistes ou encore anarchistes, qui dénoncent les fondements coloniaux et suprémacistes de l'État israélien. Cette diversité des voix antisionistes est totalement invisibilisée dans le document, qui préfère l'assimiler à une dérive idéologique propre aux milieux islamistes.

Fidèles à la rhétorique israélienne, les auteurs instrumentalisent la dénonciation de l'antisémitisme pour faire taire toute critique à l'État d'Israël. En témoignent les références implicites à la définition controversée de l'antisémitisme promue par l'« Alliance Internationale pour la Mémoire de l'Holocauste » (IHRA)⁶⁷, qui inclut, parmi les manifestations de l'antisémitisme, le fait d'établir des parallèles entre la politique israélienne et celle des régimes totalitaires du XX^e siècle. Largement utilisée comme outil politique, cette

⁶⁶ Cette incapacité à reconnaître la légitimité de l'antisionisme procède des mêmes partis pris sionistes qu'Emmanuel Macron n'a jamais dissimulés. Dès son élection à la présidence de la République en 2017, il s'empresse d'assimiler l'antisionisme à une forme d'antisémitisme, déclarant en présence de Netanyahu : « Nous ne céderons rien à l'antisionisme, car il est la forme réinventée de l'antisémitisme ». Voir : <<https://www.france24.com/fr/20170716-macron-netanyahu-antisionisme-antisemitisme-israel-france-veldhiv>>.

⁶⁷ Voir : <<https://holocaustremembrance.com/resources/definition-operationnelle-de-antisemitisme>>. Cette définition, qui sert les intérêts de l'État israélien, a été vivement critiquée. Les liens de l'IHRA, organisation intergouvernementale, avec le gouvernement israélien ont été mis en exergue lors de sa conférence annuelle tenue en mai 2025 à Jérusalem, à laquelle a participé le Premier Ministre Netanyahu, qui fait pourtant l'objet d'un mandat d'arrêt international pour le génocide du peuple palestinien à Gaza, <<https://www.gov.il/en/pages/pm-netanyahu-addresses-the-ihra-conference-at-the-mfa-in-jerusalem-27-may-2025>>. La définition de l'IHRA a notamment été rejetée par plus de 200 chercheurs qui ont proposé en 2020 une autre définition de l'antisémitisme moins tendancieuse dans un communiqué intitulé « Déclaration de Jérusalem sur l'Antisémitisme » (JDA) : <<https://www.jerusalemdeclaration.org/wp-content/uploads/JDA-French.pdf>>. Cette dernière définition reste cependant encore controversée et fait l'objet de critiques, dont celles de l'Union Juive Française pour la Paix (UJFP) : <<https://ujfp.org/une-societe-civile-critique-de-la-declaration-de-jerusalem-sur-lantisemitisme/>>. Le problème fondamental de ces définitions idéologiques de l'antisémitisme réside dans le fait qu'elles conduisent à qualifier d'antisémites les discours que tiennent pourtant certains sionistes eux-mêmes, lorsqu'ils revendiquent explicitement la confusion entre « juif » et « israélien », propagent l'idée d'une inimitié essentielle entre juifs et musulmans, ou se félicitent du poids des réseaux pro-israéliens (qualifiés indûment de « juifs ») dans les domaines de la finance, des médias ou de la politique. Voir par exemple les déclarations de l'ancien sénateur républicain Norm Coleman, également représentant de la *Republican Jewish Coalition*, qui, lors du « JNS International Policy Summit » (*Jewish News Syndicate*) du 28 avril 2025 — sommet inauguré par Netanyahu à Jérusalem — a présenté les juifs comme « les maîtres de l'univers » en les exhortant à censurer les voix pro-palestiniennes sur les réseaux sociaux, <<https://www.youtube.com/watch?v=H4-NeKU-Re84>>.

définition vise moins à combattre l'antisémitisme qu'à étouffer toute critique du sionisme et de l'État d'Israël⁶⁸.

Sur la base de cette définition problématique, le rapport accuse d'antisémitisme le Collectif Contre l'Islamophobie en France (CCIF), dont certains membres portaient une étoile jaune marquée « *Muslim* » lors d'une manifestation (p. 18). Cette lecture est irrecevable dans la mesure où ce geste visait précisément à établir une analogie entre les discriminations passées et celles contemporaines, dans une logique de dénonciation de toutes les formes de racisme, y compris l'antisémitisme. Plutôt que d'y voir une provocation, il serait plus juste d'y reconnaître une tentative d'alerter sur la stigmatisation des musulmans en France en la rapprochant d'un passé que l'on espère ne jamais se reproduire.

Après tous ces éléments, il faut reconnaître que les auteurs perdent toute crédibilité lorsqu'ils déclarent que l'idée selon laquelle la position française est ouvertement favorable à Israël (« soutien aux israéliens juifs contre les palestiniens musulmans ») « ne résiste pas à l'examen » (p. 62), d'autant plus que ces accusations ont été formulées par de nombreux chercheurs français, sans lien quelconque avec la « mouvance frériste »⁶⁹.

⁶⁸ Poussant encore plus loin la répression de toute critique du sionisme, la Heritage Foundation, puissant think tank néoconservateur étroitement lié à l'administration Trump, a proposé en octobre 2024, dans le cadre de son *Projet Esther*, d'assimiler à du terrorisme la simple critique de l'État d'Israël ou le soutien à la cause palestinienne : <<https://www.heritage.org/sites/default/files/2024-10/Project%20Esther.pdf>>. Voir aussi : <<https://www.nytimes.com/2025/05/18/us/project-esther-heritage-foundation-palestine.html>>.

⁶⁹ Voir par exemple BONIFACE P. (2003) *Est-il permis de critiquer Israël ?*, Paris, Robert Laffont. Depuis lors, Boniface n'est quasiment plus invité sur les médias mainstream, comme il l'avoue lui-même : <<https://www.youtube.com/watch?v=AJ10YDuGL9I>>.

Chapitre IV

La déraison d'État

Le degré zéro de l'argumentation

L'une des faiblesses majeures du rapport réside dans la pauvreté de sa structure argumentative, en particulier lorsqu'il s'agit de sa thèse centrale concernant l'existence supposée d'une organisation frériste influente sur le territoire français. Ces assertions, pourtant lourdes de conséquences, ne reposent sur aucune preuve.

Dès les premières pages, le lecteur est confronté à une formule révélatrice : « Cette organisation est hautement probable puisqu'il en existe partout ailleurs en Europe » (p. 6). L'affirmation de l'existence d'un réseau caché influent en France repose exclusivement sur une comparaison spéculative avec la situation d'autres pays, qui n'est même pas démontrée. Aucune source n'est mobilisée, aucun élément factuel n'est présenté pour étayer cette hypothèse : le rapport ne montre ni comment les FM sont organisés dans d'autres pays européens, ni quelles raisons permettraient de justifier une telle analogie, ni même quel pourrait être le degré de plausibilité d'un tel rapprochement.

Pourtant, le rapport glisse subrepticement de la présomption à la certitude, en affirmant dans la suite du texte, de façon péremptoire, l'existence d'un « risque frériste » ou encore le « danger d'un islamisme municipal », allant jusqu'à prétendre, sans peur du ridicule, que ce danger « existe bel et bien » ou qu'il « apparaît bien réel » (p. 6). Ces formules, dénuées de toute justification, relèvent davantage de la rhétorique performative que de l'analyse rigoureuse, la répétition d'un simple postulat de façon catégorique tenant lieu ici de démonstration concluante.

Ce manque de rigueur s'accompagne à plusieurs reprises d'un usage problématique du sophisme. Au sujet du « double discours »⁷⁰, on lit (pp. 18-19) :

Moyen d'action de circonstance ou composante essentielle de l'identité des FM, le recours à la dissimulation reste une caractéristique constante de leur méthode d'implantation en Europe et correspond à la temporalité de leur agenda, qui relève d'un processus long de conquête politique.

Cette formulation échoue à démontrer l'existence même de cette stratégie de dissimulation. Le fait de délaissier l'alternative entre « moyen d'action de circonstance » ou « composante essentielle »

⁷⁰ Il est ironique de rappeler que l'une des premières accusations de double discours à l'encontre des FM, on la doit à Caroline Fourest dans son ouvrage rempli d'inexactitudes et d'erreurs, *Frère Tariq*. Épinglée à d'innombrables reprises pour ses mensonges flagrants, Fourest a pour cela été souvent qualifiée de « sérial-menteuse ». Voir BONIFACE P. (2011) *Les intellectuels faussaires. Le triomphe médiatique des experts en mensonges*, Paris, Jean-Claude Gawsewitch Éditeur : « Banlieues, terrorisme, laïcité, droit des femmes, il suffit qu'un sujet à propos duquel l'islam est censé être concerné et, hop, elle est invitée sur le plateau. [...] Sa carrière a été boostée grâce au livre qu'elle a consacré à Tariq Ramadan : *Frère Tariq*, publié en 2004. [...] Au tribunal de Fourest, l'acte d'accusation tient lieu de preuve. La vigueur de l'accusation est inversement proportionnelle à la rigueur de la démonstration. [...] Il me semble plutôt que Caroline Fourest n'est pas à l'aise avec une certaine rigueur universitaire et préfère critiquer ceux qui s'y tiennent. Pour mieux les disqualifier ». On pourrait appliquer les mêmes remarques à la logique wonderlandienne du rapport gouvernemental.

ne permet pas d'établir que la dissimulation est bien réelle, d'autant plus que si elle est vraiment « circonstancielle », elle ne peut être « constante » — une contradiction qui vient ternir davantage la prétendue démonstration.

D'autres passages relèvent de la pure spéculation. Par exemple, à la page 30, il est avancé que :

Le CEM assure également un Curriculum au profit des membres du premier et du second cercle de la confrérie en Europe, axé sur la pensée de Hassan al-Banna. [...] Les futurs dirigeants de la mouvance y seraient formés à l'exercice du double discours et aux fondamentaux de la respectabilité.

Aucune précision n'est donnée quant à la nature de ces « cercles », ni à l'identité de leurs membres, ni aux sources permettant de vérifier l'authenticité du propos. Le recours au conditionnel (« y seraient formés ») trahit l'absence de données probantes et souligne le caractère hautement spéculatif de l'affirmation.

Le même flou entoure les nombreux jugements liant diverses associations musulmanes à la supposée « mouvance frériste ». A titre d'exemple, on peut citer cette phrase souffrant de la même imprécision et gratuité (p. 49) :

Une cinquantaine d'associations musulmanes apparentées ou en lien avec les "Musulmans de France" ou affichant plus généralement une sensibilité frériste est recensée en région lyonnaise.

Les expressions « apparentées », « en lien » et « affichant une sensibilité frériste » sont d'un flou extrême, et même susceptibles d'une extension infinie, d'autant plus qu'on se passe absolument de justification, le soupçon étant suffisant pour incriminer quelqu'un. Par une sorte de surenchère performative, il suffit d'être accusé d'« islamiste » pour être « islamiste ».

Cette tendance à lancer des affirmations péremptoires sans la moindre preuve, se retrouve également dans les objectifs attribués à l'organisation des FM : « réislamisation », « séparatisme », « subversion ». Aucun mécanisme concret n'est donné pour illustrer ces phénomènes.

Qu'entend-on par « réislamisation » ? Est-ce le fait pour un individu de renouer avec sa foi ? Si tel est le cas, en quoi cela serait-il problématique pour la République ? Le « séparatisme », s'il est évoqué ici comme une menace, n'est accompagné d'aucune analyse juridique ou sociologique. Quant à la « subversion », elle est postulée comme une intention latente, jamais démontrée. Ce qui est présenté comme l'expression d'un « projet de société ultimement chari'atique » (p. 11) relève de la pratique normale de l'Islam, interprétée abusivement comme le signe d'un agenda politique occulte et malveillant. Le propos repose moins sur le raisonnement que sur l'assertion, moins sur la preuve que sur la suspicion.

Le rapport échoue ainsi à établir l'existence d'une quelconque organisation subversive. Il ne présente aucune preuve tangible d'un plan concerté ou d'une coordination clandestine visant à renverser l'ordre démocratique — preuve qui, si elle existait, justifierait l'in-

terpellation immédiate de ses responsables avant tout passage à l'acte. Or la multiplication de rapports dépourvus de suites judiciaires démontrant l'existence d'un tel projet subversif indique précisément que celui-ci relève d'une simple vue de l'esprit.

Les mesures administratives prises à l'encontre de responsables musulmans — recours à la voie extrajudiciaire du tribunal administratif, expulsions, gels d'avoirs, fermetures d'associations, dissolutions arbitraires — témoignent du caractère infondé des accusations portées contre eux. Conscientes de l'absence de fondement juridique solide et concluant permettant d'obtenir des condamnations légitimes sur le plan pénal, notamment pour « association de malfaiteurs » ou « entreprise terroriste », les autorités contournent le cadre judiciaire ordinaire en privilégiant l'arbitraire administratif. Cette stratégie traduit une volonté de sanctionner sans preuve, en instrumentalisant le droit administratif à des fins politiques.

Les contradictions mineures

Le manque de justification est miné encore davantage par d'importantes contradictions. Ainsi, il est affirmé que la dimension européenne des FM serait « consubstantielle à sa composante turque » (p. 13), alors même que les pages suivantes soulignent le rôle central du Qatar et de la diaspora égyptienne dans le déploiement de cette influence (pp. 14-15).

L'imputation à l'idéologie frériste d'une radicalité inévitable est tout aussi problématique. À la page 15, le rapport affirme que la

« vision intégraliste ne peut déboucher que sur deux possibilités : l'adhésion ou la confrontation ». Une telle dichotomie schématique néglige délibérément la capacité d'adaptation qui a historiquement caractérisé les FM, y compris dans leur rapport au pluralisme démocratique, comme cela est reconnu dans le rapport lui-même, comme par exemple à propos du dialogue interreligieux mené par Tariq Ramadan (p. 15). Comment concilier ce fait avec l'affirmation selon laquelle les FM ont une « incapacité véritable à concevoir l'altérité dans une société sécularisée » (p. 15) ?

L'expression : « dissimulation tactique d'un intégralisme subversif, qui reste identifiable par ses préceptes invariants et caractéristiques » (p. 15), est aussi contradictoire : comment un phénomène pourrait-il être à la fois dissimulé et aisément identifiable par des « préceptes invariants et caractéristiques » ?

À la page 17, le rapport évoque un prétendu « système de recrutement » au sein des FM, suggérant par là l'existence d'une organisation centralisée, hiérarchisée et stratégique, alors que le texte reconnaît lui-même d'une part, que les pratiques d'allégeance ont disparu depuis les années 1990, et d'autre part, que l'influence de ce mouvement se déploie avant tout « par capillarité », c'est-à-dire de manière diffuse, informelle et sans plan concerté.

Cette contradiction illustre bien l'ambiguïté du rapport : tantôt il dramatise la menace en recourant à un lexique connotant la conspiration et l'endoctrinement, tantôt il admet que l'expansion du mouvement relève d'une dynamique sociale ordinaire, comparable à d'autres formes d'influence culturelle ou religieuse.

Une autre contradiction structurelle réside dans la qualification de l'« islamisme identitaire » comme étant « foncièrement anti-républicain tout en respectant la réglementation » (p. 55). Cette formule souligne de manière implicite que les acteurs ainsi visés n'enfreignent pas la loi, ne commettent pas de délits, mais sont néanmoins suspectés en raison de leurs opinions ou de leur rapport à l'identité religieuse. Cela revient, en pratique, à instituer une forme de délit d'intention ou de croyance : ce n'est plus la transgression de la loi qui est en cause, mais un certain rapport à la vie religieuse, ouvrant ainsi la voie à une application discriminatoire des normes républicaines.

Il est vrai que le conservatisme à référent religieux et à orientation libérale et pluraliste — ni populiste ni néolibéral, ni sioniste ni raciste, ni antisémite ni islamophobe⁷¹ —, n'a pas droit de cité dans le débat public en France⁷². Mais pourquoi viser spécifiquement les musulmans sous prétexte qu'ils « ne partagent pas les valeurs de la République », alors que d'autres courants idéologiques et même religieux également critiques — libéraux non républicanistes, com-

⁷¹ Comme celui des penseurs Robert P. George ou Roger Scruton, qui correspond à ce que l'on appelle parfois le paléo-conservatisme, par opposition au néoconservatisme, qui lui, est profondément impérialiste, sioniste et islamophobe, et n'utilise la religion que comme un marqueur identitaire et un outil politique, sans cohérence ni conviction. Bien que longtemps hostile à l'islam, vers la fin de sa vie, Scruton a adopté une position de plus en plus ouverte dans cette direction. Voir par exemple son entretien avec Hamza Yusuf : <<https://www.youtube.com/watch?v=iawSzFZg-vw>>.

⁷² Il trouve, dans plusieurs pays anglo-saxons, une expression discursive dans le débat public, mais il est souvent récupéré et instrumentalisé au sein des structures de pouvoir par des réseaux néoconservateurs qui en dénaturent l'esprit, s'en servant à la fois sur le plan intérieur et international pour légitimer des politiques islamophobes. Vincent souligne : « Plus encore que le libéralisme, le conservatisme jouit en France d'une réputation exécrationnelle », in VINCENT J.-P. (2016) *Qu'est-ce que le conservatisme ?*, Paris, Les Belles Lettres, Introduction. Symptomatique de l'incapacité de nombreux conservateurs à admettre l'existence d'un conservatisme musulman, Vincent conclut son ouvrage en excluant explicitement l'islam du champ conservateur, qu'il définit comme étant exclusivement « judéo-chrétien ». Ce faisant, il reconduit les poncifs du néoconservatisme contemporain.

munistes, anarchistes, monarchistes⁷³, minarchistes, catholiques traditionalistes, juifs orthodoxes (*haredim*)⁷⁴, etc. — ne sont pas frappés de la même suspicion systématique⁷⁵ ?

La première contradiction majeure

Au cœur du rapport repose l’affirmation que la présence des FM en France constituerait une menace diffuse mais stratégique pour la sécurité nationale. Selon ses auteurs, cette mouvance poursuivrait un objectif de long terme : l’instauration progressive d’une société conforme aux préceptes de la charia, en s’appuyant sur un réseau d’organisations, d’associations et de personnalités publiques formant des « écosystèmes islamistes ». Ces structures, légales et visibles, participeraient à une entreprise de « réislamisation » de la

⁷³ Selon un sondage BVA réalisé en 2016, une part non négligeable des Français — environ 17 % — se déclarent favorables au rétablissement de la monarchie en France. Voir : <<https://allianceroyale.fr/sondage-bva-francais-royalistes/>>. Cette opinion est pourtant anticonstitutionnelle, puisqu’elle va à l’encontre de l’article 89, alinéa 5, de la Constitution française : « La forme républicaine du Gouvernement ne peut faire l’objet d’une révision ». Cette disposition vise précisément à empêcher tout retour à une forme non républicaine de gouvernement. Il est donc remarquable qu’une telle position puisse s’exprimer librement dans l’espace public sans être stigmatisée ni perçue comme une menace pour la République — à l’inverse de l’« islamisme », constamment dénoncé comme un péril existentiel pour les principes républicains, même lorsque le pourcentage de monarchistes est beaucoup plus élevé que celui de musulmans.

⁷⁴ Les *haredim* (littéralement « ceux qui craignent Dieu » en hébreu) désignent les juifs religieux souvent qualifiés, de manière impropre, d’« ultra-orthodoxes ». Ils se sont opposés, dès le XVIII^e siècle, au mouvement de la *Haskala* — les Lumières juives — et à la modernisation du judaïsme. Le terme de « juifs traditionalistes » serait plus exact, car il reflète mieux leur attachement à la continuité de la tradition. Leur devise, « le nouveau est interdit par la Torah », lancée par Moïse Sofer (1762-1839) et s’inspirant de la *Mishna* (Orla 3:9), exprime le refus de l’innovation religieuse, comparable à la notion de « *bid’a* » en Islam.

⁷⁵ Lean (2012, p. 166) remarque quant à lui : « “L’islamisme” est devenu un mot-code ces dernières années, utilisé pour maintenir l’attention sur la communauté musulmane, en particulier les musulmans conservateurs dont les vues sur la religion et l’État s’orientent dans une direction que les progressistes et les libéraux trouveraient préoccupante. En réalité, “l’islamisme” ne diffère pas des mouvements au sein des cercles chrétiens conservateurs ou évangéliques qui espèrent mettre en œuvre des principes et des valeurs religieuses dans le gouvernement et diverses autres institutions sociétales ».

société et exerceraient une influence indirecte sur certaines institutions locales, notamment à travers les élections municipales.

Cette thèse souffre cependant d'une première contradiction majeure. Comment une organisation décrite comme en déclin — en perte d'influence tant en France qu'à l'international — peut-elle simultanément représenter une menace stratégique urgente pour la sécurité nationale ? Le rapport lui-même reconnaît ce recul. À la page 20, on lit en gras : « **De fait, les entretiens conduits ont mis en évidence un relatif affaiblissement de la matrice idéologique, qui apparaît dépourvue de substance réelle depuis le milieu des années 2010** ». Dès lors, pourquoi sonner l'alarme ? Cette affirmation annule en partie les alertes exprimées dans les pages précédentes.

Ailleurs dans le document, cette tendance au déclin est encore confirmée : le soutien turc, par exemple, « s'il demeure réel, paraît s'estomper » (p. 28). L'analyse géopolitique de la mouvance au sein des pays musulmans aboutit au même constat (p. 26) : si certains partis se réclamant de l'héritage frériste sont encore actifs, leur capacité d'action est désormais réduite.

Plus encore, le rapport admet explicitement que « **aucun document récent ne démontre la volonté des Musulmans de France d'établir un État islamique en France ou d'y faire appliquer la charî'a** » (p. 65). Ce constat, qui va à l'encontre des accusations de subversion, rend incohérente, voire schizophrénique, l'alerte sécuritaire affichée par le rapport.

L'analyse de chercheurs indépendants confirme ce diagnostic. Spécialiste du fait islamique contemporain, Franck Frégosi écrivait déjà en 2004⁷⁶ :

Aussi loin que l'on puisse remonter dans l'histoire récente de la présence de collectivités musulmanes dans l'espace occidental européen, force est de constater qu'aucune organisation islamique constituée nationalement ne réclame réellement pour les musulmans vivant dans un pays européen ou a fortiori à l'échelle de l'ensemble européen une quelconque application du droit musulman partiellement ou dans sa globalité.

Tout se passe comme si l'enquête initiale avait conclu à une absence de menace réelle, mais que la volonté politique, passant outre les faits dans un élan de post-vérité, avait tout fait pour produire un document idéologiquement orienté, comptant sur l'ignorance du grand public et la complicité tacite des médias, quitte à accumuler les contradictions.

La deuxième contradiction majeure

Le rapport reproche aux FM de nourrir simultanément un projet séparatiste — consistant à se soustraire à la société — et un projet entriste — visant à l'infiltrer pour la transformer de l'intérieur. Cette double accusation repose sur une contradiction manifeste.

⁷⁶ FRÉGOSI F. (2004) « Recevabilité du droit islamique dans les États européens : entre revendication sociale, mise en œuvre limitée et enjeu symbolique », in *Lectures contemporaines du droit islamique*, Presses universitaires de Strasbourg, <<https://doi.org/10.4000/books.pus.14736>>.

Ainsi, p. 20, est citée une exhortation de Yusuf al-Qaradawi appelant les musulmans à ne pas « se dissoudre comme du sel dans l'eau », ce qui traduit une volonté de préservation identitaire dans un contexte minoritaire ; à l'inverse, une formule attribuée à Chakib Benmakhlouf — « Nous islamisons l'Occident » — est censée illustrer une visée expansionniste.

De même, p. 12, al-Qaraḍāwī est critiqué pour avoir autorisé le recours au crédit bancaire, tandis que p. 14, Ṭāriq Ramaḍān est blâmé pour l'avoir condamné, citant la Révélation coranique selon laquelle « celui qui s'engage dans la spéculation ou la pratique de l'intérêt financier entre en guerre avec le Transcendant ».

À travers ces reproches contradictoires, le rapport refuse toute forme de légitimité à l'expression d'une identité musulmane dans l'espace public⁷⁷. Le musulman est ainsi pris dans une injonction paradoxale : s'il se tient à l'écart, il est soupçonné de séparatisme ; s'il s'engage, il est accusé d'entrisme. Par une exclusion structurelle, l'*homo islamicus* est *persona non grata*, non pas pour ce qu'il fait, mais pour ce qu'il est, puisqu'il ne lui est reconnue aucune légitimité à exister socialement avec son islamité. Ce genre d'accusation contradictoire, dont on a ici un exemple éclairant, constitue l'une constante des discours racistes⁷⁸ :

Tout discours raciste présente ce double aspect : les immigrés racisés, par exemple, sont perçus à la fois comme paresseux

⁷⁷ Le rapport sénatorial n°595 sur la « radicalisation islamiste » revient à plusieurs reprises sur la question de la visibilité de la « norme islamique » : « une pratique rigoriste, radicalisée et visible » (p. 59), « la visibilité de certaines pratiques (prières de rue, salles de prière, halal généralisé) ou de tenues réputées islamiques (affichage par le vêtement, le voile, le burkini, ou la barbe) » (p. 69).

⁷⁸ MASSOUMI N., MILLS T. et MILLER D. (2017, p. 41).

et comme volant nos emplois ; ils sont accusés à la fois de refuser de s'intégrer dans la société « hôte » tout en s'y infiltrant secrètement.

Pour tenter de résoudre cette contradiction interne, Del Valle⁷⁹ avance une explication se voulant sociologique : selon lui, les musulmans issus des classes populaires se consacraient à du « séparatisme », tandis que ceux ayant accédé à une certaine réussite sociale et intégré les classes bourgeoises se livreraient à une stratégie d'« entrisme »⁸⁰.

Cette hypothèse appelle plusieurs critiques. D'abord, elle n'est étayée par aucune enquête empirique ni par aucun travail de terrain, ce qui la réduit à une simple spéculation soutenue par des motivations idéologiques. Ensuite, elle repose sur une confusion fondamentale : elle interprète l'exclusion sociale et économique que subissent les classes populaires comme une volonté délibérée de se tenir à l'écart, inversant ainsi les responsabilités et transformant les victimes de discriminations structurelles en coupables d'un séparatisme fantasmé. Elle se fonde également sur un déterminisme sociologique qui invisibilise les autres facteurs expliquant les trajectoires individuelles. Enfin, une telle construction attribue artificiellement aux musulmans une unité stratégique et une action coordonnée,

⁷⁹ Selon Geisser (2003, p. 58-66, et 71-76), l'évolution idéologique de ce géopolitologue de la peur, proche des milieux du renseignement, est particulièrement révélatrice : avant les années 2000, il intègre les réseaux de l'extrême droite chrétienne — notamment serbe et libanaise — marqués par un discours anti-américain et anti-israélien, et diffusant l'idée d'un complot mondial « islamo-américain », présenté comme le fruit d'une collusion entre fondamentalismes protestant et musulman. Après le 11 septembre 2001, cependant, Del Valle renverse ce schéma conspirationniste et adopte la thèse d'un complot mondial islamiste, dont la principale victime serait désormais Israël. Cette « reconversion opportuniste », d'après les termes de Geisser, témoigne de son intégration progressive aux réseaux sionistes.

⁸⁰ <<https://www.youtube.com/watch?v=SwkFRSFAL5Y>>.

comme s'il s'agissait d'un bloc homogène et organisé selon un plan de spécialisation fonctionnelle, négligeant les clivages religieux, sociaux et économiques réels⁸¹. En postulant l'existence d'un projet collectif concerté, elle alimente un imaginaire conspirationniste qui relève moins de l'analyse sociologique que des théories du complot.

Une suspicion universelle

Fidèle à cette logique complotiste, le rapport tombe dans une suspicion universelle menant à remettre en cause la sincérité des acteurs musulmans, qui sont systématiquement accusés de « double discours ». Les auteurs accusent ainsi les FM (p. 20) :

Ils auraient recours pour ce faire à la technique du double discours par lequel ils dissimulent leurs intentions réelles en affichant partager les règles et principes régissant la vie collective occidentale.

Le conditionnel, ici encore, indique bien que l'accusation ne se fonde que sur une spéculation injustifiée. Ils évoquent plus loin, à la page 60, « une suspicion d'insincérité des acteurs musulmans », sans pour autant justifier cette accusation par des éléments probants. Comme on l'a vu, non seulement les auteurs interprètent systématiquement les paroles et les actes des membres ou des proches de la « mouvance frériste » de manière péjorative, mais en plus en opposition explicite avec leurs déclarations publiques.

⁸¹ C'est ce que Dazey appelle le biais essentialiste, qui consiste à figer les FM en un groupe homogène et anhistorique, comme si le frérisme était une idéologie monolithique et immuable.

Ils leur imputent un projet dissimulé et hostile, alors même que de nombreuses recherches universitaires ont montré que l'implantation des acteurs qualifiés de « fréristes » en Europe s'est opérée de manière contingente, sans coordination préalable.

Comme l'a démontré Maréchal (2009, p. 49-50), leur présence n'a pas été « le fruit d'une volonté ou d'une décision concertée des mouvements nationaux et/ou de la structure internationale [des FM] », mais résulte au contraire de trajectoires individuelles et d'alliances conjoncturelles, parfois traversées de désaccords doctrinaux profonds.

Les pages 12 et 13, consacrées à la question de l'autorisation du crédit bancaire, en fournissent un exemple significatif. Le débat autour de l'intérêt (*ribā*) est présenté comme l'expression d'une stratégie insidieuse, alors qu'il s'agit en réalité d'une problématique juridique complexe, inhérente à l'histoire du droit islamique, qui a toujours articulé principes normatifs et réalités sociales, afin de s'adapter aux transformations économiques et aux contextes politiques. L'enjeu dépasse le simple pragmatisme utilitariste : il touche à des mutations profondes telles que la financiarisation de l'économie et l'instauration du régime des changes flottants après la fin des accords de Bretton Woods en 1971. La monnaie n'étant plus indexée sur l'or, se pose alors légitimement la question de la pertinence de l'interdiction du prêt à intérêt pour la monnaie contemporaine⁸².

⁸² À certains égards, la monnaie actuelle n'est pas une vraie monnaie, mais une « monnaie de singe » créée par la dette, inconvertible en or et non adossée à un actif réel. Voir par exemple RUEFF, J. (1971) *Le péché monétaire de l'Occident* ; ALLAIS, M. (1999) *La Crise mondiale aujourd'hui*, et (2005) *L'Europe en crise*.

L'un des exemples les plus frappants de cette herméneutique du soupçon⁸³ consiste à dénoncer une prétendue « instrumentalisation du port du voile » (p. 16), sans fournir la moindre explication sur les modalités de cette instrumentalisation : qui l'opère ? Comment ? Dans quels contextes ? Le résultat est un glissement pernicieux qui assimile le simple port du voile à un acte politique suspect, sinon subversif.

Il en va de même de la formule accusatoire selon laquelle les FM « produisent des marqueurs et des cadres islamiques d'ordre identitaire » (p. 11). Quelle est ici la cible ? Le voile, la barbe, l'usage de termes arabes dans le discours religieux ? Rien n'est explicité. En qualifiant des pratiques culturelles traditionnelles comme des « marqueurs identitaires », le rapport transforme l'expression d'une foi ordinaire en symptôme d'un activisme politique clandestin, assimilant la piété à une stratégie.

Le soupçon se généralise à toute parole dans les jugements de valeur énoncés à propos du dialogue interreligieux. On peut lire, par exemple : « Le dialogue islamo-chrétien, quand il comprend des acteurs fréristes, semble empli de faux-semblants » (p. 24). Outre l'imprécision de la formulation (« semble »), cette remarque relève du pur procès d'intention. Elle repose sur le postulat implicite selon lequel croire en la véracité du récit coranique serait incompatible avec toute sincérité dans le dialogue interreligieux. Les auteurs entendent ainsi imposer une conception du dialogue fondée sur un

⁸³ Esmili (2020) parle de son côté d'« épistémologie du soupçon ».

relativisme absolu, selon laquelle un musulman ne pourrait être sincère que s'il renonçait à la vérité exclusive de sa foi — exigence qui de plus n'est pas formulée à l'égard des autres traditions.

Or, contrairement à ce qu'ils suggèrent, il est évidemment possible de participer sincèrement au dialogue interreligieux tout en demeurant fidèle à sa foi, dans le respect de la vérité qu'on lui reconnaît, précisément pour mieux comprendre la foi d'autrui. L'ouverture à l'autre procède d'une disposition morale et intellectuelle, non d'une abdication théologique. Elle suppose en outre la reconnaissance d'une altérité véritable : si tous reconnaissaient la même vérité, l'altérité disparaîtrait. Par un relativisme généralisé, les auteurs tendent ainsi à mettre toutes les croyances sur le même plan, annulent par là même toute différence réelle, et se révèlent enfin vraiment incapables de « concevoir l'altérité » (p. 15).

Autres exemples : à la page 32, le rapport reproche au Conseil Européen des Oulémas Musulmans (CEM), ainsi qu'à d'autres organisations musulmanes européennes, de revendiquer la pénalisation du blasphème — reproche qui ne repose sur aucune déclaration publique vérifiable. Un peu plus loin, à la page 33, le rapport accuse le FEMYSO (Forum of European Muslim Youth and Student Organisations) de faire du lobbying auprès de députés européens pour obtenir un « durcissement de la législation sur le blasphème ». Cette accusation, qui n'est rien d'autre que de la diffamation gratuite, a été publiquement démentie par le FEMYSO, qui a regretté de ne pas

avoir été ni consulté ni entendu par les services de l'État français avant la publication du rapport⁸⁴.

Une telle accumulation d'accusations infondées, de distorsions interprétatives et de suspicion systématique discrédite l'ensemble du propos. L'idée d'un « double discours » devient ainsi un postulat autoréalisateur : toute parole musulmane est automatiquement lue comme un mensonge, et toute démarche religieuse comme une « dissimulation tactique » (p. 15), car évidemment les musulmans sont « trop musulmans pour être honnêtes » (Liogier 2012). Du soupçon généralisé à la théorie du complot, il n'y a qu'un pas, que le rapport franchit résolument.

⁸⁴ <<https://x.com/FEMYSO/status/1925241247708450860>>.

Chapitre V

Une théorie du complot

Une inquisition politico-médiatique

Le traitement réservé aux musulmans dans ce rapport repose sur un dispositif d'accusation systématique qui, bien qu'il ne relève pas d'un cadre judiciaire formel, en reproduit les formes de manière à en subvertir les principes fondamentaux.

On assiste à une généralisation d'un soupçon préventif qui inverse la logique de la justice : ce n'est plus à l'accusation de prouver une faute, mais à l'accusé de prouver une innocence que l'on considère d'emblée comme impossible. Ce mode d'accusation inquisitoire contourne les garanties du droit en refusant à la personne mise en cause l'accès à une défense légitime, à l'écoute sincère, et à la reconnaissance de son intégrité. Pire encore, l'accusé est souvent disqualifié dans sa parole et assigné à une culpabilité essentielle qui tient non à ses actes, mais à son identité, à ses relations, à ses gestes, à ses silences ou à des mots interprétés hors de tout contexte.

Ce régime de soupçon fonctionne selon une mécanique autoréférentielle propre aux systèmes totalitaires ou complotistes : tout

élément, aussi insignifiant soit-il, est réinterprété comme la confirmation d'une intention cachée. Il ne s'agit plus de juger des faits, mais de construire une narration où l'accusé est piégé dans un rôle de coupable présumé, incapable d'être reconnu comme victime ou comme sujet légitime de parole, au point que la défense devient en elle-même suspecte, et les soutiens extérieurs sont assimilés à une complicité, voire à une trahison des principes fondateurs de l'accusation. Cette dynamique crée un double standard où des actes identiques sont jugés différemment selon qu'ils soient le fait d'un musulman ou non, renforçant ainsi une marginalisation politique, médiatique et symbolique constante.

Ce traitement, profondément discriminatoire, relève d'une violence institutionnelle et médiatique sourde, mais structurante, qui mime le langage du droit pour mieux instaurer un régime d'accusation exceptionnel. Il s'apparente, par sa cohérence interne et son effet destructeur, aux formes historiques de l'Inquisition ou aux systèmes de surveillance idéologique propres aux régimes totalitaires de l'Europe du XX^e siècle.

Dans ce dispositif répressif, le musulman devient un corps suspect, condamné à demeurer sous le soupçon permanent. Aucun discours ne permet réellement de l'en libérer : ni l'aveu, qui ne fait qu'entériner l'accusation, ni la défense, toujours jugée insuffisante ou mensongère. Toute parole de la victime vient ainsi confirmer l'accusation par un dispositif autoréférentiel. Dans un tel cadre, la quête de justice devient un instrument d'exclusion et de relégation d'un groupe essentialisé comme intrinsèquement suspect, insti-

tuant un ordre symbolique de culpabilité permanente, où l'appartenance religieuse tient lieu de preuve, et où la présomption d'innocence cède la place à une présomption de culpabilité. Fragilisant ainsi les principes démocratiques qu'il prétend défendre, ce cadre accusatoire fonde un imaginaire du complot global, dans lequel la simple existence de l'« autre musulman » est interprétée comme une menace structurelle.

Une théorie du complot

Le rapport affirme que « les théories du complot à caractère antisémite et la haine contre les Juifs sont, dès l'origine, une composante significative de l'idéologie frériste » (p. 16). De même, il dénonce de manière légitime les « théories conspirationnistes à caractère antisémite » dans les discours de personnalités comme Hani Ramadan (p. 18). Paradoxalement, le rapport tombe lui-même dans une théorie du complot à caractère islamophobe en mobilisant des stéréotypes anti-musulmans et en entretenant des confusions entre critique de la politique israélienne et haine des juifs, au mépris de la distinction évidente entre anticolonialisme et antisémitisme.

Une théorie du complot se définit par un certain nombre de caractéristiques récurrentes que l'on retrouve de manière saillante dans le rapport examiné. Elle repose sur une structure formelle bien identifiable : la postulation d'une intention cachée et malveillante, la réduction des causes à une seule explication univoque, une résistance à toute tentative de réfutation — voire même une

non-falsifiabilité —, et une insuffisance méthodologique marquée par une relation biaisée à la preuve, étant définie par la mobilisation sélective d'éléments confirmant l'hypothèse initiale (biais de confirmation), le rejet systématique des sources contradictoires, et l'absence de preuves directes⁸⁵.

En réduisant la complexité du réel à des explications univoques et intentionnelles, le rapport postule l'existence d'un complot caché et malveillant, mené par un groupe secret, organisé et unifié, sans apporter aucune preuve directe, de telle sorte que la théorie ne s'appuie que sur des preuves circonstanciées, des témoignages ambigus, des documents inauthentiques ou des interprétations subjectives. Entretenant une suspicion généralisée à l'égard des musulmans, il développe une lecture orientée des faits, fondée sur des coïncidences, des anomalies ou des silences, interprétés comme des indices d'un plan occulte⁸⁶. Il parvient ainsi à immuniser la théorie contre la critique, de telle sorte que toute réfutation devient une preuve supplémentaire du complot.

La théorie du complot islamiste est donc auto-justificative, réside à la falsification, simplifie abusivement le réel et repose sur la méfiance généralisée envers les acteurs musulmans, tout comme les

⁸⁵ Voir par exemple TAGUIEFF, P.-A. (2021) *Les théories du complot*, Paris, Que sais-je ?. Si le complotisme mérite d'être bien défini et combattu, il convient également de reconnaître que l'accusation de « complotisme », surtout lorsqu'elle émane de la classe dominante, peut servir d'arme rhétorique pour réduire au silence les critiques en les disqualifiant, ce que A. Haupt appelle le « complosophisme ». À cet égard, voir HAUPT A. (2023) *Complosophisme. Éloge de la pensée critique*, L'Alchimiste Éditions, ainsi que l'analyse de DEHAVEN-SMITH L. (2013), *Aux origines de la théorie du complot, outil de contrôle de la pensée*, Éditions Yves Michel.

⁸⁶ C'est le propre des « enquêtes sans enquête » faites de « juxtapositions d'événements, d'histoires, de personnalités et de déclarations, qui constituent les seuls « arguments » avancés ». Voir le compte-rendu d'A. Amin au livre d'O. Souleimane, *Les complices du mal* (2025) : <<https://blogs.mediapart.fr/azzam-amin/blog/191125/les-complices-du-mal-une-enquete-sans-enquete>>.

théories du complot prétendant dévoiler l'influence cachée des Francs-Maçons, des Illuminati ou des Reptiliens⁸⁷.

Par exemple, le rapport postule l'existence supposée d'un « cercle restreint » composé de « quelques centaines » d'individus (p. 6) — chiffre avancé sans aucune preuve — qui contrôleraient l'ensemble de la mouvance des FM en France. À la page 40, il est précisé qu'il s'agit de 400 personnes :

À date, le cercle restreint de la branche française des FM susceptible d'être assermentée serait estimé selon des observateurs attentifs de la mouvance à 400 personnes et n'excéderait pas, en tout état de cause, un maximum de 1000 personnes.

Témoignant du caractère spéculatif de cette phrase, l'usage du conditionnel s'ajoute au manque de sources précises, n'ayant pour caution que de simples observateurs « attentifs » — mais anonymes. Cette inflation fantasmatique de leur pouvoir est un marqueur du discours complotiste, car l'idée qu'un groupe aussi réduit puisse orienter la vie de 7 millions de musulmans en France, et par-delà celle de l'ensemble de la République⁸⁸, est non seulement invrai-

⁸⁷ Frégosi (2025) commente : « *Le Frérisme et ses réseaux* [de Bergeaud-Blackler], dont les spécialistes peinent à percevoir l'originalité, s'apparente en fait au genre de la littérature de divulgation qui, à partir du XVIII^e siècle en Europe, s'en prenait à l'influence réputée grandissante et pernicieuse sur les esprits et sur les mœurs politiques des francs-maçons, adeptes des Lumières, et notamment du groupe des *Illuminaten* créé par Adam Weishaupt (1748-1830). [...] Au mythe des *Illuminati* viendrait donc succéder dans notre imaginaire politique le mythe frériste, et avec lui le risque d'une restauration théocratique qui serait sur le point de supplanter la République ». Si la monarchie d'Ancien Régime avait sa théorie anti-républicaine du complot judéo-maçonnique, la République a sa propre théorie anti-théocratique du complot islamiste.

⁸⁸ Les explications monocausales sont un trait caractéristique de la pensée complotiste. En témoigne l'obsession française d'annexer le mot « islamo- » à tout terme pour évoquer l'idée que l'Islam est la cause de tous les problèmes : islamo-gauchisme, islamo-syndicalisme, islamo-terrorisme, islamo-fascisme, islamo-nazisme, islamo-racaille, islamo-délinquance, islamo-immigration, etc., comme si les FM étaient les seuls agents causaux dans l'Hexagone.

semblable, mais tout à fait conspirationniste, comme si l'action d'un petit groupe se propageait par capillarité à travers une organisation tentaculaire agissant dans l'ombre, sans moyens traçables⁸⁹.

Ce type de représentation s'accompagne d'une rhétorique visuelle et discursive directement issue du lexique complotiste. Ainsi, l'illustration d'une structure pyramidale des FM (p. 10), bien qu'elle puisse correspondre à une réalité organisationnelle, est présentée dans un cadre interprétatif qui rappelle les codes visuels de la propagande antisémite des années 1930. Puis, comme on l'a rappelé, cette structure hiérarchique n'est en rien spécifique aux FM : elle est caractéristique de toutes les institutions, y compris les administrations de la République.

D'autres formulations manifestent un imaginaire de la dissimulation et du double discours, typique du mode d'accusation inquisitorial. Les expressions « dissimulation tactique d'un intégralisme subversif » (p. 15), ou encore « la technique du double discours par lequel [les membres de la mouvance] dissimulent leurs intentions réelles » (p. 20), relèvent d'une vision soupçonneuse du sujet musulman, présenté comme intrinsèquement trompeur. Ces accusations reposent sur des spéculations invérifiables, présentées comme des évidences, et font glisser l'analyse vers un régime de pensée conspirationniste.

⁸⁹ Dazey (2024) note à quel point ce biais réductionniste qui conçoit la diffusion des idées par endoctrinement et transmission virale, a été réfuté par la sociologie de la connaissance : « Comme l'a souligné l'histoire sociale des idées (Hauchecorne 2012, Gaboriaux et Skornicki 2017), les processus de transmission idéelle sont toujours des processus de transformation : les idées évoluent et la formation de croyances et de représentations du monde se forge via des interactions complexes, liées aux contextes ».

Le même procédé est à l'œuvre dans l'interprétation extensive de faits ordinaires. Ainsi, la simple participation de certains acteurs musulmans à des conférences ou à des projets communs est interprétée comme la preuve d'une coordination secrète à visée subversive (p. 33) :

Au-delà du lobbying, la mouvance organise également par le biais du FEMYSO des conférences et des formations. La commissaire à l'Égalité, Helena DALLI, s'est rendu à au moins deux événements organisés par le FEMYSO. Le Service Européen pour l'Action Extérieure a quant à lui bénéficié de formations données par des soutiens de la mouvance, comme Sondos ASEM, ancienne conseillère de Mohammed MORSI. Le FEMYSO est également actif par le biais de rapports et déclarations publiques.

Le fait que des institutions publiques aient collaboré, à un moment ou un autre, avec des acteurs liés de près ou de loin à cette supposée « mouvance » est présenté comme une compromission, sans que jamais ne soit établie une preuve d'adhésion à une idéologie commune. On tombe alors insensiblement dans l'accusation par simple association : il suffit d'avoir fréquenté le coupable pour être coupable⁹⁰.

⁹⁰ Dazey (2024) constate les mêmes biais intentionnalistes et d'attribution hostile chez Bergeaud-Blackler, lorsque celle-ci interprète comme la réalisation programmée d'un plan des événements aléatoires, ou qu'elle explique toute action par des motivations adverses ou cyniques : « L'autrice choisit de mettre en doute les propos des acteurs (qui disent agir pour des démocraties plus inclusives) et de leur attribuer une motivation hostile (instaurer une théocratie en Europe). À travers ce geste de dévoilement, il s'agit pour Florence Bergeaud-Blackler de révéler la vérité cachée de leurs agissements qu'elle oppose à la vérité visible énoncée par les institutions européennes ». Il n'est pas rare que circulent, y compris dans certains milieux universitaires, des théories complotistes plus ou moins fantaisistes. Le véritable problème surgit lorsque les plus hautes instances politiques de l'État y adhèrent, les relaient, les légitiment et s'y réfèrent pour déterminer le sort de millions d'individus.

Parfois, le vocabulaire employé dans certaines pages va jusqu'à confiner au délire psychotique, tellement les propos sont déconnectés de la réalité. Certaines communes sont présentées comme des « territoires confisqués, où le contrôle social des islamistes sur la population apparaît presque complet » (p. 57), sans que l'on donne un seul exemple concret de cette politique-fiction où la population aliénée et opprimée serait sous emprise des « islamistes ».

De la même manière, l'accusation de « porter atteinte aux intérêts fondamentaux de la Nation » (p. 57) ne repose sur aucune preuve tangible, mais sur la construction idéologique d'un ennemi intérieur imaginaire visant à justifier une politique répressive et liberticide à l'égard d'une minorité discriminée.

Ainsi, tout musulman engagé est suspecté d'être un agent infiltré d'un projet islamiste dissimulé — mais à son insu (p. 56) :

La mouvance qui professe un islam intégraliste, n'attend pas des fidèles de ses mosquées ou des adhérents de ses associations satellites une adhésion complète et immédiate à ses thèses.

Enfin, le rapport conclut comme il a commencé, par des spéculations assénées à coup de « probablement » (p. 64) :

L'organisation des Frères Musulmans repose toujours en Europe et probablement en France sur le cercle restreint d'une confrérie, tenue secrète et dotée d'un commandement pyramidal.

Les figures classiques de l'imaginaire conspirationniste sont convoquées et exploitées, notamment par la description d'un « réseau réticulaire de solidarité entre baronnies locales » (p. 65), formulation qui n'est pas sans rappeler les stéréotypes de la « pieuvre juive » dans l'antisémitisme du début du XX^e siècle. Ce type d'image, loin d'éclairer la réalité, projette sur le terrain social un fantasme d'infiltration rampante et de domination occulte.

En résumé, le rapport prétend dénoncer le complotisme, tout en en reprenant les procédés discursifs et cognitifs les plus caractéristiques. Il essentialise une « mouvance », exagère son influence supposée, associe sans preuves des individus à une entreprise occulte, et alimente la peur d'un ennemi intérieur. Ce faisant, il constitue un cas d'école de complotisme islamophobe.

Un théâtre d'ombres arabes

Le populisme islamophobe institutionnel qui sous-tend ce rapport élabore une dramaturgie politique simplifiée, presque enfantine, où les rapports sociaux sont réduits à une pièce de théâtre d'ombres. Quatre rôles principaux y sont distribués : conspirateurs, collaborateurs, victimes et héros.

Les conspirateurs incarnent la menace principale : « les islamistes », présentés comme une force diffuse, souterraine et insaisissable, fonctionnent à la manière d'une société secrète. Manipulateurs machiavéliques usant toujours de duplicité et de dissimulation, ils utilisent la démocratie pour mieux la subvertir, et

masquent derrière une façade de respectabilité leur projet de conquête.

Les collaborateurs viennent aider les conspirateurs sans pour autant partager leur plan. On distingue ici deux figures : les « idiots utiles » de l'islamo-gauchisme, accusés continuellement de naïveté et de complaisance ; et les « cyniques » de l'islamo-droitisme, pleinement conscients du danger, mais prêts à fermer les yeux par opportunisme ou cupidité. À la différence du populisme des gouvernés, qui dénonce la trahison de l'ensemble de la classe dirigeante, ce populisme des gouvernants, issu des hautes sphères de l'État, déplace la faute sur des acteurs périphériques : élus locaux, accusés de clientélisme électoral, et entrepreneurs soupçonnés de profiter du marché « communautaire » (halal, vêtements religieux, etc.). Et lorsque la responsabilité des élites est évoquée, ce n'est jamais qu'au passé : ce sont les générations antérieures qui auraient laissé prospérer l'« islamisme » par excès de tolérance et de laxisme.

Ensuite, les victimes sont assimilées au « peuple français » comme entité abstraite et collective, menacé dans son identité culturelle, ses valeurs et sa sécurité. Dépourvu d'agentivité, ce peuple ne fait que subir, réagir à l'unisson, comme une masse vulnérable, dont la souffrance justifie des politiques liberticides mises en œuvre en son nom.

Enfin, les héros occupent la place centrale : ils se présentent comme des figures courageuses, seules à penser de manière « réaliste », à dire la « vérité » face à la « bien-pensance » et au « politi-

quement correct », et à agir de façon « ferme » et « responsable »⁹¹. Dans ce paradoxal populisme institutionnel, ces sauveurs auto-proclamés sont hauts fonctionnaires, députés, sénateurs, ministres, journalistes ou universitaires. Ils se donnent l'image de résistants assiégés par l'idéologie dominante, alors même qu'ils s'expriment depuis les arènes les plus puissantes du pouvoir et des médias.

Ainsi se met en place une véritable dramaturgie politique, où la complexité sociale est réduite à une opposition manichéenne entre trahison et résistance, menace islamiste et défense républicaine.

La filiation néoconservatrice

Le complotisme islamophobe qui irrigue ce rapport relève d'un phénomène qui n'est ni spontané ni strictement national, mais s'inscrit, au contraire, dans une généalogie idéologique solidement établie, dont les racines plongent dans les milieux néoconservateurs américains. Dès leur naissance dans les années 1970, ceux-ci ont progressivement élaboré une alliance stratégique articulant trois éléments : un impérialisme américain soucieux de maintenir son hégémonie globale⁹², un sionisme radical cherchant à justifier

⁹¹ FONTENELLE S. (2020) *Les empoisonneurs. Antisémitisme, islamophobie, xénophobie*, Paris, Lettres Libres : « Les procédés auxquels ils ont recours pour mieux verrouiller leur emprise sur le débat public sont notoires : on sait, par exemple, qu'ils aiment à se présenter comme des anticonformistes alors qu'ils sont au service de la pensée dominante, et à se poser en victimes d'une prétendue « tyrannie de la bien-pensance » alors qu'ils passent leur temps à invectiver quiconque défend d'autres avis que les leurs ».

⁹² L'impérialisme néoconservateur se définit par trois dimensions : l'exceptionnalisme, selon lequel les États-Unis constituent la seule nation fondée comme une démocratie ; l'unipolarisme, qui postule la nécessité d'exercer une domination sans partage sur l'ordre international ; et enfin le militarisme, c'est-à-dire la conviction que la force armée constitue l'instrument privilégié du remodelage du monde selon les principes et les intérêts américains (Kumar 2012, chap. 7).

une politique de domination régionale⁹³ et une islamophobie structurelle issue du cadre d'interprétation des enjeux géopolitiques du Moyen-Orient. En 2002, le néoconservateur Max Boot publiait un article dans le *Wall Street Journal* où il affirmait que « le soutien à Israël » constitue « l'un des grands principes (*key tenet*) du néoconservatisme »⁹⁴.

Né au sein de cercles d'intellectuels trotskystes d'origine juive⁹⁵ craignant l'isolationnisme de la gauche américaine, le néoconservatisme s'est progressivement structuré autour d'un soutien inconditionnel à la politique israélienne, notamment après les guerres israélo-arabes de 1967 et 1973. Ces conflits marquent un tournant : fidèle à la logique coloniale qui sous-tend le projet sioniste dès ses origines, Israël renforce la construction d'un imaginaire de menace, déshumanisant les populations arabes et musulmanes pour mieux légitimer son expansion territoriale. À partir de la crise des otages de Munich en 1972 et de la crise pétrolière de 1973, cette représen-

⁹³ Selon Rabab Ibrahim Abdulhadi, les industries culturelles de l'islamophobie et du sionisme révèlent des connexions, des réseaux et des sources de financement qui se chevauchent amplement. Voir « Les industries de l'islamophobie et du lobby israélien : chevauchement, interconnexion et recommandations politiques contre le racisme », *Lutte contre l'industrie de l'islamophobie : vers des stratégies plus efficaces* (2018, p. 15-24), publié par le « Carter Center », fondation créée en 1982 par l'ancien président des États-Unis Jimmy Carter. C'est ce que Deepa Kumar appelle la « connexion Likoud-Néocon ». La plupart des fondations qui soutiennent financièrement l'islamophobie contribuent aussi bien au financement de la colonisation illégale en Cisjordanie qu'au soutien des réseaux néoconservateurs : « Le chevauchement entre le mouvement néoconservateur et le mouvement sioniste est également considérable. Il s'agit d'une histoire entrelacée qui remonte aux débuts du projet néoconservateur. En effet, la montée de l'opposition à Israël après la guerre des Six Jours a été l'une des questions qui ont éloigné le néoconservatisme de la Nouvelle Gauche à la fin des années 1960. À l'époque contemporaine, il existe de nombreux liens entre le sionisme et les groupes de réflexion et de politique néoconservateurs », in MASSOUMI N., MILLS T. et MILLER D. (2017, p. 226). Lean (2012, p. 161) commente : « Comme la recherche l'a montré, de nombreux groupes pro-israéliens injectent beaucoup d'argent dans des entreprises de propagande qui s'empressent de dépeindre Israël comme intouchable, et tout aussi rapidement de présenter les musulmans comme sa plus grande menace ».

⁹⁴ BOOT M. (2002) « What the Heck is a "Neocon"? », *The Wall Street Journal*, <<https://www.wsj.com/articles/SB104121045871745553>>.

⁹⁵ Voir FRIEDMAN M. (2005) *The neoconservative revolution: Jewish intellectuals and the shaping of public policy*, Cambridge, Cambridge University Press.

tation du musulman comme « dangereux terroriste » est exportée à l'échelle internationale, exploitant la peur et le ressentiment des sociétés occidentales, afin de consolider l'alliance idéologique entre impérialisme occidental et colonialisme sioniste. Les médias et responsables politiques détournent ainsi la colère populaire vers le stéréotype du « cheikh arabe cupide », occultant les facteurs internes du déséquilibre économique.

Les causes de cette alliance stratégique, et surtout de sa dimension islamophobe en Occident, sont multiples. D'un côté, les États-Unis atteignent leur pic de production pétrolière en 1970. Perdant leur autosuffisance énergétique, il deviennent dépendants des exportations de pétrole en provenance du Golfe. D'un autre côté, le Nixon Shock de 1971 suspend la convertibilité du dollar en or, dévalue la monnaie et pousse les pays de l'OPEP à relever leurs prix pour préserver leurs revenus. Cette interdépendance crée des liens qui sont souvent sources de tension et de confrontation.

Le bouc émissaire du « riche Arabe du Golfe » facilite un tournant néolibéral — dérégulation, austérité, financiarisation — qui met un terme au modèle keynésien des Trente Glorieuses et inaugure un ordre mondial inégal fondé sur le système des pétrodollars où les revenus de la rente pétrolière golfienne sont réinvestis dans la dette américaine en échange d'une protection militaire conditionnée à la reconnaissance d'Israël⁹⁶. L'impérialisme est ainsi la matrice de la nouvelle islamophobie.

⁹⁶ Voir WIGHT D. (2021) *Oil Money. Middle East Petrodollars and the Transformation of US Empire (1967-1988)*, Ithaca, Cornell University Press.

En 1979, la révolution iranienne viendra renforcer cette « union sacrée » entre impérialisme occidental et colonialisme sioniste⁹⁷ en fournissant des images spectaculaires censées matérialiser de manière concrète la « menace imminente » des musulmans : la rhétorique iranienne du Grand Satan (États-Unis) et du Petit Satan (Israël) permettront de donner du crédit à la théorie d'une collusion d'intérêts entre l'Occident et Israël⁹⁸.

Devenus influents dans les sphères politiques et médiatiques, notamment après l'effondrement du bloc soviétique, lorsque les États-Unis deviennent l'hégémon d'un monde unipolaire⁹⁹, les néo-conservateurs américains¹⁰⁰ exerceront une pression constante pour aligner la politique étrangère des États-Unis sur les objectifs

⁹⁷ Elle recevra par la suite une justification théologique *a posteriori* scellant la convergence idéologique entre le sionisme religieux chrétien (évangélisme) et le sionisme religieux juif (*dati leumi*). Sur le sionisme chrétien, voir LEWIS D. M. (2021) *A Short History of Christian Zionism*, Illinois, Intervarsity Press. Concernant le sionisme juif, voir SCHWARTZ D. (2009) *Religious Zionism. History and Ideology*, Boston, Academic Studies Press.

⁹⁸ Chris Allen note (2010, chap. 10) : « Les images de Khomeini vêtu de noir ont renforcé la pratique des médias occidentaux consistant à le personnifier comme l'incarnation du mal, de l'anti-américanisme et des anti-valeurs ». Il souligne que, plus tard, Saddam Hussein puis Ben Laden joueront exactement le même rôle.

⁹⁹ Dans *America and Political Islam* (1999, p. 52-54), Gerges remarque : « Depuis l'effondrement de l'Union Soviétique et la chute du communisme, les dirigeants israéliens ont tenté d'enrôler les États-Unis et l'Europe dans la bataille contre le fondamentalisme islamique, en le dépeignant comme un ennemi plus grand que nature ; leur stratégie vise à convaincre l'opinion publique américaine et les décideurs politiques de la valeur stratégique continue d'Israël dans un monde turbulent. [...] Selon un haut responsable du Département d'État, « nous sommes très influencés par la définition israélienne des islamistes. Dans une large mesure, la vision d'Israël du fondamentalisme islamique façonne la perception des responsables américains de ce phénomène ». Un autre membre du Département d'État a noté que les soupçons américains à l'égard des islamistes sont liés en partie à l'opposition de ces derniers à la paix avec Israël, une question de politique étrangère très importante pour les États-Unis. [...] Arthur Lowrie, un ancien responsable du Département d'État, a affirmé que la politique de double entrave de Clinton envers l'Iran et l'Irak, ainsi que son annonce subséquente en 1995 d'un embargo commercial complet sur l'Iran, ont été influencées par les efforts de lobbying et les pressions politiques des amis d'Israël ».

¹⁰⁰ On distingue parfois l'impérialisme « démocrate » (ou libéral), incarné par Clinton ou Obama, de l'impérialisme « néoconservateur » de Bush ou de Trump. Cependant, ces différences sont pour l'essentiel superficielles : elles relèvent davantage de la rhétorique et des styles diplomatiques que d'une véritable divergence dans les moyens et les objectifs stratégiques. Dans les deux cas, il s'agit de maintenir l'hégémonie américaine par la force, qu'elle soit militaire, économique ou culturelle (Kumar 2012). Si les néoconservateurs comme Bush pouvaient être considérés comme des « interventionnistes libéraux » à la manière de Clinton, mais sous stéroïdes, alors Trump représente, lui, un néoconservateur sous stéroïdes (Kumar 2021, chap. 5).

stratégiques d'Israël, mais n'y parviendront réellement qu'après les attaques terroristes du 11 septembre¹⁰¹, au moment où se met en place la « guerre contre la terreur », dont l'un des concepteurs clés n'est autre que Benjamin Netanyahou¹⁰².

Lean (2012, p. 144-145) rappelle et commente la réaction de Netanyahou suite aux attentats du 11 septembre 2001 :

Benjamin Netanyahou s'est adressé aux journalistes à Jérusalem, qualifiant les attentats de « très bons ». Il s'est ensuite corrigé, disant : « Eh bien, pas très bons, mais cela générera une sympathie immédiate [et] renforcera le lien entre nos deux peuples, car nous avons connu le terrorisme pendant tant de décennies, mais les États-Unis viennent maintenant de subir une hémorragie massive de terrorisme ». [...] Wa-

¹⁰¹ Kumar (2012, chap. 4) souligne : « Après l'effondrement de l'Union Soviétique, les dirigeants israéliens, avec l'aide de leurs alliés néoconservateurs aux États-Unis, ont cherché à convaincre les dirigeants politiques américains qu'ils faisaient face à un ennemi plus grand que nature : le fondamentalisme islamique. Leurs efforts n'ont réussi qu'après le 11 septembre 2001 ». Depuis lors, la projection impériale américaine dans le monde musulman s'articule largement avec les intérêts du projet sioniste. Ce tour de force a notamment été possible grâce aux efforts du PNAC (Project for the New American Century), qui a fonctionné de 1997 à 2006.

¹⁰² Dès 1979, Netanyahou organise à Jérusalem, par le biais de la Jonathan Institute Foundation — créée en 1977 à la mémoire de son frère mort en mission —, la première Conférence internationale sur le terrorisme, conçue pour reconfigurer la perception mondiale du terrorisme au profit d'Israël. Son père, Benzion Netanyahou, y établit un parallèle explicite entre Palestiniens, terroristes et nazis, présentés comme les ennemis communs de la « démocratie », prétendument partagée par Israël et les pays occidentaux. La deuxième conférence, tenue à Washington en 1984, marque un tournant décisif : Netanyahou y formalise la rhétorique qui dominera les décennies suivantes, affirmant que le terrorisme moderne a deux racines principales : « le totalitarisme communiste et le radicalisme islamique » (Netanyahou 1986, p. 3). Il exposera sa vision dans plusieurs ouvrages comme *International Terrorism. Challenge and Response* (1981), et *Terrorism. How The West Can Win* (1986) — qui reprend les interventions de la conférence de 1984 —, en devenant l'un des principaux architectes intellectuels de la « guerre contre le terrorisme ». Il convient enfin de rappeler que Netanyahou fut auditionné par le Congrès américain en 2002, afin de légitimer l'invasion de l'Irak, donnant ainsi à la puissance américaine l'occasion de mettre en œuvre l'appareil idéologique qu'il avait contribué à façonner près d'un quart de siècle plus tôt. À cette occasion, il déclara, dans une prophétie auto-destructrice : « Si vous renversez le régime de Saddam [Husseïn], je vous garantis que cela aura d'énormes répercussions positives sur la région », <<https://www.youtube.com/watch?v=4AKcl-ncUpE>>. Tout en plongeant la région dans un chaos durable et en alimentant une nouvelle vague de terrorisme (Daesh) — dont les répercussions négatives se sont fait sentir jusqu'en Europe —, Israël demeure cependant l'un des principaux bénéficiaires de cette déstabilisation, puisant plus d'un tiers de son approvisionnement pétrolier dans le Kurdistan irakien, et jusqu'à près des trois quarts durant la période 2013-2014. Voir : <<https://www.ft.com/content/150f00cc-472c-11e5-af2f-4d6e0e5eda22>>.

shington et Israël, proposait Netanyahu, menaient la même guerre. Les adversaires palestiniens de l'État juif partageaient une identité religieuse et ethnique avec les 19 pirates de l'air. Ils étaient arabes et musulmans. Selon cette logique, ils partageaient également une propension au terrorisme. Un climat de panique morale dans les suites de la crise a brouillé les lignes de front le long desquelles des conflits distincts étaient menés. L'inauguration de la « guerre contre le terrorisme », avec ses objectifs vaguement définis, a réuni sous une seule bannière idéologique des fronts sans lien de contestation politique et religieuse.

Portée notamment par les administrations Bush père et fils, et relayée par les réseaux de la droite radicale américaine, la « mouvance » néoconservatrice a trouvé un puissant relais institutionnel dans le *Center for Security Policy* (CSP), fondé par Frank J. Gaffney¹⁰³, financé par le complexe militaro-industriel et étroitement lié au Parti Républicain. Ce centre a largement contribué à diffuser l'idée que l'Islam, loin d'être une religion, constituerait un système politico-militaire incompatible avec les « valeurs occidentales ». Dans cette vision, la charia est vidée de son contenu religieux, éthique et moral, pour être réduite à une doctrine totalitaire, homogène et intrinsèquement hostile aux principes politiques des sociétés occidentales, qu'elle chercherait donc à subvertir et à détruire.

¹⁰³ Lean (2012, p. 189) note : « Quand il s'agit de théories du complot concernant l'influence des Frères musulmans en politique américaine — et d'histoires bizarres sur l'influence prétendument pernicieuse des musulmans extrémistes en général — aucune figure n'a été aussi influente que Frank Gaffney ». Il est évident que les auteurs du rapport sont les enfants idéologiques de Gaffney.

En 2010, un rapport emblématique est publié par le CSP sous le nom d'auteur « *Team B II* »¹⁰⁴ et avec pour titre : *Shariah, The Threat To America. An Exercise In Competitive Analysis*. Ce document constitue depuis lors la matrice idéologique de nombreux discours gouvernementaux sur « l'islamisme », en présentant l'Islam non pas comme une religion, mais comme une stratégie de conquête visant à imposer la « Charia ». De nombreuses organisations musulmanes, notamment les FM, agiraient ainsi comme un « cheval de Troie » infiltré dans les structures de l'État pour subvertir toutes les institutions démocratiques à partir de l'intérieur.

Largement relayé par des cercles proches de Donald Trump¹⁰⁵ et de Ted Cruz¹⁰⁶, ce discours a servi à justifier des politiques ouvertement discriminatoires, telles que le *Muslim Ban* de 2017, qui interdisait l'entrée aux États-Unis aux ressortissants de sept pays à majorité musulmane : Irak, Iran, Libye, Somalie, Soudan, Syrie et Yé-

¹⁰⁴ Le nom de ce groupe est une référence à un autre groupe issu d'un think tank lié à la droite radicale américaine : la « Team B » des années 1970, qui dans un rapport, a tenté de contrebalancer, par une approche belliciste, la politique de détente envers l'URSS favorisée par la Maison Blanche pendant l'administration de Gerald Ford. Ce groupe influença alors la politique étrangère de Ronald Reagan. Le parallèle est parlant : l'archi-ennemi soviétique d'hier (moment bipolaire) est remplacé par l'archi-ennemi musulman d'aujourd'hui (moment unipolaire), et la « solution » ne peut être que sécuritaire et militaire. La comparaison entre le maccarthysme anti-communiste, fondé sur la peur rouge, et le maccarthysme islamophobe, fondé sur la peur verte, est ainsi pleinement justifiée.

¹⁰⁵ <<https://www.nytimes.com/2019/10/17/us/mar-a-lago-muslims.html>>. Gaffney conseillait déjà Bush fils dans sa guerre contre le terrorisme au début des années 2000 : « En 2002 encore, un important journal britannique citait [Gaffney], avec les partisans de l'invasion de l'Irak, Paul Wolfowitz, Douglas Feith et Richard Perle, comme l'un des hommes « dirigeant » la doctrine de sécurité post-11 septembre du président de l'époque, George W. Bush », <<https://www.splcenter.org/resources/ex-tremist-files/frank-gaffney-jr/>>. Plus récemment, l'islamophobie est un mécanisme indispensable dans la rhétorique du populisme trumpien : « L'altérisation interne de l'islam et des musulmans sert de diversion sur laquelle comptent les populistes pour arriver au pouvoir en offrant des promesses de réhabilitation et de grandeur », BAZIAN H., « Lutte contre l'islamophobie en tant que responsabilité de la société civile », in CARTER CENTER (2018) *Lutte contre l'industrie de l'islamophobie. Vers des stratégies plus efficaces*.

¹⁰⁶ Dont le conseiller n'est autre que Frank Gaffney.

men¹⁰⁷. Ce décret constitua la réalisation d'une promesse de campagne de Trump visant à restreindre l'immigration musulmane.

Le rapport du gouvernement français sur les FM s'inscrit visiblement dans la continuité de cette ligne idéologique qui repose sur une double menace supposée : celle d'un projet d'instauration de la Šarī'a et celle des acteurs le mettant en application, à savoir les FM¹⁰⁸. Il reprend ainsi à son compte trois éléments essentiels des campagnes anti-charia, telles qu'elles ont été documentées par Marzouki (2014) :

1. La réduction de l'Islam à une « doctrine militaro-politico-légale », selon l'expression du rapport du CSP, *Shariah, The Threat to America. An Exercise in Competitive Analysis*, et non une religion comme les autres ;
2. L'affirmation selon laquelle des organisations musulmanes chercheraient à saper les fondements de l'État de droit de manière progressive et dissimulée ;
3. L'accusation récurrente selon laquelle certains responsables politiques, en particulier issus de la gauche, feraient preuve de complaisance, voire de complicité, vis-à-vis de cette prétendue stratégie d'entrisme¹⁰⁹.

¹⁰⁷ Il faut remarquer que parmi ces sept pays, aucun ne fait partie du Conseil de Coopération des États arabes du Golfe (CCG), qui regroupe six monarchies absolues du Golfe Persique : Arabie Saoudite, Bahreïn, Émirats Arabes Unis, Koweït, Qatar et Oman.

¹⁰⁸ MASSOUMI N., MILLS T. et MILLER D. (2017, p. 128) : « L'approche de Gaffney repose sur deux chevaux de bataille : la prétendue menace représentée par la loi de la Charia et celle représentée par les Frères musulmans ».

¹⁰⁹ Pour avoir une idée du degré de psychose atteint par le complotisme islamophobe, il faut rappeler que le CSP avait accusé le Président Obama d'être un agent des FM gardant sa foi musulmane secrète. Voir : <<https://www.washingtontimes.com/news/2015/jun/3/inside-the-ring-muslim-brotherhood-has-obamas-secre/>>. Si ces accusations paraissent absurdes, il en va de même pour la majorité des affirmations contenues dans le rapport gouvernemental.

L'alignement croissant de l'analyse française sur l'idéologie sécuritaire américaine¹¹⁰ — elle-même étroitement imbriquée avec la politique coloniale israélienne — contribue à la construction de l'imaginaire de « l'ennemi intérieur », outil nécessaire pour justifier un traitement différencié des populations musulmanes, réactivant ainsi la rhétorique et les dispositifs coloniaux de l'Algérie française.

Cette orientation s'explique en grande partie par la vassalisation progressive de la France à l'égard des États-Unis à partir de 2007, avec l'arrivée au pouvoir de Nicolas Sarkozy, dont la présidence marque le tournant néoconservateur de la politique étrangère française, amorçant une rupture nette avec la tradition d'indépendance diplomatique héritée du gaullisme¹¹¹.

Ce basculement s'illustre à travers plusieurs décisions emblématiques : le retour, en 2009, de la France dans le commandement intégré de l'OTAN, que De Gaulle avait quitté en 1966 pour préserver la souveraineté stratégique du pays ; l'abandon de la politique arabe de la France, dont la dernière manifestation fut le refus de toute participation à la guerre en Irak en 2003 ; le bombardement de la Libye aux côtés des États-Unis et du Royaume-Uni en 2011, en viola-

¹¹⁰ Apparue en France dès 2005-2006, cette dérive sécuritaire, analogue au Patriot Act de 2001, instaure un véritable « règne du soupçon », où « la probabilité supplante la certitude de l'exécution ». Ce mouvement n'a fait que se renforcer jusqu'à aujourd'hui : « Malgré l'effort d'objectivisation par le juge constitutionnel, la dangerosité, concept aux contours incertains et variables, est également au cœur de la loi n°2020-805 du 7 août 2020 qui prévoit, à l'issue de leur peine, des mesures de sûreté à l'encontre des auteurs d'infractions terroristes », in LÉCUYER Y. (2023) « La subversion du droit par les idées d'extrême-droite : les nouvelles lois scélérates », *Revue des droits et libertés fondamentaux*, n°50, <<https://revuedlf.com/droit-fondamentaux/la-subversion-du-droit-par-les-idees-dextreme-droite-les-nouvelles-lois-sclerates/>>.

¹¹¹ Selon Wolfreys (2016, chap. 2), Sarkozy est le père du néoconservatisme à la française, caractérisé par un mélange de néolibéralisme, d'autoritarisme, d'interventionnisme, de sionisme et d'islamophobie, qui constitue la matrice intellectuelle et politique du hollandisme et du macronisme.

tion du droit international ; enfin, le soutien inconditionnel à la politique israélienne¹¹².

Sous les présidences de François Hollande et d'Emmanuel Macron, cette orientation ne cesse de s'approfondir, confirmant l'intégration de la France dans la matrice idéologique et géostratégique du néoconservatisme occidental, au point que, aujourd'hui, le parallélisme entre les politiques islamophobes des deux côtés de l'Atlantique est frappant : si le sénateur américain Ted Cruz¹¹³ dépose tous les ans au Congrès un projet de loi visant à inscrire les FM sur la liste des organisations terroristes¹¹⁴, Emmanuel Macron a annoncé

¹¹² En 2005, lors des émeutes urbaines consécutives à la mort de deux adolescents à Clichy-sous-Bois, Nicolas Sarkozy fit appel à la police israélienne pour former les forces de l'ordre françaises à la gestion des émeutes, établissant ainsi un inquiétant parallèle entre les pratiques de répression coloniale israélienne et la gestion postcoloniale des populations issues de l'immigration en France. Voir : <<https://www.courrierinternational.com/breve/2005/12/12/l-experience-des-israeliens-au-service-des-hommes-de-sarkozy>>. Un an plus tard, en 2006, il affirmait, en bon néoconservateur : « Historiquement, ce sont toujours les faucons qui ont fait les colombes en Israël. Sharon, l'homme de toutes les guerres, pouvait amener Israël à la paix », <<https://www.vie-publique.fr/discours/163651-interview-de-m-nicolas-sarkozy-ministre-de-linterieur-et-de-lamenage>>. Enfin, dans une interview de 2007, intitulée « Je revendique la rupture », Sarkozy déclarait : « Le droit à la sécurité pour Israël est un droit sur lequel on ne peut pas transiger. Israël est une démocratie. Israël est né dans les conditions que l'on sait. C'est une responsabilité essentielle, pour tous les pays libres, d'assurer sa survie », *Le Figaro*, 15 octobre 2007, <<https://www.lefigaro.fr/lefigaromagazine/2006/09/01/01006-20060901ARTWWW90247-sarkozy-je-revendique-la-rupture.php>>. En 2008, il prononçait un discours à la Knesset, où il proclamait en faisant sienne la rhétorique sécuritaire israélienne : « Aujourd'hui, cette menace a pris la forme du terrorisme. Aucun peuple ne peut vivre sous la menace du terrorisme. Le terrorisme ne s'explique pas. Le terrorisme ne se justifie pas. Le terrorisme se combat ! La France est pleinement engagée dans la lutte contre le terrorisme et, Madame la Présidente, quand vous m'appellez à dire que le terrorisme pourrait frapper la France, il a frappé la France. Oui, la France est l'amie d'Israël et la France sera toujours aux côtés d'Israël lorsque sa sécurité et son existence seront menacées », <<https://www.vie-publique.fr/discours/171325-nicolas-sarkozy-23062008-france-israel-processus-paix-proche-orient>>. Finalement, en 2009, il envoie la frégate *Gemini* surveiller les côtes palestiniennes pour le compte israélien, afin d'intercepter des livraisons d'armes, <<https://www.france24.com/fr/20090123-france-envoie-une-fregate-controler-le-trafic-darmes>>. Voir BLANRUE P.-E. (2009) *Sarkozy, Israël et les Juifs*, Embourg, Éditeur Marco Pietteur.

¹¹³ Récemment ridiculisé par le journaliste conservateur Tucker Carlson lors d'une interview virale (<<https://www.youtube.com/watch?v=smemFVe0l5E>>), le sénateur Ted Cruz a reçu presque 2 millions de dollars du lobby israélien. Voir : <<https://www.trackipac.com/congress>>.

¹¹⁴ Depuis 2013, Ted Cruz dépose chaque année au Congrès une proposition de loi visant à désigner les Frères Musulmans comme organisation terroriste étrangère, <<https://www.congress.gov/search?q=%7B%22source%22%3A%22legislation%22%2C%22search%22%3A%22Muslim+Brotherhood+Terrorist+Designation+Act%22%7D>>. Si ce projet n'a jamais abouti, c'est parce qu'il introduirait un précédent juridique inédit : pour la première fois, une organisation serait désignée comme terroriste non pas en raison d'actes violents, mais sur la base de sa seule idéologie supposée. Une telle mesure reviendrait à criminaliser une opinion et risquerait d'ouvrir la voie à une discrimination systématique des musulmans. Voir : <https://www.washingtonpost.com/national/how-an-obscure-policy-effort-could-hurt-american-muslims/2017/01/11/8ce93184-d76e-11e6-b8b2-cb5164beba6b_story.html>.

pour « la fin de l'été 2025 » une loi destinée à contrer l'« entrisme » islamiste¹¹⁵. Bien qu'il y ait du retard, on s'attend au pire pour l'année 2026¹¹⁶.

Les « Protocoles des Sages de la Mecque »¹¹⁷

L'idée d'un projet secret de conquête islamiste, omniprésente dans le rapport, a la même filiation néoconservatrice, car elle s'inscrit dans le cadre théorique du complot islamophobe faisant du musulman un agent occulte de subversion. Les auteurs parlent ainsi à plusieurs reprises de « projet » (p. 11) ou de « plan » (p. 20), reprenant une rhétorique conspirationniste popularisée par Sylvain Beson dans son ouvrage *La conquête de l'Occident. Le projet secret des islamistes* (Seuil, 2002). Celui-ci prétend révéler un document confidentiel appelé *Le Projet*, censé exposer une stratégie mondiale des

¹¹⁵ <<https://www.publicsenat.fr/actualites/societe/lutte-contre-lentrisme-des-freres-musulmans-emmanuel-macron-souhaite-une-loi-a-la-fin-de-lete>>. En octobre 2025, une commission parlementaire a entamé ses auditions sur les « liens existants entre les représentants de mouvements politiques et des organisations ou réseaux soutenant l'action terroriste ou propageant l'idéologie islamiste ». Voir : <<https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/17/organes/autres-commissions/commissions-enquete/ce-mouvements-politiques-reseaux-islamistes/agenda?reunions-passees>>. Tout porte à croire qu'un nouveau rapport parlementaire, fondé sur des prémisses contestables et conduisant à des mesures encore plus répressives, verra bientôt le jour. Plusieurs éléments laissent présager un rapport à charge : la tenue d'un grand nombre d'auditions à huis clos, la présence massive de représentants de l'appareil sécuritaire de l'État, le choix d'ouvrir les travaux par l'audition de Bernard Rougier, l'invitation de Bergeaud-Blackler dont l'incompétence sur le sujet est régulièrement soulignée, l'audition des auteurs du rapport gouvernemental de mai 2025 (Courtade et Gouyette), ainsi que la place démesurée accordée à des journalistes controversés dépourvus d'expertise académique (Bussigny, Souleimane et Razavi). L'ensemble de ces signaux convergents laisse craindre, sans l'ombre d'un doute, un rapport orienté contre les musulmans, annonciateur de nouvelles restrictions de leurs libertés fondamentales. On aura ainsi le triptyque de la nouvelle politique islamophobe française : rapport sénatorial (2020), rapport gouvernemental (2025) et rapport parlementaire (2026 ?).

¹¹⁶ Le nouveau Ministre de l'Intérieur L. Nuñez a promis une phase 3 s'attaquant à l'entrisme, après les phases 1 sur le terrorisme (2017) et 2 sur le séparatisme (2021). Voir : <<https://lcp.fr/actualites/il-y-a-urgence-a-passer-a-cette-phase-sur-la-mise-en-oeuvre-de-nos-dispositifs-sur-l>>.

¹¹⁷ <<https://bridge.georgetown.edu/research/protocols-of-the-elders-of-mecca/>>. La Bridge Initiative est un projet de recherche pluriannuel sur l'islamophobie, hébergé à l'Université de Georgetown.

FM visant à établir un « pouvoir islamique sur toute la terre », par « la prédication, la propagande, voire la guerre ». Il écrit :

Le rêve des origines — faire de l’islam la civilisation dominante et mettre fin à l’hégémonie de l’Occident « matérialiste » sur l’humanité. La stratégie mondiale des Frères a été résumée en un maître plan, connu de quelques initiés sous le nom de « Projet ». Son contenu est l’un des secrets les mieux gardés de l’histoire de l’islamisme.

Or, l’examen de ce document révèle une tout autre réalité¹¹⁸. Intitulé en arabe « Vers une stratégie internationale pour la politique islamique »¹¹⁹, ce texte évoque, dans son cinquième point de départ, section « Procédures », la nécessité de : « Réaliser une étude scientifique sur les possibilités d’instaurer la loi de Dieu *dans une région quelconque* sur terre, selon des priorités étudiées »¹²⁰.

La traduction que Besson propose de cette phrase constitue une falsification manifeste. Il parle d’ « établir le règne de Dieu *partout* dans le monde »¹²¹. Il transforme une formulation hypothétique, localisée et exploratoire, en une déclaration impérative à visée mondiale. De plus, l’expression « règne de Dieu » évoque un imaginaire chrétien apocalyptique, sans équivalent dans le lexique politique des FM, qui ont en vue l’application de la Šarī’a au sein d’un État moderne.

¹¹⁸ Il peut être consulté ici en arabe : <<https://www.investigativeproject.org/documents/687/the-muslim-brotherhood-project.pdf>>.

¹¹⁹ نحو استراتيجية عالمية للسياسة الإسلامية

¹²⁰ عمل دراسة علمية لإمكانات قيام حكم الله في أية بقعة في الأرض وفق أوليات مدروسة

¹²¹ La traduction fautive sera reprise en anglais par Scott Burgess et deviendra la source de toutes les citations erronées.

Une autre falsification notable figure dans la traduction du sixième point de départ, section « Éléments », que Besson rend par : « Consacrer le pouvoir de Dieu sur terre ». Or, la phrase arabe signifie en réalité : « Coordonner l'action islamique dans une direction unique pour renforcer et développer l'établissement d'une société islamique et d'une législation divine sur terre »¹²². Encore une fois, il s'agit d'un objectif d'organisation politique islamique dans un contexte donné, non d'un plan global de domination¹²³.

Le document du « Projet » s'apparente ainsi à une feuille de route stratégique d'une organisation transnationale, proposant des actions politiques légales : lobbying, éducation, journalisme, voire résistance armée dans les contextes de guerre. Il ne fait aucune mention explicite de l'Occident, mais distingue entre pays musulmans et minorités musulmanes dans des États non musulmans. Il n'y a donc ni plan secret ni projet de conquête de l'Occident.

Mieux encore, dans le douzième point de départ, section « Tâches suggérées », le texte appelle à publier officiellement un document de politique islamique globale (*al-siyāsa al-islāmiyya al-ʿālamīyya*), ce qui contredit toute la rhétorique du secret et de la duplicité : « Produire un document officiel sur la politique isla-

¹²² تنسيق العمل الإسلامي في اتجاه واحد ليتكامل وينمو في طريق إقامة المجتمع الإسلامي وحكم الله في الأرض

¹²³ Dès la conférence de 1984 organisée par Benyamin Netanyahu à Washington, P. J. Vatikiotis affirmait dans son allocution qu'il existerait « une injonction islamique selon laquelle le pouvoir appartient aux croyants pour être utilisé contre les mécréants, et que ces derniers doivent être combattus jusqu'à ce que l'ordre terrestre soit établi sous Allah » (p. 81). Selon lui, le terrorisme trouverait sa source dans la « dichotomie entre le système islamique et tous les autres systèmes de gouvernement et d'autorité » (p. 80), « The Spread of Islamic Terrorism », in NETANYAHU B. (1986) *Terrorism. How the West can Win*. Il convient de rappeler qu'en 1984, al-Qaïda n'existait pas encore et que cette organisation terroriste n'a vu le jour qu'en 1987.

mique globale »¹²⁴. Les prétendues révélations des partisans des théories du complot islamistes ne sont que des constructions fantasmatiques, sans aucun fondement dans les archives officielles des organisations qu'ils accusent de subversion. Or, ces documents, par milliers, sont connus des autorités publiques de plusieurs pays à travers de nombreuses perquisitions, sans qu'y apparaisse d'élément réellement incriminant.

Enfin, la question même de l'authenticité du texte demeure incertaine. Il aurait été découvert en 2001 par les services suisses lors d'une perquisition dans l'appartement de Youssef Nada, financier des FM résidant en Suisse. Mais il n'a jamais été authentifié judiciairement, ni présenté comme preuve officielle. Youssef Nada a par ailleurs toujours nié être l'auteur du « Projet » et n'a pas expliqué son origine. L'interpréter comme un plan stratégique de conquête progressive de l'Occident repose donc sur une falsification manifeste.

Le second document invoqué par les théoriciens d'un complot islamiste est un rapport intitulé *Mémoire explicatif sur l'objectif stratégique général du Groupe en Amérique du Nord*, rédigé en 1991 par Muhammad Akram¹²⁵. Ce document fut découvert accidentellement par le FBI en 2004 lors d'une perquisition au domicile d'Ismail Elbarasse, collecteur de fonds pour le Hamas aux États-Unis. Il a ensuite été authentifié comme pièce à conviction dans le cadre du procès de la *Holy Land Foundation for Relief and Development* (HLF) en 2007. À

¹²⁴ إقرار وثيقة للسياسة الإسلامية العالمية بصورة رسمية

¹²⁵ <<https://www.investigativeproject.org/documents/misc/20.pdf>>.

cette occasion, l'avocat Stephen Coughlin en a présenté une traduction anglaise, rapidement relayée par les médias néoconservateurs tels que l'*Investigative Project on Terrorism* (IPT) de Steven Emerson¹²⁶, puis par des chercheurs comme Lorenzo Vidino¹²⁷, historien et directeur du « *Program on Extremism* » à l'Université George Washington, dans son ouvrage *The New Muslim Brotherhood in the West* (2010).

Bien que l'auteur du document soit identifié et son authenticité confirmée, son statut reste problématique : il s'agit d'un texte rédigé par un membre isolé des FM aux États-Unis, sans validation ni adoption formelle par l'organisation. Les archives perquisitionnées montrent en effet qu'aucune assemblée des FM postérieure à la rédaction de ce *Mémoire* ne le mentionne. Il n'a donc jamais été discuté ni entériné par la direction du mouvement. Ce document ne saurait donc être considéré comme un plan d'action officiel, mais plutôt comme l'initiative personnelle d'un militant marginal¹²⁸.

¹²⁶ Très lié aux milieux pro-israéliens, Emerson a participé plusieurs fois aux conférences de l'AIPAC. Son think tank IPT a été financé par plusieurs institutions sionistes comme le « Daniel Pipes' Middle East Forum », le « Donors Capital Fund », la « Russell Berrie Foundation » et l'« Institute of the World Jewish Congress », qui a publié son livre *The worldwide Jihad movement: Militant Islam targets the West* (1995). Il a été accusé de désinformation (<<https://www.bbc.com/news/uk-england-30773297>>), et d'espionnage illégal d'organisations musulmanes (<<https://www.reuters.com/world/us/us-muslim-advocacy-group-fires-ohio-chapter-director-alleged-spying-2021-12-15/>>).

¹²⁷ Comme d'autres universitaires, tels les quatre fantastiques quichottesques (Kepel, Rougier, Micheron et Bergeaud-Blackler), Vidino sert de caution scientifique au complotisme islamophobe. Ses travaux ont eu un impact important en Autriche, où ils ont servi de base à des rapports gouvernementaux cités dans le rapport gouvernemental français (p. 58). Dans son cas, il a été payé par la société suisse Alp Services, parmi d'autres organisations financées par les Émirats Arabes Unis (Quiller Consultants, Trends Research & Advisory, Hedayah, et le site « Eye on Radicalization »). Voir : <<https://www.newyorker.com/magazine/2023/04/03/the-dirty-secrets-of-a-smear-campaign>>. Créée par Mario Brero en 1989, la société Alp Services sert de couverture aux services de renseignements émiratis. Il faudra revenir sur le lien entre les EAU et les politiques islamophobes en Occident.

¹²⁸ Voir : « “Civilization jihad”. Debunking the conspiracy theory », <<https://bridge.georgetown.edu/research/civilization-jihad-debunking-the-conspiracy-theory/>>. Lean remarque : « Il ne s'agissait guère plus que d'un fantôme capricieux d'un homme autrefois affilié aux Frères Musulmans, mais qui n'avait aucune capacité de mettre en œuvre un plan aussi ambitieux — une réalité qui est encore renforcée par l'absence d'impact du document au cours des 25 années depuis sa création », in MAS-SOUMI N., MILLS T. et MILLER D. (2017, p. 129).

Concernant son contenu, il est vrai cependant que certains passages sont profondément problématiques. Le paragraphe cité le plus souvent est le suivant¹²⁹ :

Comprendre la nature du rôle du Frère musulman en Amérique du Nord : le processus d'implantation est une action militante et civilisationnelle au plein sens du terme. Il est nécessaire que les Frères comprennent que leur action en Amérique est une forme de grand « *jihād* », visant à éliminer et démolir la civilisation occidentale de l'intérieur, et à saper ses misérables foyers de leurs propres mains et de celles des croyants, afin que ses habitants soient expulsés et que la religion de Dieu triomphe sur toute autre religion. Sans cette compréhension profonde, nous sommes en deçà du défi, et nous ne nous sommes pas encore préparés au « *jihād* ». Le destin du musulman est de lutter et d'agir où qu'il soit et partout où il s'installe, jusqu'à la fin des temps.

La formulation arabe « *'amaliyya jihādiyya ḥaḍārīyya* », traduite ici par « action militante et civilisationnelle », a souvent été rendue par « *Civilization-Jihadist Process* ». Or, le mot « *jihād* », dans le vocabulaire occidental contemporain, est improprement réduit à la lutte armée, voire au terrorisme, alors qu'en arabe, il a un sens plus large et désigne aussi un effort non violent (éducation, prosélytisme, réforme sociale).

129

فهم طبيعة دور الأخ المسلم في أمريكا الشمالية : إن عملية التوطيق « عملية جهادية حضارية » بما تحمل الكلمة، ولا بد أن يستوعب الإخوان أن عملهم في أمريكا هو نوع من أنواع الجهاد العظيم في إزالة وهدم المدنية أو الحضارة الغربية من داخلها و « تخريب » بيوتها الشقية بأيديهم وأيدي المؤمنين لكي يتم جلاؤهم ويظهر دين الله على الدين كله، وبدون هذا المستوى من الاستيعاب، فإننا دون التحدي ولما نعد أنفسنا للجهاد بعد. فقدر المسلم أن يجاهد ويعمل حيثما كان وحيثما حل حتى قيام الساعة ولا مفر من هذا القدر إلا لمن اختار القعود... ولكن هل يستوي القاعدون والمجاهدون.

Ce qui demeure inacceptable, néanmoins, est bien l'appel explicite à « démolir la civilisation occidentale de l'intérieur », propos utilisé comme preuve d'un projet malveillant de conquête. Il convient de noter toutefois que ce projet n'a jamais été mis en œuvre, et que son promoteur — individu isolé, fragile psychologiquement et politiquement dangereux — n'a jamais bénéficié d'un soutien officiel ou logistique de la part des FM.

La réponse adéquate face à de telles dérives serait, si nécessaire, l'expulsion de ces individus, ou leur incarcération en cas d'infraction à la loi. Mais imputer ce discours délirant à l'ensemble du mouvement des FM, dont les déclarations explicites, les documents connus et les actions concrètes contredisent ce prétendu projet, constitue une injustice manifeste et une diffamation gratuite. C'est pourtant cette extrapolation, fondée sur deux documents marginaux dont l'un n'est pas authentifié et l'autre non validé, qui a alimenté la théorie d'un complot islamiste mondial.

L'industrie de l'islamophobie

Cette dérive, axée sur une hostilité à l'encontre des musulmans en Occident, n'est pas une opinion personnelle et isolée, mais résulte d'une véritable construction organisée, que Lean (2012) appelle l'« industrie de l'islamophobie »¹³⁰. Ce système politico-idéologique, organisé et structuré autour d'organisations brassant des

¹³⁰ LEAN N. (2012) *The Islamophobia Industry. How the Right Manufactures Hatred of Muslims*, Pluto Press. L'expression sera reprise par le « Carter Center » dans son rapport *Lutte contre l'industrie de l'islamophobie : vers des stratégies plus efficaces* (2018). Geisser (2003, p. 13) parle quant à lui d'« islamophobie professionnelle ».

millions dollars¹³¹ et exerçant une influence continue sur les institutions publiques et sur l'opinion, ressemble au système du maccarthysme, qui ne se réduisait pas à la personne de Joseph R. McCarthy, mais émergeait à partir d'une collusion entre l'appareil sécuritaire d'un côté et des idéologues de la peur d'un autre côté.

Des réseaux denses de think tanks, de groupes de pression, de chercheurs affiliés à des institutions académiques, de relais médiatiques, de responsables politiques et de hauts fonctionnaires issus du secteur sécuritaire — tous partageant des idéologies et des intérêts convergents —, ont progressivement construit un discours présentant l'Islam comme une religion intrinsèquement violente, archaïque et fondamentalement incompatible avec la démocratie, tout en défendant des idéologies anti-démocratiques telles que l'impérialisme et le sionisme¹³².

Les acteurs de cette véritable industrie idéologique qui alimente en permanence la peur du musulman, sont bien connus et parfai-

¹³¹ Lean (2012, p. 248-249) résume : « Accepter des centaines de milliers de dollars chaque année pour écrire des articles de blog biaisés qui proposent des représentations unilatérales et négatives des musulmans, et qui les dépeignent exclusivement sous un jour violent, révèle l'existence d'un préjugé profondément enraciné, peu importe à quel point cela est vigoureusement nié. Le simple fait que les groupes susmentionnés existent formellement avec du personnel rémunéré, des conseils d'administration et des bureaux — la réalité que de l'argent est injecté dans, et apprécié par, des groupes qui n'opèrent dans aucun autre but que de susciter des craintes publiques à l'égard des musulmans — constitue une accusation accablante contre nos sociétés, et une indication aussi claire que possible de l'ampleur de l'islamophobie ».

¹³² Lean (2012, p. 158) commente : « L'industrie de l'islamophobie était truffée de magnats pro-Israéliens qui servaient de fournisseurs financiers, injectant des flux de trésorerie impressionnants dans les comptes de diverses campagnes de peur. Dans l'ensemble, leur générosité était une opération silencieuse, dépourvue de la reconnaissance publique qui accompagne habituellement de tels dons à gros budget. Protégées par les couches bureaucratiques de groupes de façade, les contributions étaient transmises du mécène au propagandiste avec l'habileté que l'on s'attendrait à trouver à la table d'une partie de poker. Souvent, il ne restait que peu ou pas de trace ». Initialement présenté comme une idéologie émancipatrice, le sionisme s'est rapidement mué en mouvement colonial dès lors qu'il s'est agi de fonder un État sur un territoire déjà habité par un autre peuple. Avec la création de l'État d'Israël en 1948, la dimension émancipatrice du projet sioniste ayant été réalisée, il n'en a subsisté, dans la pratique politique, que la dimension proprement coloniale. Voir PAPPE I. (2017) *Ten myths about Israel*, Brooklyn, Verso Books.

tement identifiables — à l'inverse du supposé « cercle restreint » des FM, présenté comme insaisissable et clandestin¹³³.

Leur alliance islamophobe peut être retracée avec précision à travers divers éléments objectifs : publications et travaux communs qui attestent d'une convergence intellectuelle, financements croisés qui permettent de mettre au jour les réseaux de soutien et de dépendance, prises de position publiques où chacun renvoie à l'autorité de l'autre, ou encore déclarations explicites de solidarité. Loin d'un complot imaginaire, il s'agit d'un réseau concret, structuré et parfaitement visible, qui produit une expertise orientée, fabrique du consensus médiatique et légitime des politiques discriminatoires.

Ce dispositif, dont l'efficacité tient à la simplicité et à la répétition de thèmes récurrents — la « charia » menaçant l'Occident, l'infiltration supposée des institutions, ou encore la « bombe démographique » musulmane —, fonctionne comme une véritable chaîne de production idéologique, dans laquelle chercheurs, journalistes et responsables politiques s'épaulent mutuellement pour donner une aura scientifique et démocratique à ce qui relève en réalité d'une entreprise de stigmatisation systématique.

¹³³ Ainsi, les 10 institutions ayant le plus financé l'islamophobie entre 2009 et 2013 sont : Abstraction Fund (3,4M), Middle East Forum (4,8M), Klarman Family Foundation (2,6M), Koret Foundation (1,8M), Lynde and Harry Bradley Foundation (2,8M), Marcus Foundation (12,1M), Newton and Rochelle Becker Charities (5,4M), Paul E. Singer Foundation (1,4M), Russell Berrie Foundation (1,6M), Sarah Scaife Foundation Inc. (2,6M). Voir aussi MASSOUMI N., MILLS T. et MILLER D. (2017, p. 197). L'islamophobie est devenue une véritable industrie lucrative, brassant à l'échelle mondiale des dizaines de millions de fonds publics et privés. Il n'est donc guère surprenant que des opportunistes — y compris parmi ceux qui se réclament de l'islam — cherchent à leur tour à profiter de cette manne. En France, le scandale du Fonds Marianne illustre le cynisme de nombre d'acteurs engagés dans les politiques islamophobes. Voir le rapport sénatorial consacré à cette dérive : <<https://www.senat.fr/rap/r22-829-1/r22-829-11.pdf>>. L'islamophobie est devenue un excellent tremplin pour qui cherche à s'enrichir et à faire carrière — tant en politique comme dans les médias.

Partant des milieux néoconservateurs américains, cette industrie a largement influencé la représentation des musulmans dans plusieurs pays occidentaux, y compris la France. Parmi ces « soldats de l'islamophobie » (Kumar 2012), on peut citer notamment¹³⁴ :

- Morris Abram (UN Watch)
- Yigal Carmon (MEMRI)
- Steven Emerson (Investigative Project on Terrorism)
- Frank Gaffney (Center for Security Policy)
- Pamela Geller (Stop Islamization of America)
- David Horowitz (David Horowitz Freedom Center)
- Martin Indyk (Washington Institute of Near East Policy)
- Andrea Levin (CAMERA)
- Daniel Pipes (Middle East Forum)
- Robert Shore (Clarion Project)
- Robert Spencer (Jihad Watch et Stop Islamization of America)¹³⁵
- Gerald Steinberg (NGO Monitor)
- David Yerushalmi (Society of Americans for National Existence)

Procédant de cette filiation idéologique, les rapports sénatorial et gouvernemental français reprennent les théories d'un complot

¹³⁴ CAP (2011) *Fear Inc., The Roots of the Islamophobia Network in America*, Chapitre 2, p. 27. Rapport consultable ici : <<https://www.americanprogress.org/article/fear-inc/>>. Il a été rédigé par le *Center for American Progress* (CAP), un think tank libéral, qui a publié quelques années plus tard un deuxième rapport actualisé : CAP (2015) *Fear Inc. 2.0, The Islamophobia Network's Efforts to Manufacture Hate in America*, consultable ici : <<https://www.americanprogress.org/wp-content/uploads/sites/2/2015/02/FearInc-report2.11.pdf>>. Voir aussi MASSOUMI N., MILLS T. et MILLER D. (2017, p. 190-193).

¹³⁵ C'est une autre source intellectuelle importante pour le terroriste islamophobe Anders Breivik.

islamiste et contribuent à mettre en place une suspicion systématique, une surveillance généralisée et une politique répressive à l'égard des musulmans.

Cette guerre culturelle tend à dépeindre les musulmans à la fois comme des ennemis extérieurs — justifiant ainsi des interventions militaires (impérialisme occidental et colonialisme sioniste)¹³⁶ —, et comme des ennemis intérieurs, légitimant alors des politiques de surveillance et de discrimination. La « guerre contre la terreur » est donc une stratégie unique criminalisant le musulman, mais selon une double dimension : extérieure et intérieure. L'articulation entre ces deux politiques constitue l'un des traits fondamentaux de la mondialisation depuis le début des années 2000 : les politiques islamophobes menées à l'échelle nationale sont indissociables des politiques de domination néocoloniale exercées sur les populations musulmanes à l'étranger¹³⁷.

Les narratifs islamophobes criminalisant les musulmans répondent ainsi à une quadruple fonction, deux extérieures et deux intérieures : justifier les guerres néocoloniales auprès de l'opinion

¹³⁶ L'islamophobie des milieux ultra-sionistes est aujourd'hui telle qu'elle va jusqu'à excuser les propos antisémites de Zemmour ou de Camus à la condition qu'ils soient enveloppés et encadrés par des discours ouvertement islamophobes. Sur la défense des propos antisémites de Renaud Camus par Alain Finkielkraut, voir Fontenelle (2020).

¹³⁷ Le document *The National Security Strategy of the United Kingdom*, publié en mars 2008, illustre parfaitement cette imbrication désormais devenue la norme dans les pays occidentaux : « La distinction entre politique "intérieure" et "étrangère" est peu utile dans un monde où la mondialisation peut aggraver les défis de sécurité intérieure, mais aussi offrir de nouvelles opportunités pour les relever. De même, le contraste traditionnel entre pouvoir "dur" et pouvoir "doux" occulte l'expérience récente de la stabilisation post-conflit, qui montre à quel point la réussite en matière de construction de la sécurité dépend du développement politique et économique. Plus généralement, les principaux défis de sécurité exigent une réponse intégrée qui transcende les lignes départementales et les frontières traditionnelles des politiques. Cette stratégie de sécurité nationale expose certaines des façons dont notre approche est devenue plus intégrée, mais identifie également les domaines où nous devons aller plus loin — en effet, son existence même reflète l'ambition du gouvernement de travailler plus étroitement ensemble, au niveau national et à l'étranger, pour atteindre nos objectifs de sécurité », <<https://assets.publishing.service.gov.uk/media/5a7c68abed915d696ccfc92a/7291.pdf>>.

publique en présentant les musulmans comme des êtres arriérés, intrinsèquement violents et essentiellement opposés à l'Occident ; légitimer la répression des populations musulmanes étrangères qui tentent de se soulever contre des régimes autoritaires soutenus par les puissances occidentales ; défendre la surveillance de masse et le contrôle social en interne en l'appliquant à toute forme d'opposition, y compris non religieuse ; et neutraliser toute solidarité interne, en empêchant les citoyens musulmans d'exprimer leur empathie envers les victimes de l'oppression ou du colonialisme à l'étranger.

En décrivant l'univers mental du complotisme islamophobe anglo-saxon, issu de la matrice néoconservatrice, Kundnani propose une analyse d'une portée universelle pouvant s'appliquer point par point au rapport gouvernemental français, tant celui-ci s'inscrit dans la même filiation idéologique et puise à la même source d'inspiration¹³⁸ :

Pour ces nouveaux théoriciens du complot, le terrorisme islamiste n'est que la pointe visible d'un iceberg de djihad caché. À côté de l'usage de la violence se trouve la stratégie du djihad furtif, qui vise l'infiltration des institutions nationales et l'imposition des exigences musulmanes par le système judiciaire. Les musulmans qui défendent leurs droits civiques ou cherchent à obtenir des fonctions politiques doivent donc être considérés non comme des concitoyens, mais comme des agents d'un plan secret visant à imposer un gouvernement

¹³⁸ Kundnani (2014, chap. 8).

totalitaire au monde. Les non-musulmans qui se tiennent aux côtés des musulmans pour contester la discrimination sont des dhimmis, l'équivalent au XXI^e siècle des compagnons de route de la Guerre froide, qui ont déjà intériorisé le statut de citoyens de seconde classe dans un État islamo-fasciste. La fourniture de nourriture halal, de finance conforme à la charia, ou de pauses prière sur les lieux de travail constitue une charia rampante, les premiers pas vers une société régie par l'islam (Pamela Geller a appelé au boycott de la soupe « Campbell » parce que des versions halal sont disponibles). Puisque la doctrine islamique de la « *taqiyya* »¹³⁹ autoriserait prétendument le mensonge systématique aux non-musulmans pour favoriser l'avancée d'un gouvernement chariatique, les musulmans qui affirment interpréter l'islam comme une religion de paix et de tolérance ne sont pas dignes de confiance. Tout comme la première phase de la Guerre froide a produit le fantasme des rouges sous le lit — un vaste réseau d'agents communistes opérant aux États-Unis —, les nouveaux théoriciens du complot considèrent que

¹³⁹ On retrouve ces thèses dans les théories développées par des idéologues comme Éric Zemmour ou Renaud Camus : pour dissimuler leur entreprise de conquête, les musulmans recourraient à la « *taqiyya* » (dissimulation), feignant une adhésion aux valeurs démocratiques qu'ils détruisent en réalité par leur comportement criminel. L'association essentialisante entre Islam, immigration, délinquance et terrorisme est un leitmotiv de la droite et de l'extrême-droite. Voir par exemple cette phrase de ZEMMOUR E. (2018) *Destin français*, Paris, Albin Michel, p. 499 : « Le patriarcat des caïds de banlieue, et autres grands frères s'appuie, lui, sur le trafic de drogue et les préceptes coraniques, suivant l'exemple de leurs ancêtres barbaresques, pour séduire ou violer les jeunes femmes des classes populaires blanches ». Le 13 septembre 2021, sur l'émission *L'heure de pros* (CNews), il s'est permis de dire : « On sait aujourd'hui qu'il y a un lien direct entre immigration, islam, délinquance, terrorisme. Il faut tenir compte de ce lien, de ce que j'ai appelé les poupées russes ». Au Royaume-Uni, on observe un phénomène similaire avec l'utilisation islamophobe des affaires dites de *grooming*, impliquant des hommes d'origine sud-asiatique accusés d'avoir exploité sexuellement des jeunes femmes « blanches ». Le traitement médiatique et politique de ces affaires révèle un biais islamophobe manifeste : d'une part, en établissant un lien abusif entre ces crimes et la religion musulmane ; d'autre part, en appliquant un double standard, puisque l'identité ethnique ou religieuse des agresseurs est systématiquement soulignée lorsqu'ils sont musulmans, mais passée sous silence lorsqu'ils sont « blancs ». Voir ZEMPI (2019, chap. 12).

presque chaque mosquée américaine et européenne exploite la liberté religieuse pour promouvoir la sédition islamique. Sous-tendant l'ensemble de ce fantasme, se trouve la croyance culturaliste selon laquelle l'islam n'est pas une religion comme le christianisme et le judaïsme, mais une idéologie fanatique et totalitaire visant la domination politique de l'Occident. La charia — qui est considérée par la plupart des musulmans pratiquants comme un code moral personnel ouvert à de multiples interprétations par différents érudits religieux — n'aurait qu'une seule signification possible : un ensemble de lois oppressives à mettre en œuvre par un État islamique, remplaçant la Constitution des États-Unis.

Ces récits complotistes qui prétendent décrire une islamisation secrète et planifiée de l'Occident, sont des objets discursifs totalisants qui ne laissent pas de place à la critique ou à des explications alternatives, car toute objection est immédiatement disqualifiée comme naïve ou complaisante envers un danger prétendument évident — si elle provient d'un non musulman —, ou comme malhonnête et symptomatique d'une stratégie de dissimulation — si elle provient d'un musulman. Cela verrouille le débat et justifie les discriminations à l'encontre des musulmans, rapprochant ainsi de plus en plus islamophobie et antisémitisme comme manifestations d'un racisme qui n'est ni proprement biologique, ni proprement culturel, mais aussi bien biologique (naturalisation des caractéristiques culturelles) que culturel (hostilité discriminatoire à l'égard d'une culture en particulier), dessinant la figure d'une altérité conspiratrice, maléfique et surpuissante.

Islamophobie et antisémitisme

Pourtant, le Conseil des Sages de la Laïcité¹⁴⁰ insiste sur la nécessité de distinguer le racisme de l'antisémitisme¹⁴¹. Selon les « Sages », tous deux relèvent du rejet de l'autre et de l'exclusion, que l'on peut regrouper sous le terme générique de « xénophobie », mais il s'agit de phénomènes idéologiques distincts qu'il serait erroné de confondre : le racisme exprimerait un « mépris plus ou moins haineux de tous ceux dont on considère qu'ils appartiennent à un groupe défini comme radicalement inférieur », attitude nourrie par un sentiment de supériorité.

Quant à l'antisémitisme, il ne reposerait pas sur une dévalorisation de l'autre, mais sur un « sentiment, souvent inconscient, de frustration vis-à-vis des Juifs ou des personnes vues comme telles », animé par « une peur, doublée de jalousie, alimentée par l'idée que les Juifs, nécessairement vus comme intellectuellement, politiquement, socialement et économiquement dominateurs, représenteraient une menace vitale » (p. 4-5).

À cela s'ajoute une caractéristique propre à l'antisémitisme : l'invisibilité supposée des juifs, qui rendrait cette hostilité encore plus obsédante. Les « Sages » en concluent que :

¹⁴⁰ Organe dépendant du Ministère de l'Éducation Nationale, le « Conseil des sages de la laïcité et des valeurs de la République » est composé d'experts issus de tous les horizons, dont la mission est de préciser la position de l'institution scolaire en matière de laïcité.

¹⁴¹ Conseil des Sages de la Laïcité, « Pourquoi parle-t-on de racisme et d'antisémitisme ? », Octobre 2020. Voir :< <https://www.education.gouv.fr/media/72710/download>>.

La haine antisémite se nourrit d'une fascination obsédante à l'égard de l'objet de son exécution, qu'on ne retrouve pas toujours dans le racisme visant d'autres populations.

L'antisémitisme se distinguerait du racisme par certains traits principaux (dimension paranoïaque, centralité de l'imaginaire complotiste, vision globalisante attribuant aux juifs une puissance occulte menaçant la société dans son ensemble), que l'on peut résumer par ce tableau comparatif :

	Racisme	Antisémitisme
Perception de l'autre	Infériorité	Supériorité
Perception de soi	Supériorité	Infériorité
Sentiment	Mépris	Peur, jalousie
Visibilité de l'autre	Visible	Invisible
Danger	Pas forcément de menace	Menace vitale
Perception des agents	Individualité	Collectivité, cohésion, homogénéité
Objectif	Pas forcément d'objectif	Subversion, domination
Mode d'action	Ouvert, public	Conspiration, secret, dissimulation
Accusation	Pas forcément de diabolisation	Diabolisation, comportement crimino-gène
Imaginaire	Scientifique	Paranoïaque

Les « Sages » notent ainsi (p. 5) :

L'idée du complot ou de la conjuration est omniprésente dans le discours antisémite, alors qu'elle n'existe que rarement, en Occident, dans d'autres types de discours racistes. L'antisémitisme a une dimension globalisante et paranoïaque qu'on ne retrouve pas dans d'autres manifestations du racisme.

Or, l'imaginaire paranoïaque, complotiste et conspirationniste que les « Sages » identifient dans l'antisémitisme structure de part en part le rapport sur l'islamisme en France¹⁴². Le « complot juif » est remplacé par un « complot islamiste », en reprenant tous ses éléments constitutifs¹⁴³ : les musulmans sont présentés comme collectivement suspects, porteurs d'un projet subversif menaçant les « intérêts fondamentaux de la Nation » (p. 57). Une centaine de personnes formerait, dans l'ombre, un comité secret contrôlant des millions de fidèles afin de subvertir l'ordre démocratique et républicain pour imposer la Charia. L'image de la « pieuvre juive »¹⁴⁴ se trouve ainsi transposée dans celle de l'« hydre islamiste »¹⁴⁵. Les an-

¹⁴² Edward W. Said dans son classique *L'Orientalisme. L'Orient créé par l'Occident*, Paris, Seuil, 1978, p. 319, expliquait déjà : « L'animosité antisémite populaire est passée en douceur du Juif à l'Arabe, puisque l'image est presque la même ». MASSOUMI N., MILLS T. et MILLER D. (2017, p. 41) : « L'antisémitisme était historiquement unique en positionnant les Juifs à la fois comme une superpuissance cosmopolite dominant le corps social et comme une espèce de sous-humains le sapant depuis le bas. Au XXI^e siècle, les islamophobes ont commencé à considérer les musulmans de manière similaire : l'islam est perçu comme contrôlant secrètement les gouvernements occidentaux tout en étant une idéologie rétrograde du septième siècle, dont les adeptes constituent une sous-classe dangereuse ».

¹⁴³ HAJJAT et MOHAMMED (2013), p. 183 : « Les discours antisémites et islamophobes ont plusieurs points communs : l'essentialisation, la déshumanisation, l'interprétation abusive des impératifs religieux, les théories conspirationnistes, le fantasme de l'islamisation/judaïsation, l'idée d'une « communauté parallèle », d'un « État dans l'État », de menaces intérieure et extérieure, l'appartenance religieuse comme identification totale explicative du comportement individuel, etc. ».

¹⁴⁴ Voir : <<https://encyclopedia.ushmm.org/content/fr/photo/anti-jewish-propaganda>>.

¹⁴⁵ Expression utilisée par le Président de la République lui-même, Emmanuel Macron, lors d'un discours tenu à Paris le 12 décembre 2019. Voir : <<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/journal-de-18h/emmanuel-macron-appelle-a-la-mobilisation-contre-l-hydre-islamiste-2969843>>. L'expression « hydre communautaire » sera également utilisé dans le rapport sénatorial n°595 (2019-2020) sur la « radicalisation islamiste » (p. 186).

ciens collaborateurs fantasmés du « complot juif » — classés jadis dans la catégorie du « judéo-bolchevisme » — trouvent aujourd'hui leurs équivalents dans les figures accusées d'« islamo-gauchisme ».

Les musulmans sont ainsi accusés de double allégeance (à la nation française et à une « Umma » fantasmée), reprise d'un vieux schéma de suspicion jadis appliqué aux juifs ou aux catholiques, à la différence près qu'aujourd'hui on n'adresse plus à ces derniers ces critiques : reproche-t-on aux catholiques leur soumission à l'évêque de Rome, chef d'un État étranger ? Reproche-t-on aux juifs d'être des citoyens potentiels d'un autre pays ? Si l'accusation de double allégeance est déjà discriminatoire à l'égard des musulmans en ce qui concerne la *Umma* en tant que communauté religieuse transnationale, elle l'est plus encore si l'on considère que, contrairement aux cas du Judaïsme et du Christianisme, la *Umma* ne possède aujourd'hui aucune réalité politique concrète. Ainsi, l'antisémitisme d'hier fournit la structure matricielle de l'islamophobie contemporaine¹⁴⁶.

Sur ce point, Kundnani remarque très justement, encore une fois par rapport au contexte américain, mais d'une manière qui peut être appliquée à la situation de nombreux pays européens comme la France¹⁴⁷ :

¹⁴⁶ Voir ZIA-EBRAHIMI, R. (2021) *Antisémitisme et islamophobie, une histoire croisée*, Éditions Amsterdam. La forme de racisme hybride visant l'autre en tant que conspirateur élabore une théorie du complot qui se caractérise par quatre points (p. 91) : (1) des acteurs occultes et plus ou moins identifiables (2) qui ourdissent un complot (3) avec l'aide consciente ou inconsciente de collaborateurs (4) dans le but de dominer ou d'anéantir la civilisation occidentale. Tant l'antisémitisme que l'islamophobie reposent sur ce type de récits complotistes fondés sur la même structure paranoïaque : l'ennemi est à la fois faible et menaçant, intérieur et extérieur.

¹⁴⁷ Kundnani (2014, chap. 8).

L'antisémitisme était historiquement unique en positionnant les Juifs comme constituant à la fois une superpuissance cosmopolite et une espèce de sous-humains. Pour la première fois, l'extrême droite commence désormais à penser aux musulmans de la même manière. Les nouveaux théoriciens du complot attribuent à l'islam des pouvoirs magiques pour contrôler secrètement les gouvernements occidentaux tout en y voyant une idéologie rétrograde du septième siècle dont les adeptes constituent une sous-classe dangereuse. La logique politique de cette théorie du complot autour de la charia est claire : ses partisans espèrent faire pression sur les libéraux américains pour qu'ils abandonnent tout soutien restant aux droits civiques des musulmans américains, au motif que l'islam n'est pas une religion mais une idéologie politique totalitaire et donc non protégée par le Premier Amendement. S'unissant derrière cette campagne, on trouve des groupes de la droite chrétienne comme l'American Family Association, des sionistes de droite, des fondations conservatrices et des éléments de l'appareil de la sécurité nationale.

Étant donné que la distinction entre antisémitisme et racisme « ordinaire » motive la différenciation des deux dans tous les documents officiels de l'État, l'islamophobie devrait être reconnue non seulement comme une forme de discrimination bien réelle, mais aussi comme une catégorie distincte du racisme, au même titre que l'antisémitisme, en raison de sa dimension complotiste et

paranoïaque¹⁴⁸. Cela impliquerait que la Délégation Interministérielle à la Lutte contre le Racisme, l'Antisémitisme et la Haine anti-LGBT (DILCRAH) soit renommée DILCRAIH afin d'y inclure explicitement l'islamophobie — seulement si l'État lui-même ne parrainait pas cette forme de discrimination.

Les deux faces de la victimisation

Cette simple exigence d'égalité de traitement apparaît comme insupportable aux thuriféraires de la « vision pessimiste »¹⁴⁹, puisqu'ils considèrent le concept d'islamophobie comme « piégé » et la dénonciation des discriminations comme une victimisation qui ferait de la notion même d'islamophobie une « escroquerie »¹⁵⁰, une « imposture »¹⁵¹ ou une simple « imagination »¹⁵².

Les rapports gouvernemental (pp. 19, 43, 56 et 61) et sénatorial (pp. 51, 61, 63 et 200) dénoncent avec insistance ce qu'ils qualifient de « posture victimaire » ou de « stratégie victimaire permanente »

¹⁴⁸ Liogier (2012) note : « [Les islamophobes] guettent le moindre fait et, s'il ne se présente pas, ils partent à sa rencontre, ils scrutent partout des signes pour confirmer — et même accentuer — leur intranquillité. L'islam leur apparaît partout, à tous les coins de rue, sur les écrans de télévision, dans les supermarchés ; il semble s'incarner dans la peau du voyou de la cité, dans la violence en tant que telle, dans toutes les forces du désordre. En sens inverse, comme avec les hypocondriaques, les signes qui pourraient contredire le diagnostic tragique ne sont pas vus, ne peuvent pas même être aperçus. Le propre de cette mise en scène morbide est en effet d'imposer une théâtralité délirante qui élimine tous les autres scénarios possibles ».

¹⁴⁹ SENIGUER H. (2009) « La laïcité à l'épreuve de l'Islam et des musulmans. Le cas de la France », in *Revue d'éthique et de théologie morale*, p. 66 : « Ce sont moins les musulmans dans leur immense majorité qui politiseraient l'islam que les pouvoirs publics français, en leur refusant justement une égalité de traitement et une indépendance dans la gestion de leur culte ».

¹⁵⁰ CHARB (2015) *Lettre aux escrocs de l'islamophobie qui font le jeu des racistes*, Paris, Les Echappés.

¹⁵¹ D'IRIBARNE, P. (2019) *Islamophobie. Intoxication idéologique. Anatomie d'une imposture*, Paris, Albin Michel.

¹⁵² BRUCKNER P. (2017) *Un racisme imaginaire. Islamophobie et culpabilité*, Paris, Grasset.

dès lors que les musulmans recourent à la notion d'islamophobie pour nommer et dénoncer les discriminations dont ils sont l'objet.

Pourtant, selon cette même logique, ces institutions pourraient elles-mêmes être accusées de ce qu'elles reprochent aux autres : elles se présentent en effet comme les cibles d'un prétendu complot islamiste, elles se disent assiégées par une menace diffuse mais permanente, et revendiquent ainsi le statut de victimes en danger. Cette rhétorique, qui consiste à se poser en camp agressé pour légitimer une politique sécuritaire et répressive, correspond parfaitement à la posture victimaire qu'elles prétendent critiquer.

Cette « fragilité républicaine » fait écho à la notion de « fragilité blanche »¹⁵³ : dans les deux cas, on assiste à une indignation face à la simple dénonciation des mécanismes de domination, qui sont ainsi dissimulés derrière des réactions émotionnelles accusatrices et disproportionnées destinées à inverser les rôles entre victimes et oppresseurs.

Ce paradoxe illustre une nouvelle fois l'inversion accusatoire typique des discours de pouvoir : disqualifier la dénonciation légitime d'une discrimination en la réduisant à une stratégie de victimisation, tout en mobilisant soi-même ce registre pour se poser en rempart menacé qu'il faudrait défendre à tout prix.

Le résultat est doublement problématique : non seulement on empêche une minorité de nommer l'oppression qu'elle subit, mais on fabrique artificiellement une image de la majorité comme étant

¹⁵³ DIANGELO, R. (2019) *White Fragility: Why It's So Hard for White People to Talk about Racism*, London, Penguin.

elle-même vulnérable, assiégée, et donc autorisée à prendre toutes les mesures nécessaires, même au détriment de ses propres principes démocratiques.

Ainsi, la rhétorique victimaire que les rapports attribuent aux musulmans apparaît moins comme un trait réel que comme une arme discursive, un moyen de les réduire au silence, tandis que l'État, lui, n'hésite pas à en user pour justifier son autoritarisme croissant en niant l'existence même de toute islamophobie (pp. 6, puis 18 à 22).

Chapitre VI

Une islamophobie structurelle

L'« islamisme » à l'ère du « post-islamisme »

Le rapport gouvernemental paraît en 2025, à un moment où l'islamisme, entendu comme idéologie politique utopiste héritée des mouvements révolutionnaires européens du XIX^e et visant à instaurer un État islamique moderne régi par une interprétation rigide et réductrice de la Shari'a, est en plein déclin après plusieurs crises. Ce courant a connu une série d'échecs retentissants, notamment depuis les années 2000¹⁵⁴, conduisant à une transformation radicale des formes d'engagement islamique. L'action politique ne se projette plus dans une perspective nationale, et moins encore internationale, mais se recentre désormais sur des revendications localisées, au sein d'un cadre démocratique, avec pour objectif la reconnaissance du droit à la liberté religieuse comme espace de vie dans une société pluraliste.

Cette évolution a été analysée de manière pionnière par Olivier Roy dans *L'échec de l'islam politique* (1992), où il démontre que les

¹⁵⁴ On peut citer entre autres : l'Algérie, l'Afghanistan, l'Égypte, la Tchétchénie, etc.

mouvements islamistes ont échoué à incarner une alternative politique viable dans des contextes profondément sécularisés. Plus encore, dans *Making Islam Democratic. Social Movements and the Post-Islamist Turn* (2007), Asef Bayat a développé le concept de « post-islamisme »¹⁵⁵ pour désigner ce glissement paradigmatique : l'idéal d'un État islamique moderne cède la place à une aspiration démocratique centrée sur la participation citoyenne et l'expression individuelle d'une religiosité musulmane dans la sphère publique.

Le post-islamisme ne renonce pas à la politique, mais rejette tout projet utopique de transformation globale, ancien idéal de conquête du pouvoir d'État — qui fut celui des FM dans des pays comme l'Égypte ou la Syrie¹⁵⁶. Il s'inscrit ainsi dans la perspective d'une action locale, et articule la vie islamique avec l'acceptation du cadre institutionnel et normatif des sociétés démocratiques contemporaines. Par une forme d'engagement civique et social, il cherche à faire reconnaître la pratique religieuse musulmane comme une composante légitime et pleinement compatible avec le mode de vie démocratique.

Dès lors, la persistance d'un discours alarmiste centré sur la menace islamiste, alors même que l'islamisme comme projet politique global connaît un épuisement historique — déclin que le rapport reconnaît par ailleurs, de façon contradictoire, comme on l'a vu —,

¹⁵⁵ Voir également ROY O. (1999) « Le post-islamisme », in *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, n°85-86 (pp. 11- 30), <<https://doi.org/10.3406/remmm.1999.2634>>.

¹⁵⁶ Ce projet d'accession au pouvoir politique des FM en Égypte ou en Syrie ne doit pas être confondu avec « LE projet » fantasmé et prétendument unifié que certains attribuent indistinctement à l'ensemble des FM, même en Occident, voire à tous les musulmans pratiquants. C'est précisément cette confusion délibérée qui constitue la supercherie entretenue par les partisans de la « vision pessimiste ».

révèle une forme manifeste de déconnexion avec la réalité sociale et géopolitique actuelle. Cette fixation disproportionnée, largement démentie par les faits, ne peut s'expliquer que par une volonté de désigner un ennemi fantasmé et de justifier des politiques de surveillance, d'exclusion et de répression.

Mais, pire encore, lorsqu'on s'attarde aux acteurs qui appartiennent aux organisations dont les liens avec les FM sont avérés, tel que l'UOIF, on s'aperçoit que, loin de nourrir une quelconque volonté séparatiste ou subversive, les cadres issus des FM se sont toujours inscrits en France dans une logique légaliste et institutionnelle. Dès 2004, ils ont accepté sans résistance la loi sur les signes religieux à l'école, manifestant par là leur souci d'intégration et de respect du cadre néo-républicain redéfinissant la laïcité d'une manière restrictive qui limite l'exercice de la liberté de religion.

Multipliant les rendez-vous avec les préfets et les maires, les cadres « islamistes » ont cherché avant tout une reconnaissance officielle et une respectabilité sociale, même en allant parfois à l'encontre de leur base militante, souvent constituée de jeunes de nationalité française, ayant des études universitaires et conscients de leurs droits fondamentaux.

La trajectoire de ces responsables associatifs illustre ainsi un processus de notabilisation et d'embourgeoisement, caractéristique d'une génération désormais vieillissante, davantage préoccupée par la tranquillité et la stabilité de sa fin de vie que par une quelconque contestation de l'ordre établi. Tout, dans leur parcours, témoigne de

leur loyalisme vis-à-vis des institutions, en décalage avec l'image alarmiste que le rapport cherche à imposer¹⁵⁷.

Le déni systématique de l'islamophobie systémique

L'obsession autour de l'islamisme ne peut ainsi s'expliquer que par une islamophobie structurelle, qui est pourtant constamment niée en la réduisant à un simple « sentiment » éprouvé par une partie des Français de confession musulmane (p. 18, p. 61)¹⁵⁸, sans tenir compte du très large corpus de recherches empiriques, d'enquêtes sociologiques et de rapports institutionnels qui documentent de manière rigoureuse la réalité des discriminations systémiques, en France en particulier et dans de nombreux pays occidentaux en général¹⁵⁹.

¹⁵⁷ Frégosi déclare lors d'un entretien (*Libération*, 21 mai 2025) : « Cette mouvance s'est bien implantée en Europe, c'est vrai. Mais les Frères Musulmans sont plutôt dans une phase d'essoufflement, car ils sont entrés dans une phase de « notabilisation » de leurs dirigeants : ces derniers veulent garder leur position sans heurter les pouvoirs publics. Ils montrent patte blanche et ils baissent la tête car ils ont compris qu'il y avait une volonté d'en découdre avec tout ce qui s'apparenterait de près ou de loin aux Frères Musulmans. Cette mouvance connaît par ailleurs un problème générationnel, car ce sont principalement des quinquagénaires voire des sexagénaires, qui veulent apparaître comme des gens crédibles et ont tendance à moins reprendre à leur compte les critiques que formulent les jeunes musulmans envers les pouvoirs publics ». Sur le lien entre post-islamisme et notabilisation, voir Roy (1999).

¹⁵⁸ La critique de l'« islamophobie » est parfois présentée par ses détracteurs comme une réaction disproportionnée s'expliquant par l'hypersensibilité supposée des musulmans (*over-sensitivity*). Voir Allen (2010, chap. 8).

¹⁵⁹ Voir par exemple cette liste non exhaustive d'ouvrages académiques sur l'islamophobie : *La nouvelle islamophobie* de Vincent Geisser (2003), *L'Islam imaginaire. La construction médiatique de l'islamophobie en France, 1975-2005* de Thomas Deltombe (2005), *A Suitable Enemy: Racism, Migration and Islamophobia in Europe* de Liz Fekete (2009), *Thinking Through Islamophobia: Global Perspectives* édité par Salman Sayyid et Abdoolkarim Vakil (2010), *Islamophobia* de Chris Allen (2010), *Islamophobia: The Challenge of Pluralism in the 21st Century* édité par John L. Esposito (2011), *The Islamophobia Industry: How the Right Manufactures Hatred of Muslims* de Nathan Lean (2012), *Islamophobia and the Politics of Empire* de Deepa Kumar (2012), *Islamophobie : comment les élites françaises fabriquent le "problème musulman"* d'Abdellali Hajjat et Marwan Mohammed (2013), *The Fear of Islam: An Introduction to Islamophobia in the West* de Todd Green (2015), *Fear of Muslims? International Perspectives on Islamophobia* édité par Douglas Pratt et Rachel Woodlock (2016), *Republic of Islamophobia: The Rise of Respectable Racism in France* de Jim Wolfreys (2018), *The Routledge International Handbook of Islamophobia* édité par Irene Zempi et Imran Awan (2019), *Islamophobia and Radicalisation* de Tahir Abbas (2019), *Spatialized Islamophobia* de Kawtar Najib (2022), *Global Islamophobia and the Rise of Populism* édité par Sahar F. Aziz et John L. Esposito (2024).

Depuis deux décennies, de nombreuses études attestent de l'existence de traitements inégalitaires visant spécifiquement les personnes perçues comme musulmanes. Elles sont le fait de chercheurs français et étrangers, musulmans ou non, et sont régulièrement relayées par des instances officielles nationales et internationales comme la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme (CNCDH) ou le Défenseur des Droits (DDD). Renvoyer l'islamophobie structurelle à une perception subjective revient non seulement à minorer une réalité objectivable à travers différentes méthodes¹⁶⁰, mais à délégitimer les revendications liées à la dignité, à l'égalité et à la liberté lorsque celles-ci sont issues d'une communauté minoritaire.

En ce sens, la mise entre guillemets quasi systématique du terme « islamophobie » tout au long du rapport n'est pas anodine¹⁶¹ : elle manifeste une volonté d'invalidier le concept en le présentant comme idéologiquement chargé, alors même qu'il fait aujourd'hui l'objet d'un large consensus académique et institutionnel¹⁶².

¹⁶⁰ Notamment des enquêtes, des expérimentations situées, des analyses d'indicateurs administratifs (plaintes, emploi, logement, etc.), ou des études de données provenant de publications académiques, de médias ou de réseaux sociaux.

¹⁶¹ Ce déni a aussi des origines néoconservatrices. Voir Spencer R. et Horowitz D. (2010) *Islamophobia: Thought Crime of the Totalitarian Future*, Sherman Oaks, David Horowitz Freedom Center.

¹⁶² Après un usage sporadique au début du XX^e siècle, le mot commence à apparaître dans les publications concernant la lutte contre le racisme à la fin des années 1990, notamment dans le rapport du Runnymede Trust en Grande-Bretagne : *Islamophobia. A Challenge for Us All* (1997). Voir : <<https://www.runnymedetrust.org/publications/islamophobia-a-challenge-for-us-all>>. Vingt ans plus tard, en 2017, la même institution publie une mise à jour sous le titre : *Islamophobia. Still a Challenge for Us All*. Voir : <<https://www.runnymedetrust.org/publications/islamophobia-still-a-challenge-for-us-all>>. Le terme islamophobie sera repris en 2001 dans les articles 61 et 150 de la déclaration concluant la Conférence mondiale contre le racisme organisée à Durban par l'ONU, qui « engage les États, dans leur lutte contre toutes les formes de racisme, à reconnaître la nécessité de lutter contre l'antisémitisme, le racisme anti-Arabe et l'islamophobie dans le monde entier, et prie instamment tous les États de prendre des mesures efficaces pour empêcher la formation de mouvements fondés sur le racisme et des idées discriminatoires concernant les communautés en question », : <https://www.ohchr.org/sites/default/files/Documents/Publications/DurbanDecProgAction_fr.pdf>.

Ce déni persistant de la discrimination visant les musulmans en tant que tels, notamment en France, a lui-même fait l'objet de nombreux travaux universitaires qui ont mis en évidence le caractère fallacieux des déclarations de bonne intention émanant des autorités publiques concernées¹⁶³.

En termes psychanalytiques, ce déni peut être considéré comme une forme de rejet symptomatique : plus l'État s'évertue à nier l'islamophobie systémique, plus il en dévoile l'ampleur refoulée, qui s'ajoute à la tendance à imputer toute critique de cette islamophobie à la seule influence des « islamistes », manifestant une forme de psychose paranoïaque.

Bien évidemment, il n'est pas question de pathologiser littéralement le déni d'islamophobie, mais plutôt d'analyser la structure des mécanismes cognitifs qui le sous-tendent en les comparant au fonctionnement psychique partiellement déconnecté de la réalité, afin de montrer que, dans les deux cas, on s'éloigne grandement de la perception objective des faits, qui montrent de manière mesu-

¹⁶³ Voir : ASAL, H. (2020). « L'islamophobie en France : le déni d'un phénomène bien réel », dans O. Slaoui et O. Le Cour Grandmaison, *Racismes de France* (p. 170-186), La Découverte, <<https://doi.org/10.3917/dec.slaou.2020.01.0170>> ; ZIA-EBRAHIMI, R. (2020). « The French origins of 'Islamophobia denial' », *Patterns of Prejudice*, 54(4), 315-346, <<https://doi.org/10.1080/0031322X.2020.1857047>>. L'étude de ADIDA C., LAITIN D. et VALFORT M.-A. (2010) « Identifying barriers to Muslim integration in France » (PNAS), parmi d'autres, a montré que les musulmans sont discriminés en tant que musulmans, et non pas en tant qu'étrangers, Arabes ou Noirs. Ces chercheurs ont envoyé des CV fictifs identiques pour deux candidates françaises d'origine sénégalaise noire, âgées de 24 ans et partageant le même nom de famille (Diouf) : l'une avec le prénom « Marie » (perçu comme chrétien, avec un engagement bénévole au Secours catholique et aux Scouts et Guides de France) et l'autre avec « Khadija » (perçu comme musulman, avec un engagement au Secours islamique et aux Scouts musulmans de France). Les résultats ont montré que la candidate « Marie Diouf » recevait 2,5 fois plus de réponses positives des recruteurs que « Khadija Diouf », démontrant ainsi une discrimination à l'embauche spécifiquement liée à la perception de l'Islam (islamophobie), indépendamment de l'origine ethnique ou de la qualité des profils. Voir : <<https://www.pnas.org/doi/epdf/10.1073/pnas.1015550107>>.

nable et objectivable l'existence de l'islamophobie institutionnelle comme phénomène social d'ampleur¹⁶⁴.

Les stratégies de contournement de l'islamophobie

Le déni de l'islamophobie ne constitue pas un phénomène isolé, mais s'inscrit dans un ensemble plus vaste de stratégies discursives destinées à perpétuer les discriminations racistes en tant que rapport de domination d'un groupe majoritaire sur des minorités désavantagées. Ces stratégies peuvent être ordonnées selon une gradation de gravité : minimisation, justification, déni et inversion.

La minimisation consiste à réduire la portée objective des discriminations : « Je t'ai fait du mal, mais tu exagères, ce n'est pas grand-chose ». Elle vise à délégitimer la parole des victimes en la présentant comme excessive (« tu exagères »), déplacée (« tu n'es pas le seul à souffrir ») ou secondaire (« il y a des problèmes plus importants »). Souvent aussi, l'existence du racisme peut être reconnue, mais seulement comme un simple phénomène individuel et marginal, et non comme une structure régissant les rapports sociaux dans leur ensemble.

La justification franchit un pas supplémentaire : « Je t'ai fait du mal, mais tu l'as bien mérité ». Elle légitime la discrimination soit

¹⁶⁴ Si l'islamophobie interpersonnelle est souvent reconnue par les instances officielles, la dimension institutionnelle de ce phénomène reste, quant à elle, largement ignorée. Les rapports sur l'islamophobie publiés par l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI) — financée notamment par l'Arabie Saoudite — échouent précisément à documenter cette forme systémique, pourtant centrale pour comprendre la situation actuelle. Voir le dernier en date (2017) : <https://www.oic-oci.org/upload/islamophobia/2017/10th_islamophobia_rep_fr.pdf>.

par l'action des victimes (« tu t'es mal comporté »), soit par leur nature même (« tu es mauvais »).

Le déni, plus radical, refuse purement et simplement de reconnaître la réalité : « Je ne t'ai rien fait, et tu m'accuses sans raison ». Il efface la violence en la rendant invisible et accuse les victimes de « victimisation », soit en niant l'existence matérielle de tout préjudice (« il n'y a pas de discrimination »), soit en niant formellement l'intention raciste par des distinctions concernant la cible des attaques (« je ne m'attaque pas à toi, mais à ce que tu représentes »).

L'inversion, enfin, est la forme la plus perverse : « Je ne t'ai rien fait, mais c'est toi qui m'as fait du mal ». Elle transforme la victime en agresseur et l'agresseur en victime, créant une distorsion complète de la réalité.

Le rapport gouvernemental offre une illustration exemplaire de ces formes contournement :

1. Minimisation : les actes antimusulmans existent, mais ils sont le fait d'individus et n'ont pas de dimension structurelle.
2. Justification : les politiques publiques visent les islamistes, qui ont un projet subversif et représentent un danger pour la nation, et non les musulmans en tant que tels.
3. Déni : l'islamophobie n'est qu'un simple « sentiment » subjectif, dépourvu de réalité sociale mesurable.
4. Inversion : les islamistes se présentent comme victimes d'islamophobie, alors que la République ne fait que se défendre.

Ces stratégies constituent donc des mécanismes structurants de la domination, qui empêchent toute remise en cause du privilège majoritaire et rendent difficile l'émergence d'une égalité réelle.

Une idéologie parrainée

Les rapports qu'un État peut entretenir avec une idéologie varient selon le degré de conscience, d'intentionnalité et de structuration du lien. On peut distinguer : l'idéologie systémique, l'idéologie parrainée, l'idéologie étatique et l'idéologie totalitaire.

L'idéologie systémique correspond à un degré d'imprégnation faible mais profond, dans lequel une idéologie n'est pas promue de manière délibérée par l'État, mais s'exprime à travers des mécanismes implicites, souvent invisibles à ceux qui y participent, y compris les agents de l'État, en se manifestant par des biais institutionnels. Elle opère de manière diffuse, souvent inconsciente, en s'incarnant dans les pratiques administratives, les normes sociales et les représentations collectives.

L'idéologie parrainée constitue un degré supérieur d'implication, dans lequel l'État soutient activement une idéologie particulière sans pour autant l'ériger en doctrine exclusive. Cette forme de relation repose sur un choix volontaire et partiel, qui se manifeste dans les politiques publiques, les financements, les alliances culturelles ou religieuses, ainsi que dans la sélection des valeurs promues dans l'espace éducatif ou médiatique. L'idéologie parrainée bénéficie ainsi d'un appui institutionnel, mais continue de coexister avec

d'autres courants de pensée, souvent placés dans une position subordonnée.

L'idéologie étatique désigne un niveau d'imprégnation doctrinal et officiel, dans lequel l'idéologie devient la base légitime du système politique. Elle est généralement inscrite dans les textes constitutionnels, invoquée dans les discours des autorités, et imposée dans les programmes éducatifs. Elle structure l'ensemble des institutions et conditionne l'accès à la citoyenneté ou à la participation politique. Bien que certaines formes de dissidence puissent être tolérées, elles sont encadrées et souvent marginalisées.

L'idéologie totalitaire correspond au degré le plus élevé d'imbriication entre l'État et l'idéologie, lorsque celle-ci devient exclusive, omniprésente et contraignante. Dans un tel régime, l'idéologie ne se contente pas d'orienter les politiques : elle s'impose comme cadre unique de pensée, de langage et de comportement. L'ensemble des sphères sociales est soumis à son contrôle, et toute déviation est sanctionnée. L'État instaure une surveillance généralisée et un contrôle des esprits, en effaçant toute forme de pluralisme.

En France, l'islamophobie est passée progressivement d'une idéologie systémique à une idéologie parrainée, en devenant le « cœur de l'agenda politique français » (Wolfreys 2016)¹⁶⁵, car l'État, sans l'avoir érigée en doctrine officielle, en soutient pourtant certains fondements à travers des discours politiques, des mesures

¹⁶⁵ Il n'est guère fortuit que le rapport européen sur l'islamophobie de l'année 2020 ait choisi de présenter en page de couverture une photographie d'Emmanuel Macron. Voir : <https://www.islamophobiaireport.com/EIR_2020.pdf>.

administratives et des choix législatifs ciblant de manière disproportionnée les populations musulmanes¹⁶⁶.

Cette orientation se manifeste notamment par la stigmatisation récurrente de l'Islam dans les sphères médiatiques et politiques, la suspicion généralisée envers la visibilité religieuse musulmane, ainsi que par l'usage extensif de concepts flous comme le « séparatisme » pour justifier un traitement d'exception.

Si cette idéologie n'a pas encore atteint le niveau d'une idéologie d'État au sens strict — aucun texte constitutionnel ou fondement institutionnel n'en fait encore un principe structurant —, l'arsenal législatif actuellement en préparation, combiné à une volonté croissante de réprimer juridiquement l'expression religieuse musulmane, laisse craindre un glissement vers une forme d'islamophobie étatique, où le rejet de l'Islam serait intégré plus ouvertement comme norme politique explicite. Si l'islamophobie finit par se muer en véritable idéologie d'État, ce sera à travers la constitutionnalisation progressive du principe selon lequel « nul ne peut se prévaloir de ses croyances religieuses pour s'affranchir des règles communes » — une réforme souhaitée en mai 2025 par le Premier ministre Bruno Retailleau, précisément au moment même de la publication du rapport gouvernemental sur les FM¹⁶⁷.

¹⁶⁶ Wolfreys (2016, Introduction) résume : « L'islamophobie a été forgée comme une réalité politique et sociale par des acteurs politiques, soutenue par un chœur de néo-réactionnaires et facilitée par des médias de plus en plus avides de sensations. Elle est le produit de batailles politiques à certains moments clés qui ont eu un impact au fil du temps, dans un contexte dominé par la « guerre contre le terrorisme », l'austérité et l'aggravation des inégalités sociales ».

¹⁶⁷ <https://www.bfmtv.com/politique/gouvernement/bruno-retailleau-plaide-pour-que-nul-ne-puisse-se-prevaloir-de-sa-religion-pour-echapper-a-la-regle-commune_AV-202505260556.html>. La France est en train de devenir un véritable laboratoire de l'islamophobie, où s'expérimentent des dispositifs répressifs visant les musulmans, avant d'être exportés vers le reste du monde occidental.

Il est clair que l'expression « croyances religieuses » visera prioritairement l'Islam, et que la « règle commune » ne renverra pas à une norme juridique inscrite dans le droit positif, mais à un ensemble de « valeurs » floues, combinant représentations, croyances et mœurs majoritaires. Cette évolution marque un tournant vers une conception restrictive de la citoyenneté, où l'adhésion à certaines « valeurs » devient une condition de l'exercice des droits et libertés fondamentaux¹⁶⁸.

Il n'est nullement fantaisiste d'envisager une telle évolution : elle a, d'une certaine manière, déjà commencé avec la dérive antidémocratique qui, depuis au moins 2003, restreint progressivement les conditions d'accès à la résidence et à la nationalité. C'est dans ce contexte que les primo-arrivants souhaitant devenir français sont tenus de déclarer leur adhésion aux « valeurs de la République », condition qui a servi de fondement, en 2008, à un arrêt du Conseil d'État validant le refus de naturalisation d'une ressortissante marocaine au motif qu'elle portait le voile intégral. Ce précédent montre comment la notion floue de « valeurs » pourra être mobilisée pour exclure les musulmans de certains droits fondamentaux — et même peut-être, à terme, de la communauté nationale par des mesures de déchéance de nationalité —, dès qu'ils manifestent une adhésion à des « croyances religieuses » jugées incompatibles avec les « valeurs de la République ».

¹⁶⁸ Sur les difficultés juridiques de la mise en place d'une telle volonté politique, voir CALVÈS G. (2024) « Nul ne peut "se prévaloir de ses croyances religieuses pour s'affranchir des règles communes". Itinéraire d'un slogan politico-juridique », *Revue des droits et libertés fondamentaux*, n°73, <<https://revuedlf.com/droit-administratif/nul-ne-peut-se-prevaloir-de-ses-croyances-religieuses-pour-saffranchir-des-regles-communes-itineraire-dun-slogan-politico-juridique/>>.

Un amalgame assumé

Afin de cacher l'existence d'une islamophobie parrainée, les autorités ont surtout adopté une stratégie de contournement consistant à distinguer entre Islam et islamisme, musulmans et islamistes. Retailleau précisait au mois de mai, lors de la publication du document : « Nous sommes parfaitement en ligne sur le fait qu'il ne faut pas faire d'amalgame »¹⁶⁹. Or, l'objet véritable de la critique du rapport n'est pas tant l'islamisme en tant que projet politique de constitution d'un État moderne islamique, que l'Islam lui-même, avec ses croyances classiques et consensuelles, ses pratiques ordinaires et majoritaires, et sa visibilité sociale et publique.

Dès la page 6, les auteurs avouent que « la visibilité des marques d'un islam orthodoxe » est « difficile à distinguer de l'islamisme », montrant par là que ce qui est visé, c'est la manifestation religieuse du musulman pratiquant en tant que tel. Plus loin, ils reconnaissent la difficulté à « démêler ce qui relève de visées subversives, d'une islamisation relevant d'un prosélytisme normal » (p. 56). Autrement dit, la normalité religieuse islamique — et sa progression au sein de la société — est assimilable, en tant que telle, à un danger subversif, puisqu'elle y ressemble au point de s'y méprendre.

Cet amalgame est confirmé explicitement par une autre phrase, qui reproche aux associations musulmanes d'avoir recours « à la militance revendicative de la mouvance frériste et au salafisme,

¹⁶⁹ <<https://www.publicsenat.fr/actualites/politique/freres-musulmans-ce-que-revele-le-rapport-commande-par-lexecutif>>.

voire au malikisme traditionnel, pour mobiliser leurs adhérents » (p. 48)¹⁷⁰. En rangeant dans la même catégorie des courants aussi distincts que le frérisme, le salafisme et l'Islam traditionnel malékite, le rapport dilue le concept d'islamisme au point de le rendre indistinguable de l'Islam lui-même.

De même, les auteurs considèrent comme un signe d'entrisme frériste le projet intellectuel proposant une « islamisation de la connaissance » ou une « désoccidentalisation du savoir » (p. 62), alors que ce courant s'inscrit dans un renouveau culturel musulman global, partagé par des courants variés, y compris traditionalistes et soufis¹⁷¹, preuve que leur conception élastique du « frérisme » conduit à le vider de toute substance. Entre ainsi dans les catégories fourre-tout d'« islamisme », de « frérisme » et de « salafisme », toute expression de piété visible musulmane¹⁷², ainsi que toute normativité identifiée comme musulmane.

Aux « salafis » par exemple, il est reproché de diffuser une « orthopraxie très répandue dans le monde arabe » (p. 11). Cependant, si une pratique est « très répandue », cela indique précisément qu'elle n'est ni marginale, ni extrémiste, ni subversive, mais qu'elle

¹⁷⁰ Le 24 octobre 2025, le préfet des Hauts-de-Seine, avec l'accord du maire d'Antony, a ordonné la fermeture des locaux de l'institut Alfoulk pour « soupçon d'islamisme », alors même que l'établissement dispensait un enseignement conforme au cursus traditionnel malékite et soufi. Cependant, illustrant une fois de plus le décalage entre les motifs publics avancés et les fondements juridiques effectivement mobilisés, la fermeture a finalement été prononcée sur la base d'un prétendu non-respect des normes de sécurité. Voir : <<https://www.lefigaro.fr/actualite-france/lutte-contre-l-islamisme-l-institut-alfouk-ferme-a-antony-20251024>>. Cet épisode exemplifie l'usage extensif et arbitraire du qualificatif d'« islamisme » pour réprimer toute expression autonome de l'Islam, réduisant ainsi la lutte contre le radicalisme à une hostilité de principe envers la religion elle-même.

¹⁷¹ Le concept d'« islamisation de la connaissance » a été popularisé par le philosophe musulman malaisien Syed Muhammad Naquib al-Attas (né en 1931), qui loin d'être un membre de la « mouvance islamiste », se révèle être au contraire un défenseur du soufisme akbarien.

¹⁷² Esmili parle à juste titre de « piété indésirable ». Voir ESMILI H. (2025) *La cité des musulmans. Une piété indésirable*, Éditions Amsterdam.

correspond à une norme majoritaire, compatible avec le fonctionnement durable et habituel d'une société, et qui de plus n'a rien à voir avec le salafisme en tant que tel, confirmant ainsi que ce qui est désigné comme un « marqueur islamiste » n'est autre que le propre de l'Islam lui-même dans sa pratique ordinaire.

Comme exemples de « préceptes rigoristes de l'islam », sont citées les « prières nocturnes » et les « invocations ritualisées » (p. 48) ; et pour la « rigoration de la pratique », sont mentionnés le port de l'« abaya » et celui du « voile » (p. 49). Or, ces rites et ces choix vestimentaires relèvent d'une pratique habituelle et consensuelle de l'Islam, y compris dans le soufisme, sans impliquer une appartenance salafiste ou islamiste.

De la même manière, la dénonciation de pratiques religieuses dans le cadre d'une activité sportive, telles que « prières collectives avant match, salles de prière aménagées dans les vestiaires, rappels réguliers des commandements religieux » (p. 52), revient à stigmatiser des gestes ordinaires de religiosité, constitutifs de la liberté de culte et de religion.

Cette confusion délibérée entre Islam et islamisme se manifeste dans la manière dont est présenté le projet supposé des FM (p. 11), qui comporterait deux volets : la création d'un État islamique et l'application de la Šarī'a. Or, comme on l'a vu, le premier objectif, sans doute évoqué dans les origines du mouvement, est difficilement attribuable aux réseaux fréristes contemporains, et surtout pas à ceux présents dans les pays occidentaux, comme en témoigne le rapport lui-même (p. 65). Quant au second but, il repose sur une

méprise fondamentale : comme on l'a déjà dit, la Šarī'a désigne la loi religieuse telle que vécue par tout musulman pratiquant dans son quotidien. Assimiler son application à un objectif politique subversif revient à reprocher au musulman de conformer sa vie à des prescriptions religieuses — quelles qu'elles soient — en reconnaissant une autorité en matière de foi. Le rapport ne dit pas autre chose lorsqu'il identifie la simple reconnaissance d'une autorité religieuse (« placer le texte coranique au-dessus de tout autre », p. 15) comme un « marqueur d'islamisme ». Selon ce critère, tout musulman est islamiste, sauf le musulman réformé et progressiste.

Les pages suivantes (15-16) détaillent les croyances tenues pour « islamistes », alors qu'elles sont largement consensuelles en Islam : d'abord, la primauté de l'Islam (exceptionnalisme), et ensuite le rejet des religions concurrentes (exclusivisme).

En critiquant l'Islam sur ce point, le rapport tombe dans une forme manifeste de discrimination intellectuelle et religieuse, puisque les croyances incriminées — affirmation d'une supériorité de sa propre foi et d'une vérité exclusive — sont communes à l'ensemble des traditions monothéistes, notamment juive et chrétienne, qui revendiquent aussi la primauté de leur révélation sur les autres et la possession de la vérité ultime. Ce trait n'est d'ailleurs pas propre au religieux : on retrouve le même exceptionnalisme et le même exclusivisme dans nombre de doctrines philosophiques ou idéologiques non religieuses, sans que cela suscite la moindre réprobation publique.

De plus, ces croyances n'empêchent en rien une « ouverture citoyenne », contrairement à ce que prétendent les auteurs : « La pensée frériste de la relation entre le fidèle musulman en contexte minoritaire, et l'agnostique, voire l'athée, est encore plus limitée malgré les postures d'ouverture citoyenne » (p. 16). Les auteurs échouent à montrer en quoi l'adhésion à l'exceptionnalisme et à l'exclusivisme induisent une attitude de « fermeture », car en réalité rien ne relie ces convictions théologiques, purement doctrinales, à une quelconque pratique sociale concrète, comme les relations de voisinage, l'engagement civique ou la coopération quotidienne. Il s'agit donc d'un raccourci injustifiable visant, de manière malhonnête, à faire de la foi musulmane un obstacle à la citoyenneté, sur fond d'inégalité et d'arbitraire.

Les définitions proposées de l'« intégralisme » (p. 47) montrent à quel point les auteurs confondent conviction religieuse et menace politique. Pour eux, les croyances et attitudes suivantes sont inacceptables et relèvent d'un « intégralisme » incompatible avec les valeurs de la République :

- Le politique ne peut avoir le dernier mot en cas de conflit avec le religieux.
- Le scientifique profane ne peut avoir le dernier mot en cas de conflit avec le religieux.
- La communauté liée à une religion donnée (l'Islam dans ce cas) doit disposer de droits spécifiques.

Cependant, qu'un croyant considère que le religieux prévaut sur le politique ou sur la science profane en cas de conflit, cela relève d'un positionnement spirituel, philosophique et épistémologique partagé par de nombreux musulmans, mais aussi par des croyants d'autres traditions, voire par des non-croyants non-positivistes¹⁷³. L'assimiler à un délit d'opinion spécifiquement musulman témoigne non seulement d'une atteinte à la liberté de conscience, mais en plus d'une discrimination implicite.

Quant à la demande de « droits spécifiques », on comprend bien qu'il s'agit simplement de la revendication d'une égalité de traitement avec les autres communautés, ce qui est précisément dénié ici aux musulmans par l'instauration d'un véritable régime d'exception qui, sur certaines questions, déroge au droit commun dès qu'il s'agit de la foi musulmane¹⁷⁴.

Renforçant leur assimilation de l'Islam et de l'islamisme, les auteurs retiennent comme critères de définition de l'« islamisme radical » (p. 57) : une orthopraxie jugée « rigide », une « revendication de règles distinctes » et une « primauté de l'identité religieuse sur la citoyenneté ». Ces éléments, loin de révéler un projet subversif, relèvent soit de la simple pratique religieuse, soit de la revendication de droits fondamentaux (liberté et égalité religieuses). Ainsi, le

¹⁷³ Il semble que pour les auteurs, positivisme juridique et positivisme épistémologique fonctionnent en France comme des idéologies d'État. Ces idéologues institutionnels demeurent figés dans un réalisme naïf, autoritaire et daté, typique de la III^e République, ignorant largement toute l'épistémologie du XX^e siècle, de Duhem à Feyerabend, en passant par Popper et Kuhn.

¹⁷⁴ Asal (2020, p. 175-176) : « Les études relatives aux luttes contre l'islamophobie montrent que les revendications des personnes engagées portent principalement sur l'égalité des droits ; la dimension religieuse est le plus souvent seconde, voire absente. De même, contrairement à l'idée selon laquelle lesdits musulmans seraient porteurs d'exigences identitaires opposées aux « valeurs de la République », les mobilisations contre l'islamophobie apparaissent majoritairement défensives ».

reproche qui est ultimement fait au musulman, c'est d'être musulman et de vivre sa religion comme il l'entend.

L'amalgame se retrouve également dans la critique de l'intégralisme. Les auteurs affirment : « L'islam est conçu par les FM comme un système intégraliste régissant tous les domaines de la vie du musulman, au-delà du seul champ religieux » (p. 15)¹⁷⁵, puis ils déclarent que « la vision intégraliste de l'Islam est très répandue dans le monde musulman. Elle n'est pas spécifique à la mouvance frériste mais elle a largement contribué à la diffuser » (p. 15). Cette dernière phrase est problématique, car elle admet que cette vision dépasse largement la sphère des mouvements islamistes, ce qui signifie que, selon ce critère, il faut assimiler les musulmans dans leur ensemble à des islamistes. En vérité, l'« intégralisme » dénoncé n'est rien d'autre que la conception traditionnelle — partagée par la plupart des musulmans — de l'Islam comme cadre de vie global, où la distinction entre religieux et profane ne s'applique pas selon les catégories modernes de la sécularité occidentale.

Ainsi, la notion d'« écosystèmes islamistes »¹⁷⁶, définis comme des « réseaux collaboratifs plus ou moins intégrés permettant d'encadrer la vie du musulman de sa naissance à sa mort » (p. 48), sert en réalité à désigner l'existence parfaitement ordinaire d'institutions religieuses — mosquées, écoles, boucheries, librairies, maisons

¹⁷⁵ Dans le dossier de presse accompagnant la publication du rapport, l'islamisme est défini, non plus comme une « politisation exacerbée de l'islam » (p. 14), mais plutôt comme une « instrumentalisation politique de l'islam pour en faire une idéologie qui enveloppe chaque aspect de la vie, de manière très intrusive » (p. 7), ce qui correspond, comme on l'a vu à la pratique normative et majoritaire de l'Islam traditionnel, entretenant ainsi la suspicion généralisée envers les musulmans.

¹⁷⁶ Bonnefoy (2021) qualifie à juste titre le concept d'« écosystème islamiste » de « notion attrape-tout », car tout ce qui a une connotation islamique peut y être inclus.

d'édition, etc. Or, ces structures, qui ne posent aucun problème lorsqu'il s'agit de leurs équivalents juifs ou chrétiens, deviennent soudain suspects dès lors qu'elles relèvent de l'Islam. Mais il y a plus : d'un côté, l'expression « plus ou moins intégrés » leur attribue une coordination fantasmée, dont le caractère imaginaire est dévoilé par le vague « plus ou moins » ; et d'un autre côté, ces structures n'ont rien d'anormal ou de subversif, puisqu'elles sont communes à toute vie confessionnelle — qu'elle soit juive, chrétienne ou musulmane. En reprochant aux musulmans ce qui est accepté pour d'autres religions, le rapport instaure une inégalité de traitement contraire aux principes mêmes de l'État de droit.

De la même manière, la notion de « territoires confisqués » (p. 65), liée à l'idée d'un « islamisme municipal par le bas » menaçant les élections locales, fabrique une alarme sociale infondée¹⁷⁷. Les espaces urbains ainsi désignés ne sont que des quartiers populaires où des citoyens musulmans cherchent à vivre leur religion dans un cadre démocratique. Ce procédé contribue à présenter comme des zones de non-droit ces quartiers, qui pourtant sont très divers culturellement, abritant aussi bien des musulmans pratiquants et non-pratiquants, que des non-musulmans se côtoyant et se mêlant dans un vivre-ensemble qui semble regrettable aux auteurs du rapport.

¹⁷⁷ La notion de « territoires confisqués » par « l'islamisme » et « perdus » par la République reprend le schéma narratif des *no-go zones* de l'islamophobie anglo-saxonne. Ces dernières relèvent de la même logique de désinformation complotiste popularisée par Steven Emerson, qui affirma en janvier 2015 sur Fox News qu'il existait à Birmingham (Royaume-Uni) des zones interdites aux non-musulmans. L'énormité de la déclaration illustre bien la règle de propagande selon laquelle « plus c'est gros, plus ça passe » : face au tollé, Emerson fut contraint de se rétracter. Voir Lean (2012, p. 95-97). En France, toutefois, les « soldats de l'islamophobie » peuvent formuler des assertions tout aussi extravagantes — voire plus encore — sans rencontrer la moindre résistance médiatique significative.

De même, le rapport va jusqu'à affirmer que certaines associations feraient « l'apologie du jihad et de la mort en martyr, l'incitation à la haine contre les non-musulmans et la discrimination envers les femmes » (p. 47). Une telle accusation appelle des preuves concrètes, qui ne sont jamais fournies. Si l'« apologie du jihad » se limite à la citation de narrations prophétiques (*ḥadīṭ*) valorisant la bravoure, la justice ou le sacrifice dans un contexte défensif, on ne peut y voir qu'une référence classique de la tradition musulmane, comparable aux récits hagiographiques louant les vertus des chevaliers chrétiens, tels la *Chanson de Roland*. Ensuite, si « l'incitation à la haine » consiste simplement en une affirmation de l'exclusivisme théologique, il s'agit comme on l'a vu d'un trait commun à toutes les religions monothéistes, et non d'un appel à la violence. Enfin, si la « discrimination envers les femmes » est réduite au seul port du voile et à la différenciation des rôles de genre, elle relève alors d'une pratique religieuse et culturelle qui s'inscrit dans le cadre de la liberté religieuse que la démocratie est censée préserver.

Filant l'amalgame, les auteurs présentent la règle classique interdisant à une femme musulmane d'épouser un non-musulman comme une spécificité frériste (p. 16), ce qui relève d'une ignorance manifeste du droit islamique et revient à criminaliser la pratique traditionnelle de l'Islam, comme le font les auteurs lorsque, à la page 45, ils mentionnent, parmi les ouvrages jugés « contraires aux valeurs républicaines », les *Quarante Hadiths* de l'imam al-Nawawī, un classique de la spiritualité islamique largement étudié à travers le monde musulman.

Une telle désignation révèle l'arbitraire du critère employé : si l'on considère que ce recueil est incompatible avec les principes républicains, alors, par analogie, la Bible ou encore la *Somme théologique* de Thomas d'Aquin devraient également être frappées d'interdit — puisque ces œuvres contiennent, elles aussi, des passages en tension avec les normes contemporaines —, et les établissements privés catholiques qui les exposent dans leurs bibliothèques, fermées pour radicalisation. En ciblant exclusivement un texte canonique de l'Islam, le rapport manifeste une approche discriminatoire qui vise à délégitimer une tradition religieuse entière, plutôt qu'à évaluer objectivement le contenu des grandes œuvres doctrinales.

La présentation de certains « marqueurs » (p. 64) continue dans le même sens : la prééminence de la loi religieuse, la supposée infériorisation des femmes, l'incapacité à concevoir l'altérité ou l'antisionisme. Ces accusations reposent sur des généralisations ou des sophismes : la soumission à la loi coranique est commune à l'ensemble des croyants pratiquants ; l'infériorisation des femmes est inférée de manière fallacieuse à partir du port du voile¹⁷⁸ ; l'exclusivisme religieux est transformé en incapacité au dialogue interreligieux ; et l'antisionisme n'est pas l'apanage de l'islamisme.

Enfin, à la page 57, le rapport propose une définition du « séparatisme », qu'il décrit comme une entreprise visant à :

¹⁷⁸ Dans son arrêt S.A.S. c. France (2010), la Cour Européenne des Droits de l'Homme estime « qu'un État partie ne saurait invoquer l'égalité des sexes pour interdire une pratique que des femmes — telle la requérante — revendiquent dans le cadre de l'exercice des droits que consacrent ces dispositions, sauf à admettre que l'on puisse à ce titre prétendre protéger des individus contre l'exercice de leurs propres droits et libertés fondamentaux », <<https://hudoc.echr.coe.int/fre/%22itemid%22:%222001-145240%22>>].

Affaiblir, voire à détruire la communauté nationale, en vue de remplacer celle-ci par de nouvelles formes d'allégeance et d'identification, en rupture avec la tradition démocratique et républicaine.

Il s'agirait d'un projet « idéologique, politique ou politico-religieux » destiné à couper l'individu de son cadre national et à dresser des « clôtures définitives » entre les groupes. Une telle définition, d'une généralité extrême, pourrait s'appliquer à une multitude de courants présents dans l'histoire intellectuelle et religieuse française : les monarchistes qui rejettent la République, les catholiques traditionalistes hostiles aux principes modernes, les communistes révolutionnaires prônant le dépassement de la nation, les anarchistes refusant toute structure d'État, ou encore certains groupes juifs orthodoxes (*haredim*) dont l'identité collective repose sur une stricte séparation. Tant que ces groupes n'agissent pas en dehors du cadre de la loi, la liberté de conscience doit protéger leur pensée, ainsi que son expression. Pourtant, les autorités ne visent que rarement ces autres acteurs : elles ne restreignent systématiquement la liberté de conscience que lorsqu'il s'agit de l'Islam et des musulmans, quand bien même ceux-ci ne transgressent aucune loi et ne portent pas atteinte à l'ordre public¹⁷⁹.

Cette sélectivité met en évidence une contradiction majeure. Si le séparatisme est réellement défini par une volonté de rupture avec la Nation, alors la cohérence voudrait que tous les mouvements ayant une attitude critique envers la République soient

¹⁷⁹ HAJJAT et MOHAMMED (2013, p. 101).

considérées de la même manière. Le fait que ce ne soit pas le cas révèle le caractère discriminatoire du dispositif : ce n'est pas le « séparatisme » en tant que tel qui est visé, mais bien l'Islam, érigé en figure unique de la menace. Autrement dit, le rapport ne décrit pas un danger universel pour la démocratie, mais construit un cadre idéologique permettant de légitimer une politique sécuritaire orientée exclusivement contre les musulmans.

Ainsi, ce que le rapport qualifie d'« intégralisme », de « littéralisme » ou d'« islamisme » correspond en réalité, pour une large majorité de musulmans, à une pratique cohérente et complète de leur religion. Quant aux auteurs du rapport, ils souhaitent évacuer toute normativité islamique dans la vie quotidienne, au profit d'une figure idéalisée du « musulman modéré »¹⁸⁰ — figure qui n'est autre que celle d'un croyant ayant renoncé à sa propre Loi religieuse pour adopter un réformisme agréé et encadré par l'État¹⁸¹.

En s'arrogeant le droit de définir la « bonne » religion et d'ériger en délit d'opinion la fidélité à une pratique intégrale, l'État restreint la liberté de religion en contradiction avec ses propres principes démocratiques, attitude qui révèle un paternalisme postcolonial et

¹⁸⁰ Comme le dit Kundnani : « En pratique, la classification des musulmans en extrémistes et modérés est hautement instable. La frontière entre les deux ne cesse de se déplacer, mettant les musulmans modérés dans une position précaire où ils sont constamment scrutés pour trouver des preuves qu'ils se sont réellement distanciés de l'idéologie islamiste », alors que finalement le spectre de l'« islamisme » ne cesse de s'étendre jusqu'à inclure toute croyance ou pratique islamique comme telle. Puis il conclut : « Pas étonnant que l'on dise que les musulmans modérés sont difficiles à trouver ». Voir KUNDNANI (2014, chap. III).

¹⁸¹ Ainsi, dans le sondage IFOP de novembre 2025, l'un des marqueurs d'« islamisme » retenus est la réponse positive à la question suivante : « Sur un sujet important dans votre famille, comme l'abattage rituel, le mariage ou l'héritage, que feriez-vous si vous deviez choisir entre le respect des lois françaises et le respect des règles de votre religion ? ». À moins de postuler qu'un citoyen doit obéir inconditionnellement à la loi — position problématique, car elle relève d'un conformisme politique ouvrant la voie à une dérive totalitaire —, on peine à comprendre en quoi cette question permettrait d'identifier une quelconque forme de « radicalisme ».

constitue une violation manifeste du principe de laïcité, lequel impose à l'État de s'abstenir d'intervenir dans la vie religieuse des croyants tant que ceux-ci respectent l'ordre public¹⁸².

Un double standard

Ces accusations pourraient, avec la même logique, être dirigées contre les catholiques ou les juifs qui vivent également leur existence selon des normes religieuses et se réfèrent à des autorités reconnues (prêtres ou rabbins). Mais le rapport est fondé sur une asymétrie inacceptable au regard des principes démocratiques auxquels il fait appel. Il réserve aux seuls musulmans l'interdiction implicite de vivre conformément à leurs références religieuses, révélant ainsi un double standard. Selon les représentants de l'État, il devrait être interdit spécifiquement aux musulmans de :

1. Faire du prosélytisme (p. 12, p. 56).
2. Adopter des éléments culturels d'une « tradition moyen-orientale » (p. 14).
3. Croire que leur religion est la meilleure (p. 15).
4. Croire que les autres religions ont été abrogées (p. 16).
5. Croire qu'il y a une islamophobie systémique en France (p. 18).
6. Croire que la loi révélée est supérieure à la loi positive (p. 15, p. 47).

¹⁸² Ainsi, le « bon » musulman est celui qui aide l'État dans sa guerre contre le « mauvais » musulman. Mais, à moins d'être prouvé « bon », tout musulman est présumé « mauvais ». Voir MAMDANI M. (2004) *Good muslim, bad muslim. America, the Cold War and the Roots of Terror*, New York, Pantheon.

7. Croire que la vérité révélée est supérieure à la science moderne (p. 47)¹⁸³.
8. Revendiquer des droits concernant l'exercice de leur liberté religieuse (p. 47).
9. Avoir un réseau de services prenant en compte le mode de vie musulman (p. 48).
10. Faire des prières nocturnes et des invocations ritualisées (p. 48).
11. Porter le voile et/ou l'abaya (p. 49).
12. Vivre selon les préceptes de leur religion (p. 57).
13. Croire que la France pourrait un jour devenir un pays musulman (p. 60).
14. Penser dans un cadre philosophique alternatif à celui de la modernité occidentale (p. 62).
15. Être anti-sionistes (p. 64).
16. Avoir une représentation politique en tant que musulmans (p. 65).

Tout ce qu'on veut interdire ici aux musulmans, est souvent permis aux juifs et aux chrétiens — avec quelques exceptions cependant, il est vrai¹⁸⁴ —, ce qui montre un traitement discriminatoire envers les musulmans.

¹⁸³ Le sondage IFOP interprète de façon biaisée la relation entre religion et science dans la question : « Lorsque la religion et la science s'opposent sur la question de la création du monde, d'après vous, le plus souvent... ? ». Sur la question de la « création du monde » — formulation relevant du registre religieux — il peut y avoir non une opposition, mais une complémentarité entre les deux approches.

¹⁸⁴ Comme par exemple la dissolution de l'association catholique traditionaliste *Civitas* par le décret du 4 octobre 2023, décision ensuite confirmée par le Conseil d'État le 30 décembre 2024. La différence est que les représentants de *Civitas* ont tenu des propos tels que s'ils avaient été prononcés par des musulmans, les sanctions ne se seraient pas limitées à une simple dissolution administrative, mais auraient sans doute entraîné des poursuites judiciaires, voire des condamnations pénales. Voir : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000048151580>.

Le rapport en vient ainsi à stigmatiser la religion de plusieurs millions de croyants français au motif fallacieux qu'elle ne se conforme pas aux normes sécularisées qu'il érige en référence exclusive. Au nom d'une interprétation déformante des principes démocratiques, les musulmans sont partiellement privés de liberté religieuse, car sans liberté d'expression religieuse, il n'y a pas de liberté religieuse. Ne pouvant être extériorisée, celle-ci devient une coquille vide¹⁸⁵.

Une violation du principe de laïcité

Le rapport ne cesse de porter atteinte au principe de la laïcité, en se référant à une conception anti-laïque de la relation entre religion et État, puisqu'il assimile toute manifestation publique de la foi à une atteinte à la neutralité de l'État (pp. 57-60). Cette interprétation méconnaît l'esprit de la loi de 1905, qui repose non sur une hostilité envers les religions, mais sur la garantie de la liberté de culte dans le respect de l'ordre public. En rejetant la laïcité au nom d'une forme d'anti-laïcité, le rapport promeut une politique répressive à l'encontre des croyants, en particulier les musulmans¹⁸⁶, et perpé-

¹⁸⁵ ROLLAND P. (2021) « Le droit français et la visibilité du religieux dans l'espace public », *Revue française de droit administratif*, 2021, 3, p. 511 : « S'il n'y a pas de véritable liberté de religion sans une liberté d'expression, elle n'existe donc pas sans une liberté de la rendre visible par les pratiques individuelles ou collectives ».

¹⁸⁶ À tel point qu'on peut dire que cette nouvelle laïcité est devenue synonyme d'islamophobie, comme le suggère Kawtar Najib dans le rapport européen sur l'islamophobie : « Dans la politique française, la laïcité est devenue un synonyme d'islamophobie, car lorsqu'elle est appliquée à la foi islamique, c'est principalement pour stigmatiser et réprimer les marqueurs de l'identité musulmane dans l'espace public », in BAYRAKLI E. (2023) *European Islamophobia Report*, p. 302, <<https://islamophobiareport.com/islamophobiareport-2023.pdf>>.

tue la falsification de la laïcité¹⁸⁷ mise en œuvre à partir des années 2002-2003, moment où le gouvernement français commence à parler d'une « nouvelle laïcité »¹⁸⁸.

Cette posture aboutit à une véritable contradiction juridique : le concept même d'« atteinte à la laïcité » appliqué à des citoyens par les autorités publiques constitue une atteinte à la laïcité, car le principe de laïcité implique la neutralité de l'État, non celle des citoyens dans l'espace public. Un citoyen ne peut en tant que tel porter atteinte à la laïcité, mais seulement l'État lorsqu'il entend contrôler un culte (entorse au principe de séparation), ou le réprimer (entorse au principe de neutralité). C'est donc l'usage politique et sécuritaire du concept d'« atteinte à la laïcité » qui constitue une violation de la laïcité elle-même, en transformant un principe de liberté religieuse en outil d'exclusion¹⁸⁹.

Cette dérive est manifeste dans plusieurs passages du rapport. Ainsi, dans la liste des choses que l'on voudrait interdire aux musulmans, on trouve non seulement des pratiques, mais aussi des croyances. L'État se permet de légiférer sur ce que le musulman doit croire ou ne pas croire, en violation flagrante des principes de neutralité et de séparation sur lesquels repose la laïcité.

¹⁸⁷ Voir BAUBÉROT J. (2011) *La Laïcité falsifiée*, Paris, La Découverte. De nombreuses expressions ont été utilisées pour désigner cette « inversion sémantique » qui marque le « tournant substantialiste de la laïcité » : anti-laïcité, laïcisme, nouvelle laïcité, laïcité de combat, laïcité d'exclusion, laïcité (néo-)gallicane, laïcité autoritaire, etc.

¹⁸⁸ Le rapport parlementaire n°1275 de décembre 2003 sur « la question du port des signes religieux à l'école » appelle à tenter une « redéfinition de la laïcité à la française » qui ouvrirait la voie à « une nouvelle laïcité » (t. I, p. 44). <<https://www.assemblee-nationale.fr/12/pdf/rapports/r1275-t1.pdf>>.

¹⁸⁹ Liogier (2012) souligne : « Il ne s'agit plus de respecter la neutralité à l'égard des identités mais de permettre la neutralisation de certaines d'entre elles ».

L'énoncé suivant en dit long sur la conception restrictive que les auteurs semblent avoir de la liberté religieuse : « Une vision singulière de la liberté religieuse faite de dénonciation de l'islamophobie, de revendication de la pénalisation du blasphème, ou encore de déploiement du halal » (p. 32). Ainsi, le simple fait de dénoncer l'islamophobie ou de promouvoir des produits conformes aux prescriptions alimentaires religieuses serait déjà inadmissible selon les « valeurs de la République » ?

À la page 52, on peut lire :

Un dialogue préfet-maire sur ces sujets est toutefois réclamé par un certain nombre d'élus. Il est nécessaire, en partageant au besoin des informations confidentielles, afin qu'ils puissent être instruits des agissements et de l'entrisme d'acteurs identifiés au sein de leur territoire.

Cette formulation laisse entendre que certains citoyens, en raison de leur engagement religieux, seraient intrinsèquement suspects et qu'il faudrait les surveiller. Parmi les innombrables dispositifs de contrôle déjà mis en place par l'État, on peut mentionner de façon non exhaustive : le Centre national d'assistance et de prévention de la radicalisation (CNAPR), le Fichier des signalements pour la prévention de la radicalisation à caractère terroriste (FSPRT), le Comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation (CIPDR), les État-Majors de sécurité (EMS), les Cellules départementales de prévention de la radicalisation et d'accompagnement des familles (CPRAF), et les Cellules de lutte contre l'islamisme et le repli communautaire (CLIR) — autant d'outils des-

tinés à la surveillance des musulmans, non pas dangereux, mais tout simplement pratiquants et/ou engagés.

Le problème n'est pas en soi la lutte contre le terrorisme — car il est évident que, dans une approche préventive, tout individu présentant une menace réelle doit être surveillé, puis sanctionné s'il passe à l'acte —, mais l'instrumentalisation de ces dispositifs pour cibler la simple piété musulmane¹⁹⁰.

En criminalisant des comportements religieux ordinaires et en traquant les « signaux faibles » ou les cas « à faible spectre » (non violents)¹⁹¹, ces mécanismes glissent insidieusement vers une atteinte directe aux libertés fondamentales. Le musulman devient ainsi un criminel potentiel ou, comme le disent certains, un « pré-criminel » n'étant pas encore passé à l'acte, mais pouvant le faire à tout moment. Comme l'a rappelé la CNCDH dans son avis de 2018 sur la prévention de la radicalisation, ce type d'approche, reposant sur le concept d'une « radicalisation insaisissable », constitue une

¹⁹⁰ Au regard du faible nombre de victimes du terrorisme dit « djihadiste » comparé à d'autres causes de mortalité (terrorisme nationaliste, accidents de voiture, fusillades, foudre, etc.), Kumar (2012) remarque : « Il convient de souligner que la menace du terrorisme est une *crise fabriquée*, utile pour justifier la guerre et les violations continuelles des libertés civiles à l'intérieur du pays. La peur verte est tout aussi utile aujourd'hui que la peur rouge l'était pendant la Guerre froide ». On est ainsi passé des « *reds under the beds* » aux « *fanatics in the attics* » (Allen, 2010). De son côté, Mueller note : « Même en incluant les attentats du 11 septembre dans le décompte, le nombre d'Américains tués par le terrorisme international depuis la fin des années 1960 (date à laquelle le Département d'État américain a commencé son comptage) est à peu près équivalent au nombre de personnes tuées pendant la même période par la foudre — ou par des cerfs causant des accidents, ou par de graves réactions allergiques aux arachides. Presque tous les ans, le nombre total de personnes dans le monde meurant aux mains de terroristes internationaux n'est pas beaucoup plus élevé que le nombre de celles qui se noient dans des baignoires aux États-Unis », MUELLER J. (2005) « Six Rather Unusual Propositions about Terrorism », *Terrorism and Political Violence*, 17, p. 488, <<https://politicalscience.osu.edu/faculty/jmueller/6PROPS.PDF>>.

¹⁹¹ Ces « signaux faibles » renvoient à des éléments tels que la barbe, le port du voile ou de vêtements islamiques (abaya, qamis), l'adoption d'un régime alimentaire particulier (abstention de porc ou d'alcool, consommation de produits *halāl*), ou encore la fréquentation de cercles d'amis musulmans. Or, ces comportements relèvent de pratiques religieuses ordinaires, sans le moindre lien démontré avec un processus de radicalisation : d'une part, ces pratiques ne sont nullement exclusives aux individus radicalisés, et d'autre part, un processus de radicalisation peut se développer sans qu'aucune de ces manifestations extérieures ne soit présente.

dérive liberticide en même temps qu'une stigmatisation systématique des musulmans¹⁹².

De plus, ce système pyramidal, qui s'étend à toutes les échelles du territoire (local, départemental, régional et national) et traverse toutes les administrations (territoriales, éducatives, policières, militaires, pénitentiaires et sanitaires), est fondé sur des signalements anonymes, portant ainsi une grave atteinte à la transparence démocratique et à la cohésion nationale¹⁹³.

Violant le principe de réserve qui s'applique aux fonctionnaires, les auteurs, eux-mêmes hauts fonctionnaires, rappellent qu'il y a vingt ans, « la sortie de toutes les religions de la société contemporaine par désintérêt progressif des fidèles semblait programmée » (p. 59). Une telle remarque laisse transparaître un regret face à la résilience des religions, et plus particulièrement de l'Islam. Elle constitue un aveu significatif : les autorités publiques déclarent

¹⁹² Voir : <<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000036758063>>. Toutes les théories de la radicalisation — et, par conséquent, les programmes de déradicalisation qui en découlent — reposent sur une approche pseudo-scientifique, fondée sur l'idée simpliste qu'il existerait une trajectoire unique menant à la violence. Elles réduisent la complexité des motivations humaines à un schéma causal uniforme, déterministe et limité, censé permettre de prédire le comportement individuel. Le rapport sénatorial sur le désendocinement, le désembrigadement et la réinsertion des djihadistes en France et en Europe (n°633, 2017) déplore ainsi l'« échec patent » (p. 11) du programme de déradicalisation, notamment dans le centre de Pontourny, fermé au bout d'un an d'existence. Voir : <<https://www.senat.fr/rap/r16-633/r16-6331.pdf>>.

¹⁹³ Esmili (2021) décrit ainsi ces liaisons dangereuses : « Sur le plan institutionnel, le paradigme permettait ainsi une opérationnalité protéiforme liant préfectures, services de renseignement et de police et travailleurs sociaux : main gauche et main droite de l'État, selon l'expression de Bourdieu, ainsi réunies pour la surveillance et la répression de la pratique islamique ». La CNCDH regrette de son côté : « La surveillance généralisée induite par les dispositifs de signalement a des effets non seulement sur la population principalement visée — les musulmans — mais également sur les agents en charge de sa mise en œuvre. Un nombre croissant d'acteurs est en effet mobilisé, d'un côté, pour œuvrer à la cohésion sociale et, d'un autre côté, pour détecter les personnes dites radicalisées : les travailleurs sociaux, les enseignants, etc. L'ensemble de ces agents est enjoint de relayer auprès des services de renseignement les informations qu'ils estiment préoccupantes au regard des indices de basculement. Nombre de chercheurs en sciences sociales ont ainsi relevé la « captation d'un ensemble de services publics dans la lutte contre le terrorisme » », in « Avis sur la prévention de la radicalisation » (2018, p. 15-16), <https://www.cncdh.fr/sites/default/files/2021-04/170518_Avis%20Pr%C3%A9vention%20de%20la%20radicalisation%20VDEF%20p%C3%A0p.pdf>.

souhaiter la disparition de la religion dans l'espace public et envisagent d'accompagner, voire d'accélérer, le processus de sécularisation. L'impératif de la « nouvelle laïcité » est ainsi d'effacer le religieux de la sphère publique, étendue à l'ensemble de la société, par une sorte d'« excommunication politique »¹⁹⁴.

Le fait que l'Islam résiste à cette dynamique conduit à le désigner comme un adversaire central, l'« ennemi public » d'un projet de sécularisation de la société¹⁹⁵. Inutile de dire qu'une telle posture entre en contradiction directe avec le principe même de laïcité, qui ne prescrit pas l'effacement de la religion, mais garantit au contraire « la liberté de croire ou de ne pas croire », comme le rappelait Macron lui-même dans le discours des Mureaux, en précisant :

Je ne demande à aucun de nos citoyens de croire ou de ne pas croire, de croire un peu ou modérément, ça n'est pas l'affaire de la République, mais je demande à tout citoyen, quelle que soit sa religion, de respecter absolument toutes les lois de la République.

De façon contradictoire, il ajoutait cependant un peu plus tard :
« Ce qui est contraire aux principes de laïcité et d'égalité sera inter-

¹⁹⁴ FERRY J.-M. (2016) *La raison et la foi*, Paris, Pocket.

¹⁹⁵ Dans son discours du 18 février 2020 à Mulhouse, Macron utilisait déjà une telle rhétorique de l'ennemi : « C'est pourquoi notre ennemi est, à ce titre, le séparatisme c'est-à-dire ce phénomène que nous observons depuis des décennies qui est une volonté de quitter la République, de ne plus en respecter les règles, d'un mouvement de repli qui, en raison de croyances et d'appartenance, vise à sortir du champ républicain », <<https://www.vie-publique.fr/discours/273505-emmanuel-macron-18022020-lutte-contre-le-separatisme-islamiste>>. Quelques mois plus tard, dans le célèbre discours des Mureaux du 2 octobre 2020 sur « la lutte contre les séparatismes », Macron parlait de la « bataille républicaine contre le séparatisme islamiste ». Voir : <<https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2020/10/02/la-republique-en-actes-discours-du-president-de-la-republique-sur-le-theme-de-la-lutte-contre-les-separatismes>>.

dit », établissant par là un délit d'opinion, allant au-delà de l'infraction à la loi. Filant la contradiction, il s'immisçait ensuite dans les affaires religieuses en désignant le port du voile comme une « dérive », et en exprimant « l'ambition de former et promouvoir en France une génération d'imams et d'intellectuels qui défendent un islam pleinement compatible avec les valeurs de la République ». Il portait ainsi atteinte à la laïcité en transgressant le principe de séparation.

À cela fait écho le rapport, qui à la page 60, évoque la promotion d'un « islam des Lumières »¹⁹⁶, c'est-à-dire une forme d'Islam « sur mesure », « un islam officiel vassalisé » (Frégosi), conforme aux attentes idéologiques de l'État et s'adaptant immédiatement aux évolutions législatives du droit positif¹⁹⁷. Cette tentative de domestication de l'Islam¹⁹⁸, comme si celui-ci était une force sauvage à civiliser en la formatant selon les exigences de la modernité, constitue une ingérence directe dans les affaires religieuses, en totale contra-

¹⁹⁶ Référence au discours des Mureaux, où Macron a appelé les français musulmans à « bâtir un islam des Lumières ». C'est ce qu'on appelait dans les années 1980-1990 un islam « tranquille » ou « modéré » par opposition à un islam « intégriste » ou « fondamentaliste ». Voir Long (1988) et Taguieff (1991). Frégosi (2025) souligne la contradiction d'un tel projet : « Que peut bien recouvrir le projet de promouvoir un islam « éclairé » dans l'esprit du président d'un État laïque dont les principes lui imposent de garantir la liberté de conscience et le libre exercice des cultes dans le strict respect de l'ordre public, et non de prêcher aux consciences la « bonne » façon de croire ou de prier ? Faut-il comprendre que cela justifierait l'intervention de la puissance laïque ? Mais au nom de quel principe, et de quelle manière ? ».

¹⁹⁷ Bergeaud-Blackler soutient un concordat suspendant la loi de 1905 pour les musulmans : « L'État doit opter pour un concordat avec l'islam, c'est-à-dire un accord passé avec des chefs religieux désignés et comptables de leurs actions devant la nation, auxquels il sera expressément demandé d'interdire toutes les pratiques incompatibles avec les valeurs et les lois du pays », in BERGEAUD-BLACKLER F. (2023) *Le Frérisme et ses réseaux, l'enquête*, p. 339.

¹⁹⁸ Frégosi (2025) remarque : « Parler de « domestication » de l'islam semble alors d'autant plus justifié qu'il s'agit d'atténuer, de gommer, d'éliminer les éléments ou les usages supposés induire une trop grande disparité avec le reste de la société ».

diction avec le principe de laïcité¹⁹⁹. C'était l'une des fonctions de la Fondation de l'islam de France (FIF), fondée en 2016, pilotée par l'État, présidée par un non-musulman à ses débuts, Jean-Pierre Chevènement²⁰⁰, et actuellement dirigée par un musulman réformiste, Ghaleb Bencheikh, qui n'a aucune représentativité auprès de la population musulmane de France²⁰¹.

Dans le rapport sénatorial de 2020, les membres de la commission ont bien conscience de ces contradictions, comme en témoignent les débats retranscrits (p. 211-212) : « Cela revient à demander à l'État français de former les imams. C'est impossible ! », « Il n'appartient pas à l'État de former les imams ni de jouer un rôle structurant dans n'importe quelle religion », « Parler d'islam de France est une erreur... Une religion se structure comme elle l'entend ».

Pourtant, faisant fi de toutes ces précautions, l'article final, modifié tout simplement par une formulation négative, établit que : « Nous ne souhaitons pas le renouvellement des conventions signées avec certains pays portant sur la formation des imams destinés à prêcher en France ». Or, de l'aveu de la sénatrice Nathalie Goulet, ces conventions, instaurées par le Président Nicolas Sarkozy,

¹⁹⁹ *Ibid.* : « C'est ainsi qu'un régime intrusif de surveillance de la parole musulmane légitime en régime de laïcité tend à s'installer progressivement en France, en cherchant à faire de la modernisation forcée de l'islam la condition pour qu'il trouve sa juste place dans la société ».

²⁰⁰ Jean-Pierre Chevènement avait qualifié en 1999 les jeunes de banlieue de « sauvages » (<https://www.liberation.fr/france/1999/01/12/sauvageon-le-mot-qui-fache_263424/>). Dès sa nomination à la tête de la FIF en août 2016, il avait de nouveau suscité la controverse en enjoignant aux musulmans de faire preuve de « discrétion » (<https://www.huffingtonpost.fr/actualites/article/apres-avoir-appelle-les-musulmans-a-la-discretion-jean-pierre-chevenement-s-explique_82978.html>).

²⁰¹ <<https://fondationdelislamdefrance.fr/>>. Faute de moyens, la Fondation risque de disparaître selon les déclarations de son directeur en février 2024 : <<https://www.lefigaro.fr/flash-actu/fondation-de-l-islam-de-france-ghaleb-bencheikh-president-de-l-institution-alerte-sur-sa-survie-20240229>>.

« violent la loi de 1905 », reconnaissant ainsi qu'au cours des vingt dernières années, l'État a institutionnalisé en France une organisation consulaire de l'Islam se fondant sur une « atteinte à la laïcité ».

La volonté actuelle de fabriquer un « Islam de France » en formant des Imams aux « valeurs de la République » continue les mêmes dérives. Sans être nouvelle, elle perpétue l'ingérence de l'État dans l'organisation du culte musulman. Le rapport sénatorial conclut en ce sens (p. 225-226) :

Certes, c'est aux musulmans de s'organiser, mais à partir du moment où ce sujet devient un sujet de rupture du lien social et un danger pour la cohésion nationale provoquant racisme et incompréhension, il faut s'emparer de la question, [...notamment en exigeant] une qualification culturelle reconnue pour tous les ministres de culte, salariés ou bénévoles, de toutes confessions, [...dont l'objectif serait de] tordre le cou à cette hypocrisie en matière de formation des imams et des autres ministres du culte, [...en ouvrant] la porte à la mise en place d'une formation des imams en France, dans la construction d'un véritable islam de France, adapté au cadre républicain.

Les sénateurs résument : « Une piste de solution existe pourtant, et se trouve sous nos yeux : l'ouverture d'une école de formation des imams » (p. 226). Ainsi, c'est bien l'État lui-même qui porte atteinte à la laïcité, lorsqu'il ne tolère parmi les musulmans, que le musulman réformé et progressiste ayant réduit sa religion à une

vague appartenance culturelle sans aucune dimension normative et prescriptive²⁰².

Les spécificités de l'islamophobie française

La France est aujourd'hui un pays où s'exerce une islamophobie institutionnelle particulièrement marquée, comme au Danemark ou en Autriche parmi les pays d'Europe continentale²⁰³. Il faut toutefois nuancer ce constat : la situation française, bien que préoccupante, n'est pas la plus grave au monde. Les musulmans peuvent encore — pour l'instant — fréquenter les mosquées, consommer de la viande halal ou organiser une partie de leur vie selon les prescriptions de leur religion.

Néanmoins, ces possibilités s'accompagnent de restrictions croissantes à l'exercice de la liberté religieuse — qu'il s'agisse de l'éducation, du vêtement, ou de l'organisation associative — ainsi que d'un appareil sécuritaire qui a traité comme des criminels d'innombrables musulmans, leur imposant gardes à vue, perquisitions et assignations à résidence sans fondement sérieux. À cela s'ajoute une pression sociale diffuse, que l'on peut qualifier, avec plusieurs

²⁰² Hakim El Karoui invitait de son côté les musulmans à « inventer une nouvelle modernité religieuse » (*Un islam français est possible*, 2016, p. 11), ce qui signifie tout simplement qu'il faut s'aligner sur la vieille modernité occidentale en réduisant l'Islam à une spiritualité privée sans dimension normative.

²⁰³ Ces pays présentent également des formes spécifiques d'islamophobie. Celles-ci s'expliquent d'abord par une tradition de forte régulation étatique du religieux — héritée du protestantisme d'État au Danemark et du catholicisme d'État en Autriche — qui rend toute expression religieuse non majoritaire plus facilement suspecte ou problématique. Elles s'enracinent ensuite dans une identité nationale fragilisée, reconstruite à l'époque moderne après des ruptures historiques majeures (perte de la Norvège et des duchés allemands pour le Danemark, disparition de l'Empire austro-hongrois pour l'Autriche), ce qui favorise la désignation de nouveaux “autres” pour consolider le récit national. Elles tiennent enfin à la petite taille de ces nations, où la conscience aiguë de l'homogénéité ethnique et culturelle tend à renforcer la fermeture à l'égard de cultures perçues comme extérieures.

auteurs, d'« islamophobie d'atmosphère » : une suspicion permanente pesant sur les musulmans, une stigmatisation médiatique récurrente et une banalisation progressive des discours hostiles à l'Islam dans l'espace public.

Si les États-Unis constituent, en raison de l'impérialisme américain et de sa collusion avec le sionisme radical, un épicentre idéologique de l'islamophobie contemporaine, il n'en demeure pas moins que les musulmans y disposent globalement d'une liberté religieuse plus étendue qu'en France. Le cadre constitutionnel américain, fondé sur la liberté religieuse absolue et la protection très stricte du premier amendement, permet aux musulmans de bâtir leurs propres institutions, de porter leurs vêtements religieux, d'exercer leur culte, d'exprimer des opinions conservatrices et de s'organiser politiquement sans les restrictions systémiques observées en France.

Ainsi, les critères permettant de mesurer l'islamophobie sont pluriels : ils impliquent de prendre en compte non seulement les représentations politiques et médiatiques, mais aussi l'expérience quotidienne des musulmans et les différentes dimensions de leur vie affectées par les dispositifs d'exclusion. Cette pluralité d'indicateurs explique les divergences profondes entre les contextes français et américain.

La spécificité de l'islamophobie française repose sur quatre facteurs historiques structurants : d'abord, la perpétuation d'un gallicanisme qui conçoit la religion comme un domaine devant être strictement contrôlé par l'État ; ensuite, la tradition anticléricale

issue de la Révolution, qui a durablement installé une suspicion envers toute forme d'autorité religieuse ; puis l'universalisme abstrait d'inspiration jacobine, qui ne tolère le citoyen qu'émancipé de ses appartenances communautaires ; enfin, l'héritage colonial, dont les logiques de domination et de suspicion persistantes continuent d'informer les politiques contemporaines.

Premièrement, la tradition gallicane d'exercice du pouvoir, héritée du Césaropapisme tardo-antique et consolidée par Philippe le Bel, a établi un modèle de contrôle rigoureux du religieux par l'État. Cette tradition, qui consiste à soumettre l'autorité spirituelle à un pouvoir politique centralisé, a durablement façonné le rapport français au religieux : tout culte autonome ou faiblement contrôlable y est perçu comme un risque politique. L'hostilité contemporaine envers un Islam organisé selon ses propres normes s'inscrit dans cette longue histoire de domestication du religieux.

Deuxièmement, la France républicaine s'est construite, dès la fin du XVIII^e siècle, dans une lutte frontale contre l'Église catholique. La déchristianisation coercitive, les persécutions subies par le clergé et la volonté explicite d'arracher la religion à la sphère publique constituent un précédent historique que l'on peut, sous certains aspects, rapprocher des politiques contemporaines de désislamisation. Comme le souligne Olivier Roy, la « religiophobie » — une hostilité fondamentale à l'égard du fait religieux lui-même — constitue une composante essentielle de l'islamophobie française, distincte de ses formes observées dans les pays anglo-saxons, où la religion demeure largement valorisée dans l'espace public.

Troisièmement, l'universalisme abstrait d'origine jacobine, qui conçoit le citoyen comme un individu désaffilié de toute appartenance communautaire et lié exclusivement à l'État, joue un rôle décisif. Cette conception du corps politique, fondée sur l'effacement des particularismes, rend difficile la reconnaissance positive de formes d'identités collectives — qu'elles soient religieuses, culturelles ou historiques. Dans ce cadre, toute expression visible d'une appartenance religieuse, en particulier musulmane, est perçue comme une remise en cause de l'unité républicaine et de la neutralité supposée de l'espace public.

Quatrièmement, pendant la colonisation, la France a directement administré pendant plus d'un siècle des populations majoritairement musulmanes, en développant des techniques de contrôle, de surveillance et de répression fondées sur une idéologie explicitement raciste et islamophobe. De plus, la décolonisation — et en particulier la guerre d'Algérie — a laissé des cicatrices profondes dans l'imaginaire national, entretenant un ressentiment durable à l'égard des musulmans perçus comme des héritiers symboliques de l'ancien « ennemi colonial ». En un sens, la gestion coloniale de l'Islam n'a jamais entièrement disparu, puisque l'immigration post-coloniale a débuté dès les indépendances : si la France a renoncé à administrer des territoires musulmans à l'étranger, elle demeure réticente à reconnaître, sur son propre sol, un Islam autonome, institutionnellement indépendant et structuré.

Ainsi, l'islamophobie française ne saurait être réduite à une simple hostilité culturelle ni à une radicalisation récente du débat

public. Elle procède d'un enchevêtrement historique où se conjuguent un gallicanisme radical, une religiophobie nationale, un universalisme abstrait et un héritage colonial jamais véritablement dépassé. Le tout est aujourd'hui réactivé par un contexte géopolitique qui fait du musulman la figure d'une altérité déshumanisée, condition nécessaire à la légitimation des guerres impérialistes et colonialistes contemporaines.

La protestantisation de l'Islam

Dans le cadre de cette gestion coloniale du fait musulman, ce qui est recherché à travers le rapport gouvernemental, c'est une transformation en profondeur de l'Islam. Le rapport sénatorial affirmait déjà : « C'est aux religions de s'adapter à la République » (p. 227), injonction impliquant une véritable standardisation des religions selon un format moderne qui prend pour modèle le protestantisme²⁰⁴.

Caractérisé par la subjectivation de la foi et l'individualisme religieux, ce formatage valorise la relation directe de l'individu avec le divin sans aucune médiation, l'interprétation personnelle, la sécularisation et le fidéisme, tandis que sont dévalorisés l'autorité extérieure, la tradition, les interprétations établies, les rites (culte et cérémonies), la sacralité des objets, la hiérarchie religieuse, la participation communautaire et le lien social fondé sur la religion. Autrement dit, l'objectif est de faire disparaître toute forme d'ortho-

²⁰⁴ Roy décrit ce formatage des religions comme une « protestantisation » dans *La Sainte Ignorance. Le temps de la religion sans culture*, Paris, Seuil, 2008.

doxie et d'orthopraxie, réduisant le « champ religieux » à une croyance pouvant changer à tout moment et à une spiritualité vague dénuée de toute règle.

Cette volonté de remodeler l'Islam afin de le rendre conforme à une « religion occidentale » adaptée aux injonctions de la modernité — c'est-à-dire protestantisée — s'accompagne de falsifications flagrantes. Hakim El Karoui définit l'islamisme en ces termes²⁰⁵ :

Nous considérons ici tous les islamismes, qui forment dans leur diversité ce que nous avons appelé l'islamisme qui est, au-delà de la croyance religieuse et de la spiritualité personnelle, une interprétation du monde, une vision de l'organisation de la société, y compris le monde profane, et un rôle donné à la religion dans l'exercice du pouvoir. En ce triple sens (interprétation du monde, organisation sociale, relation au pouvoir), il s'agit d'une idéologie politique contemporaine.

Cette définition repose sur plusieurs contresens majeurs. D'abord, elle réduit la religion à une « croyance religieuse » et à une « spiritualité personnelle », ce qui reflète un formatage moderne des religions, totalement étranger à la réalité historique : dans toutes les civilisations, les religions ont toujours structuré à la fois les croyances, les pratiques, l'organisation sociale et le rapport au pouvoir. Ensuite, de façon plus particulière, assimiler le fait pour l'Islam de proposer une interprétation du monde, une organisation sociale et une articulation avec le pouvoir à une dérive islamiste

²⁰⁵ EL KAROUI H. (2018) *La fabrique de l'islamisme* (version abrégée), p. 5.

revient, en réalité, à qualifier l'Islam traditionnel lui-même d'« islamisme » de manière anachronique, selon l'amalgame désormais commun entre Islam et islamisme. Enfin, affirmer que cette conception de l'Islam correspondrait à une « idéologie politique contemporaine » relève d'une inversion complète : c'est au contraire la réduction moderne de la religion à une foi et à une expérience spirituelle individuelle — fruit d'une évolution récente du protestantisme en Occident à partir du XVII^e siècle — qui constitue une innovation religieuse contemporaine.

Cette définition de la religion ne correspond à aucune réalité historique en dehors du protestantisme dans un contexte sécularisé. L'inversion opérée est non seulement chronologique, mais aussi sémantique²⁰⁶. Elle consiste à redéfinir la religion selon les critères modernes d'individualisation et de privatisation de la foi²⁰⁷, puis à transformer, par une sorte de transsubstantiation conceptuelle, toute religion qui ne s'y conforme pas en une idéologie politique. Ainsi, le musulman traditionnel, qui vit sa foi dans toutes les di-

²⁰⁶ Cette inversion sémantique a lieu pour les concepts fondamentaux du discours islamophobe (Vandorpe 2011) : la « laïcité » désigne l'anti-laïcité ; le voile, qui avait pour fonction de cacher, devient « ostensible » ; la Šarī'a, qui est une norme morale, se transforme en un concentré de pulsions sexuelles et agressives ; le « jihād », avec son exigence de justice (principes de proportionnalité et de discrimination) est transmué en synonyme de terrorisme ; etc.

²⁰⁷ C'est aussi cette « redéfinition du champ du religieux » qui caractérise la gestion coloniale de l'Islam et provoque une « sécularisation autoritaire ». Voir SAAIDIA O. (2016), « L'invention du culte musulman dans l'Algérie coloniale du XIX^e siècle », *L'Année du Maghreb*, 14, <<http://journals.openedition.org/anneemaghreb/2689>> : « En Algérie l'État colonial commence en 1837 par imposer le cadre concordataire au catholicisme bien qu'il soit possible de faire autrement. Il impose aussi ce modèle à l'Islam qui devient, sans que cela ait été programmé, le cadre à l'intérieur duquel peut s'engager un processus de sécularisation à travers une redéfinition de la place du religieux. Les modalités de cette évolution passent en Algérie par la délimitation de l'espace respectivement attribué au religieux et au politique, selon les normes imposées par le politique. On assiste à une nouvelle définition de la religion qui perd son caractère totalisant et se transforme en culte. C'est pourquoi, l'école comme la justice ne peuvent plus relever de la religion islamique. Les conséquences de cette restriction du champ reconnu au « culte musulman » sont importantes car elles entraînent la remise en cause des fondements, de l'organisation et du champ de compétences de la religion et de ses incidences sociétales ».

mensions de l'existence sans jamais enfreindre la loi ni causer de troubles à l'ordre public, est *ipso facto* requalifié d'idéologue de « l'islam politique » avec l'arrivée de la modernité, quand bien même il ne fait que perpétuer fidèlement une tradition pluriséculaire antérieure à la modernité elle-même.

Ainsi, lorsque le rapport gouvernemental définit l'islamisme comme un « système intégraliste régissant tous les domaines de la vie du musulman, au-delà du seul champ religieux » (p. 15), il opère une réduction arbitraire : le religieux est délimité selon une conception étroitement moderne et protestante de la foi, bornée à l'intériorité et au spirituel. Les éléments qui, dans l'Islam, dépassent ce cadre, comme la régulation des pratiques collectives (rituelles ou sociales), se trouvent aussitôt qualifiés de « politiques » en raison de leur dimension extérieure et communautaire. Dès lors, l'« islamiste » n'est rien d'autre que le « mauvais » musulman : celui qui continue de se référer à une normativité religieuse et ne se conforme pas aux injonctions fluctuantes de l'État, lequel définit, au gré de l'esprit du temps — donc de manière largement arbitraire —, ce qu'il convient d'appeler la « bonne » religion²⁰⁸.

Cette supercherie, fondée sur un anachronisme flagrant, conduit à fabriquer un concept fallacieux d'« islam politique », qui ainsi en-

²⁰⁸ La « règle commune » et les « valeurs de la République » tendent aujourd'hui à être réduites aux idéologies sexuelles de la micro-émancipation, apparues dans le sillage de l'effondrement des grands récits au cours des années 1970, parallèlement à l'essor du néolibéralisme en Occident. Or ces courants, produits d'un contexte socioculturel particulier, ne sont ni constitutifs, ni même intrinsèquement liés aux régimes démocratiques et républicains. Les considérer comme la quintessence des « valeurs de la République » relève dès lors d'une falsification historique manifeste. Faut-il rappeler qu'il y a seulement quatre-vingts ans, les femmes n'avaient pas encore le droit de vote en France, et qu'il y a à peine soixante ans, elles devaient obtenir l'autorisation de leur mari pour ouvrir un compte en banque ?

tendu ne correspond à aucune réalité historique, mais fonctionne comme un instrument rhétorique et politique visant à exclure le musulman pratiquant de l'espace public au nom d'une définition biaisée de la religion.

Les politiques de l'Islam

Il ne s'agit pas de dire que l'islamisme serait un objet imaginaire, car il désigne bel et bien des courants intellectuels et politiques musulmans ayant existé historiquement, notamment dans les pays musulmans. Toutefois, ceux-ci ne s'inscrivent pas dans une continuité organique avec la tradition islamique : ils sont largement les héritiers des idéologies politiques européennes du XIX^e siècle, transposées et adaptées dans un cadre islamique. L'islamisme doit donc être compris comme une construction moderne, qui emprunte ses logiques et ses catégories aux idéologies politiques occidentales de la modernité.

L'islamisme peut ainsi être défini comme une idéologie utopiste, dont l'objectif est l'instauration d'un État islamique moderne appliquant une version étatiste, rigide et réductrice de la Šarī'a. L'islamisme est une idéologie parce qu'il privilégie l'action sur la connaissance, l'extérieur sur l'intérieur, la politique sur la morale. Cette orientation l'apparente aux grandes idéologies modernes, là où l'Islam traditionnel, au contraire, plaçait la formation morale et spirituelle de l'individu au-dessus de l'action politique, sans pour autant négliger cette dernière.

L'islamisme est également utopiste par sa volonté de rupture radicale avec le *statu quo* et son objectif d'instaurer une société entièrement nouvelle. Il néglige ainsi les contraintes historiques, politiques et culturelles pour proposer des modèles abstraits, idéalisés et universalisables. Cette orientation culmine dans le but central de l'islamisme : la création d'un État islamique moderne, fondé sur une centralisation forte et une intervention directe de l'appareil d'État.

Ce projet s'accompagne d'une conception de la *Šarī'a* qui, en comparaison avec la tradition islamique, apparaît à la fois comme étatiste, rigide et réductrice. Elle est étatiste parce qu'elle confie prioritairement à l'État, dans une logique *top-down*, la mission de transformer la société, court-circuitant ainsi les relations sociales et communautaires qui, dans l'Islam classique, constituaient des dynamiques *bottom-up* de régulation et d'équilibre. Elle est rigide parce qu'elle surévalue certaines règles secondaires en leur conférant une portée symbolique démesurée, au détriment d'une hiérarchie équilibrée des priorités. Elle est enfin réductrice parce qu'elle tend à marginaliser d'autres sources de législation reconnues par l'Islam traditionnel, notamment la « *siyāsa* », qui possède une dimension en même temps administrative, législative, exécutive et judiciaire²⁰⁹.

Historiquement, l'islamisme a pris des formes variées. Dans le monde sunnite, il a cristallisé au sein du mouvement des FM, fondé par Ḥasan al-Bannā', mais il ne s'y réduit pas et n'y est pas associé

²⁰⁹ Voir BROWN J. (2026) *Justice and Islamic Law: Mazalim Courts and Legal Reform*, Oneworld Publications (à paraître). Cela amène à distinguer deux types de juridiction : *qaḍā'* et *mazālim*.

de manière indissociable. Il y a ainsi des islamistes non fréristes, et des fréristes non islamistes, mais plutôt post-islamistes, comme on le voit de plus en plus dans les pays musulmans²¹⁰. Il ne faut pas confondre en effet les FM du monde musulman, qui sont restés islamistes jusqu'à récemment²¹¹, et ceux du monde occidental, qui n'ont jamais visé la création d'un État islamique en Occident, afin de ne pas tomber dans le biais essentialisant des idéologues organiques de l'islamisme.

Parmi les islamistes non fréristes, on peut mentionner, dans le monde chiite, les partisans de la révolution iranienne de 1979 qui en représentent l'expression la plus emblématique, se fondant sur une réinterprétation de la doctrine du « gouvernement du juriste » (*wilāyat al-faqīh*). Enfin, il existe des formes plus marginales d'islamisme, dans un contexte soufi, comme le mouvement des Mourabitun fondé par Ian Dallas, qui ont cherché à concilier le cheminement spirituel avec un projet économique fortement anti-capitaliste²¹².

²¹⁰ Signe manifeste de son incompétence en matière d'islamologie, l'un des auteurs du rapport — auditionné dans le cadre de la Commission parlementaire sur les liens entre les représentants des mouvements politiques et l'idéologie islamiste — déclare à propos d'un individu, afin de montrer les phénomènes d'hybridation : « Est-il salafiste ou Frère musulman ? Il est extrêmement difficile de le dire », <<https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/17/comptes-rendus/cepolisl/17cepolisl2526006-compte-rendu>>. Une telle affirmation révèle à quel point les catégories employées par ces fonctionnaires — et plus largement par les services de l'État, y compris ceux du renseignement — sont floues, imprécises et dépourvues de cohérence conceptuelle. Ne pas parvenir à distinguer ces deux courants revient, dans un autre cadre, à confondre un marxiste avec un écologiste, tout en soutenant que la distinction serait « extrêmement difficile » au motif fallacieux qu'on pourrait les regrouper sous l'étiquette fourre-tout de « gauchistes » et qu'ils pourraient s'« hybrider ». S'il est vrai qu'on peut être marxiste et écologiste en même temps, ce n'est pas pour autant qu'on ne peut les distinguer.

²¹¹ Les FM de Turquie ont entamé leur « tournant post-islamiste » de longue date, depuis au moins deux décennies, abandonnant tout projet d'établissement d'un État islamique. Kuru souligne que l'AKP est un parti post-islamiste adoptant un libéralisme politique (démocratie) et économique (capitalisme), associé à un conservatisme sociétal similaire à celui des Démocrates chrétiens, où la religion ne joue plus véritablement de rôle politique profondément structurant. Voir KURU A. et STEPAN A. (2012) *Democracy, Islam and Secularism in Turkey*, New York, Columbia University Press.

²¹² BOCCA-ALDAQRE F. (2021) « A *ṭarīqa* for the West. The Murabitun Movement between Sufi Eclecticism and Financial Activism », *Studi Magrebini*, 19.2, Brill, p. 237-265.

Pour comprendre l'islamisme, il faut éviter deux confusions récurrentes dans lesquelles tombent les partisans de la « vision pessimiste ». La première consiste à assimiler l'islamisme à la politique islamique traditionnelle, rendant suspecte toute référence politique à l'Islam. Cette attitude conduirait, de manière anachronique, à criminaliser l'histoire musulmane elle-même, faite de califats, de droit politique et d'une longue imbrication entre religion et politique. On peut dire que l'islamisme est une forme particulière de politique islamique, mais toute politique islamique n'est pas islamiste²¹³.

La seconde confusion consiste à assimiler islamisme et engagement citoyen actif, ou pire encore à la simple visibilité musulmane²¹⁴. Or, si l'on adhère aux « principes démocratiques et républicains », il est indispensable de reconnaître la légitimité d'une participation des musulmans en tant que musulmans à la vie publique et civique, dans le respect de l'ordre pluraliste, sans les soupçonner systématiquement en pensant que leur engagement relève d'une idéologie politique cachée. Comme on l'a vu, pour désigner ce mode d'action politique, on parle souvent aujourd'hui d'« engagement civique musulman » (commun à l'ère du post-islamisme), qu'il

²¹³ Ainsi, définir l'« islam politique » comme une « réinterprétation de l'Islam par divers individus et groupes pour servir des objectifs politiques particuliers », comme le propose Kumar (2012), demeure insuffisant. D'une part, cette définition ne permet pas de distinguer les différentes formes de politique islamique (traditionnelles/modernes). D'autre part, elle repose sur des présupposés sécularistes qui postulent une séparation a priori entre le religieux et le politique, considérant dès lors toute articulation entre les deux comme une instrumentalisation de la religion.

²¹⁴ Roy commente : « Or, aujourd'hui, toute visibilité de la pratique religieuse de l'islam est vue comme une manifestation de l'islamisme, un terme fourre-tout qui n'a plus grand-chose à voir avec la définition qu'il avait reçue en sciences politiques. Toute tentative d'inscrire un marqueur religieux dans l'espace public est désormais perçue comme une stratégie cachée de prise de pouvoir. Donc, tout ce qui relève de la pratique religieuse de l'islam est posé comme une menace pour la société. C'est cette incapacité de penser l'islam comme simple religion qui explique la panique morale d'aujourd'hui », <<https://orientxxi.info/Toute-visibilite-de-la-pratique-religieuse-de-l-islam-est-vue-comme-une->>.

convient de distinguer clairement d'un projet de conquête du pouvoir afin d'instaurer un État islamique (islamisme)²¹⁵. Or, force est de constater que, aujourd'hui, la quasi-totalité des FM ne sont plus islamistes.

²¹⁵ Kundani (2014, chap. 9) explique dans le contexte anglo-saxon : « La théorie du complot autour de la charia a résonné avec des modèles défailants de radicalisation pour générer une atmosphère dans laquelle l'organisation et l'expression politiques musulmanes sont intrinsèquement suspectes. Les bons musulmans sont implicitement tenus d'abandonner l'activisme politique islamique et la solidarité globale qu'il implique. Se distancier de l'opposition politique à la politique étrangère américaine devient la seule manière pour les musulmans d'être acceptés dans la culture américaine ».

Chapitre VII

La « question musulmane »

Le « problème » de fond

Le problème central auquel sont confrontées les élites françaises — et, plus largement, occidentales — est d'ordre idéologique : elles avaient parié sur la disparition progressive de la religion dans l'espace public. Selon leur vision héritée du XIX^e siècle et consolidée au cours du XX^e, la sécularisation devait conduire mécaniquement à un « désintérêt progressif des fidèles » (p. 60), transformant la religion en un simple « archaïsme soluble dans la modernité » (p. 60)²¹⁶.

Déjà en 1987, le Premier Ministre Jacques Chirac instituait une Commission de la Nationalité, chargée d'examiner le problème des immigrés postcoloniaux. Le rapport présenté par Marceau Long reproduisait alors les mêmes biais orientalistes de l'administration

²¹⁶ Les auteurs semblent ignorer entièrement les analyses philosophiques (Habermas, Taylor, Connolly) et sociologiques (Casanova, Joas, Berger) qui depuis trente ans s'inscrivent dans le paradigme du post-séculier, selon lequel les religions — et pas seulement l'Islam — manifestent une résilience remarquable (Jobin) face au processus de sécularisation. Ces travaux soulignent la nécessité de reconnaître la place du religieux, transformé par la culture moderne (individualisation, numérique, mobilité globale), au sein de l'espace public des sociétés occidentales. Voir par exemple JEAN M. (2019) *Penser la laïcité avec Habermas. La place et le rôle de la religion dans la démocratie selon Jürgen Habermas*, Québec, Presses de l'Université Laval.

coloniale, mais cette fois dirigés contre les musulmans à l'intérieur du pays, considérés comme une menace et un « problème »²¹⁷ :

L'islam est plus qu'une religion : il est aussi une règle de vie sociale, juridique, philosophique et économique. Cette règle peut être en contradiction avec les mœurs, l'ordre juridique interne, voire les valeurs d'une société non musulmane. [...] Il ne faut donc pas sous-estimer la portée de l'effet que peut représenter, pour les musulmans en France les plus attachés à la loi islamique, leur adhésion à certaines règles de notre société.

Toutefois, le rapport concluait sur une note optimiste : la faible pratique religieuse (estimée à 5% seulement), rendait les immigrés d'origine musulmane « intégrables », précisément parce qu'ils étaient peu pratiquants. L'école laïque devait alors compléter cette intégration en achevant le processus de sécularisation et en faisant disparaître les vestiges d'une pratique minoritaire qualifiée de « fondamentaliste » et « intégriste »²¹⁸.

Force est de constater, quarante ans après, que ce vœu pieux érigé en l'assimilation des enfants d'immigrés en une nécessité de

²¹⁷ LONG M. (1988) *Être français aujourd'hui et demain. Rapport de la Commission de la Nationalité par M. Marceau Long au Premier Ministre*, Paris, Éditions 10/18, t. II, p. 48-49. Le titre programmatique du rapport est lui-même révélateur : il a servi de matrice à une politique répressive et excluante des musulmans français.

²¹⁸ Il est essentiel de souligner que le rapport de cette commission vient contredire de manière frontale le narratif officiel, selon lequel les politiques publiques répressives, sécuritaires et excluantes de l'État français à l'égard des musulmans ne seraient qu'une réponse circonstanciée à la réislamisation des islamistes et à la menace des terroristes. L'analyse précise de la chronologie montre qu'en 1987, on se situe encore dans la période dite de « l'islam des darons » (Kepel), marquée par une pratique religieuse discrète et une recherche de la paix sociale. De plus, aucun attentat terroriste se réclamant de l'islam n'a alors été commis ni en France, ni même dans l'ensemble du monde occidental. Autrement dit, le « problème musulman » n'est pas une réaction sécuritaire à une menace réelle, mais une construction discursive et politique des élites françaises, qui réactivent et adaptent à l'intérieur du territoire métropolitain des dispositifs de contrôle forgés dans le cadre colonial, autrefois appliqués à des populations considérées comme non entièrement françaises (indigènes).

l'histoire, n'a pas résisté à l'épreuve des faits : contrairement aux attentes, de nombreux musulmans de France ont globalement résisté à cette dynamique et persistent à vivre leur foi de manière visible et organisée, refusant d'adopter entièrement un mode de vie sécularisé.

Ce rejet s'accompagne d'une réalité démographique et sociale qui nourrit l'inquiétude des pouvoirs publics : la population musulmane en France connaît une croissance à la fois qualitative et quantitative. Sur le plan qualitatif, on observe une ascension sociale progressive, ainsi qu'une visibilité accrue dans des secteurs professionnels et institutionnels où leur présence était quasiment inexistante il y a encore trente ans. Comme cela a souvent été souligné, le port du voile ne posait guère de problème lorsqu'il concernait des femmes de ménage, y compris au sein même des institutions républicaines ; mais il devient source de crispations dès lors qu'il est revendiqué par des avocates, des enseignantes ou des médecins, autrement dit par des figures occupant une position de responsabilité et de légitimité sociale²¹⁹ et pouvant de plus remettre en cause l'ordre néo-colonial imposé aux musulmans, que ce soit au sein du pays ou à l'étranger²²⁰. Face à la sortie du ghetto social et politique des populations musulmanes, les classes dirigeantes réagissent par

²¹⁹ Lors du procès intenté par le Lycée al-Kindi contestant sa fermeture par décision administrative, l'avocate du Ministère de l'Intérieur martelait : « Ce lycée d'excellence va former les cadres dirigeants de demain, mais à côté de l'enseignement pédagogique. Il farcit la tête de préceptes d'un autre âge ». Voir : <<https://www.lefigaro.fr/lyon/le-dernier-lycee-musulman-de-france-denonce-une-decision-politique-pour-contester-sa-fermeture-en-justice-20250310>>. Ce que les institutions étatiques craignent, c'est la constitution d'une élite musulmane attachée à sa foi.

²²⁰ MASSOUMI N., MILLS T. et MILLER D. (2017, p. 42) évoquent l'anxiété des occidentaux non-musulmans « face à l'émergence d'une population musulmane politiquement engagée, opposée à l'hégémonie américaine, et à l'apparition d'un espace public dans lequel les populations racisées peuvent exprimer une connaissance de l'empire ».

une véritable panique morale, qui est à l'origine de l'hystérie islamophobe.

Le sociologue Norbert Elias décrit ainsi le ressentiment des classes supérieures envers un groupe discriminé qui s'élève socialement²²¹ :

Le ressentiment surgit quand un groupe marginal socialement inférieur, méprisé et stigmatisé, est sur le point d'exiger l'égalité non seulement légale, mais aussi sociale, quand ses membres commencent à occuper dans la société des positions qui leur étaient autrefois inaccessibles, c'est-à-dire quand ils commencent à entrer directement en concurrence avec les membres de la majorité en tant qu'individus socialement égaux. [... On] tolère un groupe marginal méprisé, stigmatisé et relativement impuissant tant que ses membres se contentent du rang inférieur qui, selon la conception des groupes établis, revient à leur groupe et tant qu'ils se comportent, conformément à leur statut inférieur, en êtres subordonnés et soumis.

Quantitative, ensuite, par une croissance démographique qui renforce son poids relatif au sein de la population. Le rapport indique que 11% des Français se déclarent musulmans, soit environ 7,5 millions de personnes (p. 40). Cette proportion, encore minoritaire, s'approche cependant du seuil de 20%, à partir duquel, selon les études démographiques et sociologiques, toute minorité —

²²¹ ELIAS N. (1991) *Norbert Elias par lui-même*, Paris, Fayard, p. 152, cité in HAJJAT et MOHAMMED (2013, p. 20-21).

même désorganisée — acquiert un poids déterminant sur la vie collective et les politiques publiques²²².

Dans un contexte de mondialisation, de perte de repères et d'insécurité culturelle, cette angoisse se mue en crainte de submersion, bien que largement infondée, en réactivant les mêmes angoisses identitaires qui avaient cours au début du XX^e siècle, lorsque le maintien de l'Empire colonial français était perçu comme une menace pour l'identité européenne — blanche et chrétienne, selon l'expression du Général de Gaulle — en raison de la croissance démographique plus importante des populations indigènes. On oublie souvent que cette peur de la dilution identitaire a constitué l'un des ressorts idéologiques, parmi d'autres, menant la puissance coloniale à accepter la décolonisation²²³.

²²² En cas d'une très forte organisation, ce seuil peut descendre jusqu'à moins de 5%. D'après les tendances actuelles, intégrant les taux de fécondité et les flux migratoires, la population d'origine musulmane en France atteindrait 20 % vers 2055. En cas de forte baisse de l'immigration, cela pourrait être repoussé à 2070, tandis qu'une augmentation significative des flux migratoires pourrait avancer cette date aux alentours de 2045. Voir : <<https://www.pewresearch.org/religion/2017/11/29/europes-growing-muslim-population/>>. On est ainsi très loin des projections fantaisistes et alarmistes qui annoncent une majorité de musulmans en France à l'horizon 2070. Kundnani (2014, chap. 9) commente : « Les musulmans perdent la liberté de façonner leur identité selon leurs propres termes, et leur seule intégration acceptable avec l'Amérique implique d'abandonner leurs affiliations avec les musulmans dans d'autres parties du monde. L'ampleur avec laquelle les groupes de pression pro-israéliens ont cultivé une telle atmosphère reflète leur anxiété face à la croissance de la population musulmane américaine et au fait que l'influence politique des musulmans aux États-Unis pourrait un jour refléter leur nombre, rendant moins viable la défense d'une politique étrangère occidentale qui protège Israël des sanctions pour sa politique d'occupation. Le discours sur l'infiltration musulmane trahit cette anxiété selon laquelle les musulmans américains pourraient commencer à déployer leur poids dans la société américaine en tant que citoyens égaux, et être capables de parler aussi efficacement en défense de la Palestine que certains Juifs le font en défense d'Israël ». Ainsi s'explique l'usage de plus en plus fréquent, chez des idéologues sionistes comme Bat Ye'or ou Pierre-André Taguieff, du concept de « palestinisme » destiné à disqualifier toute solidarité avec la cause palestinienne en la ramenant à une forme d'irrationalité idéologique ou de menace politique.

²²³ BARCLAY F., CHOPIN C.-A. et EVANS M. (2017) « Introduction : colonialisme de peuplement et Algérie française », *Settler Colonial Studies*, vol. 8 (2), pp. 115–130 : « La crainte des colons face au changement politique était en partie motivée par les réalités démographiques de l'époque. Entre 1908 et 1946, la population des colons resta constante, stagnante à un million, tandis que la population arabo-berbère explosa pour dépasser les sept millions. Nombre d'entre eux se sentaient inférieurs en nombre et, par conséquent, craignaient pour l'avenir de l'Algérie française. Leurs craintes étaient exacerbées par le fait que cette explosion démographique s'accompagnait d'un autre facteur nouveau : la politisation de la société musulmane », <<https://doi.org/10.1080/2201473X.2016.1273862>>.

Il convient toutefois de se garder de toute erreur d'interprétation concernant ces évolutions démographiques — tant sur leur intentionnalité supposée que sur leur portée réelle — en évitant les pièges classiques de la pensée complotiste.

En premier lieu, la théorie d'un prétendu « jihad nataliste », selon laquelle les musulmans mèneraient une stratégie délibérée d'« invasion » démographique de l'Occident par une reproduction exponentielle, relève de la pure fiction. Selon cette thèse, les musulmans agiraient collectivement, de manière consciente, coordonnée et finalisée, pour transformer la structure démographique de l'Europe. Les défenseurs de cette idée s'appuient sur quelques déclarations attribuées à Boumediene, Khaddafi, Qaradawi ou Erdogan — certaines étant apocryphes ou sorties de leur contexte — sans jamais fournir la moindre preuve de l'existence d'un tel projet. Ces narratifs s'inscrivent dans la logique de la théorie camusienne du « Grand Remplacement », qui traduit avant tout une angoisse identitaire face à la présence musulmane, mais repose sur des prémisses erronées et débouche sur des conclusions absurdes.

En second lieu, Liogier (2012) rappelle avec raison que la thèse de la « bombe démographique » musulmane repose sur une illusion statistique nourrie par un biais de confirmation et une lecture sélective des données. D'une part, l'Islam n'est pas la seule religion en expansion en France : le protestantisme évangélique connaît, en proportion, une croissance encore plus rapide, sans que cela n'alimente des discours apocalyptiques. D'autre part, l'impression d'une « submersion » musulmane découle largement de la forte concen-

tration de populations d'origine musulmane dans certains quartiers défavorisés et densément peuplés, ainsi que de leur visibilité sociale et culturelle, contrairement à d'autres groupes moins repérables dans l'espace public²²⁴.

Il faut également souligner que les évaluations du nombre de musulmans en France demeurent hautement approximatives en raison de l'absence de statistiques ethniques et religieuses. Les estimations avancées — notamment celles faisant état d'environ 11 % de musulmans — reposent essentiellement sur le décompte des Français et étrangers issus de l'immigration en provenance de pays majoritairement musulmans, auquel on ajoute un nombre marginal de convertis. Ce mode de calcul revient en réalité à confondre origine et appartenance religieuse. Or environ un quart des personnes d'origine musulmane en France déclarent s'être éloignées de la pratique ou ne plus se reconnaître comme musulmanes, ce qui rend les projections alarmistes d'autant plus incertaines.

Les deux voies

Face aux angoisses qui habitent les responsables politiques français, deux voies s'offrent à eux :

1. Reconnaître pleinement aux musulmans la liberté religieuse en appliquant réellement les principes démocratiques, et en leur permettant de vivre selon leur propre conception du bien,

²²⁴ Voir ZEMPI I. et AWAN I. (2019) *The Routledge International Handbook of Islamophobia*, London, Routledge, p. 39. Cela explique l'écart considérable entre la proportion réelle de musulmans — située entre 5 et 11% selon les estimations — et la perception largement surestimée recueillie dans les sondages, où nombre de répondants avancent des chiffres avoisinant les 30 %.

comme tout autre citoyen, dans le cadre d'une société vraiment pluraliste.

2. Faire obstruction à l'expression de l'Islam en adoptant une stratégie d'« entrave systématique », visant à freiner la pratique et la transmission de la religion musulmane, dans l'espoir de la voir s'éteindre au bout de deux ou trois générations, en même temps qu'est limitée l'immigration en provenance de pays musulmans²²⁵.

À la lecture du rapport, le paragraphe 4.2 donne l'impression de pencher plutôt pour la première option, c'est-à-dire une stratégie d'ouverture (p. 61) :

Le reste du corps social doit accepter que l'islam est une religion française, très probablement l'une des toutes premières sinon la première en termes de pratique culturelle, et mérite à cet égard de la considération, y compris vis-à-vis de certains de ses mœurs qu'il ne partage pas.

Mais après une lecture attentive, on s'aperçoit que les mesures envisagées relèvent davantage d'une reconnaissance symbolique que d'une garantie effective de la liberté religieuse. Les pistes proposées sont les suivantes (pp. 60 et 62) :

²²⁵ Il s'agit d'une stratégie de politique publique conçue par le Ministre de l'Intérieur Christophe Castaner, qui a utilisé l'expression en 2020, lors d'une audition parlementaire dont le compte-rendu est consultable ici : <https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/comptes-rendus/cion_lois/l15cion_lois1920045_compte-rendu>. Elle consiste en une forme de surveillance policière (fichage, mise sur écoute, perquisition, assignation à résidence, détention) et de harcèlement juridique (contrôles à répétition visant le travail, la fiscalité, l'hygiène, la sécurité, etc.), qui vise à soumettre les institutions musulmanes (ou les individus) à une « pression maximale », tant par son intensité que par sa durée, pouvant aller jusqu'à leur dissolution complète par voie administrative. Elle a été renforcée par une circulaire du Ministre de l'Intérieur Jean Castex en juin 2021 : « Cette politique d'entrave sera prochainement renforcée par les nouveaux dispositifs prévus par le projet de loi confortant le respect des principes de la République », puis par la loi sur les séparatismes d'août 2021, qui étend considérablement les pouvoirs du gouvernement sur la dissolution d'une organisation.

- intégration de personnalités musulmanes dans le récit national (panthéonisation de Bel Hadj El Maafi²²⁶) ;
- harmonisation de la législation funéraire au niveau national ;
- développement de l'apprentissage de l'arabe à l'école publique²²⁷ ;
- reconnaissance d'un État palestinien²²⁸.

Si ces propositions peuvent avoir une portée symbolique, elles ne touchent en rien à la question concrète de la liberté religieuse des musulmans en France. Le fait que la seule mesure réellement liée à l'Islam soit d'ordre funéraire — donc posthume — est révélateur : on consent à une reconnaissance religieuse, mais uniquement après la mort, ce qui en dit long sur le refus d'une prise en compte de la pratique vivante.

²²⁶ Bel Hadj El Maafi (1900-1999), imam, marabout soufi et mufti franco-algérien, naît le 25 octobre 1900 dans l'oasis de Lichana près de Biskra, en Algérie française. Envoyé en 1923 à Lyon par la confrérie Rahmāniyya, il y exerce comme premier imam de la ville, servant de chapelain militaire aux tirailleurs et collaborant avec les autorités françaises dès les années 1930. Au moment de la Deuxième Guerre Mondiale, il sauve plusieurs juifs de la persécution nazie. Pendant la guerre d'Algérie, il s'oppose à l'indépendance et survit à une tentative d'assassinat du FLN, tout en restant une figure respectée de la communauté musulmane lyonnaise. Décoré de l'Ordre du Mérite social en 1949, il décède le 22 février 1999, laissant un héritage ambivalent marqué par son loyalisme aux autorités françaises, même en période coloniale.

²²⁷ Cette mesure, souvent évoquée, notamment par Hakim El Karoui de l'Institut Montaigne, a plutôt pour but d'extraire les enfants des mosquées en répondant à un désir de transmission de la langue arabe, mais coupée de toute dimension religieuse. Voir le rapport *Un islam français est possible* (2016, p. 10), <<https://institutmontaigne.org/ressources/pdfs/publications/rapport-un-islam-francais-est-possible.pdf>>.

²²⁸ A l'heure actuelle, où l'État d'Israël commet sur le peuple palestinien un génocide jamais vu auparavant, cette reconnaissance n'a aucun effet, car d'un côté la France ne fait rien pour stopper les massacres quotidiens, et que d'un autre côté, la « destruction totale sans précédent » (Smotrich) ne laissera rien sur pied qui puisse servir à bâtir un État. De plus, Macron a clairement affirmé que l'État palestinien ne pourrait choisir ses dirigeants sans l'accord préalable d'Israël, vidant ainsi de sa substance même l'idée d'une souveraineté palestinienne. Par un tour de passe-passe diplomatique, une entité administrative placée sous la tutelle de la puissance occupante est ainsi travestie en « État », alors qu'elle n'en possède ni l'indépendance politique ni les attributs reconnus par le droit international : « A Gaza, on met une autorité de transition, dans laquelle Israël sera consultée et pourra... enfin pas « pourra »... aura à dire oui ou non sur chaque membre », entretien du 23 septembre 2025 sur BFMTV, <<https://www.youtube.com/watch?v=5ZzjxgxKDXo>> (4:20).

Ces concessions restent de plus conditionnées à un engagement implicite exigé des musulmans : « La confiance mutuelle nécessaire supposerait la certitude partagée que la France n'est pas et ne sera pas un pays musulman » (p. 60). Une telle demande est, dans les faits, absurde et irréalisable. D'abord parce que personne ne peut prédire l'avenir : qui aurait pu deviner au III^e siècle que la Gaule pagano-romaine deviendrait, deux siècles plus tard, un Royaume chrétien ? Ensuite, parce qu'une telle promesse dépasse totalement les capacités d'action des musulmans français actuels : l'évolution religieuse d'un pays dépend des choix des générations futures, et non d'un engagement imposé aux croyants d'aujourd'hui.

En outre, quiconque adhère sincèrement et profondément aux idéaux démocratiques et républicains en tant qu'ils expriment l'universalité du droit naturel accessible à toute raison humaine, se doit de faire confiance à l'autonomie des individus. Cela implique de permettre la libre expression des différents points de vue, qu'ils soient modernistes ou traditionalistes, progressistes ou conservateurs, et de laisser les citoyens eux-mêmes déterminer la voie qu'ils souhaitent emprunter, sans chercher à leur imposer son point de vue, comme le font néo-républicanistes²²⁹.

²²⁹ Cette démarche contradictoire est parfaitement illustrée par Abdenmour Bidar : « Ce que nous imposons à l'islam au nom de nos valeurs constitue pour lui une chance de régler un certain nombre de comptes avec ses vieux démons », in « La burqa, une pathologie de la culture musulmane », *Libération*, 29 juin 2009, <https://www.liberation.fr/societe/2009/06/29/la-burqa-une-pathologie-de-la-culture-musulmane_567468/>. L'appel à un « islam sans soumission » doit se comprendre comme l'« imposition » d'un « islam » soumis aux normes politiques dominantes, grâce à une contrainte travestie en une liberté bien illusoire : au centre de l'Agora, se cache le Léviathan. Bidar ne dit pas autre chose que Renan : « Les musulmans sont les premières victimes de l'islam. [...] Émanciper le musulman de sa religion est le meilleur service qu'on puisse lui rendre », in RENAN E., *Journal des débats* (19 mai 1883). Dans le contexte colonial, Saaidia (2016) remarque également cette contradiction : « La modernisation est imposée au nom du libéralisme politique par un ordre colonial anti-libéral dans le sens où il nie l'autonomie de l'individu indigène ».

Contrairement à ce pensent certains, cette situation ne relève en rien du « paradoxe de la tolérance » mis en lumière par Karl Popper²³⁰. Cet argument est souvent mobilisé pour deux raisons : d'abord pour légitimer l'idée que la démocratie devrait restreindre certaines positions jugées non démocratiques afin de se protéger ; et ensuite pour accuser les musulmans de vouloir retourner la liberté contre elle-même. Cette critique repose néanmoins sur un contresens, car, respectueux de l'ordre public et de l'égale dignité humaine de tout être humain²³¹, les musulmans d'Occident ne réclament pas un droit à l'intolérance, mais un droit à la différence²³², précisément sur la base de la tolérance. En d'autres mots, ils ne demandent pas à imposer une discrimination sur les non-musulmans, mais à obtenir que la tolérance s'applique à leur égard par la reconnaissance de leur présence publique en tant que musulmans.

L'argumentaire des néo-républicanistes présente ainsi un exemple saisissant de l'ironie du sort. Le concept de « démocratie combattante », élaboré par Popper pour faire face à l'intolérance des extrême-droites fascistes et nazies, se trouve aujourd'hui détourné de son sens initial : ce qui devait servir à protéger la tolérance libérale est désormais mobilisé pour l'attaquer, en fournissant un alibi idéologique à l'intolérance de l'extrême-droite islamo-

²³⁰ POPPER K. (1945) *The Open Society and Its Enemies*, Princeton University Press, p. 581 : « Le paradoxe de la tolérance est moins connu : une tolérance sans limite mène nécessairement à sa disparition. Si nous étendons une tolérance sans limite même aux intolérants, si nous ne sommes pas prêts à défendre une société tolérante contre les assauts des intolérants, alors les tolérants seront détruits, et avec eux la tolérance ».

²³¹ Dans leur suprématisme structurel, de nombreux occidentaux pensent posséder le monopole de l'humanisme et de la rationalité, comme s'il n'y avait d'humanisme que profane, de rationalité que technoscientifique, de civilisation que « judéo-chrétienne ».

²³² Il semble qu'en Occident, la différence est autorisée tant qu'elle ne fait pas la différence (*difference is allowed so long as it does not make a difference*). Voir Kundnani (2014, chap. II).

phobe, qui a contaminé les idées de l'ensemble de la classe politique et médiatique française²³³.

En bref, le peu d'ouverture que laisse entrevoir le rapport se révèle trompeur. Car dans son ensemble, il opte clairement pour la seconde voie, celle de la répression, en adoptant une rhétorique sécuritaire et alarmiste qui assimile l'Islam à une menace existentielle pour la République. L'appel à s'inspirer de modèles étrangers, fortement coercitifs et illibéraux, confirme ce choix stratégique : plus qu'un cadre de coexistence, c'est un dispositif de contrôle et de répression qui est envisagé.

Les modèles à imiter

Aux pages 25 et 33, à plusieurs reprises, le rapport fait référence aux Émirats Arabes Unis (EAU) et au Royaume d'Arabie Saoudite (RAS), qui ont interdit l'organisation des FM en la criminalisant, en emprisonnant ses membres et en réprimant violemment toute expression d'une politique islamique²³⁴.

Cette interdiction est présentée comme un modèle à suivre : puisque des pays musulmans eux-mêmes ont banni ces mouvements, ce serait la preuve qu'il existe une distinction nette entre

²³³ Lécuyer (2023) souligne : « Paradoxe, et non des moindres, alors que cette conception de la démocratie a été pensée pour faire obstacle à la résurgence des mouvements d'extrême droite qui avaient mis l'Europe à feu et à sang pendant la seconde guerre mondiale, c'est aujourd'hui elle qui permet à l'illibéralisme dont ils sont les promoteurs de s'imposer à nouveau ».

²³⁴ Aux pages 6 et 8 du dossier de presse accompagnant la publication du rapport gouvernemental, il est fait spécifiquement mention du think tank émirati *Trends Research and Advisory* et de ses multiples rapports sur les FM, <https://www.interieur.gouv.fr/sites/minint/files/medias/documents/2025-05/2025-05-02_Dossier_Presse_Fre%CC%80res_musulmans_et_islamisme_politique_en_France.pdf>. On y trouve un lien vers les 7 rapports consacrés aux FM et publiés en français : <<https://trendsresearch.org/fr/publications/?topic=235>>.

l'Islam et l'islamisme, et que la répression de ce dernier n'aurait rien d'islamophobe, ni même d'anti-religieux. Le rapport laisse ainsi entendre que l'action de ces monarchies fournirait une caution islamique à une politique occidentale prétendument neutre vis-à-vis de l'Islam mais implacable contre « l'islamisme ».

Or, cette présentation est trompeuse pour au moins trois raisons. Premièrement, les pays du Golfe sont des monarchies absolutistes, c'est-à-dire des régimes autoritaires, violents et répressifs. Qu'un rapport républicain et démocratique prenne pour exemple des États où toute aspiration à la liberté politique est criminalisée, où l'expression citoyenne est muselée et où l'opposition est sévèrement persécutée, constitue une contradiction flagrante : on prétend défendre les valeurs démocratiques tout en s'inspirant de régimes qui leur sont foncièrement hostiles.

Deuxièmement, le changement d'attitude de ces États envers les FM n'est pas d'ordre théologique, mais politique. Là-bas, les FM concentrent les aspirations à la justice et à la liberté sous des régimes oppressifs et autoritaires²³⁵. Dans les années 2010, le Printemps arabe a fait vaciller les monarchies pétrolières, qui ont vécu ces événements comme un traumatisme menaçant les privilèges exorbitants des familles régnantes²³⁶. En réaction, ces régimes ont adopté une politique de désislamisation radicale : d'une part, interdiction de toute référence à l'Islam comme cadre politique ou social

²³⁵ BURGAT F. (2016) *Comprendre l'islam politique. Une trajectoire de recherche sur l'altérité islamiste, 1973-2016*, Paris, Éditions La Découverte.

²³⁶ MBZ voit dans le Printemps arabe « la somme de tous les maux », in MILLER D. et DELMAR-MORGAN A. (2018) *The UAE Lobby. Subverting British democracy?*, Bristol, Public Interest Investigations (p. 16), <https://www.dmler.info/images/Reports/Spinwatch-UAE_lobby_report.pdf>.

(car porteur d'idéaux de justice et de contestation) ; d'autre part, contrôle total de l'Islam religieux par l'État, allant jusqu'à superviser les imams pour garantir leur soumission au pouvoir. Cette politique a été soutenue par le courant « madkhaliste », fondé par le prédicateur saoudien Rabīʿ al-Madkhalī (1933-2025), qui prône une loyauté absolue aux gouvernants et interdit toute critique publique.

Ainsi, ce que le rapport semble souhaiter, c'est une sorte de « madkhalisme républicain » : un Islam réduit à une spiritualité privée, étroitement surveillée, et dont la seule dimension sociale est de légitimer l'autorité politique²³⁷. Une telle perspective n'est pas seulement contradictoire avec les idéaux démocratiques, mais relève d'un véritable projet totalitaire.

En définitive, les seuls pays arabes cités comme exemples sont précisément ceux qui incarnent une vision autoritaire de la religion et de la société, fondée sur le nationalisme, la sécularisation imposée et la dépolitisation radicale de l'Islam, système qui peut être qualifié de « golfisme » et considéré comme une sorte de résurgence arabe du « kémalisme »²³⁸.

²³⁷ Frégosi (2025) explique : « Entre l'islam étatisé des pays musulmans et l'islam républicanisé souhaité par les pouvoirs publics, il existe moins une différence de nature que de degré ».

²³⁸ Ce néo-kémalisme golfien se caractérise par l'autoritarisme, le sécularisme, le nationalisme, l'occidentalisation par le haut et le contrôle religieux. Il s'éloigne cependant du kémalisme originel turc par le rythme de la transformation (rupture radical chez Atatürk contre gradualité dans le Golfe), la source de légitimité (souveraineté populaire contre loyauté à la famille régnante) et le système économique (industrialisation productiviste contre néolibéralisme rentier). Il s'agit donc d'un projet autoritaire de renforcement du pouvoir de l'État combiné à une occidentalisation des modes de vie exigeant la protestantisation de la religion et sa mise sous contrôle strict. Son approche repose sur la gradualité afin d'éviter tout choc frontal avec la société ou la communauté internationale. Sa finalité est la perpétuation de la monarchie absolue dans le cadre d'un État-nation moderne, légitimé par la rente pétrolière et gazière, soutenu par un contrat tacite entre les autorités et la population — qui accepte de se soumettre en échange de prospérité matérielle —, et protégé par une instrumentalisation idéologique de la religion, réduite à n'être qu'un folklore identitaire et un vecteur de loyalisme à la famille régnante. Enfin, sa stratégie internationale consiste à s'aligner sur l'Occident, en obtenant de sa part reconnaissance et validation.

Troisièmement, le rapport adopte une attitude sélective et partielle vis-à-vis des influences étrangères. Il souligne, à juste titre, l'ingérence du Qatar dans le financement des FM (p. 24 et 28), mais reprend sans distance critique les accusations et rapports produits par les EAU (p. 33)²³⁹. Il passe ainsi sous silence les stratégies d'« influence » et d'« entrisme » menées par les EAU et la RAS en Europe, notamment via l'agence suisse Alp Services dans l'affaire Tariq Ramadan, dont l'objectif était de détruire l'icône intellectuelle la plus visible des FM en francophonie²⁴⁰.

Depuis plus de dix ans, les EAU mènent une ingérence sophistiquée et discrète dans la politique européenne sous l'autorité directe de MBZ. À travers un réseau de think tanks bruxellois (Trends Research & Advisory, International Institute for Counter-Terrorism, European Council on Foreign Relations via certains membres), de cabinets de lobbying (Quiller Consultants, Alp Services), d'anciens hauts responsables européens recrutés après leur mandat (Catherine Ashton, Bernardino León, etc.) et de financements directs ou indirects provenant de proches du pouvoir (Ali al-Shamsi, Yousef al-Otaiba), les EAU cherchent à imposer des narratifs avec trois objectifs clés : neutraliser toute critique européenne sur les violations graves des droits humains aux EAU (torture, disparitions, représ-

²³⁹ L'influence du lobby émirati en Europe s'est considérablement accrue à la suite du Printemps arabe de 2011. Son objectif principal était de freiner la diffusion des idées démocratiques au Moyen-Orient et de préserver les régimes autoritaires en place. En échange, les EAU ont offert aux Européens leur soutien dans la lutte contre l'« islamisme », nouant ainsi une alliance stratégique fondée sur une convergence d'intérêts sécuritaires et politiques.

²⁴⁰ Voir : <<https://www.rts.ch/info/regions/geneve/14158973-une-entreprise-genevoise-au-curdune-vaste-operation-dinfluence-des-emirats-arabes-unis.html>> ; <<https://www.mediapart.fr/journal/international/130723/onu-qatar-macron-les-operations-secretes-du-sheikh-matar-agent-des-emirats>> ; puis sur les liens entre les EAU et l'extrême-droite islamophobe européenne : <<https://orientxxi.info/les-emirats-arabes-unis-allies-de-l-extreme-droite-europeenne,8034>>.

sion), se présenter comme un rempart contre l'islamisme radical et l'Iran, et discréditer les FM et leurs réseaux en Europe.

Ainsi, les EAU — et, depuis l'arrivée au pouvoir de MBS, le RAS également — encouragent en Occident la répression des musulmans, y compris lorsque ceux-ci s'inscrivent dans un cadre démocratique, où leur activisme n'est rien d'autre qu'une aspiration à vivre librement leur religion. Cette expression civique de l'Islam est intolérable pour les monarchies du Golfe, car elle ouvre la possibilité d'une autonomie religieuse par rapport au pouvoir politique et, par conséquent, d'une contestation de leur oppression et injustice. L'acceptation internationale d'un tel activisme reviendrait à légitimer une indépendance du religieux vis-à-vis du politique et à reconnaître la liberté comme principe essentiel de l'ordre politique.

Pour contrer cette menace, les EAU se présentent comme les champions de la tolérance et de la modération, tout en se posant en rempart contre « l'extrémisme » et « l'islamisme ». Cette rhétorique séduit les gouvernements occidentaux, qui trouvent dans ce partenariat un appui commode pour justifier la répression de leurs propres populations musulmanes²⁴¹.

²⁴¹ Il est intéressant de noter que Kepel, le Pape de la « vision pessimiste » en France, qui a « largement inspiré la nouvelle politique envers l'islam de la seconde présidence Macron » (Frégosi 2025), a personnellement rencontré MBS en tête à tête : « On compte sur les doigts d'une main ceux qui, en France, peuvent se targuer d'avoir des réseaux jusqu'au plus haut niveau en Arabie Saoudite depuis le coup de force de MBS. L'universitaire Gilles Kepel, qui bénéficie d'une aura importante dans le monde arabe pour sa supposée — et exagérée — proximité avec Emmanuel Macron, fait partie de ceux qui ont rencontré le prince héritier en tête à tête lors de sa visite d'État de 2018 », in FAYOL C. (2020) *Ces français au service de l'étranger. Affairisme, mélange des genres ou naïveté : quand notre élite oublie la France*, Paris, Plon. Quant à Lorenzo Vidino, il a bénéficié en 2017 d'un entretien en tête à tête avec le ministre émirati des Affaires étrangères, Abdullah ben Zayed, frère de MBZ. Cette rencontre est documentée par le rapport *Undue Influence: An Investigative Report on Foreign Interference by the United Arab Emirates in the Democratic Processes of the European Union*, publié en 2022 par l'ONG belge « Droit au Droit » (p. 78), et téléchargeable ici : <<https://www.dadinternational.org/news/77-dad-releases-extensive-new-report-on-scale-of-uae-lobbying-influence-network-in-eu>>.

Ce rapprochement implique un déplacement dans la désignation de « l'ennemi musulman ». Il ne peut plus s'agir, comme dans les années 1970-2000, des monarchies « rétrogrades » du Golfe et de leurs « cheikhs » cupides et ventrus, qui se sont alignés sur l'axe Washington-Tel-Aviv à travers les Accords d'Abraham et la normalisation des relations avec Israël. Les nouveaux alliés « orientaux », qui permettent aux idéologues de l'atlantisme et du sionisme de justifier et de poursuivre les objectifs de l'impérialisme américain et du colonialisme israélien, sont blanchis de toute tare, même lorsqu'ils découpent des corps dans les consulats à l'étranger²⁴² ou mènent un génocide au Soudan²⁴³.

Ces pays du Golfe forment aujourd'hui, avec l'Occident et Israël, une véritable alliance islamophobe²⁴⁴, constituant l'un des piliers

²⁴² On fait bien évidemment référence au meurtre sauvage du journaliste saoudien Jamal Khashoggi, critique du régime et collaborateur du *Washington Post*, le 2 octobre 2018 au consulat d'Arabie Saoudite à Istanbul, où il s'était rendu pour des formalités administratives. Un commando de 15 agents saoudiens, incluant un proche du prince héritier MBS, l'étouffe, le découpe et dissimule son corps, dans une opération préméditée niée initialement par Riyad. L'affaire provoque un scandale international, suite à une enquête turque révélant les faits, mais les condamnations et les sanctions contre le RAS ont été quasiment nulles et aujourd'hui complètement oubliées. Voir : <https://www.franceinfo.fr/monde/turquie/guet-apens-commando-et-scie-a-os-le-scenario-terrifiant-du-probable-assassinat-du-journaliste-saoudien-jamal-khashoggi_2982313.html>.

²⁴³ C'est sous prétexte de lutter contre les FM au Soudan que les EAU justifient leur soutien aux FSR, responsables du génocide en cours depuis 2023 à El Fasher, où des milliers de civils ont été exécutés, torturés, violés et affamés. Selon l'organisation *Humanitarian Research Lab* (HRL), affiliée à l'Université de Yale : « Le monde doit agir immédiatement pour exercer la plus grande pression possible sur les FSR et leurs soutiens, en particulier les Émirats Arabes Unis, afin de mettre fin aux tueries dès maintenant. Les actions des FSR présentées dans ce rapport pourraient être constitutives de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité et pourraient atteindre le niveau de génocide », in HRL, *Human Security Emergency, El Fasher Falls to RSF: Evidence of Mass Killing*, 27 October 2025, p. 4. À titre d'exemple, on peut citer la propagande néoconservatrice du think tank ultra-sioniste MEMRI, acteur majeur de l'industrie de l'islamophobie, qui diffuse une lecture biaisée du conflit en présentant les FSR comme un rempart contre l'« islam politique » et les « Frères Musulmans » : <https://www.memri.org/reports/takeover-sudan-muslim-brotherhood-1989-%E2%80%93-rsf-leader-hemedti-rsf-will-work-liberating#_edn1>.

²⁴⁴ Il existe également une islamophobie non occidentale, en forte progression, dont les trois principaux foyers se situent en Chine, en Inde et en Birmanie. Dans ces pays, d'importantes populations musulmanes subissent des persécutions systématiques et se voient privées de leurs droits fondamentaux — parfois même du droit à la citoyenneté. À un degré bien moindre, les Philippines et la Thaïlande connaissent des dynamiques similaires. Ces formes d'islamophobie obéissent toutefois à une logique propre, distincte de l'islamophobie occidentale moderne, car elles s'enracinent dans des contextes historiques, ethniques et nationaux spécifiques.

d'un triangle géopolitique dont l'objectif est de neutraliser toute référence islamique. C'est ce qu'on peut qualifier d'« alliance sioniste-atlantiste-golfiste »²⁴⁵.

Miller décrit ainsi la proximité entre le lobby émirati et le lobby israélien²⁴⁶ :

Cette alliance est cruciale pour comprendre comment le lobby des EAU s'est inspiré de celui d'Israël, les deux parties partageant deux ennemis communs : les FM et l'Iran. En effet, les similitudes entre les deux lobbies sont frappantes. Certaines composantes du mouvement pro-israélien attisent l'islamophobie en suggérant que les musulmans représentent une menace culturelle, politique et existentielle pour l'Occident. Les EAU ont cherché à dépeindre l'activisme politique islamique et le Qatar, un soutien de ces mouvements, de manière similaire. « Les similitudes [entre les lobbies des Émirats et d'Israël] résident dans leur vision du monde conservatrice — leur monde est perçu à travers un prisme de peur et de phobie. Il y a une propagation de la peur et une réduction de l'is-

²⁴⁵ Certains analystes d'extrême-gauche pro-iraniens parlent quant à eux d'« Axe atlantiste-sioniste-wahhabi ». Voir PRESTON K. (2019) « The Atlanticist-Zionist-Wahhabi Axis », <<https://the-agonist.github.io/essays/2019/10/14/essays-preston.html>>. Le terme « wahhabi » devrait être abandonné dans la désignation de ce triangle, car, d'une part, tous les pays du Golfe ne défendent pas le wahhabisme — à l'instar des EAU — et, d'autre part, ceux qui s'y rattachaient historiquement, comme le RAS, sont entrés depuis plus de cinq ans dans une phase que l'on peut qualifier de post-wahhabie. Les pays du Golfe constituent un pilier essentiel de l'ordre international façonné par les États-Unis à partir des années 1970, non seulement en raison de leur légitimation récente de l'islamophobie et de leur rapprochement stratégique avec Israël, mais aussi, plus structurellement, du fait du système des pétrodollars, qui permet, d'un côté, de contribuer au financement de la dette américaine, et d'un autre côté, de renforcer le dollar comme principale monnaie de réserve mondiale, en imposant son usage exclusif dans les transactions pétrolières.

²⁴⁶ MILLER (2018, p. 17). Dans la conclusion cependant, les auteurs du rapport écrivent (p. 42) : « Dans sa campagne contre les FM, les EAU ont repris certaines des tactiques clandestines du lobby israélien, attisant la peur et la phobie contre l'islam. En fin de compte, c'est contre-productif car cela détériore le discours à l'encontre des musulmans en Occident et renforce l'islamophobie, ce qui, en définitive, contribue à éroder les relations plus larges entre l'Occident et le monde musulman ». C'est ne pas voir que les EAU et le RSA ne lient plus leur destin à l'Islam, mais à un sécularisme nationaliste s'opposant aussi bien au panislamisme qu'au panarabisme.

lam à une religion qui veut nous détruire », a déclaré Andreas Krieg, professeur assistant en études de défense au King's College de Londres.

Il faut donc que ce rôle d'ennemi soit endossé par les FM, quitte à ériger en ennemi une force imaginaire, sans réelle consistance contemporaine, compte tenu du déclin simultané du frérisme et de l'islamisme, surtout en Occident. D'où l'apparition de lois visant à criminaliser les FM dans différents pays, de la France à l'Allemagne en passant par l'Autriche et les États-Unis, d'une manière qui semble concertée.

Cette politique internationale, qui peut légitimement être qualifiée d'« islamophobe », poursuit ainsi plusieurs objectifs stratégiques pour les EAU et le RSA : se rendre incontournables aux yeux de l'Occident en se posant comme partenaires privilégiés dans la lutte contre l'extrémisme²⁴⁷ ; redorer leur image internationale dans le cadre de la diversification de leur économie en l'orientant vers le tourisme et l'investissement ; neutraliser toute opposition interne et consolider un autoritarisme dynastique et nationaliste ; et enfin devancer leurs rivaux, notamment le Qatar, dans leur capacité à s'insérer au cœur des institutions occidentales.

En réalité, ce que nous observons est une guerre d'influence entre deux blocs au sein du monde musulman, exerçant leur « soft power » en Occident à travers une intense activité de lobbying :

²⁴⁷ Le sondage IFOP de novembre 2025 a été financé par Global Watch Analysis, société fondée par un ancien directeur de la rédaction de la section arabe de la chaîne *France 24*, et éditrice de la revue *Écran de veille*, distribuée gratuitement au sein de l'Assemblée nationale. Ces acteurs entretiennent des liens avérés avec les EAU. Voir : <https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2025/12/03/qui-a-commande-les-sondages-controverses-sur-les-musulmans-en-france_6655880_4355770.html>.

d'un côté, le Qatar²⁴⁸ (souvent appuyé par la Turquie), qui admet une dimension sociale et collective de l'Islam — bien que ce soit sous étroite surveillance étatique — ; de l'autre, les EAU²⁴⁹ et le RAS²⁵⁰, qui interdisent à l'Islam toute expression civique ou politique, le réduisant à un folklore culturel instrumentalisé au service d'un nationalisme autoritaire.

Cependant, les différences entre ces deux modèles demeurent superficielles : le Qatar reste prisonnier des mêmes dynamiques — autoritarisme, occidentalisation, consumérisme et monopole d'État sur la religion — que celles des EAU et du RAS, à la différence près que la sécularisation n'y est pas active, mais passive. Même si le Qatar veut démontrer que l'Islam peut cohabiter avec la modernité, là où les EAU et le RAS s'efforcent de marginaliser l'Islam au profit d'un sécularisme nationaliste, les résultats risquent d'être fort similaires à long terme en produisant des sociétés post-religieuses²⁵¹.

²⁴⁸ CHESNOT, C. et MALBRUNOT G. (2013) *Qatar. Les secrets du coffre-fort*, Paris, Michel Lafon. Contrairement aux EAU et au RAS, le Qatar a choisi de cohabiter avec l'islamisme, en particulier avec les FM, auxquels il offre une tribune médiatique à travers Al Jazeera, ainsi qu'un accueil politique et institutionnel. Le régime maintient un discours islamique affirmé : la religion demeure une référence constitutionnelle, l'éducation islamique conserve une place importante et les mosquées continuent de jouer un rôle social significatif. Mais parallèlement, l'émirat s'ouvre largement à la modernité : infrastructures futuristes, organisation de la Coupe du monde de football, développement d'une éducation occidentalisée avec des antennes d'universités occidentales à Doha, intégration dans l'économie globalisée, etc. Toutefois, même en l'absence de projet explicite de désislamisation, plusieurs dynamiques internes favorisent une sécularisation de fait. Ainsi, même sans volonté déclarée de désislamisation, le Qatar glisse vers une forme de sécularisation passive, produite par l'inertie des forces sociales : consumérisme, technocratie, et contrôle étatique, en même temps qu'il perd l'aval des pays occidentaux et concentre leurs critiques, se transformant ainsi en cible privilégiée.

²⁴⁹ TAUBE M. (2019), *La face cachée des Émirats Arabes Unis*, Paris, Cherche Midi.

²⁵⁰ CONESA P. (2021) *Le lobby saoudien en France. Comment vendre un pays invendable*, Paris, Denoël.

²⁵¹ À la différence du sécularisme nationaliste du XX^e siècle, de nature socialiste et productiviste — incarné notamment par le baathisme —, celui du XXI^e siècle s'inscrit dans un registre capitaliste et consumériste. Cette transformation s'explique à la fois par le nouveau contexte international né de la fin de la Guerre froide et par la mutation du capitalisme vers sa forme financière et mondialisée. Alors qu'au milieu du XX^e siècle, le sécularisme nationaliste socialiste atteignait son apogée en Égypte, en Syrie, en Irak et en Libye, pendant que les États du Golfe constituaient le principal foyer de l'islamisme, la situation s'est aujourd'hui inversée : ces mêmes monarchies pétrolières adoptent à leur tour un sécularisme nationaliste d'inspiration capitaliste, combinant autoritarisme politique, libéralisme économique et contrôle idéologique du religieux.

Prendre pour modèle ces monarchies anti-démocratiques, anti-républicaines et anti-laïques, revient à défendre une soumission totale des musulmans à un État qui, loin d'incarner la démocratie, s'en éloigne radicalement. A quoi cela sert-il de se gargariser des « principes de la République » (p. 45) et des « principes de la démocratie ou des droits de l'homme » (p. 57), si c'est pour les trahir en encensant des systèmes autoritaires ?

La première solution à la « question musulmane »

La « question musulmane » se résume à ce dilemme : soit les démocraties occidentales demeurent fidèles à leurs propres principes fondateurs, soit elles glissent vers des régimes autoritaires, en réactivant les dispositifs coloniaux de contrôle du religieux, qui se caractérisent par trois aspects : création par le haut d'une institution centralisée représentant l'Islam, formation et encadrement des Imams, et promotion d'un Islam protestantisé loyal à l'État²⁵².

²⁵² Bien que présentant certaines analogies, ces dispositifs ne sont pas identiques à ceux de l'époque coloniale. Sous la domination française, l'institutionnalisation de l'Islam par l'État avait abouti à la constitution d'un véritable « clergé » semi-fonctionnarisé, directement désigné et rémunéré par l'administration. Cette hiérarchie religieuse comprenait, dans un ordre soigneusement établi, le juris-consulte (*mufti*), l'imām, l'enseignant (*mudarris*), les psalmodieurs du Coran (*bāṣ ḥazzāb*), le muezzin (*mu'addin*) et les notaires (*'udūl*). À cette mainmise sur les acteurs religieux s'ajoutait une restructuration matérielle décisive : le système des *awqāf* fut démantelé, et l'ensemble des biens religieux ainsi spoliés, placés sous propriété publique. Cette dépossession permit à l'État colonial de nouer des relations clientélistes avec une élite religieuse désormais dépendante financièrement. Lorcerie explique : « L'Islam algérien est totalement sous contrôle. L'Administration a annexé aux Domaines les biens de main morte (dits *habous*) qui assuraient à l'époque ottomane l'autonomie du culte et divers services sociaux, elle a transformé les desservants des mosquées en fonctionnaires, système maintenu pour l'essentiel malgré la loi de séparation des Églises et de l'État, elle organise elle-même le pèlerinage à La Mecque. Les marabouts et chefs de confréries sont protégés par les services français ; leurs modes de fonctionnement sont parfaitement connus grâce à de remarquables enquêtes de terrain réalisées à la fin du siècle précédent. Quant au droit musulman lui-même, instrument crucial de la politique musulmane coloniale puisqu'il régit le statut personnel des sujets, sa tradition a été étudiée en profondeur, il a été standardisé et se trouve mis en œuvre dans les tribunaux cadiaux en accord avec les intérêts de la domination française (pas question de proscrire le mariage de la musulmane et du non-musulman) », in LORCERIE F. (2007) « L'Islam comme contre-identification française : trois moments », *L'Année du Maghreb*, II, <<http://journals.openedition.org/anneemaghreb/161>>.

Dans le premier cas, si les pays occidentaux veulent rester des démocraties, ils n'ont d'autre choix que de reconnaître aux musulmans la pleine et entière liberté religieuse, sans distinction ni restriction arbitraire. Cela impliquerait pour la France de démanteler tout l'arsenal législatif qui a été adopté depuis le début des années 2000, et qui a systématiquement visé à restreindre l'expression religieuse des musulmans, constituant ce que certaines nomment de « nouvelles lois scélérates »²⁵³ :

- 2004 : interdiction du port de signes religieux à l'école²⁵⁴.
- 2010 : interdiction du voile intégral dans l'espace public.
- 2014 : intégration de la loi d'apologie du terrorisme au Code pénal, alors qu'elle faisait partie du droit de la presse.
- 2016 : interdiction du burkini sur certaines plages, confirmée par plusieurs arrêtés municipaux.
- 2016 : possibilité pour les entreprises d'interdire les signes religieux par règlement intérieur.

²⁵³ Les lois de 1893 et 1894 sur l'anarchisme, plus connues sous le nom de « lois scélérates », désignation qui leur a été donnée par Pressensé, Pouget et Blum dans leur opuscule éponyme (1899), sont trois lois votées en France sous la III^e République et visant à réprimer le mouvement anarchiste français. Elles incarnent la dernière forme de censure légale et de répression à large échelle visant explicitement une opinion politique en France et sont, de ce fait, controversées dès leur origine. Elles ont été définitivement abrogées en 1992.

²⁵⁴ La loi de 2004, mère de toutes les nouvelles lois scélérates, contrevient au principe de laïcité en se réclamant faussement de la laïcité : « Alors que l'État laïque ne devrait pas avoir « à se demander ce qu'est une religion, puisque par principe il n'en professe ni n'en connaît aucune », les interdictions des signes religieux entraînent les autorités publiques sur un terrain glissant en les obligeant à identifier — dans une perspective d'interdiction — ces objets. La dimension prohibitive des réglementations impose du reste une approche objective du signe religieux, peu respectueuse de la liberté de conscience. Sans compter que les modalités des interdictions, selon qu'elles portent sur tous les signes religieux ou certains d'entre eux, sont susceptibles de mettre en cause la neutralité de l'État en discriminant directement ou indirectement des croyances », ARROYO J. (2023) « Interdiction des signes religieux : la fin justifie-t-elle les moyens ? », *Revue des droits et libertés fondamentaux*, n°30, <<https://revuedlf.com/droit-administratif/interdiction-des-signes-religieux-la-fin-justifie-t-elle-les-moyens/>>. Et Wolfreys de conclure : « L'universalisme de cette loi est aussi faux que son féminisme » (2016, chap. 3).

- 2017 : intégration au droit ordinaire des mesures d'exception propres à l'état d'urgence au travers de la loi contre le terrorisme.
- 2021 : entrave au développement d'une société civile musulmane par la « loi sur le séparatisme ».
- 2023 : interdiction de l'abaya à l'école.
- ...2026 : « loi sur l'entrisme » ?

Le parallèle entre l'appareil législatif islamophobe adopté depuis les années 2000 et les lois scélérates de 1893-1894 est saisissant et s'articule autour de cinq points²⁵⁵. Premièrement, dans les deux cas, la logique répressive repose sur l'incapacité à tolérer une pensée ou une pratique jugée déviante par rapport à la norme politique majoritaire, dont la contestation est criminalisée. Deuxièmement, ces dispositifs prétendent protéger les libertés fondamentales —liberté de conscience, d'expression et d'association —, tout en les restreignant drastiquement²⁵⁶, au nom d'une défense de la République contre un ennemi intérieur présenté comme insaisissable et omniprésent. Troisièmement, ils désignent une catégorie spécifique — hier les anarchistes, aujourd'hui les musulmans — comme intrinsèquement suspecte et dangereuse, instituant ainsi une présomption de culpabilité collective. Quatrièmement, leur dynamique est expansive : initialement conçues pour répondre à une menace particulière, ces lois débordent rapidement leur justification première et installent progressivement un ordre autoritaire qui normalise l'ex-

²⁵⁵ La comparaison est de Lécuyer (2023).

²⁵⁶ *Ibid.* : « C'est dans cette duplicité que réside toute la scélératesse du procédé, sa perfidie ».

ception pour l'ensemble de la société²⁵⁷. Cinquièmement, elles favorisent simultanément un renforcement des contrôles et de la surveillance de la part de l'État, et un encouragement à la délation au sein de la société civile²⁵⁸, exacerbant ainsi les fractures et les tensions sociales.

À l'abandon des lois mentionnées, s'ajoute celui de la politique d'entrave systématique, menée de manière administrative et policière : fermeture ou non-autorisation de lieux de culte, dissolution d'associations, « pression maximale » sur les écoles, les maisons d'édition, les associations caritatives, les clubs sportifs et les organisations de défense des droits de l'homme. Une telle stratégie n'est pas neutre : elle vise explicitement à rendre la pratique et la transmission de l'Islam toujours plus difficile, dans l'espoir implicite d'une assimilation par contrainte ou d'un renoncement progressif.

C'est précisément cette première voie authentiquement libérale et pluraliste que défend la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme (CNCDH)²⁵⁹ dans ses *Observations finales concernant le sixième rapport périodique de la France* de 2024²⁶⁰. On y trouve notamment :

²⁵⁷ En novembre 2015, l'état d'urgence, instauré à la suite des attentats terroristes de janvier 2015, a été instrumentalisé pour perquisitionner et assigner à résidence des militants syndicaux opposants à la COP21. Voir : <https://www.lemonde.fr/societe/article/2015/11/27/les-militants-de-la-cop21-cible-de-l-etat-d-urgence_4818885_3224.html>. Ces mesures ont été également utilisées au printemps 2016 pour assigner à résidence des représentants FO et CGT à Paris et à Lille accusés de « menace à l'ordre public », au moment des manifestations contre la loi El Khomri. Voir : <<https://lundi.am/Loi-travail-quand-l-etat-d-urgence-justifie-les-interdictions-de-manifester>>.

²⁵⁸ En fait partie le numéro vert destiné à recueillir les signalements anonymes pour radicalisation : <<https://www.cipdr.gouv.fr/numero-vert/>>.

²⁵⁹ Autorité administrative indépendante, la CNCDH est dotée d'une mission de conseil auprès des décideurs publics en matière de droits de l'homme et de droit international humanitaire, ainsi que d'une mission de contrôle des engagements internationaux de la France en ces matières.

²⁶⁰ <https://www.cncdh.fr/sites/default/files/2024-12/CCPR_C_FRA_CO_6_60358_F%20%281%29.pdf>.

- Points 10-11 : la mise en place d'informations statistiques fiables sur les minorités ethniques et religieuses, afin de concevoir des politiques publiques réellement efficaces dans la lutte contre la discrimination raciale.
- Points 12-13 : la prévention du profilage racial par les forces de l'ordre, afin d'éviter toute pratique discriminatoire systématique.
- Points 14-17 : la révision des mesures d'exception issues de l'état d'urgence et depuis intégrées au droit commun, qui permettent la surveillance ou la détention administrative sans garanties judiciaires suffisantes.
- Points 18-19 : une réforme des pratiques sécuritaires visant à limiter l'usage excessif de la force par la police.
- Points 32-33 : la révision de la composition du Conseil Supérieur de la Magistrature, afin d'assurer son indépendance effective vis-à-vis du pouvoir exécutif.
- Points 36-37 : un réexamen des lois restreignant le port de symboles et de tenues religieux dans les établissements scolaires ou sportifs, dont la compatibilité avec les libertés fondamentales est contestée.
- Points 38-39 : une modification de la législation réprimant « l'apologie du terrorisme », trop souvent instrumentalisée comme procédure-bâillon pour museler des opposants politiques ou des militants associatifs.
- Points 40-41 : le renforcement des dispositifs d'accueil, de sensibilisation et de formation des agents publics pour mieux récep-

tionner les plaintes de victimes de discours ou crimes de haine islamophobes, qui sont souvent découragées par le mauvais accueil qui leur est réservé dans les commissariats²⁶¹.

- Points 42-43 : une révision de la loi du 24 août 2021 dite « loi sur le séparatisme », qui restreint arbitrairement la liberté d'association en imposant un « engagement républicain » flou et discrétionnaire.

Ces recommandations ne proviennent donc pas d'un lobby communautaire cherchant à obtenir un traitement juridique spécifique et différencié, ni d'un organe politique situé à l'extrême-gauche, mais d'une autorité publique légitime rappelant à l'État français ses propres engagements en matière de droits fondamentaux. Autrement dit, ce qui est caricaturé dans le rapport comme des revendications « subversives » émises par des « islamistes », s'avère être, en réalité, le cœur même des principes démocratiques que la République proclame défendre, mais qu'elle trahit en refusant de les appliquer.

La deuxième solution à la « question musulmane »

Dans le second cas, si les pays occidentaux persistent à refuser aux musulmans une liberté religieuse réelle, il faudrait alors que, dans leur propre intérêt, ils abandonnent toute référence à la liber-

²⁶¹ Voir aussi HAJJAT et MOHAMMED (2013, p. 56) : « En 2011, le CCIF enregistre environ deux fois plus d'actes islamophobes que le ministère de l'Intérieur, un décalage inédit qui peut s'expliquer par la plus forte propension du CCIF et des victimes qui le saisissent à dénoncer ce que l'association appelle une « islamophobie d'État », qui se manifeste au sein des guichets publics (y compris des commissariats) et dont les auteurs présumés sont des fonctionnaires ou assimilés ».

té et aux droits fondamentaux dans leur Constitution et leurs discours politiques, parce que l'écart entre les principes proclamés et les pratiques effectives ne peut que miner la crédibilité des institutions, provoquant à terme leur effondrement.

La stratégie d'entrave systématique qui a pour but la désislamisation de la France²⁶² conduit à criminaliser non seulement les comportements religieux (orthopraxie islamique), mais aussi les croyances elles-mêmes (orthodoxie islamique), quand bien même celles-ci ne s'accompagneraient d'aucune infraction à la loi²⁶³. Le rapport relève d'ailleurs le respect scrupuleux de la loi par les associations musulmanes, tout en le désignant paradoxalement par l'expression péjorative d'« attitude légaliste » (p. 42), qualifiée en plus d'« irréprochable » !

Cependant, dans leur herméneutique du soupçon, soutenue par le mode d'accusation inquisitorial, les auteurs trouvent encore matière à reproche en présentant ce respect de la loi comme un simple « affichage » relevant d'une « quête de respectabilité » motivée par une stratégie de « dissimulation » qui consiste à cacher « leurs intentions réelles en affichant partager les règles et principes régissant la vie collective occidentale » (p. 20).

²⁶² Najib (2023) explique : « Le double standard consistant à traiter différemment les musulmans français a été observé dans tous les secteurs détaillés dans ce rapport. Ce régime d'exception révèle la volonté du gouvernement français de poursuivre sa politique de désislamisation des personnes et organisations musulmanes, ainsi que sa politique de remigration volontaire visant à pousser les musulmans français à quitter la France », in BAYRAKLI (2023).

²⁶³ L'association britannique CAGE, qui défend les musulmans victimes d'abus commis dans le cadre de la guerre contre le terrorisme, a bien mis en exergue cette double dimension de l'entrave systématique, qui consiste à interdire aussi bien une « vision du monde » qu'un « comportement social ». Voir son rapport *“Nous commençons à répandre la terreur” : la persécution des musulmans par l'État en France* (mars 2022, p. 24) : <https://www.cage.ngo/articles/we-are-beginning-to-spread-terror-the-state-sponsored-persecution-of-muslims-in-france>.

Ce glissement, allant de la critique des actions à celle des convictions, de la dénonciation d'une infraction à la loi au rejet d'une différence de mœurs, est particulièrement grave : il touche directement à une liberté fondamentale, la liberté de conscience, de pensée et d'opinion. Dans un État de droit, un individu est tenu responsable d'abord de ses actions, non de ses convictions intérieures, et ensuite de ses infractions à la loi, non de sa différence de mœurs. C'est précisément cette distinction qui sépare un régime démocratique d'un régime totalitaire²⁶⁴.

Le rapport sénatorial n°595 de 2020 sur la « radicalisation islamiste » franchissait déjà cette ligne rouge en affirmant²⁶⁵ :

Le radicalisme islamiste ne concerne pas uniquement la question du terrorisme ou du passage à l'action violente, mais implique aussi des comportements qui peuvent être pacifiques et qui ne mènent pas à la violence. Il peut être le fait de groupes qui prônent le repli identitaire ou l'entrisme dans le monde associatif et politique. Pour la commission d'enquête, il s'agit de la volonté de faire prévaloir, dans certaines parties du territoire, une norme prétendue religieuse sur les lois de la République²⁶⁶.

²⁶⁴ PORTIER P. (2018) « Le tournant substantialiste de la laïcité française », in *Horizontes Antropológicos*, 52 : « L'idée n'est pas simplement d'amener les citoyens à respecter extérieurement les droits d'autrui et les principes constitutionnels qui les garantissent (ce que thématise le « devoir de civilité » propre au libéralisme traditionnel, mais de les faire adhérer intimement aux « valeurs républicaines », et au « mode de vie » qu'on leur associe : à la limitation juridico-politique de la liberté de choix (qui se satisfait de réguler les comportements) s'ajoute donc sa limitation civico-culturelle (qui entend, en partie, configurer les convictions) », <<http://journals.openedition.org/horizontes/2497>>.

²⁶⁵ Synthèse du rapport « Radicalisation islamiste : faire face et lutter ensemble », rapport n° 595 (2019-2020), <<https://www.senat.fr/rap/r19-595-1/r19-595-1-syn.pdf>>.

²⁶⁶ La formulation utilisée ici rappelle en filigrane la nécessaire constitutionnalisation du principe selon lequel « nul ne peut se prévaloir de ses croyances religieuses pour s'affranchir des règles communes ».

Ces formules, qui font écho au concept britannique d'« extrémisme non violent »²⁶⁷, forgé dans une logique similaire de contrôle sécuritaire de la population musulmane dans le cadre du programme « *Prevent* » — exact équivalent du « plan de prévention de la radicalisation » en France —, relèvent d'une véritable novlangue totalitaire : comment un « extrémisme » peut-il être qualifié de non violent ? Comment un « radicalisme » pourrait-il être pacifique ? Ces contradictions révèlent le caractère idéologique de l'approche : il ne s'agit plus de lutter contre la violence, mais bien de criminaliser des croyances et des pratiques religieuses pacifiques²⁶⁸.

Les années 2020 marquent un tournant décisif dans la manière dont est abordé le « problème musulman ». Alors qu'au début des années 2000, l'approche dominante était avant tout sécuritaire, faisant du musulman un suspect potentiel en raison de son association

²⁶⁷ Proche du « jihadisme d'atmosphère » de Kepel. Voir KEPEL G. (2021) *Le Prophète et la pandémie. Du Moyen-Orient au Jihadisme d'atmosphère*, Paris, Gallimard. L'ancien Ministre de l'Intérieur, Gérard Darmanin, écrivait : « L'État trop longtemps concentré sur la radicalisation qui mène au terrorisme, a tardé à voir l'islamisme, menant au séparatisme, comme un danger imminent. [...] Nous soutenons qu'il n'y a pas une différence de nature entre le terrorisme et l'islamisme, mais une différence de degré, de moins en moins importante », in DARMANIN G. (2021) *Le séparatisme islamiste. Manifeste pour la laïcité*, Paris, Éditions de l'Observatoire. Kundnani a montré que la distinction entre « extrémistes » et « modérés » remonte à la colonisation britannique de l'Inde : « Dans le discours politique britannique, le terme « extrémisme » a été utilisé pour la première fois au début du XX^e siècle. Les rapports de police produits par l'administration coloniale en Inde classaient les militants anticoloniaux qui prônaient une indépendance totale comme des « extrémistes », tandis que ceux, comme le Congrès national indien, dont les demandes se limitaient à des réformes administratives, étaient qualifiés de « modérés » », KUNDNANI A. (2014), p. 68.

²⁶⁸ Frégosi (2025) remarque : « Cela s'est soldé par l'accentuation des contrôles des écoles musulmanes hors contrat (constitution d'un corps d'inspecteurs dédiés, modifications des règles d'autorisation d'ouverture, etc.). Le nouveau vademecum des écoles hors contrat élaboré par l'Éducation nationale traduit une nette inflexion sécuritaire et tend à assimiler les inspecteurs à des policiers, par exemple en reprenant à son compte un mot du registre de l'Intérieur, celui d'« indice ». Cela laisse à penser qu'il est demandé aux inspecteurs de détecter tous les « indices » supposés de séparatisme, comme des enquêteurs de police sur une scène de crime sont en quête d'indices susceptibles de leur permettre d'identifier un coupable ! ». Cette logique sécuritaire s'étend des individus suspectés de radicalisation à tous les musulmans dans leur ensemble : « L'objectif n'est plus en effet, semble-t-il, de surveiller seulement les individus, les lieux et les structures censés abriter des discours radicaux, ou des individus en lien avec une entreprise terroriste — objectif légitime —, mais également les fédérations et les groupes musulmans présentés comme non républicains, à l'instar des trois fédérations qui ont refusé de cosigner la Charte des principes pour l'islam de France de janvier 2021 ».

présumée avec le terrorisme, la décennie 2020 voit s'imposer une approche identitaire. Le musulman n'est plus perçu comme dangereux parce qu'il serait violent, mais parce qu'il est différent : il incarnerait une altérité culturelle et religieuse jugée incompatible avec les « valeurs fondamentales » de la nation. Sa seule existence semble dès lors constituer une menace symbolique pour la cohésion nationale.

Déjà présente en filigrane dans les décennies précédentes, surtout en France en raison du passé colonial, cette approche identitaire devient désormais hégémonique dans les politiques publiques de gestion des populations musulmanes en Occident, comme on le voit dans le rapport sénatorial, qui affirme que ce qui pose problème, ce sont les « mœurs » d'une « minorité de la population française », niant par là même la promesse de la modernité, fondée sur la reconnaissance d'une pluralité de modes de vie²⁶⁹ :

Contrairement à l'idée longtemps prédominante selon laquelle la société française et les institutions républicaines tendraient à renvoyer l'expression de la religion dans la sphère privée, tandis que l'espace public serait celui de l'adoption de mœurs communes, une minorité de la population française de confession musulmane tend à adopter un comportement dont l'intransigeance prend prétexte de la

²⁶⁹ Rapport « Radicalisation islamiste : faire face et lutter ensemble », n° 595 (2019-2020), p. 9-10, <<https://www.senat.fr/rap/r19-595-1/r19-595-11.pdf>>. Il est précisé plus tard qu'il s'agit bien de « la pratique du culte, les restrictions alimentaires, les prescriptions vestimentaires ou d'apparence » (p. 12), « les prières quotidiennes, le port du voile, la distance nécessaire entre les hommes et les femmes, le respect des interdits alimentaires » (p. 25), « une orthopraxie, des pratiques vestimentaires, alimentaires, rituelles, mais surtout une norme de comportement et de rapport entre les hommes et les femmes » (p. 199).

religion. Ce comportement prescriptif sur le plan des mœurs tend à faire du religieux l'unique mode de rapport aux autres.

Vouloir que « la religion cède la place à la règle commune » (p. 14) en imposant une uniformité de mœurs revient à nier l'un des fondements essentiels de la liberté moderne : le droit pour chacun de vivre conformément à ses convictions dès lors qu'il ne viole pas la loi et n'a pas l'intention de porter atteinte à l'ordre public. Tout citoyen, musulman ou pas, peut accepter pleinement les règles du jeu d'une société moderne et laïque en respectant la loi, sans pour autant les considérer en son for intérieur comme le système politique idéal. Être non-républicain ne signifie pas que l'on est antirépublicain, c'est-à-dire animé d'un « projet de sédition quotidienne et imperceptible »²⁷⁰, contrairement à ce que prétendent les partisans de la vision « pessimiste »²⁷¹.

La restriction de libertés fondamentales, à savoir les libertés de conscience, d'expression et de religion, ne peut se justifier dans un cadre libéral que si ces libertés portent atteinte à l'ordre public (sécurité, santé, etc.). Mais après le tournant laïciste des années 2000, le Conseil Constitutionnel légitime cette restriction sur la base d'éléments arbitraires et non objectivables tels que les « exigences minimales de la vie en société »²⁷², ou selon l'expression de la Cour

²⁷⁰ BERGEAUD-BLACKLER F. (2023) *Le Frérisme et ses réseaux, l'enquête*, p. 337.

²⁷¹ Dans un entretien, Rougier expose la « fragilité républicaine » dont on parlait quand il assimile le désaccord intellectuel vis-à-vis des principes républicains, même respectueux de la loi, avec la subversion active de ces principes : « Le système républicain est grignoté par des gens qui mènent des activités licites, mais explicitement antirépublicaines », in TÊTREAU C. « Il faut ébranler la capacité d'attraction des islamistes », *Le Point*, 3 octobre 2020, <https://www.lepoint.fr/politique/il-faut-ebranler-la-capacite-d-attraction-des-islamistes-03-10-2020-2394698_20.php>.

²⁷² Décision du 7 octobre 2010 (p. 5) : <https://www.conseil-constitutionnel.fr/sites/default/files/as/root/bank_mm/decisions/2010613dc/ccc_613dc.pdf>.

Européenne des Droits de l'Homme (CEDH), des « conditions du vivre ensemble »²⁷³.

Ainsi, restreindre ou stigmatiser des pratiques simplement parce qu'elles diffèrent des usages majoritaires, c'est réduire la liberté de conscience et de religion à une simple tolérance conditionnelle, soumise à l'arbitraire culturel de la majorité.

Il est pour le moins ironique que ceux qui reprochent aux musulmans une prétendue « incapacité véritable à concevoir l'altérité dans une société sécularisée », comme le disent les auteurs du rapport gouvernemental (p. 15), se révèlent eux-mêmes incapables d'accepter la moindre différence de valeurs et de mœurs²⁷⁴, contrevenant ainsi à l'idéal démocratique, qui ne consiste pas seulement à garantir l'égalité formelle devant la loi, mais à reconnaître la légitimité d'une pluralité de modes de vie. L'appel à réprimer ces « mœurs différentes » ne protège donc pas la République : il la détourne de ses propres principes, en transformant la démocratie en instrument d'homogénéisation sociale et culturelle, au mépris de la diversité qu'elle prétend garantir.

²⁷³ Décision SAS c. France du 1er juillet 2014, <[https://hudoc.echr.coe.int/fre#{%22itemid%22:\[%22001-145240%22\]}](https://hudoc.echr.coe.int/fre#{%22itemid%22:[%22001-145240%22]})>. La Cour ne fait qu'entériner le concept des « exigences minimales de la vie en société » du Conseil Constitutionnel et reconnaît « la conception française du vivre ensemble ».

²⁷⁴ Le rapport sénatorial parle d'une « haine de la différence » (p. 13), qu'il est pourtant le premier à véhiculer à l'égard des musulmans. Allen (2010, chap. 1) commente : « Contrairement aux formes plus anciennes de racisme, le « nouveau racisme » était perçu comme exagérant la différence et l'identification du différent de manière beaucoup moins explicite, où les marqueurs de différence n'étaient pas considérés comme soutenant une haine et une hostilité explicites, mais impliquaient implicitement et établissaient des défis et des menaces directs : des défis et des menaces qui étaient posés contre « notre mode de vie ». En effet, cette démarcation de la différence était fermement établie sur la base qu'elle devait être comprise comme soit inacceptable, soit incompatible avec les « normes » de la société. C'est-à-dire les normes relatives à « nous » et définitivement pas à « eux », renforçant ainsi une démarcation quelque peu nécessaire ».

Il ne s'agit donc pas, comme le prétend le rapport sénatorial, de se réclamer de « la liberté pour combattre la République » (p. 43), mais bien d'exiger la cohérence dans l'application des principes démocratiques, faute de quoi ceux-ci se réduisent à de simples slogans, masquant un autoritarisme exercé au nom même de la critique de l'autoritarisme²⁷⁵.

C'est cette incohérence que Losurdo qualifie de « contradiction performative tragique »²⁷⁶ : les principes démocratiques, censés constituer des principes juridiques, sont transformés en une « identité sociale » exclusive servant à distinguer ceux qui appartiennent pleinement à la communauté politique de ceux que l'on en exclut, en l'occurrence l'Autre musulman — érigé en « ennemi idéal »²⁷⁷, à qui l'on refuse d'appliquer ces mêmes principes au nom même de leur défense. Cet écart entre le droit proclamé et le droit appliqué se traduit par la mise en œuvre d'un véritable état d'exception²⁷⁸, où la suspension des droits fondamentaux se présente paradoxalement comme une défense de ces droits. Cette « démocratie totalitaire » fonctionne comme une démocratie pour la majorité et une répression autoritaire pour une minorité surveillée, contrôlée et domestiquée.

²⁷⁵ Kundnani (2014, chap. 9) commente : « Une société qui a empêché une partie de sa population de participer à l'élaboration d'un processus de transformation politique est une société qui a vidé sa démocratie de sa substance, jusqu'à ne laisser qu'un consensus technocratique vide dans lequel la vraie politique est désavouée ».

²⁷⁶ LOSURDO D. (2004) « Towards a Critique of the Category of Totalitarianism », *Historical Materialism*, volume 12:2, p. 53, <<https://archive.org/details/pdfy-dfBD-isycOcvHvqS/>>/

²⁷⁷ L'expression est empruntée à Samuel Huntington, qui considérait que toute puissance a besoin de se définir par rapport à un ennemi. Selon lui, l'adversaire idéal de l'Amérique — et, par extension, de l'Occident — devait être « idéologiquement hostile, racialement et culturellement différent », autrement dit : le musulman. Voir HUNTINGTON S. (2004) *Who are we? The Challenges to America's National Identity*, New York, Simon & Schuster, p. 262.

²⁷⁸ Voir AGAMBEN G. (2003) *État d'exception, Homo Sacer II*, 1, Paris, Seuil.

En premier lieu, c'est la liberté de conscience qui se trouve bafouée, puisque ces mesures restreignent la croyance et la pratique religieuses, ainsi que leur expression et leur transmission. En second lieu, c'est le principe d'égalité qui est transgressé, car les stratégies d'entrave systématique ne s'appliquent pas à d'autres individus qui, tout en respectant la loi, d'un côté n'adhèrent pas aux « valeurs de la République », mais à d'autres convictions religieuses ou philosophiques — tels les catholiques traditionalistes, les juifs orthodoxes, les évangélistes fondamentalistes, les franc-maçons anti-modernistes, les monarchistes, les minarchistes, les anarchistes, les technocrates, les populistes, etc. —, et d'un autre côté n'embrassent pas les « mœurs communes », mais d'autres modes de comportement — tels les polyamoureux, les abstèmes, les anti-spécistes, les végétariens²⁷⁹, les néo-luddites, les gothiques, les punks, etc.

Un tel appel à un strict conformisme social trahit non seulement une dérive totalitaire, imposant un monoculturalisme forcé, mais repose en outre sur une fiction²⁸⁰ : celle d'une « règle commune » homogène, expression d'une « francité » fantasmée conçue comme

²⁷⁹ En suivant la même logique inquisitoriale qui traverse le rapport, on pourrait tout aussi bien accuser le véganisme d'être une « politisation exacerbée » ou une « version intégraliste » du végétarisme, générant des « écosystèmes véganes ». Ce « végétarisme politique » serait ainsi animé d'une volonté de séparer les végétariens du reste de la communauté nationale, dans une forme de repli identitaire, tout en cherchant à transformer insidieusement la règle commune par un entrisme « par le bas » caractérisé par ses relations clientélistes et pernicieuses avec les élus locaux et les entreprises privées, séduites par l'ouverture de nouveaux marchés.

²⁸⁰ Taguieff (1991, p. 200-201) soulignait avec justesse, avant son tournant islamophobe, l'absurdité qu'il y a à défendre une « francité » imaginaire dans un contexte d'américanisation culturelle massive : « Si "menace" il y a sur l'identité française, il faudrait plutôt parler de la mondialisation de la culture médiatique. Les modèles et les références des jeunes, quelle que soit leur origine, sont plus souvent anglo-saxons qu'autre chose (musique, danse, films, langue, "mouvements"...). ». Ce constat, qui met en évidence un double standard, révèle que ce n'est pas la transformation de la « francité » en soi qui inquiète, mais bien l'« islamité », désignée comme menace singulière. C'est précisément cette perte accélérée du sens de l'identité culturelle qui explique, parmi d'autres facteurs, l'émergence d'une altérophobie croissante, d'autant plus violente que le sentiment de délitement identitaire s'intensifie. Voir ZEMPI (2019, p. 73-74).

incompatible avec toute « islamité », alors que dans une société diverse comme la nôtre, ces mœurs prétendument partagées ne sont rien d'autre que l'universalisation des normes particulières de la classe dominante.

Dans un véritable repli communautaire, responsables politiques, hauts fonctionnaires et acteurs médiatiques se tiennent enfermés dans un entre-soi séparatiste qui assure la préservation de leurs privilèges en garantissant leur reproduction sociale. Le fait que la quasi-totalité des personnes interrogées par la commission d'enquête sénatoriale aient partagé le point de vue « pessimiste » — à l'exception notable de deux voix discordantes, le sociologue Hamza Esmili et l'avocate Adélaïde Jacquin — illustre ce repli intellectuel, qui prend ici toutes les formes d'une véritable régression : aucune procédure contradictoire, aucun débat équilibré, aucune ouverture au pluralisme des analyses. La parole est monopolisée par une mouvance majoritairement islamophobe, constituée pour l'essentiel d'universitaires cités de façon répétitive (Kepel 4 fois, Rougier 26 fois, Micheron 13 fois, Bergeaud-Blackler 5 fois, Chiheb 9 fois), d'un ministre (Blanquer 12 fois) et de journalistes sans aucune compétence académique sur le sujet (Sifaoui 13 fois, El Rhazaoui 9 fois²⁸¹,

²⁸¹ Le cas de Zineb El Rhazoui est particulièrement révélateur d'un point de vue sociologique. Instrumentalisée comme « figure d'autorité endogène » et « informateur autochtone privilégié », elle a longtemps servi de caution intellectuelle à la mouvance islamophobe, jouant un rôle de « facilitateur de l'islamophobie » (Geisser, 2003, p. 96) : issue du groupe marginalisé étudié, sa voix donnait une apparence d'authenticité et d'objectivité aux analyses produites par des acteurs extérieurs, tout en renforçant les préjugés dominants. Mais son rôle purement instrumental est apparu au grand jour après ses prises de position sur le génocide en cours à Gaza en décembre 2023 : brutalement évincée du cercle des élites qui l'avaient portée aux nues, ostracisée, privée des distinctions qui lui avaient été décernées, elle a été rejetée dès lors qu'elle ne servait plus la ligne idéologique attendue. Ce schéma n'est pas isolé : d'autres figures médiatiques comme Boualem Sansal, Mohamed Sifaoui, Sonia Mabrouk, Zohra Bitan, Omar Souleimane ou Amine El Khatmi, occupent une place comparable, où ils ne servent que comme des instruments d'une politique de discrimination.

El Karoui 9 fois, Del Valle 4 fois, Razavi 8 fois²⁸², Szeftel 1 fois). Comme dans le rapport gouvernemental ici étudié, la dissymétrie est manifeste.

Par ailleurs, les rares voix discordantes sont systématiquement neutralisées par des procédés de disqualification. Elles sont d'abord renvoyées à une prétendue proximité avec le CCIF, dont on affirme, sans aucune preuve, les liens supposés avec les FM, afin de discréditer d'avance leur discours. Puis elles sont associées aux « études postcoloniales » (p. 69) ou aux « théories indigénistes » (p. 159), étiquettes utilisées comme repoussoirs pour délégitimer toute critique issue d'un autre cadre intellectuel. Enfin, leur parole est déformée et retournée contre elle-même dans une logique d'accusation inquisitoriale : ainsi, à propos du sociologue Hamza Esmili, mandaté par le CCIF, on peut lire dans le rapport sénatorial : « Les propos tenus par M. Hamza Esmili, envoyé par le Collectif Contre l'Islamophobie en France, sociologue, ne peuvent que conforter la commission d'enquête dans son analyse » (p. 158). Autrement dit, même lorsqu'un intervenant apporte un éclairage différent, son intervention est absorbée et reconfigurée, sans discussion ni réfutation, de manière à renforcer les thèses préétablies de la commission, rendant tout véritable débat intellectuel ou contradictoire impossible.

²⁸² Proche de Del Valle, Emmanuel Razavi reprend systématiquement les éléments de langage de la *hasbara* israélienne, s'efforçant d'associer toute question liée à « l'islamisme » à l'influence omniprésente et prétendument tentaculaire de l'Iran : les FM ne constitueraient qu'un simple rouage d'un vaste complot iranien. Il a d'ailleurs été récemment auditionné dans le cadre du nouveau rapport parlementaire consacré aux liens entre partis politiques et « islamisme ». Voir : <<https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/17/organes/autres-commissions/commissions-enquete/ce-mouvements-politiques-reseaux-islamistes>>. L'examen des auditions de cette commission, où siègent de nombreux soutiens du Likoud, révèle un fait remarquable : la question est abordée presque exclusivement sous le prisme de l'antisémitisme, qui n'est même pas mentionné dans l'intitulé de la commission et qui est instrumentalisé comme un moyen de légitimer la politique israélienne. Cette focalisation confirme une fois de plus l'imbrication étroite entre sionisme et islamophobie dans la politique contemporaine.

Ce dispositif interroge : comment prétendre à l'objectivité scientifique et à l'impartialité institutionnelle lorsque les sources elles-mêmes sont sélectionnées dans un cercle fermé, qui se nourrit de ses propres certitudes et marginalise toute voix alternative ?

Reflet intellectuel de leur isolement social, les élites françaises supportent difficilement l'émergence d'une classe musulmane intégrée, socialement ascendante et visible dans l'espace public. Pour défendre leurs intérêts, ils invoquent à tout propos le « vivre-ensemble républicain » (p. 42), transformé en slogan commode, tout en passant sous silence les faits qui contredisent leur discours et révèlent leur hypocrisie : dans la réalité, les formes de sociabilité vécues par les musulmans s'avèrent souvent bien plus imbriquées que celles de leurs accusateurs. Le nombre élevé de mariages mixtes, de liens de voisinage et de relations de proximité avec des non-musulmans témoigne d'une cohabitation ordinaire qui dément toute idée de séparatisme. Autrement dit, ceux qui se posent en gardiens du « vivre-ensemble » sont précisément ceux qui, par leur fermeture de classe et leur refus de la mixité sociale, en sapent la réalité la plus concrète²⁸³.

En 2024, le rapport annuel de la CNCDH, intitulé *La lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie*, a mis en évidence, à partir

²⁸³ Todd (2015) relève une contradiction frappante chez les idéologues néo-républicanistes de l'« exogamie », souvent eux-mêmes très endogames. Il cite notamment Éric Zemmour et Alain Finkielkraut, qui ont tous deux choisi leurs conjointes au sein de leur propre communauté juive, tout en multipliant les dénonciations contre le supposé « séparatisme » des musulmans, dont les pratiques matrimoniales sont, dans les faits, largement ouvertes et documentées comme fortement exogames. Autrement dit, ceux qui se posent en gardiens de l'intégration nationale incarnent eux-mêmes la logique séparatiste qu'ils condamnent, révélant ainsi le caractère biaisé de leur critique. Voir TODD E. (2015) *Qui est Charlie ? Sociologie d'une crise religieuse*, Paris, Seuil. Le sondage IFOP de novembre 2025 montre que le taux d'endogamie confessionnelle des musulmans (73%) est inférieur à la moyenne nationale (80 %).

d'études sociologiques rigoureuses, que les raisons avancées pour justifier la répression de l'Islam s'effondrent sous le poids de leur propre hypocrisie. Il est précisé sans ambiguïté (p. 288)²⁸⁴ :

Les arguments souvent avancés pour justifier la condamnation de certaines pratiques de l'islam ne résistent pas à l'analyse : le ressort premier de l'islamophobie n'est ni un attachement plus marqué aux valeurs républicaines, ni une défense de l'émancipation des femmes ou des minorités sexuelles.

Autrement dit, les références aux idéaux de la République ou aux principes égalitaires ne sont qu'un vernis rhétorique, cachant un racisme anti-musulman²⁸⁵, nourri par des représentations fantasmées de l'Islam comme menace existentielle. L'islamophobie se présente donc moins comme une défense sincère des droits universels que comme une crispation identitaire, révélatrice d'une difficulté structurelle de la société française à accepter la pluralité religieuse et culturelle en son sein. Cette difficulté se traduit par la réactivation, sous d'autres formes, de dispositifs coloniaux de contrôle et de hiérarchisation des musulmans.

D'un côté, la volonté de créer une institution nationale chargée de la formation des Imams afin de produire un clergé réformé diffusant un message conforme aux « valeurs de la République » reproduit presque à l'identique le régime du concordat instauré par Na-

²⁸⁴ CNCDH (2024) *La lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie*, <https://www.cncdh.fr/sites/default/files/2025-06/CNCDH_Rapport_2025_Année-2024_Racisme_PDFAccess.pdf>.

²⁸⁵ Wolfreys (2016, chap. 3) affirme péremptoirement : « Le problème de la France n'est pas la laïcité, mais le racisme ».

poléon en 1801, pourtant aboli par la loi de 1905. De nombreux responsables politiques ont explicitement appelé à la création d'un tel organisme spécifiquement pour les musulmans²⁸⁶.

De l'autre, la relégation des musulmans qui persistent à considérer la Šarī'a comme une référence normative de leur vie sociale et familiale à un statut de citoyens de seconde zone — cibles privilégiées des politiques d'entrave systémique — prolonge l'esprit du sénatus-consulte du 14 juillet 1865, qui conditionnait l'accès à la citoyenneté française des Algériens musulmans à l'abandon de leur droit personnel islamique, notamment en matière de mariage, de filiation et d'héritage²⁸⁷.

²⁸⁶ Dès 1987, lors des travaux de la Commission de la Nationalité, l'islamologue Bruno Étienne proposait déjà la création d'une « Église musulmane de France » [sic], sur le modèle du Consistoire israélite instauré par Napoléon en 1808 comme instance représentative du Judaïsme (Long, 1988, t. I, p. 133). Plus récemment, en 2016, l'ancien Ministre de l'Intérieur, G. Darmanin, alors député et maire de Tourcoing, appelait de ses vœux la création d'un Concordat dans son *Plaidoyer pour un islam français* : « Oui, à l'Islam nous devons imposer une concorde, c'est-à-dire un ensemble de règles, peut-être pour un temps défini, afin de l'assimiler totalement à la République », et il concluait de manière péremptoire : « C'est vouloir "gallicaniser" l'Islam », <https://egale.eu/wp-content/uploads/2020/07/Plaidoyer-pour-un-Islam-fran%C3%A7ais-Darmanin.pdf>. En 2023, l'ancien Premier ministre Édouard Philippe affirmait sans détour que « la spécificité de l'Islam nous oblige à réformer la loi de 1905 », suggérant par là que le principe même de la séparation des Églises et de l'État devrait être suspendu pour les musulmans, comme il l'avait déjà été en Algérie coloniale. Voir : <https://www.lefigaro.fr/vox/religion/concordat-la-specificite-de-l-islam-nous-oblige-a-reformer-la-loi-de-1905-20230921>. L'objectif est clair : passer d'une administration indirecte du culte musulman — limitée à une institutionnalisation par le haut et à une surveillance policière — à une administration directe, où l'État formerait lui-même les représentants du culte et contrôlerait complètement les institutions religieuses. Ce glissement révèle un « ras-le-bol » des élites, mécontentes de voir le modèle actuel (indirect), se heurter à de nombreuses limites : d'un côté, les difficultés juridiques de se conformer à la loi de 1905 qui conduisent à un dur exercice de jonglage juridique, et d'un autre côté, l'incapacité d'orienter de manière satisfaisante l'Islam de France dans le sens voulu d'une religion républicaine.

²⁸⁷ Voir : <https://mjp.univ-perp.fr/france/sc1865-0714.htm>. Le droit colonial français, ce « monstre juridique » (Le Cour Grandmaison 2012), à l'instar du droit israélien contemporain, opère une distinction entre nationalité et citoyenneté. Sous la colonisation, les « indigènes » étaient juridiquement français par la nationalité, mais privés des droits politiques et civiques attachés à la citoyenneté. De manière comparable, les Arabes d'Israël disposent de la nationalité israélienne — reconnaissance qui n'existe réellement que dans l'ordre international — mais se voient relégués au rang de citoyens de seconde zone, victimes d'un traitement différencié par rapport à la majorité juive, notamment au travers d'une soixantaine de lois qui instituent un régime d'apartheid. Voir Human Rights Watch (2021) *A Threshold Crossed. Israeli Authorities and the Crimes of Apartheid and Persecution*, <https://www.hrw.org/report/2021/04/27/threshold-crossed/israeli-authorities-and-crimes-apartheid-and-persecution> ; Amnesty International (2022) *Israel's apartheid against Palestinians: a cruel system of domination and a crime against humanity*, <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2022/02/israels-apartheid-against-palestinians-a-cruel-system-of-domination-and-a-crime-against-humanity/>.

L'urgence à éviter le pire

Malheureusement, c'est la seconde voie, intolérante et répressive, qui semble prévaloir aujourd'hui en France²⁸⁸ : le populisme gagne du terrain en présentant l'État de droit non plus comme une valeur à défendre, mais comme une faiblesse incapable de répondre aux « menaces » contemporaines²⁸⁹, surtout celles posées par l'« islamo-gauchisme »²⁹⁰, concept agité régulièrement comme une sorte d'épouvantail pour justifier les mesures liberticides et discriminatoires à l'encontre des musulmans²⁹¹, grâce à une convergence idéologique entre toutes les lignes politiques, générant une quasi-unanimité dans l'opinion autour d'un « problème musulman »²⁹².

Alors que dans les années 1990 cette orientation idéologique restait largement cantonnée à l'extrême-droite et faisait l'objet de critiques soutenues de la part des forces antiracistes de gauche, la fa-

²⁸⁸ L'historien du nazisme Johann Chapoutot décrit la France macronienne comme un régime « de nature illibérale à tendance fascisante ». Voir : <https://www.youtube.com/watch?v=PAFhiU_ILk> (16:40). Selon l'Index de Démocratie de l'« Economist Intelligence Unit », la France a été rétrogradée à la 26^e position et ne fait plus partie des démocraties complètes (*full democracy*), mais des démocraties défaillantes (*flawed democracy*). Voir : <<https://www.eiu.com/n/campaigns/democracy-index-2024/>>.

²⁸⁹ Dans un entretien du 29 septembre 2025, Retailleau a affirmé : « L'Etat de droit, ça n'est pas intangible, ni sacré. [...] C'est un ensemble de règles, une hiérarchie des normes, un contrôle juridictionnel, une séparation des pouvoirs, mais la source de l'Etat de droit, c'est la démocratie, c'est le peuple souverain », <<https://www.lejdd.fr/politique/bruno-retailleau-au-jdd-il-faut-renverser-la-table-en-memoire-de-philippine-150010>>.

²⁹⁰ Dans la pensée complotiste islamophobe, les deux rôles clés que sont les conspirateurs et les collaborateurs, doivent être attribués respectivement aux islamistes et aux islamo-gauchistes.

²⁹¹ Voir par exemple la proposition de résolution n°2528 « tendant à la création d'une commission d'enquête relative à l'entrisme idéologique et aux dérives islamo-gauchistes dans l'enseignement supérieur » (24 avril 2024), présentée à l'Assemblée Nationale, <https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/16/textes/116b2528_proposition-resolution>.

²⁹² L'« unanimisme islamophobe » (Hajjat et Mohammed, 2013, p. 257) constitue une singularité française, dans la mesure où l'ensemble des partis politiques — à l'exception de « La France Insoumise » — convergent vers des positions hostiles aux musulmans et s'accordent sur la légitimité de politiques répressives. Ce consensus du champ politique et médiatique contraste fortement avec la situation dans d'autres pays occidentaux, en particulier dans les contextes anglo-saxons, où l'existence d'une véritable tradition libérale sert de garde-fou contre de telles dérives liberticides. L'unanimisme islamophobe va de pair avec l'unanimisme sioniste, là encore avec l'exception notable de LFI, raison pour laquelle ce parti est « unanimement », bien que faussement, accusé d'antisémitisme sur la base exclusive de ses critiques de la politique israélienne.

meuse « lepénisation des esprits » a progressivement déplacé les lignes²⁹³. À partir des années 2000, elle a abouti à l'instauration d'un véritable consensus politique autour de l'islamophobie, désormais partagé bien au-delà de l'extrême-droite et intégré jusque dans les discours et les pratiques de la gauche institutionnelle²⁹⁴.

Il existe cependant un risque sérieux que ces mesures liberticides soient inefficaces, et même fortement contreproductives. À l'ère des réseaux sociaux, des plateformes numériques et de la circulation internationale, la fermeture des espaces physiques — mosquées, associations, librairies ou écoles — a une incidence limitée sur la transmission de la religion. Les jeunes musulmans peuvent se former à distance ou voyager dans des pays musulmans, ce qui affaiblit les effets des tentatives d'étouffement local. Plus encore, la stigmatisation systématique d'une communauté, loin de favoriser l'intégration, accentue la polarisation et dégrade la coexistence. La méfiance entretenue par le discours politique et médiatique risque ainsi d'alimenter, chez certains — notamment à l'extrême-droite —, des formes de radicalisation véritable, c'est-à-dire violente. En

²⁹³ À la lepénisation des esprits, a succédé leur zemmourisation, marquée par la coïncidence symbolique entre le nom du parti d'Éric Zemmour, *Reconquête*, et celui des brigades policières créées en 2018 par le ministre de l'Intérieur Gérard Collomb, les « Quartiers de Reconquête Républicaine », traduisant ainsi la normalisation d'une rhétorique de guerre culturelle et identitaire, qui désigne implicitement certains espaces comme des territoires à reconquérir et certaines populations comme des ennemis à soumettre.

²⁹⁴ L'ouvrage collectif dirigé par Pierre-André Taguieff, *Face au racisme* (1991), entreprenait de déconstruire les discours racistes et islamophobes véhiculés dans les tracts politiques du Front National, qui étaient fondés sur l'amalgame, la mauvaise foi et l'essentialisation, et qui sont absolument identiques aux propos actuels des rapports officiels de l'État français. Une dizaine d'années plus tard, le même Taguieff en viendra à reprendre lui-même des thèses islamophobes, notamment dans son ouvrage *La nouvelle judéophobie* (2002) — auquel Geisser répond par *La nouvelle islamophobie* (2003) —, et plus encore dans ses livres *L'islamisme et nous*, *Penser l'ennemi imprévu* (2017) et *L'invention de l'islamo-palestinarisme* (2025), où il se limite à reprendre la propagande génocidaire israélienne. Ce revirement intellectuel est emblématique d'une évolution plus large : le basculement d'une partie de la gauche antiraciste vers une « nouvelle gauche » qui, au nom de la lutte contre l'hésérophobie et la judéophobie, s'aligne sur le néoconservatisme et légitime la restriction croissante des libertés religieuses des musulmans.

adoptant des politiques discriminatoires et en relayant des discours stigmatisants, l'État contribue à normaliser dans l'opinion publique les comportements hostiles et violents envers les musulmans. Au lieu de garantir l'ordre public, ces mesures fragilisent le tissu social et multiplient les tensions.

Ensuite, l'invocation répétée des « principes démocratiques et républicains » pour justifier des politiques qui les contredisent ouvertement ne peut qu'accentuer la défiance, aliénant ainsi la part de musulmans déjà fortement occidentalisés²⁹⁵. La contradiction interne qui mine la démocratie identitaire²⁹⁶ est si évidente qu'elle entraîne une désillusion profonde non seulement chez les musulmans, mais aussi chez tous ceux qui assistent à cette dérive. Les idéaux de liberté et d'égalité apparaissent alors comme de simples paravents rhétoriques d'une politique liberticide et inégalitaire. Loin de neutraliser l'Islam, ce désenchantement contribue au contraire à lui redonner du crédit en le présentant comme une alternative cohérente à une modernité disqualifiée par ses nombreuses incohérences²⁹⁷.

²⁹⁵ Dans la conclusion à *Qui est Charlie ?* (2015), Todd déclare : « Une accentuation de la lutte contre l'islam ne saurait donc en aucune manière aboutir à sa réduction. Mais elle aliénera les musulmans complètement assimilés ».

²⁹⁶ Kundnani (2014, chap. 9) commente : « Plus la guerre contre le terrorisme a mis en avant cette vision du libéralisme, dans laquelle il devient une politique identitaire transcendante à part entière plutôt qu'un espace où diverses identités se rencontrent, moins le libéralisme a été capable de jouer le rôle de médiateur neutre ». Les critiques adressées ici au libéralisme recoupent largement celles du théologien catholique William Cavanaugh, professeur à l'Université DePaul de Chicago, pour qui la laïcité n'est qu'une neutralité fictive servant à discipliner et marginaliser le religieux. Si l'on suivait les auteurs du rapport, Cavanaugh devrait être considéré comme un « christianiste », et son « idéologie politique » — puisant pourtant dans les sources du catholicisme traditionnel, où la communauté religieuse précède et dépasse le cadre de l'État-nation séculier — devrait être frappée d'exclusion et traitée comme une menace pour la Nation en raison de sa prétendue radicalité.

²⁹⁷ Todd (2015) explique : « Tout ciblage supplémentaire de l'islam comme coupable n'aboutira qu'à faire de lui un idéal d'évasion. Ce qui apparaît aux vieux comme un terrible problème apparaîtra aux jeunes comme une terrible solution ».

L'un des exemples les plus flagrants de ce double standard en politique internationale réside dans la comparaison entre les réactions occidentales à la guerre en Ukraine et au génocide à Gaza. D'un côté, une mobilisation immédiate, massive et intransigeante ; de l'autre, une passivité coupable, voire des entraves au droit international, qui équivalent à une complicité silencieuse. Cette faillite morale de l'Occident contribue à discréditer la modernité, en poussant une partie de la jeunesse à chercher ailleurs des repères intellectuels plus cohérents.

Enfin, la perspective de l'exil vers des terres perçues comme plus tolérantes — qu'il s'agisse des pays anglo-saxons ou des pays d'origine musulmans — constitue une issue de plus en plus envisagée par une partie de la jeunesse française. Cependant, en toute objectivité, une telle dynamique risquerait d'appauvrir durablement le pays de ses forces vives, dans un contexte où la démographie nationale connaît déjà un net recul. En se privant ainsi d'une classe d'âge déjà insuffisante, la France verrait s'accélérer son déclin dans le concert des nations : de puissance moyenne encore influente, elle glisserait progressivement vers une situation de marginalisation, voire de « tiers-mondisation » relative, marquée par la perte d'attractivité, de dynamisme économique et de rayonnement culturel²⁹⁸.

²⁹⁸ *Ibid.* : « La France n'a tout simplement pas les moyens d'une telle confrontation. Elle n'a pu survivre à l'expulsion des protestants et à la guerre de Vendée que parce qu'elle était alors la première puissance démographique européenne. Mais il est évident qu'aujourd'hui, la réduction à un statut de citoyens de deuxième zone de 10 % de sa population jeune et la fuite probable vers le monde anglo-américain des plus doués d'entre eux marqueraient la fin de la France en tant que puissance moyenne ».

Se sentant en fin de vie, dans un déclin de plus en plus patent, les élites françaises se radicalisent et tentent un durcissement idéologique qui s'accompagne d'une intensification du recours à la force répressive et policière²⁹⁹ : la solution privilégiée consiste à sacrifier la liberté et l'égalité, valeurs fondamentales sur lesquelles s'est construite la révolution politique de la modernité.

L'organisation Genocide Watch³⁰⁰ soulignait déjà en 2022 que la politique française à l'égard des musulmans avait atteint l'étape six du processus génocidaire sur dix³⁰¹, en insistant particulièrement sur deux étapes : la discrimination (étape 3)³⁰² et la polarisation (étape 6)³⁰³. Ces mises en garde, pourtant graves, sont restées largement ignorées du débat public. Il est pourtant urgent de prendre conscience que l'histoire a montré à maintes reprises combien la stigmatisation légale et sociale d'une minorité peut préparer le terrain aux pires dérives.

Il faut espérer que la France ne poursuivra pas sur cette dérive néo-vichyste³⁰⁴, car si les événements récents continuent de s'accumuler, ils pourraient constituer les prémices indiquant le début

²⁹⁹ Le rapport sénatorial exigeait déjà en 2020 que soit réactivée la « police des cultes » prévue en 1905, dans le but de « protéger contre la pression religieuse et éviter l'immixtion du religieux dans le politique » (p. 18).

³⁰⁰ Basée à Washington, cette ONG a pour mission la prévention des génocides. Elle a été fondée en 1999 par le professeur et juriste des droits humains Gregory Stanton, qui deviendra, de 2007 à 2009, Président de l'« International Association of Genocide Scholars ». Voir : <<https://www.genocidewatch.com/fr/tenstages>>.

³⁰¹ <https://www.genocidewatch.com/fr/files/ugd/1585f1_b27b2d938ffd441eb37808e439b17523.pdf>. Les dix traits distinctifs des politiques génocidaires sont : (1) Classement, (2) Symbolisation, (3) Discrimination, (4) Déshumanisation, (5) Organisation, (6) Polarisation, (7) Préparation, (8) Persécution, (9) Extermination, (10) Dénigrement.

³⁰² Division entre « eux et nous ».

³⁰³ Diffusion d'une propagande polarisante par des groupes haineux.

³⁰⁴ Todd déclarait en 2015 qu'il était encore trop tôt pour prédire cette évolution. Force est de constater, en 2025, que cette possibilité devient de plus en plus plausible.

d'une transition vers la « préparation » (étape 7), selon la typologie de Genocide Watch, ouvrant la voie à des violences structurelles et systématiques encore plus graves³⁰⁵.

Il est clair que l'étape 6 est pleinement réalisée en France aujourd'hui, avec un climat de suspicion envers l'Islam, la mise en avant d'un discours de séparation (« eux » vs « nous »)³⁰⁶, des restrictions spécifiques (loi sur les signes religieux à l'école, loi « séparatisme », dissolution d'associations), et une polarisation médiatique récurrente. Mais on trouve également quelques indicateurs d'un début de transition vers l'étape 7 (Préparation) : d'un côté, l'expropriation économique par la fermeture administrative et le gel des avoirs de nombreuses institutions et personnalités musulmanes, signe d'une sorte de marginalisation matérielle ; et d'un autre côté, la violence meurtrière ciblée, notamment les attaques contre des mosquées (33 depuis 2015) et les meurtres islamophobes, comme celui d'Abubakar Cissé en avril 2025.

Peu de non-musulmans mesurent la peur et l'anxiété dans lesquelles vivent nombre de musulmans en France³⁰⁷, où l'islamopho-

³⁰⁵ À l'honneur de la société française, il faut reconnaître que l'islamophobie interpersonnelle — entendue comme la discrimination exercée dans les interactions sociales ordinaires — demeure relativement faible en France, surtout si on la compare à d'autres pays occidentaux comme la Grèce, l'Italie ou l'Espagne, et même à des sociétés plus libérales comme le Royaume-Uni ou les États-Unis. Le véritable problème réside ailleurs : dans la diffusion, par la classe dirigeante et les institutions publiques, d'une islamophobie politique et idéologique, inscrite dans les discours officiels, les politiques publiques et les dispositifs administratifs. C'est à ce niveau systémique, et non dans les relations quotidiennes entre individus, que s'enracine la marginalisation durable des musulmans. En ce sens, on peut à juste titre reprendre la formule de Hajjat et Mohammed (2012) et affirmer que les élites françaises *fabriquent* le « problème musulman ». Voir également ZEMPI (2019, chap. 4).

³⁰⁶ Geisser (2003) indique que l'islamophobie fait de la religion musulmane un « marqueur identitaire irréductible entre “Nous” et “Eux” » (p. 10).

³⁰⁷ Souvent, ce n'est qu'en se convertissant à l'Islam qu'ils prennent conscience de cette réalité : ils passent alors « de l'autre côté du rideau » qui sépare deux expériences radicalement différentes de la même réalité sociale. Ce qui apparaissait jusque-là comme une vie dans un cadre libre et égalitaire se transforme soudain en l'expérience d'un environnement oppressant et discriminatoire, où l'égalité proclamée se révèle sélective et conditionnelle.

bie d'atmosphère s'apparentant à un véritable maccarthysme anti-musulman, les contraint à s'auto-censurer en permanence et à atténuer, voire à dissimuler, toute expression de leur identité religieuse, car la moindre expression de foi ou la plus simple revendication de droits peuvent suffire à être étiqueté d'« islamiste », avec pour conséquence une mise au ban sociale, une mort symbolique, ou même des sanctions professionnelles et judiciaires bien réelles.

Cette adaptation forcée les conduit souvent à endosser une identité de façade, en rupture avec ce qu'ils sont réellement, ce qui engendre un sentiment de duplicité et un véritable dédoublement de personnalité. À long terme, ce processus de dissimulation donnant l'impression de « vivre en étant assiégé »³⁰⁸ a des effets psychologiques délétères, nourrissant la perte de confiance en soi, l'isolement social et un profond sentiment d'aliénation³⁰⁹.

Cette chasse aux sorcières institutionnalisée, qui confond pratique religieuse et menace politique, pousse ainsi une partie des musulmans à quitter la France, faute de pouvoir y vivre libres dans la dignité et la sécurité, comme cela a été constaté dans une étude sociologique qui a fait grand bruit dans les médias³¹⁰, où de nombreux rédacteurs et présentateurs étaient étonnés de ce phéno-

³⁰⁸ SAEED T. (2018) « Discours de sécurisation : islamophobie et politiques de lutte contre le terrorisme dans les établissements d'enseignement au Royaume-Uni », in CARTER CENTER (2018, p. 95).

³⁰⁹ Comme toutes les victimes de crimes de haine, les victimes d'actes islamophobes sont souvent durablement traversées par des sentiments d'anxiété, de culpabilité, de honte et de dépression. Voir ZEMPI (2019, chap. 7). Face à la discrimination, trois stratégies sont possibles : la résolution par le dialogue, fondée sur une attitude tolérante et compréhensive ; l'évitement, consistant à effacer tout marqueur d'identité musulmane en renonçant à ses droits ; et enfin la résistance, qui passe par la confrontation sur le terrain juridique et la défense active de ses droits. Voir ZEMPI (2019, chap. 25).

³¹⁰ ESTEVE, PICARD et TALPIN, *La France, tu l'aimes mais tu la quittes. Enquête sur la diaspora française musulmane*, Paris, Seuil, 2024. On y trouve de nombreux témoignages exprimant le désarroi et la souffrance des musulmans français qui ne se sentent pas chez eux en France.

mène auquel ils ont pourtant grandement contribué par la diffusion de discours ouvertement islamophobes³¹¹.

Certes, l'étape 7 n'est pas pleinement réalisée, car il manque encore l'intensité et la systématicité des événements considérés : on n'observe pas de stratégie coordonnée visant à exproprier massivement les musulmans, ni de campagnes généralisées de tueries. Cependant, la présence de signaux avant-coureurs peut être interprétée comme un début de bascule.

L'histoire de la République française comporte déjà des précédents où elle s'est rendue coupable de crimes de masse à caractère génocidaire. Ceux-ci ne concernent pas seulement des populations étrangères — comme lors des génocides coloniaux en Afrique ou en Océanie³¹² — mais aussi sa propre population. On peut citer le génocide vendéen (1793-1794)³¹³, perpétré au nom de la « pacification » intérieure dans la période post-révolutionnaire, ainsi que la parti-

³¹¹ Les journalistes participent à la diffusion de l'islamophobie pour trois raisons principales : l'ignorance de l'Islam, qu'il s'agisse de sa dimension religieuse ou des réalités sociales et historiques du monde musulman ; le racisme structurel, intériorisé de manière souvent inconsciente ; l'influence de groupes de pression, qui imposent des narratifs et un vocabulaire idéologiquement orientés. Voir ZEMPI (2019, chap. 26). Il est par exemple particulièrement révélateur d'entendre les journalistes qualifier systématiquement le Hamas d'organisation « islamiste », alors qu'ils évitent toujours de caractériser Israël comme un État sioniste. De même, les médias évoquent invariablement les « otages » israéliens retenus par le Hamas, mais parlent seulement des « prisonniers » palestiniens détenus par Israël — y compris lorsqu'il s'agit de civils incarcérés sans inculpation ni jugement. Plus largement, l'appartenance religieuse ou ethnique d'un individu n'est mentionnée dans la presse que lorsque celui-ci est associé à un événement négatif (crime, délit, terrorisme), tandis qu'elle demeure implicite ou passée sous silence lorsque la personne est chrétienne ou blanche.

³¹² Pour défendre les massacres de la colonisation, Renan utilisait des justifications très proches de celles que l'on trouve chez les auteurs islamophobes contemporains : « A l'heure qu'il est, la condition essentielle pour que la civilisation européenne se répande, c'est la destruction de la chose sémitique par excellence, la destruction du pouvoir théocratique de l'islamisme, par conséquent la destruction de l'islamisme ; car l'islamisme ne peut exister que comme religion officielle ; quand on le réduira à l'état de religion libre et individuelle, il périra. [...] Là est la guerre éternelle, la guerre qui ne cessera que quand le dernier fils d'Ismaël sera mort de misère ou aura été relégué par la terreur au fond du désert. L'islam est la plus complète négation de l'Europe ; l'islam est le fanatisme », RENAN E. (1862) *De la part des peuples sémitiques dans l'histoire de la civilisation*, Paris, Michel Lévy.

³¹³ SECHER R. (1986) *Le génocide franco-français : la Vendée-Vengé* ; (2011) *Vendée, du génocide au mémoricide : mécanique d'un crime légal contre l'humanité*.

cipation active de l'État français, sous le régime de Vichy, au génocide des juifs (1940-1944)³¹⁴ durant l'occupation allemande³¹⁵.

À ceux qui jugeraient cette mise en garde excessive, il convient de rappeler qu'en 1925, malgré la montée d'un antisémitisme profond et potentiellement violent, rares étaient ceux qui auraient pu imaginer une extermination systématique des juifs dans les quinze à vingt ans qui allaient suivre — et beaucoup auraient sans doute dénoncé comme alarmistes ceux qui tentaient déjà d'en prévenir la possibilité.

Il ne faut pas oublier également que le premier nettoyage ethnique de l'époque moderne en Europe a visé les musulmans, en l'occurrence les morisques expulsés d'Espagne en 1609³¹⁶. Cet épisode marque un tournant : c'est à ce moment que la société européenne s'est structurée autour d'une intolérance radicale.

³¹⁴ Voir MARRUS M. et PAXTON R. (1981) *Vichy et les Juifs*. Dans *Le suicide français* (2014), Zemmour critique durement cet ouvrage et tente une réhabilitation de Vichy qui justifie pleinement le terme de « néo-vichysme » pour un segment de l'islamophobie contemporaine française.

³¹⁵ A cette double responsabilité — directe puis indirecte —, s'ajoute la responsabilité actuelle pour manquement à son obligation de prévenir un génocide dans le cas du génocide à Gaza, en raison de l'absence d'arrêt des exportations de composants militaires vers Israël, l'absence de suspension des accords d'association avec Israël, l'absence de mesures diplomatiques fermes tant au niveau national qu'international (au Conseil de Sécurité de l'ONU), et l'absence d'exécution du mandat d'arrêt émis par la CPI à l'encontre de Premier Ministre Netanyahu, à qui la France a pourtant donné l'autorisation de survoler son espace aérien à quatre reprises. Voir : <<https://www.lacimade.org/presse/la-france-doit-interdire-lutilisation-de-son-espace-aerien-par-benjamin-netanyahou-le-7-juillet/>>. L'association JURDI (Juristes pour le Respect du Droit International) a saisi la justice pour manquement de l'État à ses obligations de prévenir un génocide (septembre 2025). Voir ses courriers répétés au gouvernement : <<https://jurdi.fr/ressources/jurdi-obligation-prevenir-genocide-lettre-et-annexe-a-pr/>> (septembre 2024) ; <<https://jurdi.fr/ressources/jurdi-lettre-pr-relance-obligation-de-prevenir-genocide/>> (décembre 2024) ; <<https://jurdi.fr/dans-les-medias/une-association-de-juristes-adresse-une-mise-en-demeure-a-la-france-sur-la-situation-de-gaza/>> (mars 2025). Voir également le dernier rapport de Francesca Albanese, publié le 20 octobre 2025, qui met en cause la France, aux côtés d'autres États tiers, pour complicité diplomatique, politique, militaire, économique et humanitaire dans le génocide en cours à Gaza : <<https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/hr-bodies/hrcouncil/coiopt/a-80-492-advance-unedited-version.pdf>>.

³¹⁶ DE ZAYAS R. « En 1609, premier cas moderne de “purification ethnique”. L'expulsion des morisques d'Espagne », *Le Monde diplomatique* (mars 1997), <<https://www.monde-diplomatique.fr/1997/03/DE-ZAYAS/4605?utm=>>.

L'exclusion des musulmans s'inscrit ainsi dans une généalogie longue et profonde de l'histoire européenne, dans un processus d'altérisation radicale où le musulman est construit comme l'« autre absolu », dans une continuité historique marquée par trois³¹⁷ grandes vagues³¹⁸ :

1. À l'époque médiévale, cette dynamique s'incarne dans les Croisades et la Reconquista (XI^e–XV^e siècles), menées depuis le triangle politico-religieux Tolède–Rome–Byzance, où le conflit est avant tout théologique et territorial.
2. À l'époque moderne, elle se poursuit avec l'entreprise coloniale (XVIII^e–XIX^e siècles), désormais légitimée par le discours du progrès et de la « mission civilisatrice », sous la domination des puissances Londres–Paris–Berlin.
3. À l'époque contemporaine, elle prend la forme d'un impérialisme globalisé (XX^e–XXI^e siècles), où la domination politique et culturelle s'articule autour du triangle Tel-Aviv–Washington–Riyad, mobilisant l'islamophobie comme instrument géopolitique de contrôle idéologique.

Ces processus ont ouvert la voie à la déshumanisation du musulman, en préparant le terrain aux discriminations et violences

³¹⁷ Cette tripartition correspond également à la périodisation que l'on trouve dans Zempi (2019, p. 45), distinguant : l'islamophobie traditionnelle, l'islamophobie de l'industrialisation moderne et l'islamophobie de l'instantanéité modulaire.

³¹⁸ En parlant de « vagues », on entend souligner que l'opposition entre l'Occident et l'Islam n'est pas nécessaire et inéluctable, contrairement à ce que prétendent les marchands de la guerre comme Huntington dans *Le choc des civilisations* (1996), mais plutôt circonstancielle et changeante en fonction de rapports politiques variables. Les relations entre ces deux entités, elles-mêmes plurielles et hétérogènes, sont dynamiques, multiples et contradictoires. Comme le dit Kumar (2021), l'islamophobie est un produit de l'« empire », et non une fatalité de l'histoire liée à une prétendue identité essentielle de ces entités.

ultérieures, qui semblent mener de nouveau l'Occident vers une société de la persécution³¹⁹ où le complotisme islamophobe et l'accusation d'« islamisme » fonctionnent comme un véritable « mandat pour le génocide »³²⁰ des musulmans³²¹.

Avant d'arriver à un point de non-retour et pour prévenir une escalade, Stanton conseille de déclarer alors une urgence génocidaire, car le basculement peut intervenir de façon rapide et inattendue. Les pages les plus sombres de l'histoire européenne devraient servir d'avertissement et nous rappeler que le pire peut encore se reproduire à tout moment.

Pour y parvenir, il est indispensable de rompre avec la logique répressive que promeut le rapport et de renouer avec une application pleine et non sélective des principes démocratiques : la liberté de conscience, la pluralité religieuse et l'égalité de tous les citoyens devant la loi. De la même manière que le maccarthysme anticommuniste a fini par rejoindre les poubelles de l'Histoire, il faut espérer que cet interlude anti-laïque, néo-républicain et anti-musulman connaîtra lui aussi le même destin.

³¹⁹ MOORE R. I. (2007) *The Formation of a Persecuting Society, Authority and Deviance in Western Europe 950-1250*, Blackwell Publishing.

³²⁰ COHN N. (1967) *Warrant for Genocide. The Myth of the Jewish World Conspiracy and the Protocols of the Elders of Zion*, London, Serif.

³²¹ Comme on l'a vu, la légitimation du génocide par l'accusation d'« islamisme » doit être comprise au sens littéral : c'est bien au nom de la lutte contre les FM que sont aujourd'hui justifiés les génocides de Palestine et du Soudan.

Conclusion

Le rapport que nous avons examiné se veut une analyse objective et une mise en garde contre un supposé « danger frériste » qui pèserait sur la République. Pourtant, à la lecture attentive du document, il apparaît avant tout comme un texte profondément biaisé, où les affirmations péremptoires remplacent les démonstrations, et où les concepts employés passent sans cesse d'un sens à un autre pour servir une rhétorique plus qu'une argumentation.

L'une des contradictions majeures du rapport réside dans la manière dont il définit l'« influence » des FM. Tantôt celle-ci est décrite comme diffuse et insaisissable, fonctionnant par capillarité à travers des discours et des postures sociales ; tantôt, au contraire, elle est présentée comme structurée, organisée et quasi-militaire, avec des « systèmes de recrutement » et des « stratégies d'entrisme ». Ces glissements ne relèvent pas de simples maladroresses conceptuelles : ils traduisent une volonté de dramatiser la présence musulmane en France en lui attribuant une organisation occulte et subversive, sans que les preuves apportées soient à la hauteur des accusations.

Le rapport se distingue également par une évidente mauvaise foi. Il passe sous silence le rôle déterminant de l'État dans la désor-

ganisation du culte musulman, déforme de nombreuses citations pour leur donner un sens tendancieux et prête aux musulmans l'existence d'un projet subversif sans fournir la moindre preuve tangible, sombrant ainsi dans un complotisme peu digne d'un document officiel.

La définition du séparatisme proposée dans le rapport est, à cet égard, exemplaire de ses contradictions. On y lit que le séparatisme vise à « affaiblir, voire à détruire la communauté nationale » et à « établir des clôtures définitives entre les individus et les groupes ». Si l'on prenait cette définition au sérieux, il faudrait alors inclure dans le champ du séparatisme une multitude de mouvements politiques et religieux, mais dans la pratique, le séparatisme n'est appliqué qu'aux musulmans. Le concept est donc moins une catégorie analytique qu'un instrument rhétorique destiné à justifier des mesures d'exception à l'encontre d'une seule minorité religieuse.

Au fond, ce rapport ne fait que refléter une tendance de fond de la politique française depuis plus de vingt ans : la mise en place progressive d'un arsenal législatif et administratif discriminatoire visant à restreindre la liberté religieuse des musulmans. Les interdictions successives traduisent une obsession constante : celle de contenir et de contrôler l'expression publique de l'Islam, quitte à piétiner le principe de liberté de conscience et le principe d'égalité de traitement.

Face à cela, deux voies s'offrent aux sociétés occidentales. Soit elles choisissent de demeurer des démocraties, en garantissant à tous leurs citoyens — musulmans inclus — la pleine jouissance des

droits fondamentaux. Soit elles assument leur glissement vers des régimes autoritaires, où la liberté proclamée dans les constitutions n'est plus qu'un mot creux, et où l'ordre social repose sur la surveillance, l'exclusion et la répression. Malheureusement, le rapport étudié penche pour le second scénario.

La véritable épreuve pour la République n'est donc pas la présence musulmane, mais sa capacité à rester fidèle à ses principes. La liberté de conscience et l'égalité des droits ne sont pas négociables : les transgresser, c'est miner la cohérence sans laquelle elle perd toute légitimité. Si la France — et plus largement l'Occident — veulent éviter de s'enfoncer dans une spirale autoritaire, il leur faut rompre avec les velléités liberticides et intolérantes qui animent ce rapport. Sans cela, la « question musulmane » continuera d'être moins un problème pour la République que le révélateur de ses propres contradictions.

Bibliographie

ALLEN C. (2010) *Islamophobia*, Farnham, Ashgate Publishing Company.

AMSELLE J.-L. (2018) « L'ethnisation de la politique (suite) », *Lignes*, 55(1), 137-148, <<https://doi.org/10.3917/lignes.055.0137>>.

ARCLAY F., CHOPIN C.-A. et EVANS M. (2017) « Introduction : colonialisme de peuplement et Algérie française », *Settler Colonial Studies*, 8 (2), <<https://doi.org/10.1080/2201473X.2016.1273862>>.

ARROYO J. (2023) « Interdiction des signes religieux : la fin justifie-t-elle les moyens ? », *Revue des droits et libertés fondamentaux*, n°30, <<https://revuedlf.com/droit-administratif/interdiction-des-signes-religieux-la-fin-justifie-t-elle-les-moyens/>>.

AWAD A. (2012) « The True Story of Sharia in American Courts », <<https://www.thenation.com/article/archive/true-story-sharia-american-courts/>>.

BAYRAKLI E. et FARID H. (2023) *European Islamophobia Report*, Leopold Weiss Institute.

BERGEAUD-BLACKLER F. (2023), *Le frérisme et ses réseaux, l'enquête*, Paris, Odile Jacob.

BESSON S. (2002) *La conquête de l'Occident. Le projet secret des islamistes*, Paris, Seuil.

———— (2004) « Quand la suisse protégeait l'islam radical au nom de la raison d'Etat », *Le Temps*, <<https://www.letemps.ch/opinions/suisse-protecteait-lislam-radical-nom-raison-detat>>.

BISHARA A. (2022) *On Salafism, Concepts and Contexts*, Stanford, Stanford University Press.

BONIFACE P. (2003) *Est-il permis de critiquer Israël ?*, Paris, Robert Laffont.

———— (2011) *Les intellectuels faussaires. Le triomphe médiatique des experts en mensonges*, Paris, Jean-Claude Gawsewitch Éditeur.

———— (2025) *Permis de tuer. Gaza : génocide, négationnisme et hasbara*, Paris, Max Milo.

BONNEFOY L. (2021) « Bernard Rougier, un chercheur conquis par la fièvre identitaire. De la recherche scientifique aux plateaux télévisés », *Revue du Crieur*, 19 (2), 142-159, <<https://doi.org/10.3917/crieu.019.0142>>.

BOURSIER H. et JEQUIER-ZALC P. (2024) « Le Printemps républicain et ses alliés, ceux qui ont fait le lit de l'extrême droite », <<https://www.politis.fr/articles/2024/09/le-printemps-republicain-et-ses-allies-ceux-qui-ont-fait-le-lit-de-lextreme-droite/>>.

CARTER CENTER (2018) *Lutte contre l'industrie de l'islamophobie : vers des stratégies plus efficaces*, <<https://www.cartercenter.org/re>

[sources/pdfs/peace/conflict_resolution/countering-isis/symposium-report_final_french.pdf](#)>.

COHEN M. (2016) « Journal d'un laïque en campagne », <<https://www.causeur.fr/printemps-republicain-gauche-laicite-37324>>.

DAZEY M. (2024) « Enquêter sur des mouvements islamistes. Enjeux conceptuels, méthodologiques et épistémologiques d'une approche centrée sur l'idéologie. Discussion critique autour de l'ouvrage de Florence Bergeaud-Blackler, *Le frérisme et ses réseaux, l'enquête* », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, 155, 1/2024, <<https://doi.org/10.4000/remmm.20611>>.

DE ZAYAS R., « En 1609, premier cas moderne de « purification ethnique ». L'expulsion des morisques d'Espagne », *Le Monde diplomatique* (mars 1997), <https://www.monde-diplomatique.fr/1997/03/DE_ZAYAS/4605?utm=>.

EL KAROUI K. (2016) *Un islam français est possible*, Institut Montaigne.

————— (2018) *La fabrique de l'islamisme*, Institut Montaigne.

ESMILI H. (2020) « Les nouveaux faussaires : le Maître, l'Établi et l'Aspirant », *Contretemps, Revue de critique communiste*, <<https://www.contretemps.eu/nouveaux-faussaires-maitre-etabli-aspirant/>>.

ESTEVE O., PICARD A. et TALPIN J. (2024) *La France, tu l'aimes mais tu la quittes. Enquête sur la diaspora française musulmane*, Paris, Seuil.

FONTENELLE S. (2020) *Les empoisonneurs. Antisémitisme, islamophobie, xénophobie*, Paris, Lettres Libres.

FRÉGOSI F. (2025) *Gouverner l'islam en France*, Paris, Seuil.

GASPAR R., KERSIMON I. et MAURER P., (2021) « Au Printemps républicain, une vision bien particulière de la laïcité », <<https://www.slate.fr/politique/le-printemps-republicain-devoile/episode-4-combat-laique-laicite-islam-islamisme>>.

GEISSER V. (2003) *La nouvelle islamophobie*, Paris, La Découverte.

GERGES F. A. (1999) *America and Political Islam, Clash of Cultures or Interests?*, Cambridge, Cambridge University Press.

HAJJAT A. et MOHAMMED M. (2013) *Islamophobie. Comment les élites françaises fabriquent le problème musulman*, Paris, Éditions de La Découverte.

HALLAQ W. (2009) *Shari'a. Theory, Practice, Transformations*, NY, Cambridge University Press.

KUMAR D. (2010) « Green Scare: The Making of the New Muslim Enemy », *Common Dreams*, <<http://www.commondreams.org/view/2010/04/17-6>>.

———— (2012) *Islamophobia and the Politics of Empire*, Chicago, Haymarket Books.

———— (2021) *Islamophobia and the Politics of Empire. Twenty years after 9/11*, New York, Verso Books.

KUNDNANI A. (2014) *The Muslims are coming! Islamophobia, Extremism and the Domestic War on Terror*, London, Verso Books.

KURU A. et STEPAN A. (2012) *Democracy, Islam and Secularism in Turkey*, New York, Columbia University Press.

LE COUR GRANDMAISON O. (2012) *De l'indigénat. Anatomie d'un « monstre » juridique : le droit colonial en Algérie et dans l'Empire français*, Paris, La Découverte.

LEAN N. (2012) *The Islamophobia Industry. How the Right Manufactures Hatred of Muslims*, London, Pluto Press.

LÉCUYER Y. (2023) « La subversion du droit par les idées d'extrême-droite : les nouvelles lois scélérates », *Revue des droits et libertés fondamentaux*, n°50, <<https://revuedlf.com/droit-fondamentaux/la-subversion-du-droit-par-les-idees-dextreme-droite-les-nouvelles-lois-sclerates/>>.

LIOGIER R. (2012) *Le mythe de l'islamisation. Essai sur une obsession collective*, Paris, Seuil.

LONG M. (1988) *Être français aujourd'hui et demain. Rapport de la Commission de la Nationalité par M. Marceau Long au Premier Ministre*, Paris, Éditions 10/18.

LORCERIE F. (2006) « L'islam comme contre-identification française : trois moments », *L'Année du Maghreb*, II, <<http://journals.openedition.org/anneemaghreb/161>>.

MAMDANI M. (2004) *Good muslim, bad muslim. America, the Cold War and the Roots of Terror*, New York, Pantheon.

MARZOUKI N. (2014) « Le mouvement contre le droit islamique et le droit étranger aux États-Unis », *Politique américaine*, 23(1), 33-53,

<https://shs.cairn.info/revue-politique-americaire-2014-1-page-33?lang=fr>.

MASSOUMI N., MILLS T., et MILLER D. (2017) *What is Islamophobia? Racism, Social Movements and the State*, London, Pluto Press.

NETANYAHU B. (1986) *Terrorism. How the West can Win*, New York, Avon Books.

PAPPE I. (2006) *Le nettoyage ethnique de la Palestine*, Paris, Fayard.

PETERS R. (2005) *Crime and Punishment in Islamic Law: Theory and Practice from the Sixteenth to the Twenty-First Century*, NY, Cambridge University Press.

PORTIER P. (2018) « Le tournant substantialiste de la laïcité française », *Horizontes Antropológicos*, 52, <http://journals.openedition.org/horizontes/2497>.

RABB I. (2015) *Doubt in Islamic Law: A History of Legal Maxims, Interpretation, and Islamic Criminal Law*, NY, Cambridge University Press.

ROSIER-CATACH I. (2009) *Les Grecs, les Arabes et nous. Enquête sur l'islamophobie savante*, Paris, Fayard.

ROY O. (1999) « Le post-islamisme », *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, n°85-86, 1999, <https://doi.org/10.3406/remmm.1999.2634>.

SAAIDIA O. (2016), « L'invention du culte musulman dans l'Algérie coloniale du XIXe siècle », *L'Année du Maghreb*, 14, <http://journals.openedition.org/anneemaghreb/2689>.

STERN J. (2021) « Le printemps israélien d'Aurore Bergé, députée en chef », <<https://orientxxi.info/magazine/le-printemps-israelien-d-aurore-berge-deputee-en-chef,4502>>.

TAGUIEFF P.-A. (1991) *Face au racisme*, Paris, La Découverte.

————— (2021) *Les théories du complot*, Paris, Que sais-je ?.

TEAM B II, (2010) *Shariah: The Threat to America. An Exercise in Competitive Analysis*, CSP.

TODD E. (2015) *Qui est Charlie ? Sociologie d'une crise religieuse*, Paris, Seuil.

VANDORPE E. (2011) « De l'islamophobie à l'islamoparanoïa », <<https://oumma.com/de-lislamophobie-a-lislamoparanoia/>>.

VINCENT J.-P. (2016) *Qu'est-ce que le conservatisme ?*, Paris, Les Belles Lettres.

WICKHAM C. (2013) *The Muslim Brotherhood, Evolution of an Islamist Movement*, Princeton, Princeton University Press.

WOLFREYS J. (2016) *Republic of Islamophobia, The Rise of Respectable Racism in France*, Oxford, Oxford University Press.

ZEMPI I. et AWAN I. (2019) *The Routledge International Handbook of Islamophobia*, London, Routledge

MOHIBULKHAYL ‘ALIYYAH



Critique du rapport “Frères musulmans et islamisme en France”

En mai 2025, le gouvernement français publie le rapport *Frères musulmans et islamisme politique en France*. Présenté comme une expertise neutre et objective, ce texte s'avère, à l'examen, un document profondément idéologique. Sous couvert d'analyse, il érige l'Islam en menace diffuse, amalgame des réalités hétérogènes et alimente une vision anxiogène de la population musulmane.

Ce livre propose une lecture critique systématique de ce rapport. Il met en lumière ses biais méthodologiques, ses présupposés politiques et son inscription dans une tradition longue de stigmatisation des minorités religieuses et culturelles. À travers l'étude des procédés rhétoriques, mais aussi des dispositifs juridiques et médiatiques qui en découlent, il montre comment s'élabore un complotisme islamophobe institutionnel, nourri d'amalgames et de simplifications.

En replaçant cette production étatique dans une perspective historique, l'ouvrage révèle la continuité d'une gestion coloniale de l'Islam qui ne cesse de s'en prendre aux libertés publiques.

Clair et documenté, ce travail entend démonter les mécanismes d'un récit d'État, dont les effets dépassent la seule question musulmane pour interroger l'avenir même de la démocratie française.